

© TRANSVALOR - Presses des MINES, 2012

© Photo de couverture : D. Akrich

60, boulevard Saint-Michel - 75272 Paris Cedex 06 - France

email : presses@mines-paristech.fr

<http://www.pressesdesmines.com/>

ISBN : 978-2-911256-53-0

Dépôt légal : 2012

Achevé d'imprimer en 2012 (Paris)

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous les pays.

Événements et sécurité

Les professionnels des climats urbains

COLLECTION SCIENCES SOCIALES

Responsable de la collection : Cécile Méadel
Centre de sociologie de l'innovation (<http://www.csi.enscm.fr/>)

Marcel Calvez
avec la collaboration de Sarah Leduc
Des environnements à risques
Se mobiliser contre le cancer

Geneviève Teïl, Sandrine Barrey, Pierre
Floux, Antoin Hennion
Le vin et l'environnement

Alexandre Mallard
Petit dans le Marché
Une sociologie de la Très Petite Entreprise

Julie Denouël, Fabien Granjon
Communiquer à l'ère numérique

Textes réunis par Madeleine Akrich,
Yannick Barthe, Fabian Muniesa et
Philippe Mustar
Débordements
Mélanges offerts à Michel Callon

Madeleine Akrich, Yannick Barthe,
Catherine Rémy
Sur la piste environnementale

Cyril Lemieux
Un président élu par les médias ?

Cyril Lemieux
La Sociologie sur le vif

Michel Armatte
La Science économique comme ingénierie

Jérôme Denis et David Pontille
Petite sociologie de la signalétique
Les coulisses des panneaux du métro

Annemarie Mol
Ce que soigner veut dire
Repenser le libre choix du patient

Madeleine Akrich, Cécile Méadel et
Vololona Rabeharisoa
Se mobiliser pour la santé. Les associations de
patients témoignent.

Madeleine Akrich, Joao Nunes,
Florence Paterson et Vololona
Rabeharisoa (eds)
The Dynamics of Patient Organizations in
Europe

Maggie Mort, Christine Milligan,
Celia Roberts and Ingunn Moser (ed.)
Ageing, Technology and Home Care

Madeleine Akrich, Michel Callon et
Bruno Latour
Sociologie de la traduction. Textes fondateurs

Alain Desrosières
Pour une sociologie de la quantification.
L'Argument statistique I
Gouverner par les nombres.
L'Argument statistique II

Coordonné par Antoine Savoye et
Fabien Cardoni
Frédéric Le Play, parcours, audience, héritage

Anthologie établie par Frédéric Audren
et Antoine Savoye
La Naissance de l'ingénieur social

Anne-France de Saint Laurent-Kogan
et Jean-Louis Metzger (dir.)
Où va le travail à l'ère du numérique ?

Bruno Latour
Chroniques d'un amateur de sciences
Vololona Rabeharisoa et Michel Callon
Le Pouvoir des malades

Dominique Boullier

Stéphane Chevrier

Stéphane Juguet

Événements et sécurité

Les professionnels des climats urbains

Introduction

LA SÉCURITÉ COMME CLIMATISATION

Lorsque des situations de crises urbaines explosent, il se trouve toujours de beaux esprits pour annoncer qu'ils l'avaient prévu et que tout cela démontre la nécessité de mettre en place des dispositifs de prévention. Mais il est « trop tard », la situation a dégénéré sans que les « grandes causes » aient une quelconque utilité pour expliquer ce qui s'est passé réellement à chaud. Les démarches de prévention situationnelle (Clarke, 1997) prennent le problème par l'autre bout et veulent affirmer qu'en s'en prenant au cadre bâti et en anticipant sur des situations d'insécurité éventuelles créées par ce même cadre bâti, il est possible de calmer le jeu durablement. Mais alors, il est en quelque sorte « trop tôt » car la situation reste définitivement irréductible à des facteurs environnementaux, ce serait la prendre trop à froid. Cette difficulté du moment opportun n'est pas nouvelle, elle constitue même tout l'art du politique qui sait percevoir le *kairos*, le moment opportun pour agir. Les recherches comme les diagnostics doivent mettre en place des méthodes adaptées pour percevoir ce moment opportun où une situation bascule. C'est ce que nous tenterons dans cette recherche, qui place l'observateur en situation de risque car ses définitions *a priori* n'auront guère d'utilité pour suivre ce qui apparaît au moment même où il apparaît.

Les professionnels de terrain savent le faire, et disposent de capteurs personnels (leurs perceptions) et de techniques pour « sentir » que « ça va dégénérer ». Loin de se limiter à la recherche de causalités qui supposent des régularités (des densités, des environnements, des populations types, des déclencheurs types, etc.), ces professionnels agrègent de nombreux indices pour passer dans le même mouvement de ces causes répertoriées à des indices infimes qui font sens pour eux et qui les mettent en alerte. Nous souhaitons nous inspirer de ces savoir-faire, nous mettre à l'école de ces professionnels, pour adopter une approche pragmatique dans l'analyse de ces climats d'insécurité souvent détectés et pourtant si difficiles à formaliser. Il faut en effet prendre la société « en train de se faire » (Latour, 2006), de muer, de se transformer d'un état dans un autre, au sens quasi physique et, pour cela, admettre que les phénomènes sociaux émergent au-delà des causes que les chercheurs peuvent leur attribuer. Pour autant, les changements de situation ne sont pas aussi brutaux que l'on

veut bien le dire : la « climatisation » est un concept de Sloterdijk (2002, 2005) qui a le mérite, au-delà de la métaphore et du contexte contemporain fort riche sur ce thème, de rendre compte de ce qui nous tient ensemble à plusieurs niveaux en même temps :

- politique (un certain climat politique dit-on) ;
- symbolique (ce qui fait du lien) ;
- et perceptif (notre corps ressent le climat).

Il permet de relier ces différents niveaux par la médiation de l'écologie des situations (nous sommes situés et couplés à un certain environnement) et des équipements qui appareillent nos perceptions ou notre être-ensemble. C'est pour cela qu'il ne s'agit pas seulement d'un climat, comme résultat observable, mais bien de climatisation comme processus multiniveaux régulables. Le vocabulaire du chaud et du froid fait partie de la langue courante pour exprimer des « ambiances » (un quartier chaud, une ambiance glaciale, etc.) et les experts s'en servent pour décrire ce qu'ils ne peuvent pas toujours mettre en forme techniquement mesurable (« ça s'échauffe », « ils sont chauffés à blanc »). Et c'est bien parce que l'état de la société en émergence que nous voulons décrire s'appuie (au sens de « prend appui ») sur tous les niveaux évoqués à la fois que le concept de climatisation nous permettra de circuler à volonté en suivant les points de vue des acteurs (« la sociation » telle que la définit Bruno Latour (Latour, 2006).

Nous faisons ici une économie politique des énergies des situations urbaines, qui n'est pas sans rappeler certains travaux de Guattari notamment, mais plus empirique sans doute, car cherchant à suivre le travail des acteurs pour réguler la climatisation en question. Ces situations de crise potentielle sont des *dérèglements de la climatisation* (à tous ses niveaux) que les professionnels savent repérer. Et ils savent souvent mettre en place les circuits de refroidissement nécessaires. Ce sont leurs méthodes qui là aussi nous intéressent, leurs ethnométhodes, pourrions-nous dire, car c'est aussi dans la tradition de l'ethnométhodologie que nous nous situons.

Notre recherche ne se focalise donc pas sur une logique de maintien de l'ordre qui intervient lorsque la bulle climatique a explosé, même si nous suivrons les événements jusqu'à leur terme. Notre recherche ne s'intéresse pas non plus aux réputations de sécurité ou d'insécurité ou encore aux descripteurs permanents de l'état d'insécurité de certains espaces, même si nous recueillerons ces mesures répétées. Nous nous situons entre les deux : lorsqu'une situation de routine peut basculer en situation de crise, à ce moment qu'il convient

d'objectiver, notamment à partir de l'expertise des professionnels qui savent faire ce travail d'objectivation en permanence, mais aussi de celle de certains types de publics.

LA VILLE ÉVÉNEMENT

Le dérèglement de la climatisation se perçoit comme rupture du rythme de la vie ordinaire, comme événement, il fait événement. C'est le cas d'émeutes urbaines qui peuvent être déclenchées à partir de n'importe quel incident, apparemment anodin parfois, s'intégrant à des mécanismes de la frustration relative, mais les dépassant également. Il nous semble précisément que ce processus se voit de façon « plus pure » dès lors que des événements sont programmés dans l'espace urbain. Ces événements sont de plus en plus préformatés, suscités par les autorités de toutes sortes dans une économie de l'opinion (Orléan, 1999) où il faut sans cesse capter les attentions, ce bien rare par excellence (Goldhaber, 1992, Boullier, 2009). La climatisation, nous dit Sloterdijk, repose sur deux processus majeurs, celui de la gâterie (ce que nous aurions appelé dans les années 1960 la société de consommation, des biens, de l'estime de soi, des jouissances en masse jusqu'à épuisement) et celui du stress. La bulle climatique tient seulement dans cet équilibre entre les deux pôles : sans gâterie, le stress devient angoisse pure qui ne s'épuise jamais et qui génère la guerre, sans stress, la gâterie devient gloutonnerie épuisée en léthargie quasi végétative, nouvelle version du passage à la limite qui tire toujours vers la mort. L'insécurité naît dès lors que le stress s'impose et empêche la gâterie promise de se réaliser ou dans le passage à la limite de la gâterie qui affecte du coup tout l'environnement en le menaçant. Or les événements sont des machines à produire du stress pour fournir de la gâterie (« ah quel beau match », dit-on à la fin) mais peuvent s'arrêter en route lorsque la climatisation reste bloquée sur la position stress. C'est tout le problème posé par la jonction entre « instabilité et passion » lors des rencontres sportives (Clanché, 1998), lorsque les passions peuvent devenir débordantes et conduire au « crime passionnel » (Bodin, 1999a ; 2003).

La ville définie par sa centralité et son accessibilité (Lefebvre, 1968) est prédisposée à générer ce stress par une focalisation spatiale et une tension circulatoire jamais épuisée. Mais cette dimension spatiale comporte toujours un volet temporel, absent dans les termes employés par Lefebvre, celui de l'événement qui rythme la vie de la cité lorsqu'il se répète ou qui la surprend. La ville n'est pas uniformément prise par ce stress de l'événement, à moins de supposer que la connexion médiatique de tous au centre permet de générer

cette synchronisation qui est au cœur des *process* politiques des sociétés de masse : c'est ce qu'on l'on pensait observer avec les messes du 20h ou théoriser avec le village global de McLuhan (McLuhan, 1977) (ce qui n'est pas complètement erroné mais qui fait fi du cadre bâti et de la disparition des moments de co-présence de façon trop rapide).

Lorsque l'événement prend la ville, il en fait une autre ville, il la découpe pour créer de nouveaux centres et de nouvelles voies d'accès. Ainsi, le concert des *Rolling Stones* redéfinit un espace urbain pertinent, l'espace « affecté » par l'événement, et produit une ville reliée pour le temps de ce concert. Un concert de *Michel Sardou* ne configurera pas la ville de la même façon parce qu'un autre public sera assemblé. Si c'est un match de foot, la ville sera affectée différemment. Si Marseille reçoit Paris, les publics ne seront pas du tout les mêmes que pour un match Marseille contre Lens. Si un marathon se court sur toute la ville tout change, là encore pendant l'événement sportif. La rue n'est pas le stade, la rue pour le marathon n'est pas la rue pour la manifestation. Les points centraux de focalisation de l'attention et de coprésence ne sont plus les mêmes mais les points d'accès non plus et donc les espaces de parcours affectés par les publics non plus. L'espace urbain pertinent pour l'événement découpe une autre ville, provisoire certes, qui va vivre et faire vivre un certain climat. Les aéroports, les gares ou les autoroutes font déjà partie du stade, les professionnels de la sécurité, civile ou de maintien de l'ordre, le savent bien.

Nous nous intéressons donc à cette « ville affectée » qui émerge lors de l'événement, dont le lien avec une supposée ville préexistante reste problématique (le supporteur ne se souvient parfois même pas du parcours qu'il a fait pour arriver au stade depuis la gare TGV). À tel point que toute « l'écologie de la situation » doit être traitée au sens strict du terme, en prenant en compte les effets de halos créés par le bruit, la lumière, les odeurs, etc, qui peuvent affecter la ville sur une zone fort différente selon les types d'événements mais aussi selon le climat (au sens strict) du moment : le vent porte le son et les odeurs et crée un public concerné différent selon les saisons.

LES PRISES TECHNIQUES SUR LA CLIMATISATION

Les professionnels de la sécurité savent délimiter les zones à risque ou les zones à protéger bien au-delà de la zone centrale, ils savent découper une ville à la mesure de l'événement. Mais plus intéressant, ils ne le font pas au dernier moment. Ils ont déjà déposé dans toute la ville des marques, ils ont fait plier la ville à leurs impératifs pour avoir une meilleure prise sur ces moments de transformation possible (nous avons déjà étudié ce processus pour les sapeurs-

pompiers, Boullier et Chevrier, 2000). Ces mutations du climat que l'on dit imprévisibles, il faut pouvoir les rendre visibles le plus tôt possible, sous diverses formes, sous divers formats : la vidéosurveillance, les capteurs de toutes sortes qui se mettent en place, les barrières qui délimitent des accès, les périmètres de sécurité établis et contrôlés par avance, le fait d'aller chercher les publics et supporters visiteurs parfois à plusieurs dizaines de kilomètres du stade pour les encadrer et les surveiller jusque dans l'enceinte sportive elle-même (Bromberger, 1995). Tout cela constitue un dispositif de production du climat, un outil de régulation de la climatisation qui doit leur donner prise sur l'invisible, sur l'émergent, sur les processus que personne ne parvient à formaliser ou à anticiper totalement. Tous les indices doivent alors être rassemblés dans des « centres de calcul » (B. Latour) qui vont rendre visibles les espaces, les êtres mais aussi le stress lui-même. C'est une autre ville-réseau qui se découpe puisque les capteurs dispersés quadrillent le terrain mais ne peuvent prendre sens qu'à la condition d'être visualisés (voire calculés) simultanément de façon synoptique. Mais de là naît aussi l'écart entre les situations vécues, les situations rendues visibles, leurs interprétations et les actions possibles. Lors de notre travail sur la vidéosurveillance à la RATP (Boullier, 1995), au tout début du système, nous avons déjà montré l'écart critique entre une visibilité accrue de processus potentiellement à risque et une capacité beaucoup plus réduite d'intervention. Ce qui provoquait des effets déprimants sur les opérateurs de la sécurité à distance, conscients de leur relative impuissance. Il en va de même dans la gestion des publics sportifs. Observations, surveillance accrue, et interventions sont en prise avec, parfois, une gestion en « bon père de famille », (pour reprendre une expression du code civil), gestion qui de fait s'oppose ou contrevient aux règlements et aux lois, créant des contextes anormaux voire de nouvelles situations de tensions à observer (Bodin, 1999b).

L'interprétation des situations fut notre préoccupation centrale puisqu'il nous fallait repérer ce qui dans une situation événement peut faire indice pour les professionnels de la sécurité. Le numérique possède une puissance propre puisqu'il permet de *produire de l'équivalence* par sa capacité de calcul : on zoome, on rapproche plusieurs images, on modifie leurs propriétés, on fait des calculs qui peuvent permettre d'établir des correspondances entre situations, entre personnes, etc. On peut aussi automatiser certaines collectes d'indices pour *générer des seuils d'alerte* (par exemple le bruit dans un couloir de métro qui déclenche une alarme, même s'il s'agit de rires ou des capteurs de mouvements, même s'il s'agit de courses pour le dernier métro). À notre connaissance, les algorithmes d'alerte automatisée sont encore peu performants dans ces domaines. Pourtant, cette notion de seuils d'alerte est entrée dans la culture liée

à la climatisation : risques naturels qui engendrent l'équipement de zones entières, centrales nucléaires, mais aussi systèmes boursiers de *High Frequency Trading* qui ont désormais la capacité de détecter des surchauffes anormales pour arrêter les échanges. Ces deux derniers exemples sont les plus significatifs de notre époque puisqu'ils sont susceptibles d'engendrer des bulles parmi les plus destructrices. C'est précisément ce que cherche à éviter cette captation visuelle des publics (Cochoy, 2004) et de leurs comportements pour éviter tout effet de bulle ou plutôt de boule de neige qui changerait la nature d'un processus au point de créer l'insécurité. La question du seuil reste essentielle, car avant, c'est trop tôt et après, c'est trop tard. De ce fait, les experts restent indispensables pour agréger ces indices en temps réel et générer les réactions adaptées. Certaines situations doivent être détectées avant même qu'un seuil soit franchi : les situations dégradées, les « ambiances pourries », les « tensions palpables », dont on ne sait pas définir précisément les points de rupture potentiels, font partie des opérations de qualification (Boltanski et Thévenot, 1991) conduites en permanence par les professionnels, parfois à la limite de leurs rôles prédéfinis, comme dans le cas des lanceurs d'alerte (Chateauraynaud et Torny, 1999).

Deuxième dimension de cet équipement généralisé : le seul fait de produire des dispositifs d'observation et de contrôle d'accès peut modifier la nature des espaces publics, perçus dès lors comme des freins à l'activité libre des personnes et des groupes. C'est le cas des barrières d'entrée dans le métro (qui vont générer attente, bousculade et tensions lors de situations de foules, ce qui a conduit des opérateurs à les supprimer au profit de bornes). Toutes ces barrières ou cette couverture visuelle d'un espace peuvent être des cibles pour des groupes qui s'échauffent. Elles peuvent aussi inciter à sortir des lieux surveillés, à étendre encore la ville affectée, pour se sentir non couverts par ce « contenant » (Sloterdijk, 2005) que créent la surveillance ou les barrières. Nous distinguerons pour notre part conteneur et contenant, suivant en cela D. Anzieu (Anzieu, 1993). Ce déplacement constitue toujours le point critique lorsqu'un espace est investi par les techniques ou par la police : « ça ne fait que déplacer le problème ailleurs ». Dans le cas des événements réguliers, le même phénomène se reproduit en partie, les incidents possibles se déroulant toujours plus en amont (ou en aval) du stade, par exemple.

Ainsi, les palpations effectuées à l'entrée des périmètres de sécurité et à un second niveau des stades eux-mêmes produisent les mêmes effets. La proximité du match, l'afflux massif d'un grand nombre de spectateurs dans le dernier quart d'heure précédant celui-ci, la présence de nombreuses femmes qui ne

peuvent qu'être contrôlées par des femmes, etc., induisent des tensions, des contestations, un filtrage « à la gueule », qui sont tout autant générateurs de tensions et de stress de part et d'autre (service d'ordre et public) et nuisent en même temps aux mesures de sécurité instituées (Bodin, Trouilhet, 2001).

Les systèmes techniques de captation des publics dans la ville cherchent à produire un conteneur, seul susceptible de donner la maîtrise de la climatisation, au-delà des conteneurs du cadre bâti. Mais le conteneur numérique reste virtuel et finit souvent par connaître des fuites puisque le fantasme de *Big Brother* ne peut se réaliser (encore) totalement. Il faut noter cependant qu'une grande partie des incidents lors des événements se produisent à l'intérieur même de ces conteneurs virtuels : on sait qu'on est vu mais cela n'empêche pas de passer à l'acte, particulièrement dès lors qu'on est en groupe dans une foule, quitte à porter des vêtements qui masquent un peu le visage. C'est pourquoi ces techniques sont à la fois efficaces car elles rendent visibles des actes générateurs d'insécurité mais en même temps peu utiles puisque leur force de dissuasion est réduite.

LES PROFESSIONNELS DE L'AMBIANCE

La climatisation d'un événement ne relève pas simplement de la compétence des professionnels de la sécurité et du secours chargés de refroidir une situation jugée « trop chaude » qui menacerait de déborder. Nous avons cherché à conserver un point de vue symétrique, et nous nous sommes intéressés aussi à ces professionnels chargés de la construction d'un microclimat événementiel. Ces professionnels de l'événementiel ont précisément pour mission de dérégler la climatisation, d'affecter, de toucher et d'émouvoir (au sens de mettre en mouvement et de susciter l'émotion) un public et une ville. Pour y parvenir, ils mobilisent de lourds dispositifs techniques mis au service de la scénographie de l'événement. Il faut l'appui d'animateurs, de DJ, de maîtres de cérémonie, de chauffeurs de salle, de tribuns... appuyés par une sonorisation puissante, par des écrans géants, par des rails de projecteurs, par des machines à faire de la fumée, de la mousse, des bulles... pour focaliser l'attention, faire monter le stress et survolter le public. Ces professionnels disposent de techniques et de savoir-faire pour chauffer un public et « mettre de l'ambiance », mais ils disposent aussi d'une capacité à « sentir » ce public. Lors des observations dont nous rendons compte, cette dimension sera cependant moins présente, car la programmation d'un festival ou l'organisation d'un match de foot sont des processus planifiés et qui donnent lieu à des adaptations limitées en cours d'événement, du point de vue de la régulation du climat.

Comme les professionnels de la sécurité, les organisateurs d'événements agrègent une multitude de critères qui sont autant de prises (Bessy et Chateauraynaud, 1995) sur l'invisible pour qualifier une situation. S'ils jugent ce public trop tiède ou trop froid, il leur appartient de le galvaniser, de le chauffer. Ces professionnels mobilisent des indices pour apprécier l'état de tension ou d'échauffement d'une situation, ces indices sont aussi des signaux d'alerte qui permettent de définir des seuils à ne pas dépasser, seuils au-delà desquels ils n'auraient plus la maîtrise de la situation.

Cette dynamique événementielle et festive semble très éloignée d'une logique sécuritaire. Pourtant, de la qualité des relations entre refroidisseurs et chauffeurs et de leur compétence peut naître une situation d'insécurité ou non. Ainsi, la dispersion de la foule ne peut être simplement appréhendée en termes de gestion des flux. Les manifestants, les fans, les supporters sont pleins de l'événement. Leur corps mis sous tension ont encaissé des kilowatts, des kilovolts, des kilojoules... de musique et de son, d'images et de lumière : ils sont « chauds ». Ils sont pleins de cette énergie qui augmente leur adhérence au sol et au lieu. Les techniques d'évacuation et de maintien de l'ordre, parfois musclées, font alors l'effet d'une douche froide, elles créent un « choc thermique ». Le public veut prolonger la fête, « refaire le match », « jouer la troisième mi-temps » pour ne pas mettre fin à l'événement. En produisant un compte rendu du match, du concert, de la manifestation, etc., en produisant un récit de son expérience (qui prend parfois une forme de logorrhée), il se libère de l'emprise de l'événement. Mais la « troisième mi-temps » est aussi une cellule temporelle de dégrisement ou un *chill out* qui permet de clore l'événement par acclimatation progressive de ses acteurs. Ces sas de décompression sont l'envers des vestiaires, coulisses (places publiques, bus, gares, rames de métro et de RER...) où le public se prépare et se chauffe. L'espace-temps urbain peut se lire à travers ce prisme. Si le stade qui accueille un match de foot ou un concert constitue généralement le cœur de l'événement (on parle parfois de cratère), il était important d'identifier et d'observer les vestiaires de l'événement : ils appartiennent à la ville affectée, ils participent à son dessin et à son émergence.

METHODES DE SAISIE DE L'INSAISSABLE

La méthode que nous avons mise en œuvre est avant tout fondée sur l'observation et, en cela, elle est plus proche des traditions anthropologiques que sociologiques. Si nous avons insisté à ce point sur les espaces et sur les artefacts, c'est qu'il nous fallait trouver un point de stabilité, des repères, pour traiter un objet éminemment temporel et instable, les événements, et plus

particulièrement la mutation qui s'y produit, l'événement au sein des événements. Mais nous suivons en cela une tradition désormais reconnue en sociologie de l'innovation et en théorie de l'acteur-réseau, issue des travaux de Callon, Latour et de l'Ecole des Mines de Paris. Le statut des objets y prend une place certes renforcée par rapport à une tradition sociologique qui les avait fait totalement disparaître, sans pour autant attribuer un statut permanent identique à ces objets. L'observation des rues, des stades, des écrans vidéo, des barrières, n'est qu'une forme de prise sur la situation, une façon pour le sociologue de se mettre à niveau dans son immersion avec le terrain par rapport aux professionnels, en prenant au sérieux tout ce qu'ils ont mis en place pour se rendre la tâche plus facile, pour « engrammer » des programmes d'action dans des techniques, pour ne pas avoir sans cesse à les déployer, en inscrivant l'expérience passée collective dans des configurations techniques et médiatiques. Ces « investissements de forme », selon le terme de Thévenot (1986), sont nécessairement stylisés, moins problématiques, moins incertains, car ils visent la durée. L'observateur un peu aguerri avec les techniques sait y reconnaître certains choix, certains possibles non exploités, certaines saillances qui vont servir d'affordances (Gibson, 1979, Norman, 1999), ou certaines absences significatives. Certes, dès que possible, nous avons obtenu la validation de ces hypothèses par les entretiens en cours d'action que nous avons conduits, puisque, pour réaliser cette observation, il fallait bien être présent : le sociologue ne travaille pas sur catalogue, c'est-à-dire hors de la situation écologique. Cependant, l'insistance sur cette phase de description reste significative dans notre démarche. Tout d'abord parce que la ville et son cadre bâti ne peuvent pas être mis aux abonnés absents dans toute analyse d'un événement, qu'il soit match de foot, manifestation ou regroupement spontané. Malgré toutes leurs qualités, les analyses politiques des manifestations font ainsi quasiment toujours l'impasse sur les propriétés de l'environnement urbain (Favre, 1990, Fillieule, 1997). Pour une bonne raison : la catégorie manifestation a déjà une existence dans le répertoire des formes d'action collective et se voit traitée en fonction des attributs de son pouvoir performatif, de ce qu'elle fait sur l'opinion. Mais jamais dans sa relation à la ville, aux badauds ou au trafic automobile, ce qui fait précisément conflit dans l'occupation de l'espace urbain. Le point de vue adopté par les analystes des manifestations est donc plutôt celui des organisateurs, malgré le souci de distance, et cette posture permet de gagner en pouvoir de comparaison, tout en rendant inutile toute comparaison avec un match de foot considéré comme différent par nature, c'est-à-dire en fait par choix de catégorisation *a priori*.

Or, et c'est la deuxième explication de notre souci de la description, nous sommes d'abord attentifs à comprendre la singularité d'un événement, avant de prétendre le réduire à des catégories préétablies. Et quasiment par définition, un événement se doit d'être singulier. L'observateur habitué, voire le participant chevronné, considéreront parfois qu'ils n'ont vu qu'une répétition des mêmes schèmes, mais on peut dire alors dans ce cas que l'événement a manqué sa cible d'une certaine façon puisqu'il doit y avoir « au moins un » spectateur participant pour considérer qu'il a vécu quelque chose d'unique. Cette singularité rend toute comparaison impossible sauf si l'on prend la précaution de produire des inventaires précis des entités qui peuplent ces événements. Voilà pourquoi nos observations ont été systématiques et débouchent sur des tentatives visuelles de restitution de la présence des entités, sous forme de listes. Nous ne savons pas *a priori* quel pouvoir d'action, quelle *agency*, auront les entités que nous listons. Qu'il s'agisse d'une barrière ou d'une compagnie de CRS postée discrètement au coin de la rue, rien ne dit qu'elles seront décisives mais rien ne dit non plus qu'elles ne feront pas quelque chose.

Dès lors, et cela correspond entièrement à l'état d'esprit et à la méthode des professionnels des climats, toutes ces entités doivent être « prépositionnées ». Ce terme est remarquable pour notre discours de la méthode car il dit assez bien comment la maintenance des situations sociales est réalisée. Nous passons notre temps – individus, groupes sociaux, professionnels, institutions – à prépositionner des possibles d'action, ce qui constitue la plus explicite démonstration du travail de cadrage (« frame » chez Goffman) réalisé inévitablement par tous les acteurs : par défaut, chacun produit ce cadre et l'on voit ici qu'il ne s'agit en rien d'une opération purement mentale comme on le pense parfois mais bien de trouver des appuis pour faire tenir son cadrage aux yeux de tous. Là se logent aussi toutes les asymétries entre acteurs puisque certains disposent des ressources pour occuper l'espace et le cadrer : installer plusieurs compagnies de CRS d'un côté et arriver avec sa bouteille plastique de mélange alcoolisé puissant préparé à la maison et avec ses baskets pour courir au cas où, de l'autre, sont deux prépositionnements qui n'affectent pas la situation de la même façon.

Cependant, une fois ces « positions préparées à l'avance » bien installées – et certaines, comme le cadre bâti, depuis plusieurs centaines d'années, avec un programme qui parfois s'est maintenu, parfois a vieilli – rien ne dit que la situation va suivre ces cadrages. Il faudra nécessairement les réviser (Livet, 1992). Et la présence des observateurs au cœur même des événements reste indispensable. Car ces entités vont toutes déployer leur puissance d'action à un

moment et sous des formes que personne ne peut entièrement prédéfinir. Comme nous l'avions montré dans le cas des sapeurs-pompiers, cette profession est la seule qui dispose d'un temps considérable pour précadrer et préarranger tous ses environnements, précisément parce que chaque incendie, chaque accident est imprévisible et présentera des singularités : pour éviter d'être débordés par cette émergence, les professionnels de l'urgence ont préformatés suffisamment d'éléments pour conserver une forme, un style, dirait H. White (1992), malgré la déstabilisation. Les observateurs procèdent de la même façon : pour éviter de devoir tout prendre en compte à chaud, ils doivent déjà disposer de l'inventaire des entités présentes, les avoir bien comprises et décrites dans leur programme type pour ensuite être capables de mieux se concentrer sur le cours de l'action. Notre travail a donc consisté à réaliser plusieurs pré terrains (match au Parc des Princes, manifestation du 1^{er} Mai, Gay Pride, raves) avant de nous engager dans les observations complètes et focalisées sur quelques événements.

La description n'est pas seulement un inventaire. D'une part, elle doit interroger les programmes inscrits dans les objets, les espaces, les procédures, les rôles. Et d'autre part, elle doit déboucher sur une forme de combinatoire fine que l'on peut composer en tableau. Notre objectif, non réellement atteint ici, consiste en fait à quantifier ces entités et plus encore les attributs qui les caractérisent ou qui les font exister. Ainsi, les visuels sous forme de *timelines* que nous avons réalisés cherchent à saisir l'alignement de médiations (Hennion, 1993) qui sera observé en situation pour faire tenir une manifestation, un festival ou un match. Il faut faire l'inventaire à plat en décomposant les attributs (une barrière peut avoir plusieurs propriétés et nous les avons décomposées en détail dans le texte) pour suivre en situation quels attributs seront alignés avec d'autres provenant d'entités différentes pour produire un processus original (la barrière s'écroulera à la fois en fonction de ses propriétés – et sa capacité à s'écrouler peut être une qualité et une faiblesse selon les situations – et en fonction de mobilisation d'attributs d'autres entités, comme la foule et sa pression, comme la présence des forces de l'ordre qui les tiennent ou non, etc.). Il nous semble possible et nécessaire de systématiser ces descriptions, grâce à des outils quantitatifs et visuels permettant de montrer la combinatoire propre à certaines situations qui permettent par exemple à ce qu'on appelle l'incident de se déployer. Le schéma ci-après sous forme de *timeline* constitue une tentative pour restituer la double dimension analytique et chronologique de la description, tout en adoptant un point de vue – ici l'exemple de la barrière et de ses attributs qui changent au fil du temps – de la crise que nous étudions plus en détail au chapitre 2.

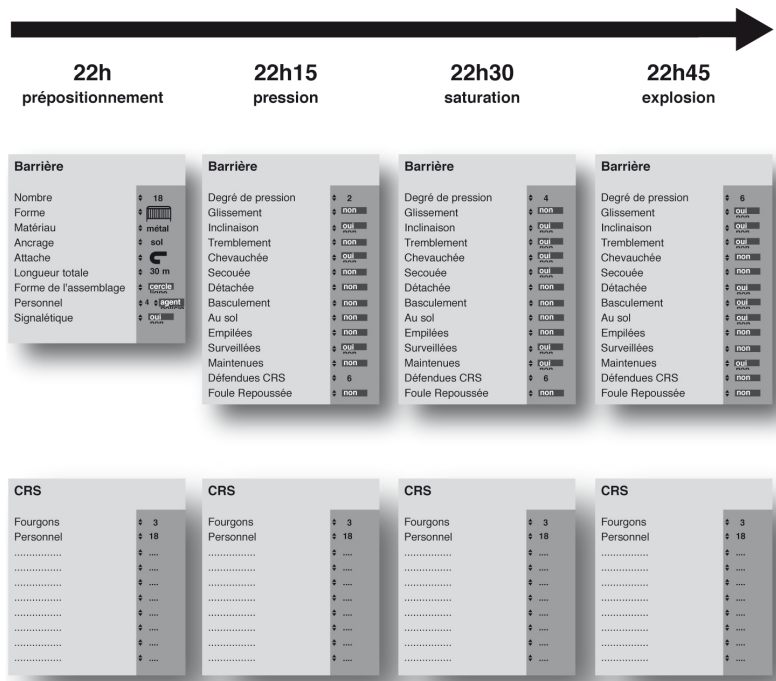


Tableau barrière

Cette tentative converge avec les logiciels dont des spécialistes de l'urgence comme les sapeurs-pompiers disposent, car ils doivent préenregistrer dans leurs dispositifs numériques tous les états possibles des ressources qu'ils mobilisent ainsi que des victimes, voire de l'environnement. Mais ces descriptions visuelles qui visent à quantifier le qualitatif et à suivre les agencements dans le temps avaient déjà été tentés par B. Latour, P. Mauguin et G. Teil (1991) avec leurs graphes socio-techniques de suivi des innovations. Sans doute, apportons-nous peu d'innovation sur ce plan mais notre souci est cependant d'insister pour que cette préoccupation devienne un axe de développement des méthodes en sciences sociales, désormais outillées par le numérique, pour mettre à disposition des carnets d'observation pré-arrangés sur terminaux mobiles par exemple.

Sur la même base, nous avons recensé l'ensemble des équipements de surveillance, de contrôle d'accès et de capteurs qui irriguent cet espace affecté. La description a porté tant sur les emplacements, le nombre des équipements que sur leurs capacités (angles de vues), leurs connexions et les traitements des données qui sont effectués. L'intérêt de ces recensements précis est de rendre

visible la plasticité de la ville dès lors qu'elle devient ville-événement, ville affectée par un événement. Ce cadrage effectué par les dispositifs *a priori* prépositionnés constitue une occasion pour faire advenir des débordements. C'est bien le terme qui convient du point de vue topologique puisque ce sont des zones situées hors des conteneurs en béton ou en électronique qui voient s'échapper leur contenu potentiel. Sont ainsi mis en évidence les potentiels de perception et de cadrage de l'insécurité permis par les équipements ainsi que leurs limites. Pour éviter toute attribution d'une essence à ces attributs, la comparaison systématique entre types d'événements a permis de comprendre des contextes d'émergence de l'insécurité assez différents et nous a évité de tomber dans les stéréotypes du repérage et du traitement de l'insécurité qui débouchent sur des recettes trop aisément opérationnelles.

Comme on le constate, le prépositionnement des catégories par les sociologues reste le plus faible possible. A tel point que l'objet lui-même (l'événement) a été choisi pour cette raison, c'est-à-dire pour mettre les chercheurs en danger et en obligation d'inventer à la volée, pourrait-on dire, de nouvelles catégories. Choisir les événements n'est pas anodin dans une démarche sociologique et nous place d'emblée en porte-à-faux vis-à-vis de toute modélisation en termes de structures. Tout au moins, c'est ce que nous cherchions mais nous avons pu constater dans la littérature à quel point il était aisé de réduire le plus improbable des événements à des structures prépositionnées, qui permettent à toutes les observations de tomber dans les filets qu'on a déjà utilisés à de tout autres fins. Choisir la question des événements, c'est pourtant chercher la mise à l'épreuve pour inventer (au sens archéologique) les formes de « *sociation* » possibles. Là aussi, le dispositif d'enquête doit faire avec les contraintes posées par ce pari et rester exigeant quant à la démonstration. Il n'est pas possible de comparer des événements que l'on cherche à saisir dans leur singularité et pourtant il faut se donner les moyens de mettre à l'épreuve nos catégories mêmes produites *a posteriori* en effectuant une comparaison. Quadrature du cercle, qui rejoint le cercle de méthode de Halbwachs repris par Champagne : « pour observer, il faut découper, mais pour découper, il faut avoir observé ». En choisissant nos terrains soigneusement, nous avons posé les limites d'une discussion : l'événement sera urbain (et non rural comme les festivals hors sol), organisé comme tel (et non un monôme qui émerge soudain), ouvert à l'invention (et non une cérémonie), mobilisant des humains en masse physiquement présents (et non un moment purement médiatique). Frontières discutables mais qui permettent de rester au plus près de l'incertitude (ni reproduction simple du cadrage ni surprise telle qu'on ne peut jamais

prépositionner d'observateurs). Elles rendent aussi possible la comparaison entre événements sur plusieurs de leurs attributs.

Le choix d'un match de foot, d'un festival et d'une manifestation est en soi un coup de force théorique, car il rapproche ce que certains veulent à tout prix distinguer. Les sciences politiques ne prendront pas un match de foot comme élément de comparaison, les spécialistes de la culture ne verront pas pourquoi ils devraient s'intéresser à une manifestation syndicale, etc. Comme on le voit, notre geste de découpage des terrains construit l'objet de notre investigation en forçant l'examen comparé entre situations fort différentes. A vrai dire, deux populations adhèrent spontanément à notre découpage, ce sont les forces de l'ordre qui dans tous les cas, doivent s'organiser, et aussi les élus des villes en question qui sont directement concernés par le climat qu'ils maintiennent pour leurs concitoyens. Notre découpage n'est donc pas seulement un objet scientifique mais il recoupe des préoccupations socio-politiques de certains acteurs. Si nous l'avons voulu ainsi, nous pensons cependant qu'il n'existe nulle part de découpage dit scientifique qui n'adopterait pas un point de vue déjà porté par une entité présente dans le jeu social.

Notre méthode est d'ailleurs entièrement fondée sur ce principe des points de vue et veut rompre avec toute hypothèse d'une supposée vision du social en surplomb qui serait permise aux seuls sociologues, cette posture de dévoilement critique que toute la sociologie de Bourdieu a toujours vantée. La méthode que nous avons imaginée n'était, à vrai dire, pas totalement consciente des partis-pris épistémologiques adoptés. De la même façon, lorsque nous avons étudié les conversations télé en 1986, nous n'avions pas été influencés par Tarde puisque nous ne l'avions pas lu du tout, alors que son approche de l'imitation, des publics, et de la sociologie comme « science de la conversation comparée » correspondait exactement à l'objet et aux divers dispositifs d'enquête mis en place. Dans notre saisie de l'événement, si insaisissable, nous avons là encore adopté une approche tardienne, cette fois-ci plus assumée, sans pour autant percevoir à quel point la monadologie de Tarde nous inspirait (Tarde, 1999). Grâce aux travaux réalisés récemment autour de Bruno Latour (Latour *et al.*, 2011) sur ce point, nous sommes désormais capables de comprendre ce que nous cherchions à faire, à nouveau après coup.

Nous avons labellisé notre méthode un peu brutalement : « l'observation commando » pour bien marquer la concentration des efforts sur un moment précis et le principe collectif de l'observation. Ainsi, selon les terrains, nous avons mobilisé entre 6 et 10 personnes, présentes sur le terrain auprès d'acteurs différents mais aussi participantes à la préparation ainsi qu'à l'écriture des

observations sur un site Google dédié à ce travail. Tous ces observateurs disposaient des autorisations nécessaires pour accéder parfois aux locaux des professionnels qu'ils suivaient ou pour leur parler : ils étaient donc identifiés par eux mais ne l'étaient pas par le public *a priori*. Cependant, selon les conditions de l'événement, les observateurs sont entrés en contact avec les fêtards, les manifestants ou les supporters, parfois sans déclarer leur identité, parfois en le faisant. Dans tous les cas, ils veillaient à prendre des notes sur de petits carnets papier discrets et, seulement avec les professionnels cette fois, à enregistrer les échanges avec les partenaires ou avec le public ou les réponses aux questions que nous leur posions. Le *debriefing* rapide (dans les 48 heures) était une condition de restitution correcte des observations et des notes diverses. Le collectif était donc nécessairement fractionné en autant d'observateurs engagés selon un point de vue et un seul, mais se retrouvait rapidement pour confronter ces points de vue.

Il est dès lors aisé de considérer que nous reconstituons après coup ce dispositif classique de vision en surplomb que nous venons de critiquer en disposant en effet de l'unique vision totale de l'événement. Il n'était pas toujours aisé d'éviter le piège en effet, car les arguments des acteurs rencontrés pouvaient se contredire et donner lieu à controverses, voire à des versions différentes. Il était satisfaisant de pouvoir « dévoiler », comme le fait toute la sociologie critique, les ressorts de l'action collective et de montrer les « fabrications », les « réinterprétations » dont sont capables les acteurs pour obtenir la version vraie. Ce travail d'enquêteur est d'ailleurs celui que réalisent tous les officiers de police judiciaire qui doivent cependant veiller à respecter très scrupuleusement toute une procédure s'ils ne veulent pas voir leurs interprétations invalidées. Or notre souci théorique ne relève pas d'une recherche de la vérité quasi judiciaire (les causalités ressemblent souvent à cela) ni à l'inverse d'une accumulation de versions si courante dans des approches radicalement constructivistes. Dans ces approches en effet, les points de vue produisent des versions, qui sont radicalement hétérogènes et qui ne servent qu'à démontrer l'omniprésence du travail d'interprétation et de codage.

Or, notre approche des points de vue ne pouvait se contenter de cela, d'autant plus qu'elle n'est pas spécialement discursive mais appuyée sur des observations complètes des engagements dans l'événement, de la part de professionnels, de publics mais aussi d'entités diverses comme des objets ou des règlements. Certes, nous faisons sans doute parler ces entités ou d'autres s'en chargent mais c'est bien leur comportement en situation qui nous intéresse, leur pouvoir d'action. Les points de vue de toutes ces entités n'ont pas été réduits *a priori* à

des versions, ni disqualifiés parce qu'éventuellement illusoires, mensongers ou manipulateurs. Leur capacité à faire se réorganiser l'ensemble des comportements des autres entités nous suffisait pour les prendre au sérieux. La barrière qui s'écroule sous la pression des festivaliers, le groupe de la CNT qui joue à cache-cache avec le service d'ordre de la manifestation, l'arbre présent sur la place qui permet de faire des acrobaties observées par la foule, le « tifo » (grande bannière) placé au début de match sur la tribune des supporters nantais, etc., tout cela oriente l'action des autres entités et reconfigure l'événement. Chacune de ces entités prend tout l'événement en elle, le possède, pourrait-on dire, de son point de vue. Et on ne le sait vraiment qu'en situation de crise, lorsque tous les autres doivent se réorganiser alors qu'ils avaient eux aussi prépositionné des programmes d'action, des scripts (M. Akrich).

Dès lors, l'observation commando est particulièrement utile car l'observateur immergé dans le point de vue de l'entité qu'il suit peut très bien n'avoir rien à observer de ses propres initiatives mais il aura au moins l'occasion de voir les réactions, les réarrangements produits chez les autres. Ce dispositif devrait être possible dans toute observation pour tout phénomène de plus longue durée : mais les moyens manquent, les traces sont rares (même si avec le web, nous augmentons de façon remarquable notre capacité de suivi), et l'énergie s'épuise face à la routine, à la capacité à rendre naturels des micro ajustements constants. Lors d'événements mobilisant des foules importantes, il est quasiment inévitable que le script ne soit jamais totalement respecté et ce sont ces événements dans l'événement qui nous intéressent. Ainsi, nous pouvons voir ce que peuvent faire des écharpes de supporters, lorsqu'elles sont déployées par des marseillais qui ont réussi à déjouer tous les dispositifs de tri des populations de supporters : leurs voisins nantais se mettent à les agresser violemment. Le programme de tri n'a pas fonctionné parfaitement mais personne ne l'aurait su sans les écharpes. Mieux, les caméras du stade n'ont rien pu voir de l'incident car elles aussi étaient prépositionnées sur des sujets à risque, les supporters marseillais ou nantais, mais chacun dans son camp et dans son club bien répertorié. Ce sont les stadiers proches de l'incident qui se précipitent sur les « provocateurs » pour les « exfiltrer » : sans nos observateurs présents auprès de ces stadiers, nous n'aurions rien compris de l'affaire et, comme la plupart des spectateurs, rien vu non plus.

Le point de vue des stadiers est alors essentiel, notamment parce qu'ils ont cette attitude étrange qui consiste à tourner le dos au match, à ne pas regarder le match, ce qui les rend singuliers dans toute la population du stade. Il faut ici entendre « point de vue » au sens fort et non plus au sens de version : le monde

qu'ils découpent, le monde sur lequel ils ont prise est fort différent de celui des caméras, des joueurs, des supporteurs, etc. Leur monde prend pourtant en son sein toutes ces entités mais il n'en retient que certains attributs qu'il réorganise, qu'il réarrange de son point de vue. Nous sommes en face d'une monade comme la définit Tarde et comme nous avons tenté de la mettre à l'épreuve dans l'article mentionné avec B. Latour. Imaginons que nous ne disposions que du point de vue des stadiers, c'est tout juste si nous serions au courant du résultat (qui ne leur apparaît que dans les cris et déferlements de parties différentes du public lorsqu'on ne regarde que celui-ci) mais nous aurions alors un point de vue explicatif total garanti, qui ne serait pas en surplomb mais totalement immergé dans une monade : nous serions nous-mêmes, observateurs, pris dans cette monade, ce qui est d'ailleurs inévitable, comme le veulent les règles de l'observation participante. Mais en disposant un *collectif d'observation*, nous nous donnons les moyens d'adopter un *équipement de veille*, qui va juste au-delà de ce que font les acteurs. Les acteurs tentent aussi de faire ce travail systématiquement, car tous les organisateurs que nous avons observés pratiquent des séances de débriefing, essentielles à l'apprentissage collectif et à la réflexivité, non pas totale mais suffisante. A ce moment, ils peuvent **débrayer** de leurs engagements pour percevoir comment les points de vue se sont **articulés** (nous avons employé débrayage dans la lignée de Jakobson et des shifters – embrayeurs – pour décrire l'interaction humains-automates, Boullier, 1999). Nous reviendrons plus loin sur ce concept clé d'articulation proposé par A. Strauss (Strauss *et al.*, 1985) qui montre, dans le cas des organisations médicales notamment, que la plupart des problèmes naissent à ces endroits/moments d'articulation, à savoir, les moments où une entité « patient » prise dans un point de vue ou dans une monade doit être convertie dans un autre point de vue ou prise en charge par une autre monade pour assurer sa carrière de patient. L'articulation est le point clé de toute théorie des monades, qu'il s'agisse d'articulation spatiale qui veut dire alors intersection et recouvrement (*overlapping*) ou d'articulation temporelle qui veut dire transmission. Deux enjeux de voisinage et d'héritage que nous avons formalisés par ailleurs sommairement pour l'instant (Boullier, 2010).

L'articulation n'est pas seulement ici une reformulation classique de la question de la coordination même si elle en garde les aspects les plus saillants. Car elle permet de se focaliser sur le changement d'attributs des entités mobilisées durant ces moments. Ainsi, l'attribut clé du traitement des fêtards par la police sera l'alcoolisation, qui change tout au *modus operandi*, à la surprise des nouveaux responsables de police sur la ville, habitués à faire peur en quelques bonds à des manifestants à jeun ! Ce ne sont donc jamais les mêmes facettes des entités qui

leur permettent d'être prises dans diverses monades. De ce fait, les observateurs doivent rester attentifs à tout attribut « dormant » sans être capables de les considérer *a priori* comme décisifs, « explicatifs », etc. Notre approche prend ainsi de front toutes les habitudes sociologiques qui ne considèrent comme pertinentes *a priori* que les causes sociales sociologiquement qualifiées comme telles, en disqualifiant tous les attributs secondaires.

Nous avons dès lors sans aucun doute tordu le bâton dans l'autre sens, en ne recueillant pas les indicateurs socio-démographiques classiques parmi toute la population observée. En ne procédant pas à des entretiens traditionnels mais en restant immergés dans la situation avec les acteurs observés, nous n'avions aucune chance de récupérer des attributs tels que profession, niveau d'étude, lieu de résidence, religion, etc., qui peuvent rester masqués dans ces espaces publics. Mais nous avons pu en recueillir quantités d'autres, dont le genre, l'âge, qui sont considérés comme pertinents dans des approches classiques, ou d'autres moins pertinents mais essentiels pour les organisateurs comme pour les autres participants : alcoolisation, musicien, supporter encarté, militant encarté, orateur, membre de sous-groupes cohésifs, membre de tel club, de telle entreprise, etc. Or, au nom de quoi aurions-nous besoin de connaître le reste si ce n'est au nom d'une théorie explicative *a priori* qui ne s'intéresse guère à la singularité de l'événement mais qui veut la réduire à des catégories préétablies ? En effet, et les ethnométhodologues nous l'ont appris suffisamment, tous les comportements sont des comptes-rendus, des déploiements d'attributs supposés pertinents pour la situation précise dans laquelle on est engagé. Le sociologue doit admettre qu'il est alors situé au même niveau que les autres entités, car il n'a prise que sur les saillances qui lui sont fournies, et qui font affordances pour l'enquête. Il est toujours possible de sortir le sujet parlant de son milieu, de son bocal et de le transposer sur la paillasse du laboratoire de sciences sociales, sur son tableur ou dans son CAQDAS. Mais il y a fort à parier qu'il respirera alors un autre air, celui de la paillasse ou de notre logiciel, et qu'il sera alors pris dans notre monade d'enquêteur qui, comme toutes les autres monades, ne visent qu'à s'étendre sur le monde. Or, nous adoptons une posture différente puisque nous, observateurs, nous laissons prendre délibérément. Notre seul principe de précaution tient précisément dans le caractère collectif du dispositif qui permet alors de nous faire sortir (un peu) du seul point de vue où nous étions immergés.

Le compte-rendu résumé de l'événement que nous donnerons au début de chaque chapitre est donc un artefact nécessaire à l'exposition mais n'a jamais prétention à être considéré comme la version vraie, totale, surplombante de

tous les points de vue agrégés. Il introduit à une forme d'immersion en mêlant les points de vue. Ces points de vue ont été d'abord rapportés tels quels par les observateurs qui y étaient immergés et chacun a pu faire, après coup, le tour des autres points de vue pour mesurer des écarts, certes, mais surtout, pour éviter toute réduction à son expérience propre. N'oublions pas cependant que c'est l'expérience corporelle personnelle de l'observateur qui permet de percevoir des éléments clés de la situation : rester sur une place dans le froid en attendant ce qui va se passer constitue une expérience clé, et c'est grâce à cela que nous avons pu caractériser l'événement, comme attente (attente toujours de ce qui fera événement). Sans l'acceptation non critique *a priori* de cet état, de ces perceptions, nous n'aurions pu être étonnés par les capacités de ces publics qui, une fois interviewés, en donnent volontiers une version passionnée et passionnante, alors que l'observateur a perçu le plus souvent tout l'art de tromper l'ennui sur lequel reposent ces moments où l'on « fait la fête ». L'observateur doit être affecté dans ses perceptions et ses émotions pour pouvoir être pris dans la monade du public et sortir de sa monade de chercheur. Il ne s'agit pas d'empathie ou de bonne volonté mais de mise en danger, seul critère pour produire des connaissances au-delà de la reproduction de catégories déjà établies. En revanche, répétons-le, seul le collectif constitue un véritable principe de précaution méthodologique. Le site web mis en place, le recueil de tous les documents récoltés à cette occasion (écrits, photos, sons) a permis aux autres membres de l'équipe de naviguer dans ces différentes monades. Les outils numériques du médialab peuvent ainsi trouver leur équivalent sur un terrain plus ethnographique : faire des allers-retours, changer d'échelle mais aussi de point de vue, nécessite un équipement de traçabilité particulier mais n'est pas réservé aux données du web. Chaque objet d'investigation exige l'invention d'un dispositif particulier pour assurer à la fois la navigation dans les points de vue, dans les échelles ainsi que cette mise en danger.

Il faudrait ajouter à ces trois qualités d'une méthode, une qualité dont nous avons mis en place les principes sans pouvoir en faire la démonstration ici : la mesure. La construction des terrains doit permettre une forme de comparaison, encore faut-il produire les indicateurs qui rendront possible cette comparaison rigoureuse. L'invention des timelines et des inventaires d'entités mobilisées relevait de ce souci. Nous ne l'avons pas poussé ici jusqu'au bout et sur ce plan, ce terrain, aussi riche soit-il, ne constitue qu'une première phase pour construire un nouveau dispositif où la quantification soit possible, sans pour autant devoir nous intéresser seulement aux moments de ola ou de piétons qui se croisent, comme le font de façon passionnante les modélisateurs sociaux, qui

choisissent cependant des moments où nous sommes finalement assimilables à des fourmis (Farkas *et al.*, 2002, Moussaïd, 2010).

Prendre la mesure du climat

Mesurer un climat peut sembler une gageure, si l'on se fie aux controverses permanentes qui affectent les disciplines climatologiques établies ! Pourtant, nous sommes tous attentifs au climat que l'on perçoit en arrivant dans un lieu donné et capables de repérer des saillances, des indices, qui ont valeur prédictive, nous semble-t-il. Attentifs à un éclairage remarquable, à une sonorité particulière, dynamisés par les flux intenses de la rue, ou au contraire apaisés, portés à la contemplation dans un lieu imprégné de calme. Souvent singulier et irréductible, le climat d'un lieu varie en fonction de nombreux critères : le bâti, les matériaux qui meublent l'espace, le type de public qui fréquente les lieux, la météo, nos humeurs... La notion d'ambiances urbaines, qui s'en rapproche (Amphoux, Thibaud *et al.* 2003, Clark *et al.*, 2003), peut être déconstruite en quelques traits techniques comme la lumière, la matière, la densité, les flux, les échelles, les volumes... Plus concrètement, le climat urbain est le produit d'une confrontation entre des circonstances techniques, des dispositifs humains et des contraintes architecturales.

Le climat d'une manifestation, qu'elle soit culturelle ou politique, n'échappe pas à ce phénomène. Étudier le climat d'une manifestation implique donc un rapport sensible à l'environnement. Les configurations sensibles de l'espace et la variété des modalités sensorielles qui le compose vont « faire quelque chose » : le bruit, les odeurs, la lumière, le cadre architectural... Ces facteurs affectent le climat d'une manifestation à un degré qu'il n'est pas toujours aisé de repérer. Il faut pour cela inventer de nouvelles formes de représentation dynamique qui en fassent sentir le processus d'émergence, d'évolution et d'encadrement lors d'un événement.

La *timeline* du climat urbain, que nous avons présentée précédemment, s'inspire des logiciels de musique type *Garage Band* ou *Protool*. Cet outil de représentation nous permet de modéliser les phénomènes d'ambiance et de rendre compte des « microclimats » qui entourent et rythment un événement. Cet outil, à l'image des logiciels de musique, est multipistes : les caractéristiques du cadre bâti, les formes urbaines, la présence d'équipements, d'acteurs, la densité des flux... Tous ces éléments se superposent et se combinent pour produire une partition urbaine à partir de laquelle nous pouvons décrire le climat d'un événement. Par analogie à la musique, les partitions climatiques sont des surfaces sensibles qui affectent la tonalité d'un événement.

La chaîne de traitement par les professionnels

Ce qui nous a importé ici est bien en premier lieu le suivi précis de l'exploitation par les professionnels de tous ces indices les plus intangibles parfois, le long d'une chaîne de traitement que nous avons déjà mobilisée dans des études sur la vidéosurveillance mais aussi sur les radiologues, sur les pompiers ou sur la sécurité routière (Boullier, 1994, Boullier et Chevrier, 2000, Boullier et Chevrier, 1995). Nous nous intéressons à ces moments où la qualification des situations reste incertaine. Le travail de qualification des situations est une activité cognitive de base de toute coopération où le niveau d'incertitude n'est jamais complètement levé, l'information, comme le dit H. Simon (1955), restant toujours imparfaite, ce qui n'empêche pourtant pas les décisions.

Compte tenu des limites de faisabilité de cette recherche, nous sommes partis de trois terrains principaux appuyés sur trois terrains secondaires réalisés préalablement : un match de foot (le match Nantes/Marseille à la Beaujoire à Nantes comparé au match PSG/Lens au Parc des Princes à Paris), un festival disséminé dans une ville (les Transmusicales à Rennes) et une manifestation publique (la grande manifestation intersyndicale du 29 janvier 2009 à Nantes, comparée à la manifestation du 1^{er} mai 2008 à Paris et à la manifestation des *ravers* organisée à Rennes lors des Transmusicales)¹.

Cette démarche a été rendue possible grâce à une coopération importante avec les responsables de la sécurité, que ce soit au stade, dans la rue ou les autres lieux publics. Notre équipe possédait à la fois des liens étroits avec les autorités sportives (type Fédération Française de Football) et avait l'expérience du travail à la fois avec les sapeurs-pompiers, la police, la gendarmerie et les opérateurs de transport comme la RATP ou la SNCF sur les questions de sécurité.

Les traces que nous avons recueillies ont été présentées aux professionnels, et nous avons veillé à leur faire corriger notre manuscrit pour être sûrs de ne pas faire de contre-sens. Ce travail de recherche ne constitue cependant pas un

¹ En marge du festival des Transmusicales qui se déroule chaque année, au mois de décembre, à Rennes, une *rave party* « sauvage » est généralement organisée, par un collectif de *sound system*, dans le département d'Ille et Vilaine. La Ville de Rennes a, à plusieurs reprises, ouvert un terrain pour accueillir la *rave*. Mais face aux plaintes de Rennais (nuisances sonores) lors de la précédente édition, la Ville de Rennes a posé des conditions beaucoup plus strictes. Pour dénoncer ce qu'il considère comme un injustice (mesures appliquées au niveau local et national), le collectif chargé de l'organisation de la *rave* a organisé, lors des Transmusicales, une manifestation dans les rues de Rennes.

audit des professionnels de la sécurité. Notre souci d'observation fine, dans la droite ligne des travaux d'anthropologie cognitive ou d'ethnométhodologie, conduit à rendre compte des pratiques sans les réduire à la procédure prescrite. Notre intérêt pour les événements et les moments de diagnostic de changement de climat nous focalise sur certaines situations plus difficiles, où les routines ne fonctionnent pas, plutôt que sur les pratiques habituelles. De ce fait, certaines remarques peuvent apparaître critiques, mais c'est en général de la part des professionnels eux-mêmes, à chaud ou au moment du *debriefing*, que ces remarques naissent. Car nous n'avons pas d'autre accès ou d'autre point de vue que celui des acteurs que nous suivons, notre seul avantage étant de pouvoir en suivre plusieurs à la fois et de pouvoir ainsi croiser des points de vue. Mais cela ne nous donne aucun droit pour faire des recommandations, et encore moins émettre des critiques ou donner des leçons.

De la même façon, nous ne sommes pas les porte-parole du public pour restituer aux professionnels ou aux universitaires la vérité de l'expérience du public, les effets des actions des professionnels de la sécurité, etc. Là aussi, nous avons suivi des membres de foules et de publics en rendant compte le plus précisément possible de leurs points de vue pour comprendre ce qui leur permettait de sentir les changements de climat voire de les provoquer. Cela nous a conduits à une réflexion approfondie sur les concepts de foule et de public qui n'est en rien un diagnostic sur l'état des foules et des publics contemporains. Notre objet n'est pas non plus d'entonner un couplet classique sur l'anomie ou les mutations de la subjectivité contemporaine car cela demanderait avant tout un travail conceptuel beaucoup plus fin que ces concepts valises et surtout une méthode historique comparative dont nous n'avions pas les moyens.

Dans les deux cas, pour les professionnels comme pour les publics, nous n'occupons jamais une position de surplomb vis-à-vis des acteurs en connaissant à leur place les motivations et les causes de leurs comportements. Au contraire, nous veillons à prendre en compte leurs compétences, leurs méthodes, leurs outils, leurs catégories mobilisées durant l'événement pour faire tenir le sens des situations et organiser la coopération et le partage de ce sens.

Dès lors, cela suppose une posture éthique qui s'apparente à ce qui s'appelle en sociologie une posture compréhensive, qui prend le parti de comprendre les raisons propres à chaque acteur pour agir de la façon observée, pour comprendre les contraintes qui le conduisent à analyser, à décider de telle ou telle façon. Nos jugements sur ces méthodes n'ont aucun intérêt dans cette démarche.

Un match de foot (Nantes-Marseille)

Le match de football était d'emblée un terrain chaud pour une étude des climats urbains. Tous les médias fondent régulièrement sur les incidents à répétition qui se déroulent avec les supporters, en France et dans d'autres pays. La sécurité est devenue une obsession pour chaque match de foot au point que de nombreux responsables regrettent cette dénaturation de « l'esprit de la fête » du football. Le climat d'un match de foot dépend pourtant beaucoup du jeu, de la qualité de la prestation, pense-t-on. Mais quand on l'étudie de près, on se rend compte que ce n'est plus vraiment le cas tant les moyens mis en place sont démesurés en équipement (grilles, vidéo, etc.) et en personnel (forces de l'ordre, stewards, etc.). Pourtant, cet événement continue d'attirer des foules et de changer le climat de toute une ville à intervalles réguliers. Les deux matchs que nous avons observés (Football Club de Nantes/Olympique de Marseille (OM), comme terrain principal et Paris-Saint-Germain/Racing Club de Lens comme terrain secondaire) se sont particulièrement bien déroulés du point de vue de l'ordre public mais les méthodes et les incidents que nous avons pu relever sont des indicateurs suffisants pour comprendre les enjeux du climat dans une telle enceinte. Nous aurons plusieurs histoires plus précises à raconter après avoir restitué l'histoire générale du match Nantes/Marseille, à partir de plusieurs points de vue, ici rassemblés uniquement comme aide à la compréhension.

Les conteneurs et les contenants seront les concepts principaux mobilisés dans cette recherche et le stade de football se prête bien à cette première élaboration. L'histoire de la bagarre en tribune Loire permettra de voir qu'on ne peut pas tout voir et à quel point les tris des publics sont importants. L'analyse des techniques de communication et de l'omniprésence de la vidéo permettra d'en pointer les avantages et les inconvénients, en discutant ce fantasme du panoptique, alors que les professionnels pratiquent plutôt ce que nous appellerons une composition médiatique. L'histoire « billet s'il vous plaît » mettra en évidence un incident récurrent qui peut d'ailleurs s'étendre à d'autres événements payants, lié au contrôle de la régularité des clients, de la lutte contre la vente à la sauvette ou contre la repasse, et des effets en cascade sur toute l'organisation et sur l'ensemble du climat. Le tri des publics à travers ces billets mais aussi à travers d'autres dispositifs sera analysé comme un point clé pour

gérer cette climatisation problématique, surtout avec des supporters qui construisent leur opposition comme un match dans le match.

1/ UNE HISTOIRE DE MATCH ORDINAIRE :

FC NANTES/ OLYMPIQUE DE MARSEILLE AU STADE DE LA BEAUJOIRE

Les matchs ont plusieurs avantages par rapport à tous les événements qui peuvent affecter une ville : ils sont programmés longtemps à l'avance, ils se déroulent dans un lieu spécialement conçu pour cela et bien clos, ils sont organisés par des professionnels parmi lesquels des spécialistes de la sécurité. Le FC Nantes qui accueille l'OM, c'est toujours une affiche et l'on sait plusieurs jours à l'avance que le match se déroulera à guichets fermés, soit 36 000 spectateurs. Ces informations sont échangées lors des réunions préparatoires le lundi et le mercredi, jour du match, mais des échanges de courriers ont eu lieu entre les clubs, avec les services de police, etc. L'ambiance probable est appréciée en fonction de ce qui vient de se passer dans chacun des clubs. Les deux clubs ont perdu et ont besoin de se refaire une santé, les supporters de Nantes ont été récemment en conflit avec le club, ceux de l'OM sont toujours considérés comme « chauds ». Malgré cela, le match n'est pas qualifié de rencontre à risques. Pourtant, sur le PV de la réunion préalable au match, on constate que 539 stadiers (ou personnels de contrôle équivalents) sont mobilisés (selon le standard du « dispositif 35 000 »², qui varie selon la jauge, en comptant 35 stadiers NATS, société privée de sécurité), sans compter les 35 stadiers qui encadrent les supporters marseillais (1 000 sont annoncés). Il faut encore ajouter les effectifs des services de secours (63 dont 51 secouristes) et les effectifs des fonctionnaires de police (2 groupes de la Compagnie Départementale d'Intervention), une compagnie de CRS (CRS 52), une compagnie de gardes mobiles venant de Vannes, deux équipes de trois personnes de la Brigade Anti-Criminalité (BAC), une brigade canine, 5 Officiers de Police judiciaire (OPJ) et 6 motards de la police nationale. Même si tout ce personnel se fait discret, le délégué de la Ligue de Football Professionnel (LFP) ne manque pas de regretter devant nous que les matchs de foot nécessitent ce type de démonstration de force.

Les réunions de préparation indiquent à la fois que tout est pris en compte mais que certains points risquent d'être plus sensibles que d'autres. Le match se joue à 19h en semaine ce qui crée un climat particulier car le public arrive

² « 35 000 » correspond au nombre de places disponibles dans le stade. « Le dispositif 35 000 » est mis en œuvre lorsque le stade est plein.

directement en sortant du travail, à la fois moins alcoolisé mais aussi au dernier moment, créant un risque de bouchons à l'entrée lors des palpations. Plus préoccupant, les billets vendus aux clubs de supporters visiteurs risquent de circuler et d'être revendus, ce qui peut créer des zones de contact entre supporters mal répartis dans les tribunes, contacts qui peuvent dégénérer. Ce sera l'obsession principale de la soirée.

Tout le personnel est convoqué à 17h mais la fouille minutieuse du stade a été effectuée auparavant. Les grilles n'ouvrent qu'à 17h30, avec une animation prévue pendant l'attente sur la pelouse. Les boutiques et commerces ambulants sont déjà présents et font cuire la viande, l'odeur de type fête foraine met en condition pour la soirée. Les supporters arrivent en avance. Ceux de Marseille font allusion à leur dernière visite à Nantes, lorsqu'ils se sont fait éliminer de la coupe de France par Carquefou (« la honte »). Ils tiennent à gagner.

Les forces de police et de gendarmerie se garent sur « le stabilisé » (parking non goudronné) sur lequel doivent arriver les cars des supporters visiteurs. Leurs véhicules se gareront de façon impeccable et bien ordonnée, les voitures et bus des supporters se rangeront en face mais de façon moins protocolaire. Les supporters savent à quoi s'en tenir puisqu'ils se retrouvent sur un terrain grillagé avec une seule entrée et une seule issue vers le stade, avec deux demi-compagnies de CRS et de Gendarmes mobiles en face d'eux. Bref, ils sont attendus, même si l'effet troupeau n'est pas aussi fort qu'à l'arrivée des supporters visiteurs au Parc des Princes. Les supporters arrivent en ordre dispersé, car l'OM présente la particularité d'avoir des supporters dans toute la France (la liste en a été donnée avant la réunion avec le détail des véhicules, mais ce seront souvent des véhicules personnels). L'ambiance est à la fête avec alcool et joints en quantité, revente de billets et jeu de ballon en attendant le match. Les policiers sont parfois tout près des supporters et leur font des remarques pour les calmer gentiment.

Dès que les portes s'ouvrent, le climat et les attitudes, des forces de l'ordre notamment, vont changer, car la préparation est terminée, il faut se concentrer. Une visite est organisée dans l'enceinte du stade pour permettre aux intervenants de prendre physiquement leurs repères, au-delà des cartes qu'ils ont déjà consultées mais qui ne leur serviront plus pendant l'intervention. Cette visite est conduite au pas de charge. Trois personnes accompagnent le commandant de CRS : le capitaine de l'escadron de Gendarmes mobiles qui ne connaît pas le site, l'officier de liaison en charge de diffuser les consignes au sein de son unité mobile et le commissaire en charge de la liaison entre le Poste Central de Commandement et la compagnie de CRS.

Quatre points chauds sont identifiés :

1. la **boutique du FC Nantes** qui, en raison de sa dimension symbolique, peut devenir une cible pour les Marseillais ;
2. **le haut de la tribune Loire** des supporters nantais qui peuvent jeter du haut des projectiles contre le bus des joueurs nantais : « Juste ici, au dessus de cette tribune, nous avons eu un problème. Des supporters s’amusaient à jeter des pierres sur les bus des joueurs. Si cela se reproduit, il faut se positionner là pour protéger les joueurs et rejoindre la tribune par cet escalier qui part juste derrière le local technique. » ;
3. **la sortie des cars de joueurs et des V.I.P ;**
4. **le tunnel** : « En fin de match, nous vous demanderons certainement de vous poster en dessous du tunnel, surtout si Nantes a perdu car certains supporters déçus pourraient vouloir canarder le bus des joueurs de l’OM. Il faudra aussi penser à protéger les officiels. »

Le dispositif mis en place reste impressionnant, car les forces de l’ordre sont non seulement alignées en piquetage sur le terrain stabilisé mais elles se positionnent aussi en haut de l’entonnoir qui constitue l’entrée, le long d’un escalier qui leur permet un surplomb du meilleur effet psychologique. Ils sont disposés en trois rangées, en haut de l’escalier là où se déroule la fouille, en arrière pour surveiller la fouille, en réserve sur une autre ligne pour intervenir en cas de besoin. De fait, la police se retrouve ainsi à l’intérieur du stade, enceinte privée, mais c’est avant tout le sens pratique qui justifie ces placements. Les palpations sont réalisées par les gendarmes mobiles et non par les stadiers de Marseille et ce point avait été explicitement précisé lors des réunions, ce qui constitue clairement une marque de défiance. Deux stadiers nantais femmes font la palpation des femmes (comme l’indique un panneau). Les sacs sont interdits alors qu’ils sont autorisés dans les autres tribunes. Des supporters marseillais seront refoulés de la tribune Loire à cause de leurs couleurs affichées et rapatriés vers la tribune des visiteurs mais ils devront laisser leurs sacs à l’entrée.

Les supporters attendent l’ouverture des portes et vont ensuite se répartir dans la tribune qui leur est réservée. La zone visiteurs est divisée en deux parties séparée par une grille basse en son milieu. Face au stade, à gauche côté tribune océane, s’installent les supporters les « plus engagés » et les « noyaux durs ». En bas dans le triangle les *Winners* sur la gauche avec les *MTP* et à droite les *Yankees*. Ils arborent les drapeaux habituels *Che*, *Kaos*, etc. en haut au-dessus de

l'entrée quelques membres du noyau dur des *Dodgers*. Sur la grille centrale, de jeunes supporters assis à cheval sur la grille harangent les autres supporters. L'un d'eux, qui se mettra à circuler pour pousser d'autres supporters à chanter et encourager, sera calmé par les stadiers marseillais. En début de match, l'un des leaders muni d'un mégaphone rappelle que tous doivent venir au prochain match de coupe d'Europe contre l'Atletico, venir avec des amis, et encourager tout le monde à venir. L'objectif est annoncé : « casser de l'Espagnol partout dans Marseille » ! Les visiteurs sont parqués et ils se chargent de se chauffer, surtout pour les jours à venir apparemment. Les joueurs marseillais viennent les saluer près de la tribune au moment de l'échauffement sur la pelouse et cela contribue à les mettre dans l'ambiance. Les frontières sont renforcées avec le reste de la tribune où pourraient être présents des supporters nantais : une grille, des rangées inoccupées, des stadiers pour faire le contrôle.

Tout ce dispositif de grilles, de circuit fermé en entonnoir, de forces de police, est en fait consacré à contenir 836 personnes (chiffre officiel après match) alors que les 35 000 autres spectateurs pénètrent par quatre entrées réparties tout autour du stade. Tramways à fréquence élevée, rocade, parkings spéciaux auxquels s'ajoute le parking d'un grand centre commercial voisin, se retrouvent mobilisés pour canaliser cette foule : toute une ville converge tranquillement puis plus rapidement car le public nantais arrive tard ce mercredi soir, comme prévu. Les palpations sont réalisées à l'entrée principale par quinze stadiers du FC Nantes, qui font ouvrir les sacs. L'heure avançant, le public attend plus longtemps pour la palpation, mais la fouille devient plus rapide, elle ne dure plus que deux secondes au lieu de quatre, parfois on passe juste les mains le long du buste. Des femmes et des enfants passent sans être fouillés. Néanmoins, les jeunes, particulièrement ceux qui portent des capuches, plusieurs couches de vêtements, ceux qui sont en groupe, sont fouillés systématiquement. Le dispositif sera allégé sur ordre du responsable de la sécurité pour permettre à tous de rentrer avant le coup d'envoi, et malgré cela, les entrées continueront jusqu'à la mi-temps. Le dispositif, qui relève de la méfiance vis-à-vis des supporters, est étendu à tout le public mais finit par devenir plus symbolique dès que la pression monte. Les stadiers connaissent les spectateurs. Malgré l'effet de seuil très marqué par les barrières et la fouille, le public s'est, semble-t-il, habitué et ne proteste que très rarement (protestation qui le rendrait aussitôt suspect).

Les forces de police ne sont pas seulement chargées de la surveillance des entrées des supporters. Elles doivent aussi sécuriser tout le secteur et interpellier les vendeurs à la sauvette. Or, le commandant de CRS ne partage pas

ce point de vue et considère qu'il est en position de maintien de l'ordre. Il sera rappelé à l'ordre par le commissaire Directeur Départemental de la Sécurité Publique (DDSP) adjoint, pour qui tout fonctionnaire de police est tenu d'intervenir lorsqu'il y a un délit. Le commandant s'exécutera de mauvaise grâce en avisant sa hiérarchie. Il parviendra cependant à obtenir de ne pas faire les procédures, pour les deux personnes qu'ils interpellèrent et conduiront au poste de police à l'intérieur du stade.

L'ambiance monte dans le stade, le speaker annonce le nom des joueurs qui se font copieusement insulter par les supporters adverses selon un rituel désormais bien établi. Le Poste central de commandement (PCC) est lui en place avec ses 36 caméras mais il perçoit le tout de façon assourdie, se fiant plutôt à la vidéo et aux liaisons par *talkie-walkie* (car il reçoit toutes les fréquences grâce à un scan) et par téléphone portable. Six caméras sont enregistrées en permanence pour la Ligue Nationale de Football (LNF) en cas d'incidents. On peut voir ainsi les supporters marseillais commencer à se mettre torse nu, à s'installer sur la grille qui sépare leurs deux zones, et grâce au zoom des caméras, il est aisé de reconnaître les personnes une par une. Certains ont passé leur temps à se « mettre minable » avant d'arriver dans leur minibus, très bien pourvu en alcool de toutes sortes (par ailleurs, l'odeur d'herbe sera permanente dans la tribune). L'un des supporters est fameux, Rachid Z., il se tiendra dos au terrain, haranguant son groupe de supporters, les *Dodgers*, pendant quasiment tout le match. Mais les caméras surveillent aussi la tribune Loire, en haut, où se placent notamment les *Urbans*. L'opérateur vidéo les connaît tous très bien car il s'occupait auparavant du déplacement des supporters et peut ainsi repérer aisément ceux qui seraient interdits de stade.

Deux fumigènes partent aussitôt après le coup d'envoi dans le centre de la tribune de Marseille et le PCC s'efforce de repérer qui a pu les allumer, mais c'est souvent trop tard car l'image est très vite floue à cause de la fumée. En fait les auteurs sont délibérément cachés par des drapeaux qui se lèvent avant l'allumage. Un stadier vient prendre les fumigènes et les écraser. Du côté de la tribune Loire, les chauffeurs sont en place derrière les buts avec leurs mégaphones, tout le monde est debout et le restera pendant tout le match. Un *tifo*³ (grande banderole) a été déployé du haut de la tribune, ce qui suppose une organisation en bonne entente avec le club. L'autre compétition est en cours, celle qui va permettre de se rendre visibles face aux adversaires, face aux autres

³ Le tifo (de l'italien « *tifo* » : soutenir quelqu'un/quelque chose) est une animation visuelle organisée par des supporters d'une équipe, les « *tifosi* » ou « *aficionados* », dans les tribunes d'un stade.

groupes de supporters nantais et face aux caméras. Les slogans seront souvent des insultes rituelles vis-à-vis des Marseillais mais les réactions des supporters se limitent à une zone située derrière les buts. Les supporters se « chaufferont » aussi réciproquement avec des *pogo*⁴.

La tension descend très nettement à l'extérieur et les forces de police, totalement immunisées du bruit par la barrière du stade, vivent dans un autre monde. Ils en profitent pour prendre un repas. Pourtant, dans le PCC et parmi les responsables, on ne comprend pas encore pourquoi les cars de supporters marseillais annoncés ne sont toujours pas arrivés, ce qui crée un doute permanent, qui ne sera jamais levé car les cars n'arriveront pas et seuls 895 supporters marseillais seront présents au lieu des 1500 annoncés lors des réunions ! Les entrées tardives continuent et certains supporters marseillais ont été refoulés car ils ont présenté des billets sans talon. Ces billets leur avaient sans doute été revendus à travers les grilles par des spectateurs : ils tenteront, pendant toute la première mi-temps, de parlementer et d'entrer sans payer les 50 euros d'un nouveau billet.

Cette durée très longue et très tardive des entrées crée un effet de transition rapide avec le « dispositif mi-temps » qui oblige tous les stewards à se repositionner. Pendant ce temps, à la 44^e minute, Nantes a marqué, ce qui a immédiatement pour effet de rassurer le personnel de sécurité vis-à-vis du comportement possible des supporters de Nantes, même si au moment du but lui-même, les supporters se précipitent vers le bas de la tribune, se collant les uns aux autres, face aux joueurs venus les saluer. Les stadiers sont habitués et ne bronchent pas. Effet paradoxal donc, satisfaction qui fait monter une brève excitation pour ensuite la faire retomber, au point même d'endormir des supporters qui seraient satisfaits sans être euphoriques.

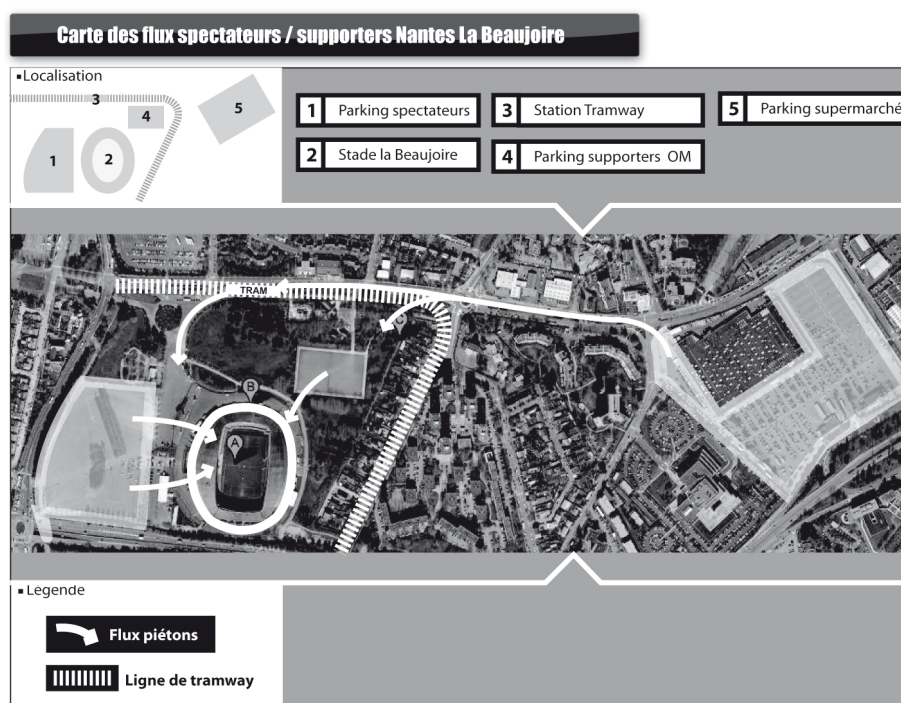
À la 65^e minute, l'OM égalise et cela contribue à rééquilibrer les forces de tension éventuelles, les buts ayant été marqués dans les deux cas dans des situations de jeu claires et indiscutables. Mais en fait cela générera une courte bagarre dans la tribune Loire. En effet, dans cette tribune, des supporters marseillais sortent au grand jour en agitant leurs écharpes, ce qui a le don d'énervier leurs voisins. Des coups partent, avant même que l'on puisse les voir sur les caméras du PCC, on constate un mouvement très rapide des stadiers nantais en jaune qui se précipitent vers la zone d'incidents et qui sortent les supporters « mal triés ». Tous les stadiers se sont répartis dans la tribune. Les stadiers de la société privée sont ceux qui interviennent avec les méthodes les

⁴ Style de danse où la foule saute de façon désordonnée et en se bousculant.

plus « musclées ». Ce qui était craint, ce mélange des publics, a bien produit un cocktail explosif : les tickets vendus à la sauvette, peut-être, une fouille insuffisante en raison des entrées tardives probablement, tout cela a produit cette échauffourée, unique durant tout le match. L'incident est tellement rapidement maîtrisé que la plupart des spectateurs ne l'auront même pas remarqué. Cependant, au PCC et pour la police, la situation peut encore dégénérer et une discussion s'engage pour savoir s'il faut disposer des policiers en arrière des tribunes. Ils conviennent de placer seulement les stadiers pour l'instant (car les effets de la présence policière sont parfois contre-productifs). Près de la tribune des supporters marseillais, des supporters nantais les excitent en criant « la prison pour S. », le supporter marseillais arrêté en Espagne, ce qui génère des insultes et une course vers la grille pour des menaces. À la fin du match, les supporters marseillais se jetteront, voire se battront entre eux, dans la fosse, pour récupérer les maillots que les joueurs leur ont lancés. Les stadiers devront en séparer deux qui s'acharnent sur le même maillot.

Dès la moitié de la seconde mi-temps, c'est la sortie qui se prépare. L'ambiance peut encore basculer pour un incident de jeu, pour un changement de score, il faut être vigilant, mais dans tous les cas, les flux qui vont se présenter seront beaucoup plus concentrés dans le temps. Avec cette différence que toutes les issues sont ouvertes pour permettre l'écoulement le plus rapide (sans les palpations notamment qui ralentissent les entrées). Les tramways sont prépositionnés et partiront toutes les trois minutes avec trois cents personnes à chaque fois, car les rames sont doublées. Certains spectateurs sont sortis avant la fin du match et courent pour éviter d'être pris dans les embouteillages de fin de match. Les CRS ont mis leurs boucliers car la sortie est, selon eux, plus risquée. Cependant, les supporters des deux camps peuvent se croiser du regard au-dessus du tunnel et ils en profitent pour s'insulter copieusement, sous l'œil des CRS qui sont très attentifs à ces points chauds identifiés préalablement. Leur seul objectif consiste à assurer la fluidité pour éviter tout contact prolongé. Une foule arrêtée est davantage susceptible de changer de nature selon les contacts qui peuvent avoir lieu. Les gendarmes forment un rideau à l'entrée des supporters marseillais ce qui empêche toute visibilité des autres supporters. Les supporters visiteurs seront gardés « en cage » jusqu'à ce que tout le public soit parti de façon à éviter tout contact, soit 20 minutes au plus tôt après la fin du match, ce qui est assez rapide, mais crée un climat étrange pour les supporters qui doivent faire face à un stade vide, sans autre but que d'attendre le départ, vague par vague, une partie de tribune après l'autre. L'effet dépressif est certain. Un couloir est constitué en fermant les

grilles qui permettraient de faire le tour du stade, une seule voie est ouverte, vers le stabilisé où sont stationnés les cars des supporters marseillais. La décision est prise dans un échange entre le responsable de la sécurité du stade et le commissaire qui décide in fine : « on peut lâcher », une fois seulement qu'il a bien été vérifié avec la vidéo qu'il n'y a plus personne dans les circulaires autour du stade. Alors que les supporters nantais se répartissent dans les buvettes extérieures au stade et resteront près d'une heure pour certains, les visiteurs doivent rentrer aussitôt dans leurs bus.



Carte flux spectateurs

Le stade est entièrement silencieux, moins de trente minutes après la fin du match, les stadiers ont fait le tour de tous les sièges, les lumières ont été diminuées puis éteintes. Les cars des joueurs partent à 21h32, le responsable vidéo coupe les caméras. A 22h tous les responsables sécurité du FC Nantes se retrouvent pour faire un debriefing. Les conflits avec les Marseillais, la centaine de personnes qu'il a fallu déplacer de tribunes, les problèmes de billets, tout cela ne renforce pas la confiance dans l'organisation interne de l'OM. On apprend que cinq interventions de secouristes ont eu lieu, dont une crise d'asthme. Bref, une soirée très tranquille, avec un résultat nul qui a calmé tout le monde. Mais est-ce le but du jeu ?

2/ CONTENEUR ET CONTENANT : LA VILLE, LE STADE, LE MATCH ET LES CLUBS DE SUPPORTEURS

La préoccupation des organisateurs comme celle des services de police ne porte guère sur le match, sur sa qualité, sur la satisfaction éprouvée. Tant de facteurs entrent en jeu pour faire d'un match « la fête du football » comme on l'entend rituellement dans les commentaires médiatiques. Sur le terrain, le match peut être bon ou mauvais, gagnant ou perdant, tout se passe comme si, sur une autre scène, se déroulait un autre match. Certes, les responsables de la sécurité tiennent compte du résultat et lorsque au parc des Princes, Lens se fait battre 3 à 0, on peut sentir tout de suite que les supporters lensois « ont pris un coup sur la tête » et ne sont même plus en état de se rebeller, de provoquer, de s'enflammer à nouveau. Lorsque Marseille égalise, c'est bien à ce moment que certains supporters marseillais jusqu'ici fondus dans la tribune Loire au milieu des Nantais, sortent leurs couleurs et provoquent immédiatement un début de bagarre vite étouffée. Certains se souviennent aussi de grandes soirées de bonheur total, d'euphorie, lorsque leur équipe non seulement gagne mais le fait en beauté et d'autant mieux que l'adversaire s'est bien battu, jusqu'au bout avec un 4-3 qui fera date et dont on parlera longtemps comme « match de folie », « pur bonheur », etc. Bref, il ne faut jamais oublier que l'attracteur de toute cette mobilisation, c'est bien un match de football et qu'il est supposé donner du plaisir, de la peine, des attentes, des déceptions, des moments forts instantanés et des analyses répétées lors de longues conversations pendant toute la semaine qui précède et celle qui suit. Le football, plus que tous les autres sports, a su déclencher des passions et surtout les maintenir vives, à un niveau de masse, et c'est en cela surtout qu'on doit le considérer comme le sport le plus populaire. La retransmission des matchs à la télévision n'y a rien fait, au contraire, le public se déplace encore en masse, voire plus qu'avant, à l'exception de certains pays comme l'Italie où le mode de diffusion quotidien et les violences régulières ont commencé à faire baisser les entrées. Le cœur de centaines de milliers de personnes bat à l'unisson des scores de leur équipe préférée, qu'elles soient supporters ou seulement habitantes de la ville, qu'elles se déplacent au stade ou qu'elles se contentent de regarder les matchs à la télé. Cet attracteur puissant qu'est le match de foot possède donc un pouvoir de contagion qui fut porté à son sommet lors de la coupe du monde 1998 en France. La zone de contagion à prendre en compte n'est donc jamais la seule enceinte du stade mais bien tous les espaces où des conversations ont eu lieu concernant ce match, cette équipe. Les bars, les bureaux, les machines à café, les usines, tout espace possède un moment et un endroit privilégié pour faire circuler cette passion et mettre le

public en tension pour la semaine suivante. Il se parle de foot, sans doute, mais de bien d'autres choses : de sa fierté ou de sa honte d'être supporter ou supposé supporter, de justice dans les matchs puisque l'arbitrage fait partie des commentaires les plus fréquents, de justice encore mais au sens du droit lorsque les affaires du foot sortent des pages sportives pour occuper celles des faits divers, de préparation de la sortie du samedi soir, voire du déplacement lorsqu'on est supporter. Le public est en permanence concerné par le foot, qu'il aille au stade ou non. Notre vie est désormais tissée de moments ou d'images de foot, qui se glissent dans nos souvenirs, dans nos vies ordinaires, amoureuses, professionnelles, familiales, de voisinage. Et le foot sert de métaphore à une quantité d'analyses de la vie commune, voire de la vie personnelle, comme l'a fait François Bégaudeau dans son premier roman, « Jouer juste » (un supporter du FC Nantes, ce n'est pas un hasard !).

L'événement que constitue le match n'est donc en rien une surprise ou un OVNI dans l'opinion publique. Il ponctue un continuum de stimuli auquel est soumis tout habitant d'une ville, d'autant plus lorsqu'il a l'intention d'aller au match en question. Qui a prise sur cette montée de la tension, de l'attente ? Personne à vrai dire, mais on sait que les médias sont souvent mis sur la sellette lorsqu'on leur reproche de faire monter la pression entre le PSG et l'OM avant chaque match pour mieux « vendre du papier ». Les dirigeants, les joueurs, les commentateurs, tous ceux qui peuvent avoir accès aux médias peuvent contribuer à modifier le climat d'une rencontre, au-delà de son enjeu sportif. Mais les organisateurs et les services de sécurité passent toute la semaine à tenter d'apprécier ce climat, non pas tant du point de vue du public en général mais de ce public spécifique, les supporters, qui peuvent faire basculer l'ambiance d'un match. Les notes de service font état de cette appréciation, faite au doigt mouillé, dira-t-on, mais qui s'appuie sur l'expérience et qui prend en compte de nombreux facteurs : les réservations (à Nantes, on sait qu'on va jouer à guichets quasi fermés), les annonces de déplacement des supporters visiteurs (pour Marseille, c'est très difficile, car il en vient de toute la France), les conséquences des matchs précédents (ils ont perdu, ils doivent se racheter mais en même temps le climat n'est pas catastrophique ni désespéré ni pour l'une ni pour l'autre équipe). Lors des réunions, un diagnostic commun a été établi : match important (notamment pour son affluence) mais sans risques. Les forces de police ont adapté leur dispositif en fonction de ce critère, qui finalement reste difficile à argumenter, à préciser et qui repose uniquement sur ces échanges d'informations. Les services départementaux de l'information générale (SDIG) – ex Renseignements Généraux – des divers départements qui suivent les clubs de supporters contribuent à diffuser les informations issues

des clubs visiteurs. Ils ont, par exemple, annoncé pour le match PSG-Lens : « projet d'invasion de la pelouse par les supporters lensois en cas de défaite ». Ce seul avis mobilisera les esprits pendant tout le match, notamment lorsque les supporters s'installeront à cheval sur la balustrade, prêts à sauter pour envahir le terrain.

La ville elle-même va se sentir mobilisée autour de ce match et ce ne sont plus seulement les conversations qui la font vibrer, mais le réseau de transport urbain qui commence à s'affoler. Qu'il s'agisse de foot devient alors secondaire, l'attracteur n'est plus le foot mais le stade en tant qu'espace polarisant les flux pendant quelques heures. Certes, la ville n'est pas tout entière affectée et peut continuer une vie normale dans une partie de son territoire. Mais depuis les gares, les stations de métro, les stations de tramway et de bus, jusqu'aux autoroutes, voies rapides et rues adjacentes, le secteur est connu comme « à éviter » dans ces heures-là pour qui n'est pas concerné par le match. Certes, 36 000 personnes qui se regroupent dans un même endroit, ce n'est pas rien dans une ville de 400 000 habitants. Mais c'est plutôt l'unanimité dans les services de transports, les municipalités, les habitués du trajet qui doivent se détourner, etc., qui peut étonner. Tout le monde semble admettre que l'espace public puisse être entièrement envahi par ces passionnés d'un sport. Certes les riverains du Parc des Princes, qui doivent subir l'interdiction de stationner dès le matin de chaque match, ne cessent de se plaindre auprès du commissaire du XVI^e arrondissement. Le contrat local de sécurité spécifiquement consacré au Parc des Princes a fait participer ces riverains mais ce « public affecté » doit malgré tout subir.

Toute la ville est ainsi réorientée, retournée, focalisée vers le stade, ou au contraire fait tout pour s'en détourner. L'emplacement du stade dans la ville devient un enjeu majeur qui va contribuer à affecter un large public ou non et qui va faire de toute la ville un conteneur ou seulement un lieu de passage. Un conteneur devra être capable de capter, de tenir et de maintenir les corps dans un même espace, en créant une forme de bulle, isolant du reste de la ville, permettant au collectif de sentir ses propres frontières et de participer à un même événement. Le Parc des Princes et La Beaujoire sont dans des situations différentes de ce point de vue. Un stade urbain comme le Parc exige que tout le cadre urbain environnant se transforme en conteneur. Les circulations sont coupées régulièrement, les forces de police occupent l'espace urbain jusqu'à plusieurs centaines de mètres autour du stade, les stations de métro sont spécialement mises en surveillance ou fermées pour les retours. La Beaujoire n'a plus le même caractère urbain qu'avait le stade Marcel Saupin, tout près du

centre, comme l'est encore le stade Mayol à Toulon par exemple. Le lien entre le stade et sa ville a changé. La ville ne fait plus conteneur, c'est uniquement le stade qui remplit ce rôle car il est assez excentré et proche des grandes circulations, rocade et terminus du tramway. Les axes urbains sont donc mis à contribution pour orienter, pour drainer, et l'enjeu se transforme en termes de gestion de flux, et purement de flux, puisque toute vie urbaine semble absente aux alentours du stade. Ce qui n'est pas tout à fait vrai cependant, puisque le parking d'un hypermarché voisin est mis à contribution par les spectateurs qui ne veulent pas approcher de trop près le stade et qui préfèrent ensuite marcher. Les dispositifs monofonctionnels mis en place (les parkings spéciaux du stade) sont ainsi contournés en partie par ceux qui vont exploiter la mixité des fonctions possibles d'un parking, pour le commerce et pour le stade. En dehors de ce cas unique, tout le reste jusqu'au tramway lui-même constitue un espace dédié au match. Placé en périphérie, le stade peut disposer d'un espace pour s'étendre et l'on voit bien sur notre plan, le côté intégré de tout l'espace, à l'exception de ce parking de l'hypermarché. Le stade doit faire conteneur à lui tout seul et agréger les flux fort bien connectés par de grands tuyaux que sont la rocade et la ligne de tramway.

La figure du stade est ici celle d'un appendice qui pousse sur le flanc de la vie urbaine et qui, à intervalles réguliers, ponctionne des flux passionnels pour les recycler à l'aide de systèmes de dérivation que sont les grands axes.

Nous constaterons, dans tous les autres événements, un couplage nettement plus étroit avec la ville. Le *zoning* constitue un choix urbain majeur des années 1950 à 1970. La séparation des fonctions fut considérée comme une libération vis-à-vis des nuisances de la production industrielle et ensuite comme l'unique moyen pour drainer des clients en masse dans des hypermarchés, inventés en France comme modèle entièrement dépendant des flux automobiles. Les mondes industriels et les mondes marchands se sont constitué leur territoire et ont découplé leur activité de la vie urbaine. Ce fut ensuite le cas des zones de loisirs, avec les stades et les multiplexes délocalisés dans des zones dédiées. Le rôle du sport et du cinéma dans le climat urbain en a été changé, au profit d'un découpage du public en tranches : le supporteur vient supporteur mais ses qualités d'habitant, de gourmet en quête de restaurant, de flâneur urbain, etc., sont portées disparues. Il ne se définit plus que selon un attribut, celui de supporteur, on peut dire ainsi qu'il est entièrement possédé par le stade. La gestion de la sécurité en est facilitée puisque tout l'espace peut être plié aux exigences de cette sécurité, sous forme de gestion du trafic, de clôture et de surveillance des lieux, de focalisation de l'activité dans un temps limité. Les

buvettes devant le stade de la Beaujoire ne durent guère et ne peuvent faire illusion quant à leur statut urbain, elles sont présentes là pour des impératifs fonctionnels avant tout (il faut manger et il faut boire), le cadre de l'expérience restant celui du stade.

Il est donc nécessaire de qualifier les stades selon leurs degrés d'urbanité pour comprendre comment la ville peut être affectée par ce type d'événement. Le stade fait bulle comme l'avait bien dit Sloterdijk mais il peut contribuer à faire de toute la ville (ou d'un quartier entier) une bulle s'il est profondément inséré dans son cadre urbain, et il inclura alors dans sa bulle tout un public affecté, par exemple les riverains. Mais le stade peut aussi faire « bulle appendice » et, dans ce cas, ce sont ses qualités propres de conteneur qui seront seules à même de soutenir l'épreuve du public. La tension sera reportée sur les connecteurs, sur les voies qui créent l'accessibilité pour des flux de masse. Nous verrons que ce cas de figure est exactement celui d'un festival comme les Transmusicales lorsqu'il se déplace vers la périphérie rennaise. Dans tous ces cas, la ville est affectée en tant que dispositif d'accessibilité et ce sont les moyens de transports qui sont les points de tension maximale.

Cela se constate très nettement dans le rythme de la concentration des effectifs de police. Et cela d'autant plus qu'ils sont habilités à intervenir de leur propre chef sur l'environnement extérieur au stade alors qu'à l'intérieur, des règles propres à une enceinte privée s'appliquent⁵. Dès lors, une fois que le public est entré, le relâchement voire le soulagement est très net. Les forces de police ont géré les accès, ainsi que les incidents reliés à ces contrôles d'accès que sont les billets revendus à la sauvette notamment. L'observation faite lors des Transmusicales le confirme : dès lors que l'espace de l'événement a statut d'appendice extérieur à la vie urbaine, tout le stress se focalise sur les accès. Le stade crée une autre centralité provisoire, découplée de celle de la ville. Mais, du

⁵ L'application géographique de la loi Alliot-Marie qui ne s'impose que dans le cas des manifestations sportives pose des problèmes de délimitation assez subtils. « Comment délimiter l'espace d'une manifestation ? Jusqu'au 25 février 1998, la délimitation de compétence, selon la loi, comprenait l'enceinte sportive et les parties neutralisées aux abords par les forces de l'ordre. Ce qui revenait à dire que tout acte répréhensible commis dans cette zone était soumis à la loi Alliot-Marie et tout acte commis en dehors, le fut-il par un groupe de supporters identifié et reconnu, était assujéti au nouveau code pénal. Il s'agit là d'un élément très important à prendre en considération puisque la loi Alliot-Marie prévoit souvent des peines plus sévères que le code pénal pour les mêmes délits. Cette délimitation territoriale et la présence des forces de l'ordre dans le stade a provoqué dans un premier temps un déplacement de la violence et des exactions commises par les supporters du stade à la voie publique, mais également l'apparition des « casuels », hooligans « anonymes » dont la tenue ne laisse pas apparaître l'appartenance aux groupes de supporters ». (D. Bodin)

coup, c'est l'accessibilité, autre qualité urbaine essentielle selon H. Lefebvre, qui doit être partagée et se retrouve mise sous pression. Tous les incidents, dans les deux événements étudiés, vont se créer à ces points d'articulation qui assurent la transition entre l'espace urbain et l'espace privé de l'organisateur. Les services de police se retrouveront devoir faire conteneur à leur tour pour garantir un espace qui au-delà du stade, ne possède plus de cadre à exploiter. Ainsi les parkings très ouverts ont dû être clos par un grillage tout autour du terrain stabilisé qui accueille les visiteurs. Ces supporters-là auront l'expérience très nette de passer de nasse en nasse, sous surveillance, et aucun espace de liberté ne leur sera laissé. Le cas sera encore plus marqué à Paris en raison des traditions de rivalité violente entre supporters. Dès leur arrivée au péage de l'autoroute du Nord, des motards encadrent les bus de supporters. À leur arrivée près de Roland Garros, tout le périmètre est quadrillé et ils ne peuvent s'échapper. C'est en véritables défilés de « bagnards » qu'ils se rendent au stade, encadrés par leurs stadiers, puis par deux rangs de CRS, précédés par les gardes à cheval (bien connus pour impressionner le public, notamment lorsqu'il est dans un état second comme le « supporter aviné moyen » sortant de son bus !). Le but est d'éviter à tout prix les contacts avec les supporters du PSG et à un moment, un contact est possible en effet malgré la séparation créée par les forces de police. L'idéal serait en fait un tunnel ou une entrée des bus de supporters dans un souterrain du stade pour qu'ils ne soient en contact avec personne. On peut dire de ce fait que depuis leur embarquement dans les bus au départ de leur ville, les supporters extérieurs sont entièrement cadrés par des conteneurs successifs sans possibilité d'en échapper. Le stade commence dans le bus et les rangs de policiers fonctionnent eux aussi comme des conteneurs.



Grilles de stade

Une fois dans le stade, la qualité de conteneur du stade est assez évidente. Nous insisterons cependant sur le fait que ce conteneur est en même temps un dispositif de tri des publics qui seront contenus très précisément dans leur espace particulier. Cette méthode des tris se retrouvera dans tous les événements, entraînant des séparations entre publics et des regroupements plus ou moins étanches entre eux selon les événements. Il faut donc considérer que le conteneur global ne suffit pas à constituer un public homogène car la diversité du public ne disparaît pas comme par enchantement par la seule co-présence dans le même conteneur. C'est vrai pour le match de foot, c'est aussi vrai pour la manifestation où apparaissent de nombreux sous groupes encadrés qui vont jouer le rôle de conteneur. Le stade présente des qualités techniques préarrangées pour organiser ce tri, voire pour le contraindre et créer ainsi des groupes totalement étanches. C'est le cas des tribunes visiteurs totalement fermées par des grilles et séparées de tout contact avec des supporters adverses. Il a fallu renforcer cette clôture interne en laissant des rangs libres, et en plaçant des stadiers pour contrôler cette absence de contact. Le football est le seul sport collectif à procéder ainsi par mise en cage des supporters adverses, et cela dans tous les stades en Europe au moins. C'est dire que nous sommes passés à un autre enjeu. Le conteneur joue un rôle essentiel car le contenant que constitue le match de foot, que nous avons jusqu'ici appelé attracteur, ne suffit en rien à orienter les passions pour produire du collectif.

3/ THEORIE DES CONTENEURS ET DES CONTENANTS

Il convient ici de faire une pause théorique pour reprendre les acquis de travaux de psychanalystes comme Didier Anzieu surtout, sur cette question des conteneurs et des contenants.

D. Anzieu définit ainsi la distinction conteneur/contenant :

« À la suite de R. Kaës, je distingue le conteneur – dépositaire passif, mais non nocif, cuvette, sein-toilettes, simple récipient – et le contenant – réceptacle actif, sein-bouche nourricier, qui assimile le contenu, l'investit libidinalement, le restituant sous forme élaborée, par exemple en le nommant, le mimant, l'expliquant, le dédramatisant, le racontant ». (Les contenants de pensée p. 27).

Sur le même thème, nous retrouvons une forme de distinction proche chez Bion, lorsqu'il distingue les éléments-bêta, « non intégrables, non digérés » (le modèle de la digestion est très présent dans le modèle de Bion) et les éléments-alpha intégrés à l'inconscient sous formes de traces mnésiques. Il précise que deux éléments permettent cette intégration, l'attention et la notation. Nos propres travaux sur l'attention dans le contexte des jeux vidéo et de l'économie

numérique, nous ont permis de réexploiter le travail de T. Ribot à la fin du XIX^e siècle qui distinguait les deux propriétés de l'attention : l'intensité et la durée. La définition de Bion met sous le label « attention » la dimension de l'intensité et donc de l'éveil, pur stimulus qui n'est pas digéré alors que la « notation » exploite la dimension durée, pour aboutir à ce stockage qui fait contenant par mémorisation. De même, D. Winnicott a distingué dans plusieurs travaux, la fonction de *holding* de celle de *handling*. La mère peut parfois manifester une compétence de *holding* (elle tient bien ses enfants, dit-on parfois) sans que cela se traduise automatiquement par du *handling*, c'est-à-dire par un soin particulier, qui est là aussi une dimension de l'attention au sens du « care » cette fois-ci. Il reste essentiel de bien tenir matériellement si l'on veut espérer prendre soin mais cela ne garantit pas la qualité du *care*. Il nous semble possible de prolonger cette tradition théorique, avec une certaine prudence cependant. Car dans les deux cas, c'est la différence que fait B. Latour entre intermédiaire et médiation qui se trouve posée. La distinction entre conteneur et contenant relève finalement de la même opposition, entre une forme de passivité du conteneur-intermédiaire qui se contente de déplacer les choses ou les énergies sans les affecter et une activité propre au contenant-médiation qui fait traduction, qui transforme.

La distinction que nous souhaitons faire dans toute cette recherche sur la ville-événement s'inspire de ces diverses approches. Le stade, en tant que cadre bâti, est un conteneur, qui peut faire son travail plus ou moins bien et, en cela, la distinction entre stade urbain et stade appendice est importante, car le travail de *tenure*, de bien tenir, sera plus ou moins assisté par la ville ou non. Mais l'insertion dans la ville permet de réaliser une autre connexion plus directe avec le *handling*, avec le *care*, car toute la ville est organisée pour offrir des attracteurs, pour mobiliser l'attention et pour constituer ainsi un contenant, qui oriente les passions, les suscite et ne se contente pas seulement de canaliser les corps comme autant de molécules dans un tuyau. Dans tous les cas, l'articulation entre conteneur et contenant est tout à fait importante et plusieurs cas de figure peuvent être explorés qui seront appuyés sur nos observations dans chacun des événements.

Notons tout d'abord qu'il existe bien des situations de contenant sans conteneur : un espace libre, non cadré par le bâti, par des humains chargés de faire service d'ordre, peut suffire à accueillir un contenant lorsqu'une mobilisation collective se produit autour d'un attracteur suffisamment puissant. Les qualités des attracteurs qui vont faire contenants sont alors décisives et l'on parle de magnétisme de *leaders*, de vedettes ou d'événements particuliers qui par

leur seule puissance émotionnelle suffisent à orienter tous les corps co-présents dans le même sens, partageant la même expérience. Le stade est évidemment très loin de ce cas, et tous les événements que nous étudions ici exploitent à leur façon les propriétés du cadre bâti.

Plus souvent, nous observons dans les villes contemporaines, des conteneurs sans contenant : c'est la condition des non-lieux par excellence que décrit M. Augé. La « ville sans qualités » est finalement plus répandue qu'on ne le pense, et l'on continue à la produire toujours plus vaste et toujours plus uniforme dans tous les territoires à l'échelle de la planète. Le cas des *hubs*, des aéroports est le plus parlant de ce point de vue, et la situation de transit, fonctionnellement abstraite de tout autre statut (sauf de celui de consommateur qui doit frénétiquement profiter du *duty free*) ne peut justifier cette incapacité à produire du contenant. Cet exemple nous permet cependant de préciser notre pensée. Contenant ne veut pas dire pour autant « animateur » en personne, attraction qui excite ou polarise comme notre point précédent aurait pu le laisser croire. Il est certes question d'âme, sans nul doute, comme dans animation. Mais les qualités des lieux peuvent à elles seules constituer un contenant. Une place urbaine pourra dans certains cas ne pas fonctionner comme conteneur, lorsque ses propriétés bâties ne permettront pas de cadrer la vie urbaine, c'est le cas de la place de la République à Rennes qui sera longuement étudiée plus loin et qui est avant tout un *hub*, un lieu de transit. Mais certaines places, grâce aux qualités de leur cadre bâti fonctionnent immédiatement comme conteneur et ce n'est pas un hasard si la place Saint-Michel à Rennes est préférée à la place Sainte-Anne pour faire durer la fête toute la nuit : elle est petite, ovoïde, de hauteurs voisines. Bref, elle contient bien les corps qui peuvent s'y sentir tenus, retenus, contenus. Mais elle n'offre rien en termes de contenant, de force attractive pour elle-même. Elle n'a pas d'âme pourrait-on dire et il faudra une grosse énergie aux fêtards pour créer des attrapeurs qui feront tenir l'attention toute la nuit. Ce n'est pas le cas d'autres places urbaines qui non seulement font bien leur travail de conteneur mais qui deviennent même contenant en dehors de toute attraction organisée : le seul fait d'être dans un lieu historique suffit à créer cet effet de contenant qui exploite toutes les ressources de la mémoire pour peupler le lieu des attrapeurs qui en font un contenant. La place de Sienne est de ce point de vue un exemple extraordinaire dont les effets ne s'expliquent pas seulement par l'excellence des qualités de conteneur de corps qu'elle propose. Les bâtiments, les événements qui s'y déroulent régulièrement (le Palio), l'histoire qui y affleure partout, produisent du contenant durable sans attrapeur ni stimuli délibérés. La place fait ici

médiation et non plus seulement intermédiaire, elle nous change de l'intérieur, elle offre une expérience qui nous transforme.

Des situations d'évolutions entre conteneur et contenant peuvent être prises en compte pour mieux comprendre ce qui s'y joue. Il est aisé d'observer la dissolution d'un contenant en pur conteneur. C'est le cas classique du lieu d'événements qui se vide, comme nous le constatons pour le stade. Le stade sans match de foot n'est qu'un pur conteneur, ce qui n'est pas rien mais ne permet pas de comprendre sa vie interne. Il redevient conteneur lors du retour à la normale, à la neutralité, à la dimension fonctionnelle. L'effet peut être émouvant, surtout lorsqu'on a connu une grande émotion. On éprouve alors comme une perte d'âme, quelque chose se vide, on se demande même où a pu passer l'esprit qui s'était manifesté pendant un instant ? Cet esprit des lieux peut en revanche rester attaché à ces lieux (qui deviennent des lieux de mémoire précisément) et continuer de hanter ces lieux (comme on peut le ressentir dans les camps de concentration). Le stade peut ainsi être éprouvé sous une forme nostalgique par les joueurs ou par les spectateurs qui auront vécu un moment historique.

Mais ce retour à l'état de conteneur peut être plus dramatique dans le cas de la dégénérescence des espaces qualifiés ou des institutions qui se sont épuisés ou ont été sabotés et qui finissent pas laisser un goût de cendres : il ne reste que l'enveloppe, tout l'esprit qui a pu exister est parti, non pas au terme d'un retour prévu à la normale mais au terme d'un épuisement, d'une dégénérescence, d'une pathologie, pourrait-on dire. Le retour du contenant au conteneur est alors analogue à la mort, l'âme (*pneuma*, le souffle) disparaît, l'enveloppe charnelle apparaît pour ce qu'elle était, un réceptacle matériel qui ne pouvait pas tenir grand-chose à lui tout seul. Mais le conteneur-corps a une vie autonome, il peut survivre végétativement même lorsque l'âme est partie, même lorsque le contenant de la personne s'est défait. Peut-on en dire autant d'un espace, d'un cadre bâti, qui survit à des pertes de contenants ? Sans doute, même sans fantôme, même sans mémoire, un espace peut continuer à bien faire son travail de conteneur (grâce à des propriétés topographiques spécifiques) qui vont permettre de le réinvestir. La réhabilitation, qui constitue le leitmotiv des politiques urbaines contemporaines, ne serait d'ailleurs possible que lorsque cette fonction de conteneur est réalisée correctement. C'est ce que dit en creux la politique de démolition : les années 1960-70 ont créé des masses de conteneurs sans qualités, disqualifiés et disqualifiants. S'ils ont pu parfois accueillir des contenants selon les groupes ou les événements qui les ont occupés, ils les ont désormais perdus et il est fort probable que leurs mauvaises

qualités de conteneurs rendaient quasiment impossible la production de contenants, d'une âme du lieu.

Les mauvaises qualités d'un conteneur peuvent en effet toucher par contamination les humains qui se trouvent alors « empêchés d'habiter ». Nous retrouvons ici la différence entre « loger » et « habiter » qu'a théorisée notamment J. Gagnepain. Loger consiste à produire un conteneur pour les corps, habiter émerge d'une focalisation de l'attention qui permet de prendre soin de soi, du cadre bâti et du collectif en même temps. Le public qui habite est concerné, il est aussi habité par les lieux et contribue à l'émergence du contenant. Car le soi est réciproque ou plutôt transductif, selon le terme de G. Simondon. Le contenant transforme à la fois le conteneur et les corps qui étaient contenus, en public concerné, concentré, orienté et c'est leur orientation, leur concernement qui définit ce statut de contenant au lieu. On peut donc considérer que les dimensions de contenant des espaces urbains émergent comme une prolongation de la compétence d'habiter qui se constitue par couplage d'un public et d'un cadre bâti, dès lors que certaines qualités sont « rassemblées », au sens d'Heidegger parlant de la Chose. Ce que produit alors ce couplage, c'est du « contentement », contenant transposé dans le climat partagé par des esprits co-orientés (quand bien même il s'agit de rage, ou de protestation, car le public a dès lors le sentiment que son travail de rage et de protestation est bien fait).

Mais lorsque l'on assiste à la disparition du contentement, le contenant s'effondre. Le conteneur apparaît pour ce qu'il était, un pur dispositif de contention. C'est l'expérience par laquelle peuvent passer les supporteurs qui peuvent finalement transformer pendant un moment le cadre bâti extrêmement clos qui leur est assigné en « chaudron magique » pour générer un contentement qui laisse les autres spectateurs ébahis et quelque part envieux d'une telle capacité de joie. Mais lorsque le match a été moyen ou nul, qu'aucun souvenir ne peut prolonger cet état de contenant, le conteneur apparaît brutalement comme une « cage à singes ». C'est un dispositif de contention qui fait s'effondrer tout contentement et qui provoque ce que Sloterdijk appelle une « dépression dans la chambre interne », puisqu'aucun stress ne peut tendre le désir. Mais c'est alors le dispositif lui-même qui peut devenir le prétexte à la tension, la cible qui peut servir à combattre la dépression qui est pire que tout pour un supporteur. Dès lors, on ne peut plus « se contenir » ! La réaction devient violente face à cette contention. C'est ce que nous observerons dans les soirées rennaises lorsqu'aucun attracteur suffisant ne permet de garder l'esprit collectif actif : ce sont les forces de l'ordre qui se transforment en cible et alors

qu'elles sont supposées agir seulement comme conteneurs, simples canalisateurs des corps, elles se retrouvent devenir la cible qui reconstitue un attracteur fort et qui peut reconstituer du contenant, contre la police, ce qui leur suffit pour contrer la dépression.

Dans les quartiers périphériques, il est aisé de comprendre que le cadre bâti mal approprié pour faire contenant laisse émerger rapidement l'impression de contention. C'est ce qui fait réagir.

En insistant sur la différence que fait un contenant, parce qu'il fait médiation en mettant en mouvement les collectifs co-présents, nous ne voulons en aucun cas dévaloriser les fonctions de pur conteneur. Car l'état de foule sans qualités est bien plus difficile à traiter que celui de collectifs mobilisés autour d'objectifs précis (match de foot, manifestation, spectacle, qui font contenant). Il devient nécessaire de traiter les espaces et les flux pour les rendre vivables indépendamment de toute hypothèse de contenant qui pourrait émerger. La fonction de sécurité est épurée au niveau de la gestion des flux des corps et la sécurité civile est aussi concernée pour garantir la survie dans de tels espaces (d'où les conditions d'accès des secours à préserver).

Enfin notons avant d'y revenir plus loin, que la situation où des conteneurs se transforment en contenants suppose l'intervention de professionnels le plus souvent : le travail de l'organisateur d'événement consiste vraiment à produire ce contenant, ou tout au moins à créer les conditions pour qu'il émerge car après tout, l'opération n'est jamais garantie. Cet art de faire faire l'expérience de l'espace habité ensemble est très provisoire dans le cas des événements mais il dit sans doute beaucoup de ce qui peut faire âme durable dans les villes. On serait bien avisé d'y penser lorsqu'on parle de développement durable en oubliant allègrement que le moral des troupes est essentiel à l'affaire, à la mobilisation, à la participation. Or, rien n'est plus difficile que de faire contenant durablement à l'échelle d'une ville : on peut le faire lors d'un événement, on peut le faire dans certains lieux, porteurs d'une âme particulière, mais faire tenir une ville dans une climatisation partagée qui mobilise des « mythologies immersives » comme le dit Sloterdijk, est un art rarement présenté dans les manuels. Et comme l'avait déjà proposé Lippmann, cet effet de concernement du public est toujours intermittent, éphémère et focalisé.

Un cas de contenant fort : les Transmusicales

En anticipant un peu sur notre prochaine partie, explorons dans un cas particulier, celui des organisateurs des Transmusicales, en quoi peut consister cet art du contenant. Les Transmusicales sont remarquables de

professionnalisme mais ce terme est réducteur pour comprendre comment les organisateurs-fondateurs (et ce double statut est important) ont su transformer un conteneur de médiocre qualité (le parc des expositions près de Rennes) en contenant, après avoir fait de même avec la salle de la Cité et avec le Liberté, salles de spectacles plus classiques du centre ville. Il est certain que leur capacité à générer des attracteurs grâce aux groupes et au rythme des concerts, c'est-à-dire à leur travail propre de la programmation, garantit une émergence de contenant. Mais il ne faut pas oublier que ce travail de production de contenant doit être relié à deux dimensions.

1/ D'une part ils ont su faire un travail de reprise du conteneur pour lui donner des qualités nouvelles (les couleurs, les espaces de transition, les bars et autres espaces). L'espace de concert reste globalement un conteneur de faible qualité compensé par la puissance d'attraction de la programmation artistique qui va faire contenant. On peut cependant faire l'hypothèse que l'absence de requalification des points d'accès des bus, situés place de la République considérée comme « un non lieu », incapable de générer du conteneur de qualité car trop marqué par le transit, constitue le point faible en termes de qualité du conteneur. Il en résulte l'incapacité à faire émerger un contenant. Le transport est traité de façon purement fonctionnelle. Le bus comme conteneur peut fonctionner si la capacité de l'organisateur du transport à contenir le public avec de la qualité est manifeste. Dans ce cas, il sera respecté, comme un simple conteneur, mais au moins respecté. Lorsque les conditions se dégradent au point que le public est entassé, les participants se retrouvent dans la contention alors que leur attente est orientée vers le contentement. Il devient dans tous les cas urgent de requalifier cette fonction de transport pour faire un choix : soit la Société de Transport de l'Agglomération Rennaise (STAR) prend cette responsabilité et elle devra alors offrir un service de qualité équivalente à ce qu'elle propose à tous les voyageurs, y compris en y imposant sa discipline habituelle, ce qui sera évidemment difficile. Soit on admet que le public traite cet espace comme un élément du contenant à venir, puisque ce sont ces spectacles des Transmusicales (Trans) qui le mettent en mouvement dès l'instant où il fait la queue pour monter dans les bus. Dans ce cas, il n'est plus client de la STAR mais pris en charge par les Trans, ce qui doit se traduire dans le prix du billet mais surtout dans un effort de qualification des espaces et des temps de transport, exactement comme ils ont su le faire pour les conteneurs du parc des expositions.

2/ D'autre part, le contenant est certes constitué par la programmation artistique elle-même mais aussi par l'image symbolique des organisateurs-

fondateurs, capables de faire du *handling* et non seulement du *business*, ce qui est une façon de porter la critique sur la marchandisation, qui ne serait pas un contenant de qualité. En réalité la relation entre contenant et marchandise est plus compliquée. Car une relation à une marque constitue un contenant très puissant qui dépasse la marchandisation. C'est précisément lorsqu'on la traite de façon instrumentale qu'elle apparaît comme un pur conteneur, fonctionnel et non mythique et de ce fait disqualifiable.

Dans ces conditions, le mythe « Transmusicales » constitue un fort contenant psychique (notamment avec son effet transgénérationnel). Le vocable Trans est parfait pour générer tous ces effets, y compris ceux des « transports » en commun. L'image que l'on donne des *raves* sabote toute tentative de construction de contenant, alors que les *ravers*, aussi peu organisés soient-ils, travaillent sans cesse à le produire, à maintenir eux aussi une tradition, en constituant un conteneur de qualité à travers le cercle produit par la disposition des *sound systems*. Mais ce travail ne suffit pas et la manifestation des *ravers* à Rennes en 2008, conduite avec une discipline surprenante, représente une tentative pour reconstituer un contenant, proche des procédés institutionnels classiques, gardant un petit côté rebelle mais devenu particulièrement « gentil » car reproduisant les modèles des contenants que sont les manifestations revendicatives. On peut faire l'hypothèse qu'il n'existe qu'un répertoire de contenants limité, de même qu'il n'existe qu'un répertoire des formes de conteneurs dépendants de la topographie (la qualité reste cependant toujours unique et non reproductible de façon garantie). La manifestation est un type de contenant qui possède ses codes, codes qui doivent être respectés sous peine de générer des débordements. Débordements qui sont l'antithèse du cadrage mais aussi du contenant mais manifestent en même temps son existence. Il n'existe de débordements que là où il y a un contenant. Sinon, il n'y aurait que du conteneur et les attracteurs ne seraient pas présents. Les incidents sont alors organisés pour produire des attracteurs et refaire du contenant.

L'appel à la police et aux pompiers fait partie de ce processus : en l'absence d'attracteurs, il vaut mieux provoquer la contention, pour y trouver un certain contentement dans l'opposition. On fait apparaître qu'il existe un « métacontenant », qui est l'autorité de l'État et la loi (que nous ne voyons pas mais que nous avons intériorisé comme une évidence naturelle – il y a de l'État et donc de la police comme limite). Dès lors, on peut provoquer des débordements puisqu'il y a contenant que l'on va déqualifier comme un pur conteneur (qui ne fait que de la contention) alors qu'auparavant, face à l'absence de contenant, il ne pouvait y avoir aucun contentement puisque le

désir errait. Les forces de police ont très bien compris la mécanique et la demande du public et ne veulent plus servir de contenant de substitution. Or, il a existé une époque où la ville de Rennes était connue pour offrir de façon garantie un contenant de substitution, celui des forces de l'ordre toujours prêtes à riposter les jeudis soirs. Cette politique fonctionnait en couple parfait avec une recherche de contenant, quitte à ce qu'il soit fait de contention, et cela suffisait à provoquer du contentement. Cela explique l'intelligence de l'opération Dazibao⁶ qui consiste à créer des attracteurs qui se transforment en contenants, à travers des activités nocturnes variées dans des lieux éclatés et exceptionnellement ouverts la nuit. Avec le temps, le caractère d'artefact de l'opération risque cependant de la réduire à un statut de conteneur, c'est-à-dire que ces opérations ne permettront plus de mobiliser attention et attentes de façon reliée, mais serviront seulement à occuper le temps. Dazibao n'est pas une opération de programmation comme les Transmusicales et n'a pas sa force mythologique – il lui faudra trouver un second souffle.

La relation conteneur/contenant est donc évolutive mais elle est toujours couplage plus ou moins réussi. Dans tous les cas, il s'agit bien de penser comment nous parvenons à nous sentir « à l'intérieur de », selon l'expression de Sloterdijk et donc à loger et/ou à habiter. La matérialité du conteneur ne tient guère longtemps si elle n'est pas couplée à l'énoncé du contenant, ce qui permet de retrouver ici la généalogie du dispositif selon M. Foucault. Les modes d'appui, d'étayage, de l'un sur l'autre sont très variables, leurs évolutions aussi et rien n'est *a priori* garanti, ce qui crée toute l'incertitude des professionnels, organisateurs ou responsables de la sécurité. Insister sur ce couplage conteneur/ contenant, c'est d'une certaine façon redire ce que dit D. Anzieu dans d'autres termes (puisqu'il parle de contenus, cette fois-ci), quand il précise que

« la relation contenant-contenu est affectée de deux illusions : celle d'un contenu sans contenant (la colombe évoquée par Kant qui s' imagine qu'elle volerait plus vite sans la résistance de l'air qui la soutient) ; celle d'un contenant sans contenu (ensemble vide) ». (Les contenants de pensée, p 33).

Notons, en passant, à quel point la colombe correspond bien au moderne qui « prétend n'avoir jamais été à l'intérieur » comme le définit Sloterdijk.

⁶ Le concept est simple : des jeunes (en association ou non) proposent un projet de soirée qu'ils organisent en partenariat avec le Centre Régional d'Information Jeunesse de Bretagne qui les accompagne. Ces soirées sont gratuites et ouvertes à tous et ont lieu un jeudi par mois de 22h à 3h en centre ville (Halle Martenot, Le Liberté, Esplanade Charles De Gaulle...) à Rennes (extrait du site Dazibao).

Définitions provisoires

En résumé, voici les définitions provisoires que nous pourrions donner des conteneurs et de contenants.

Le conteneur est une forme matérielle permettant de circonscrire des entités physiques dispersables, atomisées, dans un même espace qui tend à se clore. Lorsqu'il se limite à cette opération, le conteneur produit de la contention qui n'a d'autre ressort que la contrainte physique réalisée par les dispositifs techniques. On peut dire alors que les êtres sont tenus (*holding*) mais ne sont pas contenus (*handling*), qu'ils sont dedans mais qu'ils ne sont pas à l'intérieur, c'est-à-dire qu'ils ne font pas l'expérience d'un intérieur, qu'ils logent (dans l'espace de l'autre) mais qu'ils ne l'habitent pas.

Le contenant est une polarisation interne à ces entités qui oriente leur attention et leur énergie, polarisation pré-arrangée ou non, mais qui dans tous les cas, modifie l'état collectif des atomes corporels pour en faire un public immergé dans une mythologie qui dépasse toujours le moment donné. Lorsque le contenant fait bien son travail, il produit du contentement, qui en retour, générera des attentes comme potentiel. C'est pourquoi le contenant n'est pas une contention mais un rattachement à des références au-delà de l'espace physique, ce qui rend paradoxalement plus aisé le travail du conteneur, puisqu'à ce moment les entités présentes habitent (s'approprient) et sont habitées.

La question des seuils d'une part et celle des connexions internes à la ville qui permettent de gérer les accès à cet intérieur d'autre part deviennent alors décisives, car ce sont les moments et les lieux de la mutation des êtres éparpillés en flux massif tout d'abord, puis en public passionné. Double mutation qui ne semble pas toujours pensée à sa juste valeur, comme nous le verrons avec plusieurs incidents lors des autres événements.

4/ LA TRIBUNE LOIRE OU L'ILLUSION DE LA VISIBILITE

Reprenons donc le récit de ce match somme toute très tranquille en nous attardant sur le montage présenté ci-dessus. Nous avons vu à quel point le match de foot peinait à produire un vrai contenant qui mobilisait un public dans un sens unique. Très souvent, le stade reste à l'état de conteneur, sans déclencher de passions, ou à la rigueur en déclenchant quelques réactions entre publics. Car c'est au sein de ces publics, dans certaines parties du stade que se joue l'ambiance, que se joue la climatisation. Tous les amateurs de foot le savent bien : vivre un match en tribune présidentielle, assis confortablement, sans un cri, avec une excellente visibilité, auprès de voisins convenables que

l'on peut même retrouver aux salons à la mi-temps n'a rien à voir avec l'expérience du même match dans les tribunes populaires, debout, poussé vers le bas à chaque événement marquant, immergé dans un tintamarre assourdissant de chants et de slogans permanents, inquiet de savoir si les insultes et l'excitation des quelques voisins imbibés ne vont pas finir par dégénérer, mais en même temps participant animé par la démesure des remarques, des commentaires et des réactions à tout incident ou action de jeu. Dès lors, il est légitime de se demander si le conteneur stade ne recèle pas en fait plusieurs contenants très différents, dont le match de foot lui-même n'est que la mise en scène officielle. C'est pourquoi le tri des publics sera important, car il s'agit de créer les conditions pour que le travail des clubs de supporters débouche sur la création d'un contenant qui produira du contentement. Le match peut être bon ou mauvais, un bon club de supporters devra savoir animer et donner de l'âme à l'expérience collective. Les tifos qu'on déploie, les écharpes qu'on montre ensemble et en rythme, les fumigènes, les sauts collectifs et les *pogo* sont tous des moments de chauffage collectif qui ne peuvent se dérouler avec succès que s'ils sont organisés dans un entre-nous particulier. Entre-nous des supporters d'un club contre l'adversaire mais aussi entre-nous des supporters de tel ou tel club de supporters qui peuvent à l'occasion très violemment régler des comptes entre eux. C'est pourquoi, au Parc des Princes, le kop de Boulogne⁷ et la tribune Auteuil sont idéalement éloignés pour éviter toute rencontre. Le style, le langage, le positionnement politique, tout finit par opposer les supporters et c'est à qui prendra le leadership (D. Bodin, 1999, 2003). Dans la terminologie et les concepts qui sont les nôtres ici, il apparaît clairement que ce ne sont plus les organisateurs du match de foot qui proposent le contenant, car ce contenant est rarement suffisant à produire du contentement. Ce sont bien les clubs de supporters qui vont organiser ce contenant, et de ce point de vue, ils sont devenus des professionnels des passions footballistiques, les seuls à même de les susciter et de les contrôler. On comprend mieux pourquoi les clubs veillent très attentivement à leur activité et que le public extérieur puisse avoir le sentiment d'un double langage vis-à-vis de ces clubs de supporters. Avoir des spectateurs, c'est une chose, cela permet de remplir le conteneur qu'est le stade en même temps que les caisses. Mais avoir un public, c'est autre chose. Or, ce ne sont pas les animations avant match ni même la qualité du jeu qui bien souvent permettent de créer ce public. On comprend alors pourquoi, pour être sûr de produire du contentement qui lui-même produit un public, certains clubs

⁷ Lieu privilégié de rassemblement de plusieurs clubs de supporters du Paris Saint-Germain

sont prêts à acheter à prix d'or certains « artistes du ballon rond » car un seul passément de jambe de Ronaldinho peut provoquer un tel frisson de plaisir dans tout le stade que l'investissement est alors rentabilisé. Plus souvent, ce sont les clubs de supporters qui feront ce travail et ils le feront comme de vrais professionnels, avec leur matériel, leur logistique, les responsabilités, leurs principes.

Le principe de tri des publics est distribué dans l'espace. À l'entrée comme à la sortie, l'expérience des spectateurs nantais et des supporters nantais diffère totalement de celle des supporters visiteurs. Cette impression « d'être chez nous », répétée par les responsables de la sécurité est clairement partagée par les spectateurs. Même s'ils sont fouillés à l'entrée, en raison du retard à l'arrivée des spectateurs, le dispositif sera allégé. Est-ce à ce moment que se gliseront des intrus dans la tribune Loire ? Nul ne le sait mais le seul incident notable de ce match dans le public sera provoqué par ce mélange des publics. Racontons d'abord l'histoire qui est un effet de ces mesures pour comprendre surtout comment peut être perçu et géré un incident aussi bref.

Ça chauffe en Tribune Loire !

Lors du *briefing* des stadiers de la tribune Loire avec leurs chefs d'équipe, à 17h15, la consigne avait été claire : « pas d'écharpe OM ». L'entrée dans le stade se fait à 17h30, précisément, devant les grilles principales. Leur ouverture une à une se fait dans le calme, sans bousculade. Il y a du monde, mais les gens attendent relativement espacés. À l'entrée, les six grilles sont entrouvertes, laissant à peine passer de front deux personnes. À l'intérieur, deux stadiers, un homme et une femme, dont la tâche est de vérifier les billets, qu'ils découpent. Un court « bonjour » et « bon match » ponctue chacune de leurs rencontres. Ils sont d'ailleurs davantage affairés à la reconnaissance des billets qu'à celle de leurs détenteurs.

Une dizaine de mètres nous sépare d'une deuxième rangée de stadiers, debout en haut des marches. Ici, la file d'attente est un peu plus longue, avec un tri pour les femmes qui sont nettement moins nombreuses. C'est un peu plus dangereux aussi, les spectateurs attendent dans les escaliers, l'équilibre est plus précaire. La palpation est rapide, en deux secondes, et peu approfondie.

Les spectateurs se dirigent ensuite facilement entre les panneaux pour regagner leur tribune respective. La tribune Loire est barrée par une série de grilles, laissant deux, peut-être trois, courts espaces pour le passage. Devant, quelques stadiers s'affairent à une seconde fouille (qui *a priori* n'a pas lieu dans les autres tribunes), plus minutieuse, et surtout à un tri entre supporters marseillais et

nantais. Certains supporters, affichant ostensiblement leur appartenance marseillaise (maillots, écharpes) sont invités par les stadiers à les retirer (cacher dans un sac, maillot sous un pull), les déposer à une consigne, ou alors sont conduits dans la tribune opposée.

Une certaine sélection semble s'opérer. Dans les groupes cumulant insignes nantais et marseillais, les porteurs des seconds sont invités à les cacher. Certains stadiers, hésitants, redirigent ces spectateurs vers un stadier plus expérimenté, qui en dernier recours décidera de l'accès au stade, au « faciès » semble-t-il. Les spectateurs « refoulés » sont invités à patienter, le temps de constituer un groupe d'une quinzaine de personnes, pour être accompagnés dans une autre tribune, par la personne en charge des stadiers. Ils arrivent à une grille, haute de trois mètres, gardée par d'autres stadiers. Les supporters sont introduits de l'autre côté, trois par trois, soit le nombre de gendarmes présents pour les fouiller. Cette fouille est beaucoup plus importante que celle opérée pour l'entrée dans la tribune Loire : il faut vider ses poches pour être intégralement fouillé, pendant presque trente secondes et par des gendarmes.

Dans la tribune Loire pendant ce temps, les drapeaux aux couleurs nantaises avaient été prédisposés sur les sièges, prêts à l'usage. La musique est assez forte. Le haut parleur est placé juste au dessus du kop, et crache tantôt les derniers hits, tantôt les paroles du *speaker*, suivis par le kop, notamment lors de l'énonciation de la fiche de match, dont les prénoms marseillais seront ponctués d'« enculé », et les noms nantais repris en chœur.

Les stadiers, côte à côte, sont placés face aux spectateurs et ont les yeux rivés sur eux (comme ce sera le cas pendant tout le match), à moins de trois mètres des premiers. Ils ne semblent pas spécialement menaçants, plutôt vigilants. Deux d'entre eux sont placés en retrait pour, semble-t-il, avoir une vue d'ensemble, et assis sur des tabourets. Ceux-là ont des *talkie-walkies* branchés à leurs oreilles. Lors du match, lorsque ces stadiers fixent tous du regard un même endroit, le public suit. De même que lorsque ceux-ci interviennent. Leur couleur fluo les met en évidence.

La foule est plus importante que prévue et le chef des stadiers s'inquiète, car on ne circule pas assez bien dans la tribune. « Il suffit d'un but pour que ça explose à mon avis... ».

Juste à l'entrée des joueurs, les spectateurs se mettent debout, et ce jusqu'à la mi-temps. C'est le moment que choisissent les leaders pour tenter de faire augmenter les encouragements. Munis de mégaphones, ils haranguent le kop à tour de rôle, dans une compétition affichée avec leurs homologues Marseillais :

« on est chez nous, on veut pas les entendre. » Les insultes fusent : « marseillais, enculés », « marseillais, j'ai niqué ta mère... », etc. Ces insultes semblent même servir à cristalliser l'attention, quand celle-ci tombe, et se révèlent plus efficaces que n'importe quel autre chant. Elles sont utilisées pour remobiliser les troupes. Seules les deux parties situées juste derrière les buts participent à cette mise en scène, malgré les encouragements des leaders envers les parties situées plus à l'extrémité. La frontière est d'ailleurs nette.

Une première bagarre éclate lors du premier but à la 44^e minute, mais elle passe inaperçue dans le mouvement de foule vers le terrain, vers les joueurs venus saluer leur public. Les stadiers en bas de la tribune font « ceinture » afin d'anticiper tout débordement. Les oreillettes fonctionnent à tout va, le chef steward fait des signes avec ses mains à ses stadiers afin d'empêcher la foule des premiers rangs « d'exploser ». Ils forment ainsi un bloc uni devant les spectateurs.

En deuxième mi-temps, à la 54^e minute, le chef steward reçoit un ordre du PC. Immédiatement, il dirige ses hommes ainsi que les NATS (société privée de sécurité) vers le lieu de friction. Tel un chef d'orchestre, il fait signe avec les mains et les bras levés et dirige ses hommes vers le lieu, il utilise aussi un sifflet : l'intervention se déroule en moins de 30 secondes ! Les NATS extraient un homme de la tribune. Fin de la tension... Les stadiers retrouvent leurs postes et le match suit son cours. Nous apprendrons plus tard que deux spectateurs côte à côte en sont venus aux mains car l'un des deux a exhibé son maillot de l'OM à côté de son voisin nantais.

A la 59^e minute, après l'égalisation marseillaise, le public perçoit soudain des regards inquiets de la plupart des stadiers vers un point fixe pendant 45 secondes. Quelques rumeurs circulent : des Marseillais se seraient introduits dans la tribune. De longues secondes s'écoulent avant que quatre ou cinq stadiers placés sur la pelouse finissent par intervenir après avoir circulé dans les rangs car ils ne parvenaient pas à localiser le lieu du problème. Ce sont d'ailleurs eux qui finiront par indiquer la localisation exacte des auteurs de trouble. Ils mettront 3 minutes pour y arriver et maîtriser les trois jeunes en train de se battre. Ils seront extraits de force par les NATS. L'un d'eux reviendra quelques instants plus tard. Le Poste Central de Commandement (PCC) ne voit que le mouvement général des stadiers, en direct à travers la vitre, car les caméras n'étaient pas prépositionnées à cet endroit et lorsque l'opérateur veut les diriger vers le lieu de l'incident, celui-ci est déjà terminé.

Des écharpes et maillots de l'OM ont été exhibés dans la tribune « Loire » au moment où l'OM a égalisé et immédiatement les supporters se sont battus. À l'arrivée des forces de sécurité, un seul accepte de coopérer et ramasse son écharpe marseillaise alors que les deux autres continuent.

Les spectateurs placés en contrebas avaient, semble-t-il, localisé depuis bien plus longtemps ces « infiltrés » : un leader les fixait, ainsi qu'un certain nombre de spectateurs qui se sont retournés (pour faire presque dos au terrain) le temps de deux chants vers eux. Les bras d'honneur fusaient, sans pour autant que personne semble se diriger vers eux.

C'est après coup que le responsable sécurité, présent dans le Poste Central de Commandement (PCC) peut demander des explications au chef steward : « on vient d'éviter une bonne baston » et il enchaîne en demandant des renforts derrière la tribune Loire, car il reste inquiet depuis le début. Finalement, après échange entre le responsable sécurité et le commissaire, les forces CRS et les Gendarmes mobiles sont laissés sur le stabilisé tandis que des policiers de la Compagnie Départementale d'Intervention (CDI) seront placés en arrière. L'opérateur vidéo du PCC connaît bien les stewards et les supporters, il trouve qu'ils ont tendance à s'inquiéter abusivement et à demander des renforts de police qui risquent de créer l'effet inverse de celui attendu.

« Quand on regarde tous les gens dans la tribune et particulièrement le coin où sont les leaders des supporters et les plus dangereux, ils sont tous à regarder le match, ça veut dire qu'ils ne préparent rien ».

Le dernier incident sera du même acabit. Deux supporters « adverses », placés au premier rang et sur la gauche du kop, brandissent leurs écharpes. Immédiatement, quelques stadiers se ruent vers eux. Sans faire usage de violence, sans même les toucher, ils parlementent quelques instants. Ils reviendront sur leur base, une à deux minutes plus tard, sans que les « Marseillais » n'aient eu à quitter les lieux.

L'organisation du PCC

L'incident de la tribune Loire s'est déroulé en moins de trois minutes et les décisions ont toutes été prises localement par le chef steward. Pourtant il existe un PCC situé au-dessus de la tribune présidentielle et des loges des journalistes, qui devrait permettre de tout voir et de tout suivre. En fait, de l'intérieur du PCC, l'incident est amorti par un effet quasi aquatique. Nous sommes, certes, immergés dans le stade et toutes les vidéos à disposition renforcent cette impression, mais nous sommes en même temps totalement coupés de l'ambiance du stade et surtout toujours dans l'impossibilité d'agir. Notre

perception depuis la bulle du PCC de l'incident de la tribune Loire se résume à un mouvement fluo vers un point à gauche de la tribune : les stadiers courent tous vers un même endroit, une agitation incertaine et silencieuse s'ensuit brièvement, les caméras se positionnent alors sur le lieu de l'incident mais arrivent après la bataille, et les communications en *talkie-walkie* sont elles-mêmes reprises sous forme de compte-rendu une fois l'incident réglé. Il faudra un certain temps avant d'obtenir une explication détaillée sur les origines de l'incident. Un débat aura lieu à ce moment sur la radio pour savoir s'il faut renforcer la présence policière en arrière des tribunes, à ce moment le PCC a repris la main et joue son rôle de coordinateur et de lieu de décision. Mais tout le temps de l'incident (qui n'a duré que 3 minutes), ce lieu supposé fonctionner comme un panoptique est resté en suspension, en retard, dans le silence et sans prise sur la situation.

Cet effet est un peu inquiétant car la confiance que l'on met dans les équipements et les systèmes d'action préarrangés semble ébranlée. En fait, elle ne l'est que pour l'observateur extérieur qui pense que ces systèmes doivent permettre de tout voir au moment crucial et pour aider à décider rapidement. Or, sur ces deux points, l'illusion panoptique est sans aucun doute un artefact de l'observateur, car les professionnels qui sont dans le PCC connaissent leurs limites et ont appris à faire avec : ils ne voient pas tout et surtout pas avant que les incidents n'éclatent, et ils ne décident pas tout, et surtout pas du détail de l'intervention à chaud. Nous allons chercher à comprendre ici ce que fait un PCC et quels sont les rôles spécifiques de chacun des médias qui sont mobilisés, en partant des pratiques des professionnels. La vidéo notamment apparaîtra comme une technologie limitée qui doit faire partie d'une *composition médiatique* pour atteindre un niveau suffisant de traçabilité.

L'attente panoptique est certes une tendance naturelle chez l'observateur extérieur mais il faut dire aussi que tout est fait pour laisser croire qu'en entrant au PCC, on accède au centre du monde, l'œil et la main à la fois d'un centre tout-puissant.

Le PCC du FC Nantes dispose de baies vitrées sur le stade dans une position de surplomb. Le PCC est bien « central » et bien « de commandement » si l'on constate que tous les organes de décision y sont présents, à l'exception de l'arbitre et des entraîneurs.

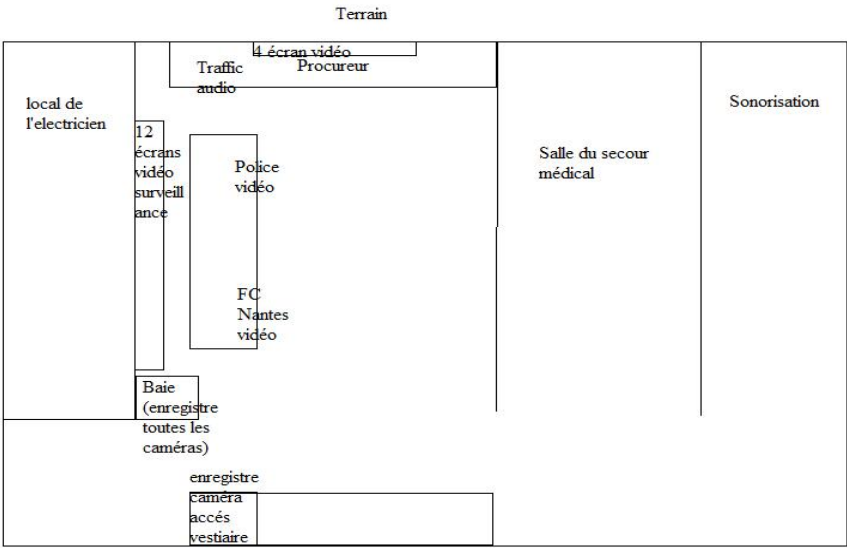
Toutes les places sont attribuées. Face au terrain on trouve :

- un poste pour la police ;

- le poste du régulateur des communications (avec radio, téléphone et PC portable) ;
- le poste du DDSP (directeur départemental de la sécurité publique) ;
- le poste du procureur ;
- le poste du délégué à la sécurité du FC Nantes.

Ces postes ont une vue directe sur le stade, au-dessus des journalistes (ce qui permet de voir sur leurs écrans les actions de jeu au ralenti, qui est la seule façon de savoir ce qui s’est passé car les personnes présentes au sein du PCC regardent rarement le match en direct).

Un opérateur vidéo de la police pilote un PC et deux écrans tandis que l’opérateur vidéo FC Nantes pilote lui aussi un PC et toutes les baies d’enregistrement qu’il visualise avec deux écrans posés sur la table au dessous des douze écrans de contrôle visibles par tous.



Plan du Poste de Commandement et de Communication du stade de la Beaujoire à Nantes

Des sièges sur le côté droit permettent d’accueillir d’autres personnes, dont le représentant du préfet. À droite de ce site, séparée par une baie vitrée, la partie sécurité civile regroupe les pompiers, les responsables secouristes et les médecins. Les deux pièces communiquent par l’arrière et ne sont pas fermées. Deux autres pièces voisines regroupent des fonctions clés de l’ambiance : le speaker qui est enfermé dans une petite pièce (mais qui est directement

joignable) et l'éclairagiste qui permet de décider les éclairages de toute la zone de la Beaujoire (les décisions d'éclairage sont prises depuis le PCC). À l'arrière de ce site, a été aménagé un ancien couloir, élargi, avec des sièges et des postes prédéfinis pour en faire une « cellule de crise ». Dix places supplémentaires sont installées avec toutes les prises nécessaires pour les téléphones avec ADSL et les PC, avec des fenêtres qui donnent sur le PCC ainsi qu'une porte pour faciliter la communication. Des écrans plasma ont été installés pour permettre de suivre les informations de la télévision si nécessaire, car en cas de crise les médias diffusent des informations qu'il est important de suivre). La cellule de crise peut faire monter l'arbitre en cas d'envahissement de terrain par exemple, pour prendre la décision à plusieurs. Arrivés à ce point, les stadiers arrêtent leur mission et la police prend en charge le maintien de l'ordre.

Une crise de ce type a eu lieu en 2008 quand Nantes a joué contre Toulouse, lors de la dernière journée du championnat. Le match a été arrêté par l'arbitre après l'envahissement du terrain et n'a pas repris. Les forces de l'ordre ont fait remonter les stadiers pour qu'ils poussent la foule mais les dégâts ont été énormes (sièges notamment). Le préfet était présent, mais la cellule de crise n'était pas encore constituée. De toute façon, le match n'aurait pas pu reprendre car tout le terrain était jonché d'éclats de verre ou d'objets. C'est donc l'expérience qui a conduit à enrichir le dispositif, même si la LNF (Ligue Nationale de Football) semble désormais exiger ce dispositif de cellule de crise dans tous les stades. La LNF a aussi exigé un dispositif d'enregistrement permanent avec six caméras que le délégué vient inspecter avant le début du match. Là encore, expérience oblige, puisque ces caméras vont filmer notamment les couloirs des vestiaires où des incidents ont lieu régulièrement. La vidéo sert ici à produire des preuves, des pièces à conviction, pour l'après coup juridique, mais ne sert en aucun cas pour l'intervention à chaud. Ce compte-rendu « pour plus tard » modifie considérablement la supposée intention panoptique puisqu'il s'agit de traces et non de signal d'intervention.



Centre de surveillance vidéo

Ce dispositif du PCC paraît cependant ressembler à un modèle panoptique en raison de la présence de tous ces services coordonnés au plus près : ce serait oublier un peu vite tous les correspondants sur le terrain qui sont dotés de capacités d'action autonomes complètes. Là encore, le PCC ne sera sollicité qu'après coup. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

5/ L'ILLUSION PANOPTIQUE : LE REGNE DE LA VIDEO

VS. LA COMPOSITION MEDIATIQUE

Le PCC pourrait prétendre à la fonction de panoptique par le seul fait qu'il mise tout sur la vidéo et cela de façon massive.

36 caméras sont disposées dans et autour du stade, fixes et mobiles. Douze écrans de contrôle sont alignés au fond à gauche de la salle et peuvent être observés par toutes les personnes présentes dans le PCC. Quatre écrans sont placés au premier plan sur la table et pilotés par les deux opérateurs (FC Nantes et police). Une carte interactive du stade permet de voir le positionnement de toutes les caméras et de sélectionner celles qui vont s'afficher sur l'écran des opérateurs et sur les écrans de contrôle. Ces opérateurs peuvent aussi imprimer des photos si nécessaire (de qualité moyenne) et enregistrer des séquences à volonté sur le système d'enregistrement situé à gauche de l'opérateur du FC Nantes (indépendamment de l'enregistrement des données LNF qui tourne, lui, en permanence).

Quatre écrans sont placés en hauteur et face au terrain et servent de témoins pour les autres personnes présentes dans le PCC. Un PC portable est piloté par la police et sert de main courante, pour noter toutes les communications et tous les événements significatifs (il n'existe donc pas de trace automatisée).

Mais la vidéo n'est qu'un élément du dispositif et nous verrons qu'elle n'est pas l'élément décisif pour la coordination.

Ce dispositif est certes impressionnant mais fait pâle figure en comparaison de celui du Parc des Princes, qui reste sans doute le prince des parcs en ce qui concerne la vidéosurveillance ! Dans la bulle du Parc des Princes, située dans un angle et ayant vraiment la forme d'une bulle, ce sont 106 caméras fixes et 45 caméras sur dômes orientables qui peuvent être exploitées, ainsi que quatre totems situés derrière les buts pour filmer les tribunes de face. La centrale est sous la responsabilité du PSG avec un opérateur qui observe, dos au terrain, quatre rangées de quinze écrans chacune. Six autres écrans sont réservés pour la Police Judiciaire (PJ) et le procureur, côté face au terrain et dix écrans sont exploités par la DDPU (Direction Départementale des Polices Urbaines de

Paris) située face au terrain. Ces écrans sont avant tout destinés à suivre la régulation de la circulation extérieure qui demande autour du Parc des Princes une coordination très fine selon les entrées et les sorties des divers publics.

Comment suivre autant d'écrans à la fois ? Certes, les opérateurs sont expérimentés, mais l'attention humaine a ses limites. La question se déplace lorsque l'on admet qu'une bonne part de l'activité vidéo vise un enregistrement et non un pilotage d'intervention. Tout ce que filment les caméras est enregistré, même lorsqu'on ne les visionne pas en direct. La baie centrale n'enregistre pas les mêmes caméras selon les configurations. Il y a trois types de configurations : avant, pendant et après le match. C'est pourquoi l'opérateur jongle entre intérieur et extérieur. Tant qu'il y a du monde à l'extérieur, il ne peut pas passer à la configuration « pendant » et lors du match, l'arrivée tardive des spectateurs l'empêche de basculer assez tôt en position « pendant le match ».

En raison de cet enregistrement permanent, toutes les caméras doivent être positionnées de manière pertinente afin de ne pas filmer n'importe quoi. Lorsque l'opérateur doit passer d'une caméra à une autre, il prend soin de laisser la précédente fixée sur un « bon plan ». Un plan serré sur une personne suspecte permettra en cas d'action une reconnaissance faciale, mais dans ce cas, le risque est de mobiliser une caméra inutilement sur une personne, voire sur du vide si celle-ci se déplace. Un plan trop large est tout aussi inutile car il ne permet ni d'enregistrer l'action, ni la reconnaissance. L'opérateur choisit donc des plans intermédiaires permettant d'enregistrer les actes, même si la reconnaissance n'est pas possible. Il choisit des lieux stratégiques, là où habituellement se déroulent les incidents : dans la tribune visiteur (derrière la banderole et près des barrières) et dans la tribune Loire (au fond, là où se mettent les anciens, et devant, là où se mettent les jeunes). Selon l'opérateur, les caméras qui filment les tribunes de face ne sont pas très utiles, car elles ne permettent pas de voir les gens qui se retournent. Généralement les personnes suspectes tournent le dos au terrain et lorsqu'elles s'apprêtent à agir, elles essaient de se cacher.

La production de traces

Dans le cas de la tribune Loire, les caméras n'étaient pas positionnées sur cet endroit précis, qui n'est pas le plus à risque et de ce fait aucune trace réelle de l'incident n'a pu être conservée. Dans tous les cas, ces images sont détruites dans les 30 jours au maximum, selon les termes de la loi. La vidéosurveillance est alors un « au cas où », qui permet certes de fournir des données à l'enquête

éventuelle mais qui permet aussi de « se couvrir », de fournir un compte-rendu documenté de son activité à une autorité de contrôle (qui pourrait être la justice). Tous les intervenants de la sécurité sont en permanence préoccupés par leur propre responsabilité et la justification de leurs actions qu'ils devront fournir. Sans tenir compte de cet impératif de justification, il serait difficile de comprendre la culture de la sécurité, car elle est en fait tout aussi importante que celle de l'efficacité en termes d'intervention. Comme pour la police judiciaire, rien d'étonnant à cela, car une procédure qui fournit toutes les informations sans respecter le code de procédure peut être attaquée par la défense et s'écrouler. Il faut « fermer les portes » comme on le dit en PJ, et cet impératif a été intégré par tous les intervenants de la sécurité et du maintien de l'ordre. Quand bien même l'action des services (ici internes au FC Nantes) a été efficace, si elle n'a pas respecté les règles fixées, si l'on ne peut pas rendre compte et justifier son mode d'action, elle sera mise en cause.

La vidéosurveillance pour cibler des individus *a priori* suspects

Au Parc des Princes, la PJ et le substitut du procureur passent tout le match à scanner les visages à la recherche d'éventuels interdits de stade, qu'ils possèdent en fichier informatique mais aussi pour aller plus vite sous forme de classeurs qu'ils feuilletent au fur et à mesure. À Nantes, l'affaire est plus simple, puisque seulement six personnes sont interdites de stade et l'opérateur les connaît très bien puisqu'il a effectué pendant un temps l'accompagnement des supporters en tant que stadier. Dans ce cas, les photos des personnes sont prises et des interpellations sont ordonnées aussitôt. La police se faufile dans les rangs des supporters avec la photo papier à la main et récupère les suspects à la mi-temps pour les conduire au poste de police présent sous le stade. Toutes les photos prises et non utilisées pour une procédure sont aussitôt détruites. Le PSG possède un fichier photo de ses 20 000 abonnés et envisage de passer rapidement à la 3D et à la biométrie.

Mais cette surveillance des « individus » (c'est ainsi qu'on les désigne) porte aussi sur des supporters un peu trop agités, ou au contraire peu intéressés au match, et qui sont donc suspectés de préparer quelque action pour troubler l'ordre. Lorsqu'on demande à l'opérateur vidéo du FC Nantes, comment il parvient à repérer quelqu'un susceptible de créer des problèmes, il nous explique :

« Je regarde les individus, on n'évite pas le délit de faciès, c'est vrai. Regarde là, le gars, il tourne le dos au spectacle, c'est un signe révélateur. Sa tenue aussi. Ils multiplient le nombre de tenues, quand ils allument le fumigène ils se couvrent le visage. Ça ne sert à rien d'avoir de jolies caméras en bas, c'est

intéressant dans le cas où ils passent la barrière, mais ça ne sert à rien, car s'ils se baissent et tournent le dos au match on ne les voit pas, d'où les caméras du dessus et de profil. Ce n'est pas suffisant parce que les caméras du haut permettent de voir les actes répréhensibles, mais pour que ce soit une preuve juridique, cela nécessite des têtes. »

Le travail est donc divisé entre « les faits » dans leur globalité, saisis par les caméras du haut et « les visages » qui nécessitent l'usage des caméras de face ou de profil. Mais tout ce travail est avant tout fait d'anticipation, qui elle-même mobilise une longue expérience, parfois très précise sur les noms et les visages, parfois seulement sur les physionomies ou les apparences. Il est assez impressionnant de voir à quel point ces caméras permettent de suivre pendant plusieurs minutes tous les faits et gestes d'une personne dès lors qu'elle est suspectée d'un projet de trouble encore indéterminé. Malgré leurs ruses, les supporters les plus à risque, souvent imbibés d'alcool, donnent tous les indices pour se faire repérer par avance. Ce que savent bien les opérateurs qui ne se contentent pas de cibler ces individus trop adéquats au profil type et de ce fait somme toute assez prévisibles. Leur effort sera au contraire de repérer des supporters apparemment anodins et discrets mais pouvant présenter un risque par des attitudes quasi imperceptibles qui dénotent par rapport à l'intérêt supposé pour le match.

La climatisation repose ici sur la décomposition détaillée des profils et des comportements de quelques individus qui sont susceptibles de modifier l'état de la situation. Le tri des supporters a été fait à l'entrée, pourtant d'autres attributs plus fins dans les profils permettent de décomposer cette supposée unité selon un point de vue, celui de l'opérateur vidéo qui anticipe les incidents possibles. Aucune catégorie apparemment stable ne résiste à l'activité d'un point de vue (ou d'une monade) qui saisit le monde à sa façon. Toute l'expertise des opérateurs et des forces de sécurité ne suffit cependant jamais pour espérer anticiper sur tous les incidents, car bien d'autres facteurs peuvent intervenir pour créer un incident, comme ce fut le cas pour la tribune Loire, où les supporters concernés étaient soit très bien dissimulés, soit finalement assez ordinaires mais seulement placés au mauvais endroit.

La vidéosurveillance pour punir

Malgré toute cette anticipation et ce savoir-lire dans les intentions des supporters, bien des incidents éclatent par surprise. C'est la troisième fonction de la vidéo qui doit servir à identifier les auteurs de trouble ou à guider l'intervention. Ce fut le cas lors du match Nantes/OM, avec deux fumigènes allumés par les supporters marseillais (connus pour « leur culture fumigène » !).

Lors du match PSG/Lens que nous avons observé, nous comprendrons vite que le responsable sécurité du PSG ait été furieux de voir que 6 fumigènes avaient été envoyés par les lensois car c'est le PSG qui a été condamné à une amende de 5 000 euros par fumigène, alors que ce sont les stadiers lensois qui auraient dû contrôler leurs supporteurs. On comprend mieux une certaine obsession par rapport à ces fumigènes, qui sont effectivement facteurs de risques par ailleurs. Lorsque, pendant le match de Nantes, les deux fumigènes partent de la tribune marseillaise, l'opérateur réagit très vite pour prendre une photo. Les stadiers interviennent aussi immédiatement. Pendant que les stadiers récupèrent les fumigènes, l'opérateur essaie de repérer celui qui les a allumés. La photo ne permet pas de visualiser de visage, le fumigène était déjà allumé, la photo est rouge. « Pour les fumigènes il faut aller très vite, si t'as pas la vidéo en l'espace de 3 secondes après, c'est flou très rapidement ». Il cherche alors dans les supporteurs marseillais une personne suspecte qui aurait pu l'allumer, il guette notamment ceux qui se déplacent, qui essaient de remonter discrètement. Généralement les supporteurs qui allument des fumigènes arrivent avec plusieurs couches de vêtements sur eux, emmitoufflés dans une écharpe et dans leur capuche. Puis ils l'allument discrètement et le lâchent avant de remonter en enlevant au fur et à mesure leurs couches de vêtements, de façon à ne pas être reconnaissables sur les vidéos qui peuvent constituer des preuves juridiques.

Dans le cas des fumigènes lensois au Parc des Princes, l'opérateur a pu cibler l'un de ceux qui l'a allumé mais seulement parce que d'autres fumigènes avaient déjà été allumés et que la zone à surveiller était plus restreinte. Mais la surveillance à la caméra fut très longue pour capter finalement la tentative d'allumage de fumigène. La personne est repérée après discussion entre l'opérateur PSG et la PJ, pour être bien sûr de désigner la bonne personne, à partir des indices concordants (un briquet pris et tendu vers un objet vers le bas, le fumigène jeté qui ne s'allume pas, le supporteur qui remonte et enlève sa capuche et se fond dans la foule). Le commissaire du XVI^e arrondissement présent pendant tout le match surveille le tout et lance la CO Parc (cellule opérationnelle) qui, à partir de ces infos, arrête trois personnes. Les trois supporteurs seront conduits dans le poste de police sous les gradins. Les personnes arrêtées sont des adolescents ivres, plutôt perdus et surpris de se faire arrêter, semble-t-il, et qui ne pourront certainement pas rentrer avec le groupe de supporteurs.

Comme on le voit, ce sont des individus qui sont extraits du public, qui sont identifiés à condition que les circonstances soient favorables. L'intervention

ponctuelle et ciblée est alors guidée mais elle doit surtout rester individuelle et en aucun cas elle ne prendre pour cible un groupe entier. La puissance d'investigation de la vidéo permet en théorie cela, tout au moins dans les conditions extrêmement cadrées et techniquement performantes des stades (qui doivent être les lieux les plus surveillés de France) : distinguer dans un public qui peut être globalement « chaud » les individus qui sont les facteurs de surchauffe et les isoler. Ce travail ne serait pas possible sans la vidéo mais il montre ses limites dès lors que tout le groupe est enflammé : c'est pourquoi le travail de dissuasion et de répression se fait le plus tôt possible. Dans tous les cas, l'action se fait après coup, si les informations recueillies sont suffisantes. Le PCC joue un rôle complet de captation d'information, de délibération, de décision et de pilotage de l'action. Nous verrons que ce cas est finalement très rare car dans les interventions dans les stades, il s'agit toujours d'actions ciblées sur des individus et non de maintien de l'ordre en général.

La gestion des foules

Pour le maintien de l'ordre au sens de traitement des foules en général, la vidéosurveillance joue certes un rôle dès lors qu'elle permet de suivre les écoulements des flux à l'entrée et à la sortie du stade. Ce qui intéresse alors, ce sont les points de blocage, car une foule qui stationne est toujours plus dangereuse. Lorsque les palpations finiront par créer un goulot d'étranglement en raison de l'arrivée tardive des spectateurs, c'est le PCC et le responsable de la sécurité présent, qui prennent la décision d'alléger les procédures, s'appuyant sur les images vidéo pour faire un diagnostic du problème. De même, à la fin du match, ils décident de libérer les supporters marseillais seulement lorsque, grâce à la vidéo, ils auront pu vérifier qu'il n'y a plus personne dans les circulations autour du stade. La vision en jeu est très éloignée de celle que nous venons d'évoquer pour le suivi individuel des auteurs de troubles. C'est bien la masse qui importe, les corps en mouvement, leurs vitesses d'écoulement, leurs densités et la performance du conteneur à évacuer son contenu, c'est-à-dire des corps agrégés. L'effet « chasse d'eau » que l'on verra encore mieux lors de l'intervention des CRS à Rennes à la fin d'une des nuits, est encore la meilleure expression pour qualifier cette évacuation. Tout ce qui peut retenir le public est facteur de risque. Les buvettes qui sont présentes sur le parvis du stade sont là pour ralentir le départ des spectateurs, mais en fait ils ont déjà quitté le stade et les buvettes ne doivent pas constituer un nouvel attracteur qui mobiliserait à nouveau les esprits. On comprend mieux alors ce sentiment de coupure brutale qui suit la fin d'un match à la différence de la montée en puissance de l'ambiance, qui est recherchée par les organisateurs qui aimeraient même que

leur public s'installe bien avant le début du match. Seuls quelques moments de grâce et de fête véritable (une victoire décisive avec la manière), parfois anticipés, donnent lieu à des prolongations sur le stade. La règle est au contraire de se débarrasser le plus vite possible du public, qui se retrouve réduit à un flux potentiellement problématique pour le maintien de l'ordre (et aussi pour la circulation). Le PCC peut s'en apercevoir et peut décider d'ouvrir ou non les vannes, dès lors qu'ils disposent des clés des conteneurs particuliers que sont notamment les grilles des tribunes visiteurs. La gestion des foules existe bien dans ce cas, et la programmation qui a anticipé tout cela doit cependant être révisée en fonction des situations particulières et doit faire l'objet d'une décision toujours locale. Le dispositif urbain lourdement équipé que constitue le stade présente ici des avantages certains puisqu'il donne les leviers de l'action au PCC. Tout autre environnement serait impossible à piloter de cette façon. Le modèle du stade doit donc être considéré comme atypique par son suréquipement vidéo qu'accompagne un suréquipement de gestion des flux, qu'on ne trouve même pas dans les transports en commun, puisque les autorités de transport ne peuvent pas bloquer ainsi délibérément des flux voyageurs sans risquer de provoquer des émeutes.

L'étude plus détaillée du travail du PCC et du rôle de la vidéo peut être étendue aux autres terrains d'observation car c'est une constante de tout événement important dans la ville que de faire l'objet d'un monitoring centralisé ou tout au moins coordonné entre acteurs de points de vue et d'objectifs différents.

La composition médiatique nécessaire au commandement

Absence, demande et limites de la vidéo

La vidéo est jusqu'à présent absente des centres de commandement de la police urbaine dans les villes que nous avons étudiées (ce qui serait différent de Paris).

Dans le cas des Transmusicales et des manifestations, la vidéo est quasiment inexistante puisque le centre de commandement ne dispose pas de ses propres caméras de vidéosurveillance à Rennes. Il a cependant accès aux caméras fixes des sorties de métro, qui sont orientées vers les bouches de métro, avec une définition très faible pour la prise de vue nocturne. Dans le cas des Transmusicales, cela représente deux caméras, l'une à République et l'autre place Saint-Anne. Malgré leur mauvaise qualité, elles vont être affichées en permanence sur le grand écran central du centre de commandement. Ce qui permettra quelques commentaires spontanés (« y'a de la capuche », qui indique une catégorisation de la population à partir de cet indice bien connu des populations de banlieue). Ou encore des remarques associées à ce qui a été

entendu à la radio (sur les circulations de bus qui reprennent, par exemple), mais sans aucune possibilité de vraiment cibler l'image. À Nantes, des projets de récupération de certaines images vidéo existent bien, mais la Ville de Nantes refuse de mettre en place un système de vidéosurveillance et la police doit s'en contenter.

Le manque ressenti est certes exprimé par les personnels de police, sans pour autant savoir ce qui serait réellement avantageux. En effet, l'essentiel pour le maintien de l'ordre est de disposer de forces d'intervention disponibles. Ce sont donc les capteurs humains qui couplent perception et action qui sont les plus efficaces. Ce couplage est potentiellement défait avec la vidéosurveillance qui prétend tout voir alors qu'en réalité elle montre certes beaucoup plus d'incidents qu'un témoin humain mais sur lesquels aucune intervention ne sera possible. La radio est précisément efficace pour cela, car le couplage perception-action est immédiat puisque les équipes sur le terrain témoignent et agissent à la fois en fonction des physionomies qu'elles rencontrent (ce qui n'est pas le cas du Service Départemental de l'Information Générale (SDIG) dont l'activité doit se limiter à la perception tout en déléguant l'action à d'autres et qui nécessite une communication particulière).

La demande d'images est exprimée lors de la manifestation des *ravers* à Rennes : lorsque nous revenons d'une observation directe sur les lieux avec des photos, plusieurs personnes présentes dans le CIC (Centre d'Information et de Commandement) demanderont à les regarder, comme pour soulager cet « effet bocal », pour un événement totalement atypique et donc sans ressources d'images en stock dans les mémoires.

Nous avons vu dans le cas des stades que l'hypertrophie de la perception vidéo ne garantit pas une pertinence de l'intervention et produit *a contrario* un effet de spectateur de la part du poste de surveillance avec une perception plus aiguë du décalage entre les faits et les interventions (retard, disproportion, etc.). L'effet bocal est presque plus fort.

Le concept de bocal est une des formes de traitement de la relation aux ambiances, par la création d'une étanchéité malgré les capteurs présents. Il crée aussi cette position de spectateur qui peut être très frustrante, mais qui est une ressource indispensable à la prise de décision hors des pressions, depuis un point de vue stratégique non absorbé par les ambiances. Or, il n'existe quasiment pas de possibilité de gérer des situations de maintien de l'ordre d'un point de vue stratégique, c'est-à-dire surplombant et maîtrisant les éléments (terme marin ou météorologique qui s'applique bien ici). C'est pourquoi les

sapeurs-pompiers parlent toujours de méthode de raisonnement tactique (MRT) et non de stratégie. Ce sont les circonstances qui comptent et la capacité à en percevoir l'agencement. Pour cela, la présence sur le terrain est indispensable. C'est pourquoi toutes les interventions sont pilotées sur place lors des moments les plus chauds. La hiérarchie est sur place au contact, près des hommes qui font l'intervention et elle rend compte au Centre d'Information et de Commandement (CIC) mais sans qu'il ait un rôle prépondérant. Le cas de figure de la manifestation des *ravers* est différent puisque l'enjeu était de taille : la manifestation était programmée, et tout le dispositif de commandement avait été adapté comme pour une situation de crise. D'ailleurs, c'est dans une autre pièce que se déroulait le travail de coordination et de commandement car dans ce cas, il était convenu de suivre un plan stratégiquement défini et, de plus, négocié avec les organisateurs. L'effet bocal n'en était pas moins présent, car les informations n'étaient transmises que sur des canaux à bande étroite.

L'omniprésence de la radio

Pour cette étude spécifique de la radio, nous nous appuierons surtout sur notre observation de plusieurs nuits au Centre d'Information et de Commandement (CIC) de Rennes, tout en prenant en compte des différences importantes observées à Nantes, mais les configurations médiatiques sont assez proches dans les deux hôtels de police. Deux « conférences » (radio) séparées sont organisées lorsqu'il faut mettre en place le maintien de l'ordre : la 31 reste à vocation générale, pour tous les appels police secours notamment et la 130 est spécialisée sur l'événement. Mais la répartition n'est pas si nette. Cet événement que l'on voudrait garder étanche par rapport au reste de la vie urbaine et à l'activité du service a tendance à se diffuser, à pénétrer tous les échanges. Un événement urbain affecte toute l'activité de sécurité, il transforme la ville telle qu'elle est vue par les services de police. La porosité entre réseaux est ainsi palpable au CIC, car les autres membres du CIC affectés à d'autres tâches entendent tout ce qui se dit sur les autres conférences. Cet élément est un choix classique des postes de coordination (dans les transports notamment) qui permet de produire un effet « *d'awareness* », d'alerte permanente, à partir d'indices sonores qui peuvent indiquer à un opérateur que ses tâches vont finir par être affectées par ce qui se passe ailleurs. Le basculement de la Brigade Anti-Criminalité (BAC) ou d'autres équipes sur l'événement peut d'ailleurs être décidé à tout moment. En revanche, à Nantes, pendant la manifestation, le responsable du CIC avait son casque et ne diffusait donc rien aux autres participants. En raison de notre présence, il a dû mettre le haut-parleur et de ce

fait diffuser notamment tous les échanges liés aux incidents de Saint-Nazaire : tous les membres du poste ont suivi les événements à chaud, partageant ainsi la tension très nette qui se faisait sentir sur les ondes. Mais le choix de séparer les conférences en utilisant un casque conduit à rendre plus étanches les activités et à limiter la zone affectée par l'événement. Cela traduit un modèle de management nettement plus strict des tâches par contraste avec le côté « communautaire » des CIC lorsque tout le monde peut entendre toutes les conférences.

Le centre n'est pas le seul en écoute et il déborde sur tout son secteur à travers l'écoute dans les véhicules et par *talkies-walkies* pour ceux qui sont à pied. C'est le seul outil de coordination en temps réel vraiment collectif, par diffusion non sélective. Il crée ainsi ce phonotope (Sloterdijk, 2002) qui sert d'enveloppe pour tous ceux qui sont concernés ensemble. La ville quadrillée par la police est synchronisée, à travers ce maillage radio, qui permet à tous d'être informés de ce qui se passe à l'autre bout de la ville. Ce maillage donne une véritable prise sur la ville, une forme de maîtrise qui fait une différence certaine avec les habitants ordinaires ou tout autre acteur même bien coordonné. Mais quelle est la modalité exacte de participation (car il ne suffit pas d'être connecté pour se sentir concerné) ?

La radio comme monitoring

Certes, tout le monde entend tout avec la radio mais il ne s'agit pas vraiment d'un outil de commandement. Dans la plupart des cas, c'est avant tout un outil de monitoring, de remontée d'informations à travers les « physionomies » qui sont demandées au moins toutes les vingt minutes environ durant les événements urbains. La radio constitue donc le système de capteurs d'ambiance privilégié qui diffuse cette ambiance à tout son environnement. Cette écoute permanente exige un certain contrôle dans les expressions. D'autant plus que toutes les communications sont enregistrées pour des raisons légales, ce qui permettra si nécessaire un *debriefing* des procédures.

Un médium de coordination publique

Cette contrainte est intégrée par tous ceux qui communiquent, non seulement pour contrôler ce qu'ils disent mais aussi pour énoncer explicitement des événements qui doivent être enregistrés. Le public concerné par ces échanges radio n'est donc pas seulement le réseau des collègues mais aussi les éventuels contrôleurs que pourraient exiger la justice ou la police des polices interne. Il s'agit bien d'un média public même si le public en question est spécialisé.

Un médium à large diffusion (broadcast)

Lorsqu'elle est utilisée comme outil de commandement, la radio n'est pas toujours assez précise puisqu'elle fait du *broadcasting* et diffuse à tous le message qui parfois devrait être plus ciblé : certains appels de renfort génèrent des mouvements de plusieurs équipes du Service Général (SG) ou de la BAC. Ainsi, le vendredi soir lors des Transmusicales à Rennes rue Victor Hugo : un appel d'une voiture BAC « du monde, du monde ! » génère tant d'arrivées de véhicules, que les premiers demandeurs doivent rappeler pour dire aux unités de ne plus se déplacer « n'en jetez plus, la cour est pleine ». Il faut en effet noter que les équipes en question n'ont pas toujours signalé au CIC qu'elles se déplaçaient sur les lieux ni demandé son autorisation.

Un médium chaud

La radio est un médium chaud (pour reprendre ici les catégories de Mc Luhan, 1964) car elle filtre toutes les autres médiations à travers un seul canal sensoriel, ce qui provoque une grande focalisation de l'attention, avec obligation pour le public de compléter lui-même les informations manquantes par des projections à partir de son expérience. Ce médium chaud est en même temps public mais non centralisé ce qui provoque une charge attentionnelle maximale puisqu'il faut être en scène en permanence lorsqu'on s'y exprime. On peut voir ainsi toute la différence avec la vidéo, médium froid, qui permet de tout voir, mais qui a tendance à diluer l'attention par la masse d'informations donnée. Paradoxalement, la coordination entre les acteurs est donc plus précise avec la radio, parce qu'elle ne fournit pas autant d'informations que la vidéo. La radio oblige à spécifier, à préciser ce que l'on dit et oblige celui qui écoute à combler les vides ou à demander des précisions à son tour. De plus, elle met l'humain et son appréciation professionnelle dans la boucle dès l'origine, dès la production des indices qui vont circuler et ce point est capital. La vidéo peut en effet donner lieu à des interprétations très différentes entre ceux qui vont visionner une scène sans pouvoir sentir ce qui s'y déroule vraiment tout en ayant la sensation de pouvoir être plus « objectifs » grâce aux images. Avec la radio, il n'existe pas de perception sans point de vue, sans analyse, sans parti pris qui est alors celui du professionnel qui rend compte. Il n'existe pourtant pas de point de vue technique fourni par la vidéo qui serait indépendant d'un point de vue, c'est ce que nous avons vu avec le travail de sélection des images réalisé par anticipation par l'opérateur vidéo de la Beaujoire.

Cependant, certaines limites du médium radio posent problème pour organiser la coordination. Deux méthodes sont alors employées :

- l'enrichissement à l'aide d'autres indices à travers l'utilisation d'autres médias, notamment les cartes, qui s'appuient sur les déclarations radio mais les mettent en forme visuelle synthétique ;
- le changement de média (*switching*) pour reproduire de l'étanchéité permettant de dépasser la contrainte de publicité qui est celle de la radio : c'est l'usage du téléphone portable qui change alors considérablement le mode de gestion de la coordination des interventions.

Les cartes

Les véhicules de police sont équipés d'un GPS, un autre capteur permettant de visualiser des positions plus précises, que le système d'information peut synthétiser sur une carte en temps réel. L'opérateur suit les véhicules, peut zoomer et surtout modifier le statut des intervenants, de façon à rendre rapidement visibles les forces disponibles et celles qui sont en intervention (une catégorisation en quatre états : engagé/sur les lieux/terminé/indisponible). Ces états sont déclarés manuellement par le fonctionnaire qui tient la main-courante. Mais ce système n'est pas généralisé : les véhicules banalisés n'ont pas de GPS, les policiers piétons non plus. Et surtout, le public, les manifestants, les adversaires ou « l'ennemi » n'ont évidemment jamais de GPS ! Or, toute la disposition tactique des forces dépend avant tout de cette traçabilité de l'adversaire. Pour cela, on s'en remet aux « physionomies », aux communications du SDIG qui suit certains groupes plus que d'autres dans une manifestation. Lorsque les témoins oculaires indiquent « trois cents personnes environ », « ils ont allumé un feu place Saint-Michel », etc., il n'est pas possible de connaître exactement leurs emplacements, alors que cela pourrait avoir une importance, notamment lorsque l'on décrit des flux, des sorties de bars, des arrivées vers la place de la République pour prendre les bus, etc.

En fait, les cartes dynamiques sont sous utilisées par rapport au potentiel du système lui-même, nous a-t-on dit à Nantes. Ce n'est pas le cas pour la situation de manifestation avec centre de commandement installé en tant que tel à Rennes, car la stratégie a été pensée par rapport à une topographie et à des objectifs à préserver. De façon étonnante, c'est alors une carte avec disposition manuelle des forces sous forme de petits blocs aimantés que l'on manipule pour représenter ce glissement des forces de police sous forme de tiroirs qui créent un couloir pour les manifestants tout le long du parcours. Il est assez significatif que les échanges et les dispositifs médiatiques qui relèvent du temps réel soient utilisés pour la tactique alors que les dispositifs qui se manipulent (les blocs aimantés) de façon très décalée à partir des informations fournies par les forces sur place soient utilisés pour la stratégie.

Ces cartes « mécaniques différées » n'apportent finalement que peu d'informations par rapport à des cartes « numériques en temps réel », mais elles ont un avantage dans la coordination interne du groupe de commandement qui peut partager une même vision de la situation, à partir d'un référent unique mis à jour régulièrement. En revanche, toutes les possibilités d'enrichissement offertes par les systèmes d'information géographique (SIG) contemporains sont absentes. On court ainsi le risque d'avoir un outil avant tout auto-référentiel, servant à se rassurer sur la cohérence de son propre dispositif, d'un point de vue stratégique surplombant alors qu'on ne dispose d'aucune forme de représentation visuelle des foules que l'on veut contrôler (ce qui n'était même pas le cas dans les guerres napoléoniennes où l'on cherchait toujours à avoir des représentations sur carte de la disposition des forces de l'ennemi). Cela ne fait alors que confirmer l'hypothèse que nous avons commencé à esquisser : le cadre de pensée stratégique n'est pas adapté au maintien de l'ordre, non seulement parce que les forces de police n'ont pas affaire à un ennemi constitué avec des intentions mais parce qu'on ne sait jamais comment le traiter de façon durable. Une foule bon enfant, un défilé organisé et encadré, des groupes d'agités, des individus suspects, etc., qui, en théorie, peuvent passer par tous les états. En réalité on peut sentir lorsque ces foules changent d'état et cette capacité à suivre leurs changements sera décisive. Là encore, le modèle du plan comme procédure serait inadapté, comme l'avait déjà montré L. Suchman dans un tout autre contexte. Il constitue cependant une ressource qui sera mobilisée parmi d'autres. Le cas de la manifestation des *ravers* est toutefois un cas limite dans le domaine du plan, car le plan stratégique qui avait été élaboré a pu être appliqué à la lettre parce que les *ravers*, transformés en manifestants coopératifs, ont eux aussi respecté à la lettre leurs engagements ! Aucune autre manifestation ne se déroule de façon aussi explicitement conforme au plan. La manifestation explicite serait ainsi un cas limite. Or, toutes les autres manifestations mobilisent de l'implicite qu'il faut savoir anticiper et diagnostiquer pour adapter les dispositifs. Les cartes sont dans ce domaine des étayages de la coordination et le seront de plus en plus dès lors que toutes les fonctionnalités des SIG seront utilisées mais elles ne sont en aucun cas l'espace de déploiement de la stratégie.

Les téléphones portables

Tous les responsables, et en particulier le lieutenant que nous avons suivi pendant plusieurs jours, reconnaissent le changement important apporté par le téléphone portable. La technologie adoptée est identique à celle de tous les usagers ordinaires, elle n'a pas été « customisée » pour les activités propres de la

police, ce qui peut surprendre. Les communications échangées par les personnels qui peuvent utiliser leur téléphone pendant le service ne sont pas enregistrées et chacun sait exactement qui il joint quand il appelle. Cette voie de communication crée ainsi un régime de coordination tout à fait différent, non public, entre certains acteurs du maintien de l'ordre pour une fonction essentielle, la prise de décision. Régulièrement, le lieutenant tient informé le commissaire de permanence, mais aussi le Directeur Départemental de la Sécurité Publique (DDSP), voire le cabinet du préfet, le plus souvent avec une procédure de retransmission à l'échelon supérieur. Toutes les décisions délicates mais aussi les échanges libres sur les scénarios possibles par rapport à la situation sont traités par cette voie parallèle, ce qui constitue un avantage certain puisque les réflexions, les appréciations incertaines ou spontanées sur la situation mais aussi sur les autres collègues, peuvent s'exprimer plus librement. De même, les informations de la Sous-Direction de l'Information Générale sont retransmises par cette voie, directement au responsable du SDIG lui-même et à personne d'autre. Nous verrons plus loin que le réseau des téléphones portables contribue ainsi au maintien des cloisonnements entre fonctions au sein de la police, puisque les CRS ont leur propre chaîne de transmission et de commandement. Le téléphone portable présente cette particularité d'introduire une zone d'échange privée, non enregistrée, au cœur de l'activité commune de maintien de l'ordre, ce qui fait basculer dans un « régime du proche » (Thévenot, 2006), très différent de la coordination publique de la radio, même si les rapports hiérarchiques continuent à cadrer ces échanges. La conversation téléphonique privée (et entre deux personnes seulement) remplace ainsi un échange informel qui pourrait avoir lieu dans un véritable centre de commandement et qui aurait une fonction de brainstorming. Le centre de commandement est donc virtualisé en ligne sur le téléphone portable, mais il se fait deux à deux et non en collectif, ce qui peut modifier considérablement la capacité à construire des représentations communes (sans compter le délai demandé pour la répétition des informations tout au long de la chaîne de commandement).

Le réseau de téléphones portables offre un autre avantage : il peut être mutualisé avec d'autres partenaires de la sécurité. Tout le monde s'échange les numéros de téléphone des partenaires au départ d'une opération comme les Transmusicales, les numéros de portable personnels sont présents dans les documents, garantissant que ce sont bien les personnes elles-mêmes qui seront contactées et qui réagiront. Il se crée ainsi un effet de personnalisation qui dépasse les fonctions, qui fait basculer toute la coordination dans un régime « du proche », fort loin de la procédure formelle entre institutions qui ignore les

qualités des personnes. Ce changement présente d'évidents avantages mais reste risqué lorsque les personnes en question changent pour des raisons internes. Orion Nuit (le lieutenant de police) possède les numéros de téléphone portable des responsables de la Société de Transport de l'Agglomération Rennaise (STAR) et des Trans. Mais lorsque le fonctionnaire qui tient la main-courante veut appeler les pompiers, il utilise le téléphone fixe (qui est enregistré aussi) et s'adresse au SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) sans savoir exactement à qui il va parler. Ces deux communications ont des statuts différents et indiquent un degré de coordination d'un autre type, qui n'est pas nécessairement plus performant car les sapeurs-pompiers du service départemental d'incendie et de secours savent gérer cet anonymat. Le réseau d'interconnaissance personnelle créé via les téléphones portables constitue une ressource de la coordination et de la réactivité au-delà de la chaîne de transmission fonctionnelle.

Si avec les portables, l'on gagne en porosité entre institutions, on gagne en revanche en étanchéité au sein même de la police. La délibération et la décision sont personnalisées et dissociées vis-à-vis de la boucle perception-action du centre de communication. Les discussions se font donc sans référent commun, sans source complémentaire mobilisable, ce qui ne sera plus le cas lorsque des discussions du même type auront lieu en formation de centre de commandement pour la manifestation des *ravers*, où il arrivera souvent au Directeur Départemental de la Sécurité Publique (DDSP) de demander qu'on fournisse de nouvelles informations plus précises pour compléter la vision collective de la situation.

Avec le portable, notons aussi qu'on gagne en réactivité puisque le répondant est directement en ligne, alors que le CIC demande à une unité de répondre et doit parfois attendre même si elle est en ligne. De même, l'alternance des prises de parole à laquelle contraint la radio n'existe plus, ce qui facilite la délibération à bâtons rompus et perd en même temps le formalisme des expressions.

Il est intéressant de considérer alors que coexistent deux modes de prise en charge de l'événement et l'on peut dire de la ville-événement, car pendant cette période, toute l'attention des autorités est centrée sur cette nouvelle configuration de la ville. La première fonctionne à base de radio et permet d'organiser la toile d'informations sur la ville, à partir des capteurs humains, sur la base d'échanges formels enregistrés qui sont la trace de l'action déjà déclenchée ou tout au moins déjà décidée. Les fonctions sont représentées et non les personnes, la justification est publique. La ville est comme décrite et formalisée à travers ces échanges radio, qui fédèrent tous les capteurs de climat

et tous les intervenants sur le climat. Forum officiel, auquel se juxtapose désormais avec les échanges sur téléphones portables un forum officieux qui autorise un régime du proche, où les institutions sont remplacées par des personnes identifiées avec qui on peut délibérer. C'est l'action ou plutôt la décision en train de se faire, qui se cherche, qui s'ajuste et qui se fait hors des ondes publiques et des enregistrements. Les sources d'information sont les mêmes, celles des capteurs humains qui font remonter leurs « physionomies », mais les critères à prendre en compte peuvent être démultipliés et combinés à loisir avant de prendre une décision. La ville est ainsi pilotée par ce réseau de téléphones personnels bien plus que par le réseau radio. Les maîtres du climat sont sur réseau privé et se résument à cinq ou six personnes, certaines ne sont pas sur le terrain et dépendent donc entièrement des indices fournis par tous les capteurs. Cette extériorité est nécessaire pour éviter l'absorption dans les influences du climat. La radio elle-même reste de ce point de vue un médium chaud qui retranscrit trop fortement les variations de climat collectif et qui polarise l'attention sans permettre de prendre du champ. Le portable permet ce découplage avec le climat alors même que son usage pourrait indiquer un effet d'urgence qui crée de l'immersion. Il est vrai que lors de certaines opérations, nous avons pu voir les commandements sur place en ligne sur leur portable toutes les cinq minutes avec un responsable différent pour assurer le suivi d'une situation tendue : cela revient alors à mettre tous les responsables en situation d'alerte permanente et de partage du même climat cognitif.

Information/délibération/décision/action et leurs réseaux de communication privilégiés

La coupure entre capture d'information/action et délibération/décision peut se matérialiser à travers des médias différents. L'analyse organisationnelle possède ainsi sa médiologie, qui la soutient et la révèle. L'analyse de réseaux oublie trop souvent de prendre en compte la spécificité des canaux qui matérialisent les liens et les tient tous pour équivalents. De même, la description des médias ou des parties en présence ne suffit pas à indiquer l'engagement situationnel qui s'y manifeste. Or, une approche médiologique pragmatique doit restituer au moins ces trois dimensions pour comprendre ce que chacun des médias fait en propre et en même temps comment il se trouve aligné (ou non) avec le type d'engagement (justification, plan/stratégie ou proche).

Ainsi, la situation n'est pas la même lorsque le centre de commandement est en position de crise, car même si des échanges continuent à avoir lieu sur les portables, tous les principaux responsables sont dans la même pièce et

échantent en direct sous l'autorité du DDSP qui est présent et dont la voix est prépondérante. Les formes de la délibération sont là aussi différentes.

Deux autres formes d'étanchéité se manifestent à travers les moyens de communication et sont révélateurs de l'organisation de chaînes hiérarchiques cloisonnées au sein de la police. Les CRS arrivent toujours avec leur opérateur radio. Ils disposent quelquefois d'un poste au sein du centre de commandement, (par exemple lors du suivi de la manifestation des *ravers*), mais souvent, même lorsqu'ils arrivent et demandent une place, rien n'est prévu et ils doivent se replier sur leur camion (observé à Nantes et à Rennes), avec une forme de fatalisme de la part de l'opérateur qui montre bien qu'il est habitué. Cette étanchéité va jouer un rôle dans plusieurs situations. Toutes les décisions d'emploi des forces des CRS sont en effet transmises au commandement CRS régional (Direction de Zone) qui doit garder la main sur leur répartition sur le territoire en fonction de nombreuses contraintes. Les moins importantes de ces contraintes ne sont pas les délais de transport, le rythme des relèves, la durée de la mission, les avantages qui en découlent ou non pour les personnels, le respect des heures pour les repas, etc. Il est assez étonnant de voir à quel point cette coordination sur une grande zone géographique, qui permet d'allouer des forces selon les situations de façon plus adaptée, génère un temps de communication et des soucis constants, parfois très loin des discussions tactiques locales. Les CRS ne sont là qu'en réserve, puisque c'est le Service Général qui possède aussi des compétences en maintien de l'ordre qui fera la plupart des missions dites de sécurisation (les CRS sont plus spécialisés dans l'intervention). De ce fait, ils sont coupés de la perception, voire de l'action pour une grande partie de l'événement, et cela est encore renforcé par le recours à leur propre système de communication. Nous avons été témoins à Nantes d'un conflit d'autorité entre le DDSP adjoint et le commandement des CRS qui est typique de cette difficile conciliation de logiques d'action très différentes.

Nous retrouvons un cas identique avec le SDIG. Les fonctionnaires de police du SDIG doivent faire valider leurs chiffres de comptage par le responsable départemental exclusivement, qui transmet ensuite les informations. Cette étanchéité va plus loin puisque ces informations se retrouvent parfois sous embargo, réservées à la sous-direction nationale de l'information générale qui pourra centraliser les chiffres des participants aux manifestations nationales par exemple. Les fonctionnaires du service général critiquent ce monopole de l'information et ces allégeances nationales qui cassent la coordination locale : grâce aux numéros de portable personnel de certains membres du SDIG, ils obtiennent parfois les informations « par la bande », qui ne sont alors que des

estimations, dont ils ont besoin immédiatement, même si elles n'ont pas été toutes contrôlées absolument.

Le SDIG présente ainsi un cas symétrique de celui des CRS. Autant les CRS semblent être avant tout dans l'action sans se préoccuper vraiment d'information et de perception avant leur mobilisation (leur connaissance de l'environnement local est souvent très sommaire puisqu'ils viennent de l'extérieur), autant les membres du SDIG sont surtout dans la perception, immergés dans les situations, dans les publics, tout en s'abstenant d'agir, quitte à valoriser tellement cette fonction de qualification de l'information qu'ils en finiraient par ralentir l'action elle-même.

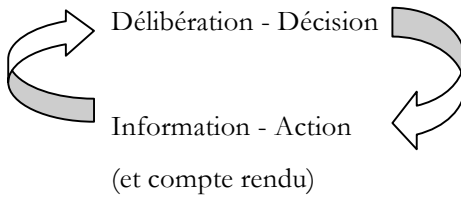
Nous voyons donc deux couplages nécessaires dont la qualité sera décisive pour la pertinence de la réponse sur le terrain et qui se traduisent par des circuits de communication matérielle différents :

Information/action et Décision/délibération

Or tout enchaînement classique, tout déroulement typique d'une action planifiée se construit en général sous la forme de la séquence : information/délibération/décision/ action. Si le modèle du plan restait vrai, cela voudrait dire qu'il faudrait observer un passage régulier entre information *via* la radio publique (et les « physionomies »⁸ ou autres capteurs), délibération *via* les téléphones portables privés (entre responsables), décision *via* les téléphones portables privés (entre responsables), action *via* la radio. C'est ce que l'on observe plusieurs fois par nuit et par séquence d'action puisqu'il faut ensuite vérifier les effets des actions et faire un compte-rendu.

Rajoutons donc un élément de ce circuit, celui du compte rendu. Il se fait de façon significative sur deux supports : l'écrit (la main courante) qui reprend les événements tels qu'ils ont été entendus sur la conférence radio concernée et parallèlement l'appel en retour au responsable supérieur *via* le téléphone portable (ce qui peut enclencher un autre type de délibération et de décision). Le contraste entre ces deux formats de compte rendu est frappant puisque l'écrit est très succinct, voire décalé (cas de l'incident de la place de la République durant les Transmusicales où l'on prend la déclaration erronée faite à la radio pour la réalité), alors que le compte rendu *via* le portable sera enrichi à volonté. La boucle de ces deux couplages qui sont en même temps deux coupures peut être présentée ainsi :

⁸ Les « physionomies » sont des descriptions de la situation.



Certains personnels sont orientés sur un seul de ces items : SDIG = information, CRS = Action, coupés entre eux par des systèmes d'information différents, alors que le SG constitue le couplage entre les deux, sans la délibération cependant, réservée à un autre canal hiérarchique connecté avec les portables.

Il devient dès lors crucial d'assurer une circulation étroite entre ces niveaux et entre ces deux couplages pour que la prise sur l'événement fonctionne correctement. Les dispositifs mobilisés sont de ce fait à la fois les révélateurs des coupures mais aussi d'une forme nécessaire de division du travail. Toute la question étant de la qualité de la résorption de cette coupure, de la qualité d'articulation entre points de vue qui sont soutenus par des systèmes médiatiques aussi différents.

6/ BILLETS ET TRI DES PUBLICS

L'illustration ci-après composite met en scène les espaces et les acteurs concernés par l'encadrement des supporters marseillais sur le stade de la Beaujoire. Un effet tunnel est constitué pour orienter les supporters visiteurs vers le conteneur qu'est le stade. Mais, comme nous l'avons indiqué, ce n'est pas le stade en général qui va faire conteneur pour ces publics particuliers mais une tribune bien précise du stade pour laquelle des billets ont été vendus à des intermédiaires bien spécifiés que sont le club de l'OM et les clubs de supporters marseillais. Tout l'équilibre du climat du match finit par reposer sur cette opération fondamentale du tri des publics en amont, en anticipant sur leur dangerosité ou sur les risques que représenterait une quelconque cohabitation entre plusieurs espèces de supporters.

L'histoire des billets mérite dès lors d'être contée en détail car elle montre bien comment la pression et le stress vont peser sur tous les intervenants à propos



Encadrement et filtrage des supporters

Billet s'il vous plaît

Lundi 27 octobre 17h Stade de la Beaujoire – Nantes

La réunion se déroule dans les locaux du Football club de Nantes (FCN) au stade de la Beaujoire en présence du directeur des opérations du FCN et de son adjoint à la sécurité, de représentants de la police nationale, du SDIG, de la gendarmerie, du SDIS 44, du SAMU 44, de la préfecture et de secouristes. Le Directeur des opérations rappelle que ce match est un match de gala et fait rapidement l'historique des derniers matchs qui ont opposé Nantes à l'OM. À Lorient, Nantes a concédé « une défaite sans la manière. L'étau s'est resserré notamment avec les ultras. Une victoire, ça calme les supporters ». Aucune manifestation n'est prévue de la part des supporters nantais. « Il ne semble pas y avoir de banderoles désobligeantes contre le club, peut-être pour rappeler aux joueurs leurs obligations ». La direction acceptera-t-elle ces banderoles ? « On acceptera probablement pour pas qu'ils se focalisent sur le négatif ». Après ce préambule, le directeur opérationnel procède à un rapide *débriefing* du match précédent (Nantes – Saint Étienne) rappelant qu'il existe un certain mimétisme.

Les grilles du stade seront ouvertes à 17h30. Une réunion préparatoire est prévue à 17h. Le stade sera presque à guichet fermé (soit 36 000 places). 400 places à 50 euros restent à vendre. Le directeur opérationnel enverra une « info par mail pour savoir si ces billets sont vendus ». S'ils ne sont pas vendus, ils seront disponibles à 53 euros à la billetterie à partir de 17h30. Nantes a envoyé 1 000 places à l'OM. 950 seraient déjà vendues. Le directeur opérationnel et son adjoint sont préoccupés par le *marché noir*. Ils souhaiteraient que les passagers des cars de supporters extérieurs garés sur le *stabilisé* (parking d'accueil des cars extérieurs à 100 mètres du stade) ne puissent pas sortir du parking pour revendre les billets. Les *Winners* (Marseille) ont acheté 200 places, mais le directeur opérationnel est convaincu qu'ils n'ont pas vendu 200 places : « ils feront un arrêt près du tram pour en revendre ». Le directeur opérationnel interpelle la police nationale pour qu'elle soit vigilante : « Comment pouvez-vous nous aider ? Il faut être costaud en forces de l'ordre, en BAC, pour empêcher ça ». Son adjoint demande deux policiers à l'entrée du *stabilisé* pour empêcher les supporters marseillais de sortir : « On gagnera une partie de l'enjeu ». La question du marché noir va donner lieu à une controverse feutrée. La police nationale ne réagit pas d'emblée à la demande du directeur opérationnel. Les supporters de Marseille qui auraient acheté leurs billets dans l'un des 95 points de vente de Nantes posent problème s'ils viennent avec une écharpe de Marseille. Les supporters qui seront dans « la tribune Loire, on les ramène dans le bloc visiteurs, ils seront sortis avec délicatesse par les stadiers. Sinon, pour les autres, il sera difficile de les sortir, il faudra être très vigilant. On ne pourra pas les extraire ».

Le directeur opérationnel poursuit : « Marseille a une culture fumigène ». La palpation des Marseillais par les forces de l'ordre (unité mobile) à la descente du bus devrait limiter l'entrée de fumigènes. Des stadiers femmes sont prévues pour palper les supportrices. Le directeur opérationnel précise qu'il transmettra un mail à son homologue marseillais pour le prévenir que les stadiers marseillais seront eux aussi fouillés : « c'est pas une sanction, mais une tradition nantaise lui précisera-t-il pour calmer les esprits ». L'adjoint du directeur opérationnel demande une ouverture du parking à 14h pour limiter le marché noir. Le policier lui répond : « si on les bloque (les supporters), on va à l'incident ». La police propose d'ouvrir le parking à 17h. Le directeur opérationnel précise qu'il faut focaliser son attention sur les bus immatriculés 13 et particulièrement sur les *Winners* qui vont essayer de faire du marché noir. Le policier rappelle que ce n'est pas son rôle et qu'il ne peut intervenir que si la valeur de revente des billets est supérieure à la valeur faciale.

L'adjoint au directeur opérationnel insiste et demande une présence policière à 16h et non à 17h. Le directeur opérationnel transmettra un mail à Marseille pour les informer de l'ouverture à 16h. Le policier rappelle qu'il doit faire remonter la demande à sa hiérarchie.

Cette séquence donnera lieu à un débat en marge de la réunion entre le policier et les deux représentants du SDIG pour qui la méthode de lutte contre le marché noir ne semble pas légitime. « Retenir les supporters sur le stabilisé n'est pas légal. Il n'y a pas de cadre légal ». Les supporters marseillais vont « être comme des lions en cage ». Il s'étonne qu'on réserve aux Marseillais un traitement différent. Le policier observe que l'organisateur veut faire supporter à la police des missions qui ne sont pas les siennes. Le représentant du SDIG observe que le club est à la recherche de fumigènes, parce que « ça leur coûte très cher ».

Mercredi 29 octobre 15h30

Cette réunion se déroule en présence des organisateurs, des représentants de la police, de l'Olympique de Marseille et la Ligue Française de Football. Le directeur opérationnel rappelle qu'il est hors de question que les Marseillais filtrent les entrées. Le filtrage sera effectué par les stadiers nantais. Le délégué à la sécurité de Marseille est invité à présenter le dispositif. Le directeur opérationnel précise que la fouille sera effectuée par la police et les stadiers de Nantes. Il est très ferme à ce sujet et ne laisse aucune marge de négociation au représentant marseillais. Il exige également que les billets non vendus soient restitués immédiatement. Le commissaire rappelle qu'un supporter marseillais a été interpellé vers 14h pour vente de billets mais aussi pour insulte à agent.

16h : sur le « stabilisé » : la gendarmerie mobile (Vannes) arrive, pénètre sur le stabilisé et aligne ses véhicules. L'espace entre chaque véhicule semble parfaitement régulier.

16h15 : la Compagnie Départementale d'Intervention (Police nationale) arrive avec 2 véhicules en renfort des gendarmes mobiles. Ils alignent leurs véhicules dans le prolongement de la ligne formée par les gendarmes.

17h30 : au guichet visiteurs. Les gendarmes mobiles se sont mis en position. Ils procèdent à la fouille des stadiers marseillais.

17h50 : au guichet visiteurs. Les gendarmes mobiles sont informés par le commandant de police *via talkie-walkie* qu'il n'y a plus de billets visiteurs en vente. Il précise qu'ils vont lancer une opération de lutte contre le marché noir et la vente à la sauvette. Le capitaine de gendarmerie demande à ses hommes de

s'équiper en maintien de l'ordre. Les éventuelles interpellations risquent de mettre le feu aux poudres.

Au même moment, sur l'esplanade du Stade de la Beaujoire

Les CRS sont invités à réaliser des contrôles à l'entrée du stade pour rechercher et intercepter les vendeurs de billets à la sauvette. Le responsable CRS va contester cet ordre qui n'est pas justifié au regard de la feuille de route :

« Légalement quand on est en maintien de l'ordre, on est en unité constituée et on perd individuellement notre qualité d'agent de police judiciaire, c'est-à-dire le statut qui nous permet d'interpeller et de faire des procès-verbaux. Notre rôle, c'est le maintien de l'ordre, pas de courir après les vendeurs de billets ».

Le commandant s'empare du *talkie-walkie* et précise son point de vue sur les ondes. L'adjoint au DDSP lui rétorque : « bon, vous quittez immédiatement les ondes et vous venez me rejoindre. Nous allons mettre cela au clair ». Avant de se déplacer, le commandant de CRS décide de contacter son responsable de la DZ (direction de zone à Rennes) par téléphone portable. Il est rassuré car sa DZ le soutient. Il décide donc de retrouver l'adjoint du DDSP qui se trouve à l'entrée visiteurs.

Ils se mettent à l'écart pour s'entretenir. Les échanges sont très vifs. Le commandant regagne son poste et contacte de nouveau sa hiérarchie à Rennes : « Je lui ai dit que je voulais bien faire des interpellations mais il n'avait pas de fiches d'interpellation à me donner ». Les autres CRS font corps avec leur chef. Son officier de liaison lui dit que l'ensemble des échanges sur les ondes ont été reportés sur le carnet de bord. Sur place, le commandant demande à cinq CRS de partir faire un tour pour interpellier des vendeurs de billets. « Si vous interpelez des personnes, merci de me les ramener au camion. Je m'en charge personnellement ». Progressivement, la pression redescend. 20 minutes avant le coup d'envoi, les CRS reviennent avec un air satisfait. Ils encadrent deux jeunes personnes un peu sonnées :

Un CRS : « Nous en avons chopé un. Il a 2 tickets sur lui et 200 euros en liquide ».

Le jeune : « Mais, c'est le billet de mon frère... Je ne suis pas un vendeur Monsieur. J vous assure ».

Le commandant : « Et les 200 euros en liquide. C'est quoi ! » Le commandant s'assure qu'il y a bien eu flagrant délit. « OK, il faut donc qu'il puisse remplir une fiche d'interpellation. Tu as pris ses papiers d'identité. Il ne s'agit pas qu'il

nous échappe maintenant. Il faut l'amener au poste. Ils s'en chargeront sur place ».

Carte d'identité en main, le commandant accompagne le vendeur au poste de police qui se trouve dans l'enceinte du stade au niveau des préfabriqués.

Sur le chemin du retour, le commandant CRS est de nouveau contacté sur son *talkie-walkie*... « Combien de billets vous dites... 15 billets. Très bien. C'est parfait. Nous tenons un gros poisson ! ». Le vendeur, très décontracté, joue le naïf. « Monsieur l'agent, je ne savais pas que c'était interdit. Je vous le promets... » Il est très souriant, très décontracté. Un CRS plaisante avec lui : « Ne vous mettez pas à courir. Je ne suis pas Carl Lewis, mais je cours vite... »

Arrivé au poste de police (préfabriqué), on vérifie que le suspect ne possède aucun argent sur lui : « ça doit être un des responsables alors ». Le policier demande si les CRS peuvent enregistrer sa déposition. Le commandant s'y refuse catégoriquement.

19h30-40 Guichet visiteurs

À la grille environ 50 personnes sans billet attendent. Certains tentent de négocier avec les stadiers pour entrer. La tension monte un peu. Le commandant de police est sorti pour calmer les supporters. La tension retombe rapidement. 10 minutes plus tard, le commandant demande aux supporters sans billet de rejoindre le stabilisé. Il met la main sur le bras des supporters et leur demande calmement de partir : « Il y en a qui ont vendu des billets qui étaient déjà utilisés, qui étaient déchirés. Il y en a qui pleuraient d'avoir payé 30 euros ».

7/ LE TRI DES PUBLICS

Trier les publics est un savoir-faire essentiel dans toute gestion d'événements de façon à garder une prise sur des entités homogènes pour lesquelles on peut avoir des interventions formatées au préalable. Le tri des publics permet donc de décomposer la situation urbaine qui mêle tout pour la ramener à des protocoles spécialisés, en détruisant de fait l'effet public agrégé qui reste porteur d'incertitude et en se focalisant sur des attributs particuliers pertinents du point de vue de l'organisateur.

Pour autant, il n'est pas si simple d'effectuer cette catégorisation de façon tranchée, en misant sur des propriétés identifiables et stables. Les billets sont l'une des meilleures techniques, à condition qu'ils ne circulent pas, que la correspondance entre les propriétés des personnes et les types de billets soit

confirmée au moment de l'accès (d'où le contrôle des écharpes à l'entrée du stade). Tout cela suppose encore des participants volontaires, disciplinés et non à la recherche délibérée d'une perturbation de tous les repères.

Les catégorisations simples sont parfois difficiles à mettre en œuvre. Nous pouvons identifier quatre types d'ambiguïtés rencontrées par les professionnels de l'accès à ces événements. Ces ambiguïtés sont source de stress et de problèmes pour les organisateurs mais sont une aubaine pour les sociologues observateurs qui peuvent accéder à ces méthodes de catégorisation lorsqu'elles ne sont plus évidentes, naturalisées. Tout organisateur tendrait à prendre ses catégories pour évidentes, à réduire ses publics, ses partenaires ou encore les dispositifs techniques à son point de vue mais ici, ça ne marche pas et tous sont obligés de recomposer des principes de cohabitation plus ou moins durables.

Dès le départ, des éléments hétérogènes cohabitent dans le même espace

Dans la même file d'attente place de la République à Rennes, pour rejoindre le parc des expositions en bus, cohabitent au moins les quatre types de spectateurs suivants :

- des spectateurs que l'on pourrait trouver pour n'importe quel concert ;
- des personnes venues de loin pour un concert particulier et qui sont en attente extrême ;
- des fans (l'une d'elles piquera une crise de nerfs en voyant qu'elle va rater son concert de l'année) ;
- des « jeunes avinés » qui se sont programmés pour la défonce (le spectacle étant secondaire dans l'affaire).

Le dispositif de tri de ces publics n'est pas prévu place de la République, mais l'écoulement permet d'habitude de ne pas les faire cohabiter trop longtemps. Dès lors qu'ils stagnent, les plus excités vont finir par contaminer tout le groupe et par déstabiliser le semblant de conteneur à base de barrières qui avait été mis en place. Les fonctionnaires de police diront eux-mêmes qu'ils n'en reviennent pas de voir dans quel état d'excitation sont ces jeunes, alcool aidant, au point de démolir les barrières. Chose intéressante, la contagion s'est produite jusque dans les forces supposées encadrer cette foule. Le Service Général ne savait pas où se placer, la Société de Transport de l'Agglomération rennaise a déserté devant les risques d'écroulement, le SG reprend l'initiative en canalisant la foule pour attendre les bus alors que ce n'est pas son rôle et la police devra abdiquer devant la pression de la foule en enlevant toutes les barrières. Notons

bien ce point essentiel dans la coordination des professionnels : le tri des publics permet aussi un tri des intervenants selon leurs spécialités. Dès lors que les confusions s'installent, les rôles peuvent eux aussi s'entremêler et créer un « incident » par incapacité à qualifier le public et le mode d'intervention. Les CRS appelés avant le SG en renfort pour tenir les barrières l'ont fait de façon informelle dans une optique de service mais il leur est vite apparu qu'ils n'avaient ni plan d'intervention, ni expérience, ni ressource pour tenir ce rôle durablement.

La situation évolue : le public change de nature en partie

Les consommateurs qui quittent les bars lors des soirées rennaises restent en général une heure dehors avant de se disperser. Tout le monde sent le changement précis de climat autour de 2h du matin. La foule dense qui stagne bavarde, boit à la bouteille, chahute, fait du bruit, encore plus rue Saint-Michel avant la fermeture des bars puisque tous les fumeurs sont dans la rue. Puis la rue Saint-Michel une fois vidée, la place Saint-Michel reste un lieu de transit, une forme de sas de décompression qui va servir à décanter le public et à le trier naturellement. Rester debout une heure sans attracteur ni autre consommation possible finit par épuiser le plus grand nombre. Le *leadership* bascule alors vers des individus plus excités, parfois présents en groupe mais cette propriété n'est pas indispensable. Ils deviennent plus visibles car la densité a diminué et le tri s'est fait progressivement. Ils sont pourtant entourés (pour certains, c'est même un objectif) par une partie du public qui attend mais ne sera en rien actif dans la création des attracteurs. Lorsque les CRS interviennent en fin de nuit (vers 5h du matin), leur méthode d'intervention permettra de trier rapidement entre publics tardifs et « excités irréductibles », puisque au premier mouvement (et même dès qu'ils apparaissent équipés), les « moins téméraires » s'écartent et rentrent chez eux. Le face-à-face final avec ceux qui semblent venus pour ça peut avoir lieu. Le public a été trié avec le temps – c'est ce qui permet l'intervention (qui sinon serait impossible à gérer, voire très risquée).

Le tri effectué a été faussé délibérément et crée des cohabitations à risque

Les publics que l'on veut trier ne sont pas aussi disciplinés ou respectueux des disciplines que l'on souhaiterait. « Le supporteur est fourbe », voilà un axiome stéréotypé que l'on pourrait mettre dans la bouche d'un célèbre commentateur sportif. Les supporteurs marseillais qui se sont infiltrés dans la tribune Loire ont réussi à masquer leur qualité lors de la fouille qui avait sans doute été allégée pour accélérer l'entrée des spectateurs tardifs. Or, quelle que soit la profondeur

de la fouille et du tri qu'elle permet, elle ne va pas encore jusqu'à sonder les âmes et les passions qui les animent. Qui dit qu'un spectateur anodin ne se mettra pas à crier en faveur de l'équipe adverse sans aucun signe visible d'appartenance ? Cette incertitude doit être admise, mais elle suffit à générer d'éventuels conflits ou des bagarres lorsqu'il s'agit d'un match de football. Les matchs de rugby donnent lieu au contraire à des joutes oratoires entre supporters situés les uns à côté des autres qui sont un régal d'invention et de rhétorique pour dire l'hostilité à fleurets mouchetés ou au contraire de façon tellement grossière que l'on ne peut que le prendre au second degré. Le tri des publics est par définition contraire à la dynamique d'un espace public : il supposerait précisément de violer les consciences et d'exiger de chacun qu'il soit collé à ses supposées affiliations (or, on peut voir des supporters insulter plus copieusement leur propre équipe que les supporters adverses !). Cette perte tendancielle de l'incertitude de l'espace public qui crée les conditions du débat porte en elle des risques de ségrégation *a priori* et en tous cas, la disparition de tout espace politique démocratique qui suppose débat et composition. Si l'on appliquait lors des nuits Rennaises la même logique que celle de la gestion des publics dans les stades, il faudrait distribuer des étiquettes aux divers types de fêtards pour être bien sûr de les distinguer, puis ensuite les orienter vers certains types de bars, certaines zones. Cela permettrait à coup sûr d'éliminer l'incertitude vis-à-vis du statut du public et de s'attaquer sans état d'âme à ceux qui sont d'emblée classés et parqués comme « à risque ». Mais cette dynamique-là est celle d'une ségrégation infinie qui fait disparaître le sens même de l'expérience urbaine. Les dispositifs de ségrégation des publics mis en place dans les stades de football n'ont en rien ralenti les violences, elles se sont au contraire exacerbées puisqu'il faut maintenant que les publics ciblés tiennent leur rang et s'opposent avec bravoure à leurs concurrents. Non seulement ils sont triés mais ils sont en plus protégés par la police de leur propre violence, qu'ils n'auront donc jamais l'occasion de domestiquer. Le football avec son mode de gestion des stades est devenu une machine à produire des tribus d'avant le politique qui ne peuvent être régulées que par la force.

Cette incertitude sur le statut des publics s'est aussi rencontrée lors de la grande manifestation syndicale du 29 janvier 2009 à Nantes. La Confédération Nationale du Travail (CNT) devait en théorie occuper une place dans l'ordre des organisations syndicales qui fait lui-même l'objet de négociations, auxquelles la CNT ne participe pas et qui ne la lient donc en rien. Une bonne partie de la manifestation consistera pour elle à tenter de prendre la place de la CGT qui est en tête pour se faire voir et lui voler la vedette médiatique. Moins nombreuse et plus mobile, elle profitera de tous les espaces plus ouverts (et

dans ce cas, la topographie des lieux joue un rôle de conteneur plus ou moins efficace), pour doubler le cordon de tête, qui devra profiter des espaces ouverts suivants pour reprendre sa place avec quelques risques de bagarre évités. La CNT s'affiche comme une organisation et prétend manifester en respectant les règles communes. En réalité, elle obéit à d'autres logiques qui rendent toutes ces règles insupportables. Cet incident permet de comprendre à quel point le maintien de l'ordre, du point de vue même des publics, repose sur des évidences supposées partagées, à savoir le respect des règles communes parfois tacites. C'est grâce à ce dispositif socio-cognitif qu'ont bien mis en évidence les ethnométhodologues, que la situation peut paraître naturelle, alors que pour certains participants ce sont les codes profondément intériorisés qui sont remis en cause et considérés sans fondement. Le maintien de l'ordre avec un public qui n'a pas intégré un minimum de règles ou qui – pour des raisons d'état mental (trop alcoolisé) – n'a plus accès à ces règles, repose alors purement sur la force et non plus sur la dissuasion, ce qui complique singulièrement sa tâche.

Les incidents proviennent ainsi souvent des publics non triés (et non pas mal triés), parce qu'ils refusent tout tri ou tout enfermement dans des catégories supposées naturelles. Accepter le tri des publics, voire leur simple catégorisation, c'est de fait participer à un climat où l'ordre sera aisé à maintenir.

La configuration dans laquelle se présente un public connu n'est pas la configuration habituelle

C'est le cas de la manifestation des *ravers* lors des Transmusicales à Rennes en 2008. L'expression manifestation de *ravers* pourrait presque être considérée comme un oxymore : les *ravers* font des *raves* et, après quelques années d'hésitation, tous les dispositifs pour les traiter comme tels existent, comportant des cibles bien connues que sont les substances illicites ou encore des espaces de relégation assez typiques (éloignés des habitations). Lorsqu'ils décident de manifester dans les rues du centre ville, ils obligent la police à changer complètement de clé d'interprétation sans pour autant garantir qu'ils sont devenus des manifestants analogues à la CGT. D'où la pression qui demeurera tout le long de la manifestation, empreinte d'une certaine incrédulité : les *ravers* ont respecté tous les codes des bons organisateurs de manifestations et toutes les règles négociées avec leurs organisateurs. Tout le monde est surpris et explique cette véritable mutation d'un public en un autre par la volonté d'acquiescer une vraie légitimité.

METHODES ET MOMENTS DE TRI

La pratique du tri des publics nécessite un savoir-faire que tous les organisateurs possèdent dès lors qu'ils veulent maîtriser l'événement qu'ils programment. Le seul fait de rendre l'accès sélectif et payant contribue à créer une barrière à l'accès. Cependant, les forces de police en charge de la sécurité ne peuvent pas procéder de cette façon et certains événements, tels que les fêtes nocturnes spontanées lors des Transmusicales à Rennes ainsi que les manifestations publiques, ne permettent pas un contrôle d'accès aussi strict. Il est alors nécessaire de combiner plusieurs méthodes pour s'assurer que la catégorisation des publics sera à la fois pertinente et exploitable lors de l'intervention. Nous avons identifié trois méthodes principales :

Le tri informationnel

Les informations du SDIG sont très utiles pour tenter de catégoriser les populations en présence de façon à les trier ou à anticiper des méthodes d'intervention éventuelles différenciées. Lors des Transmusicales, le SDIG a mentionné la veille des Transmusicales que des populations nouvelles étaient arrivées avec leurs chiens. De même, il suit le cortège de la manifestation des *ravers* tout en suivant le squat de la rue Lenée en notant qu'un groupe de 300 de ces squatters vont se joindre au défilé. Ce groupe sera l'objet d'une surveillance constante pour voir s'il va attirer d'autres membres du défilé à la fin de la manifestation ou s'il continuera sa propre vie. Le tri se fait ici non pas par une intervention mais par un suivi particulier, par un ciblage des informations, par une orientation des capteurs d'information privilégiés vers ce public. L'attention peut ainsi être allégée et concentrée sur d'autres parties de la manifestation lorsque certains secteurs peuvent être définitivement catégorisés comme « bon enfant » (ce qui ne doit pas pour autant être tenu pour définitivement acquis et qui demande une surveillance constante, sous forme de « physionomies »). Les informations demandées à travers ces rapports réguliers doivent permettre une catégorisation ou un tri des groupes présents selon quelques indices, qui peuvent mettre en alerte ou au contraire soulager l'attention. Le tri informationnel précède ainsi le tri physique.

Le tri par prépositionnement

La répartition spatiale des publics selon leurs propriétés connues par avance est l'idéal pour la gestion des interventions et pour la lisibilité de l'évolution des états des foules. C'est pourquoi les stades sont organisés méthodiquement comme des machines de tri : les virages et les tribunes dites *populaires* sont les

deux cibles problématiques, et les supporters des deux camps sont physiquement les plus éloignés possible, car tout point de contact est potentiellement explosif. L'arrivée et le départ des supporters donnent lieu à une opération de tri « disciplinaire » puisqu'ils sont encadrés entre leurs bus et leurs places réservées, par des haies de CRS, de stadiers, renforcées par des grillages à tous les endroits sensibles. Les supporters sont traités comme un troupeau ou comme des bagnards, mais cela semble entrer dans les mœurs pour eux, ce qui dénote une capacité à se conformer au rôle attendu assez remarquable.

Ces pré-positions que l'on peut observer à l'extrême dans les stades sont déjà moins nettes dans le cas des manifestations. La bataille pour les places et pour l'ordre dans le défilé fait partie des combats des réunions de préparation entre organisateurs, mais elle doit être rejouée physiquement une fois sur le terrain car plusieurs groupes ne respecteront pas ces règles (voir plus haut).

Dans le cas des Transmusicales, le principal tri par pré-position est celui effectué place de la République, avec la nécessité d'avoir un billet du concert pour prendre le bus, mais cela est fait dans une grande confusion, les achats pouvant se faire sur place malgré tout. Le tri est certainement trop faible dans cet espace et explique pour une bonne part les problèmes rencontrés.

En revanche, pour les sites ouverts que sont les rues du centre, il n'existe aucun prépositionnement. Tout le monde sait que c'est place Saint-Michel que tout se termine et qu'il faut donc occuper la place avant l'heure. L'absence de cette ressource du tri par préposition rend toute la situation labile et enlève beaucoup de prises lors des interventions puisqu'il faut avant tout bien observer à qui l'on a affaire.

Le tri en intervention

Le tri en intervention est une manœuvre délicate et qui demande une bonne compréhension de la composition organique de la foule. La réaction, au sens quasi chimique, à une intervention peut en effet modifier entièrement la situation. C'est le cas notamment lorsque les foules sont encore hétérogènes comme sur la place Saint-Michel au début de la nuit et surtout après la fermeture des bars, après deux heures du matin. Certains fêtards anticipent en effet les rythmes convenus et commencent par exemple à allumer un feu avant trois heures du matin au beau milieu d'une foule hétérogène. Or, la police ne peut laisser se développer un feu dans ce type de quartier composé d'immeubles en bois et torchis qui a connu encore récemment des incendies spectaculaires et dramatiques. Pour intervenir, il faut pouvoir se frayer un

passage dans la foule qui ne voit pas de mal à ce genre d'attraction et qui cherche même des attrapeurs de ce type pour prolonger la soirée. Le lieutenant qui dirige les opérations durant la nuit le dit bien : il faut savoir sortir les gens du groupe très rapidement, sans chercher à occuper le terrain car, par sa seule densité, la foule peut isoler une patrouille qui se retrouverait alors en grande difficulté. L'art de l'intervention éclair est décisif, soit pour arrêter le feu et le détruire (mais il faut en général faire intervenir les pompiers ensuite, ce qui est nettement plus long, spectaculaire et massif comme intervention), soit pour interpeller des personnes repérées pour les extraire de la foule très rapidement et sans violence pour ne pas provoquer des réactions contre-productives. L'état alcoolisé des personnes concernées rend le résultat aléatoire car personne ne peut anticiper leur réaction.

Politiques de tri et démocratie

Selon les attributs pris en compte, émergent des politiques de l'espace public et de l'événement, des « moments communs », ou des « moments ensemble » de types différents. Ils nous permettent de revisiter les méthodes les plus couramment adoptées par les démocraties pour traiter le nombre (qui fait foule) et en produire un public. Trois méthodes peuvent être distinguées :

1/ Sériation des individus et démocratie représentative

Le tri des collectifs se fait d'abord en les sériant, en les réduisant à des individus dotés d'attributs identiques. Réduit à une juxtaposition d'individus, « le peuple » semble « gérable » pour employer un terme de management et, mieux encore, il semble accepter la mise en scène spatiale des différences sociales radicales, car tous sont réunis « pour le spectacle » ou « pour le soutien à leur équipe ». Cette méthode de création d'un monde commun ressemble en fait à celle de la démocratie représentative fondée sur des opérations de vote, individualisées à l'extrême, qui permettent de recomposer, après de nombreuses étapes, la volonté générale. Le stade ou les concerts ne semblent supporter le peuple qu'à la condition de le sérialiser, d'atténuer la puissance du nombre qui le caractérise, comme on le fait pour la démocratie représentative. Toutes les procédures de filtrage nominatif renforcent cette tendance : les 20000 abonnés au PSG possèdent tous leurs cartes magnétiques avec photo personnelle, indispensables pour entrer. La « République du PSG » distribue désormais ses cartes d'identité pour autoriser ou non la participation à un espace public... qui ne l'est plus, puisque devenu au sens strict, une affaire de club. Pour retrouver une maîtrise de son public trop ségrégué et agrégé en foules concurrentes (les tribunes Auteuil et Boulogne), le PSG a, en 2010, mis en œuvre le placement

nominatif aléatoire, sans zoning préalable : il pousse ainsi encore un peu plus la démarche de sériation des individus identifiés pour éviter tout effet de foule. On mesurera cependant la différence avec les manifestations de rue, qui, dans certains cas, assez rares, donnent lieu à éviction de groupes par d'autres mais qui plus souvent restent ouvertes et anonymes. Il existe bien plusieurs politiques de rassemblement public et du public, certes différentes selon les enjeux marchands ou civiques dominants mais aussi selon les projets des organisateurs. Le « débordement » serait alors en premier lieu celui de cette politique de tri.

2/ Ségrégation spatiale et zoning social

Le tri des publics se fait ensuite dans l'espace en installant les équipements du cloisonnement, en hiérarchisant les places et en évitant les contaminations. L'espace public de ces événements se constitue comme un lieu à part, hors des lieux publics, alors qu'ils les occupent. C'est le cas, en mode mineur, de la manifestation qui est encadrée par un service d'ordre mais c'est le cas en mode majeur de tous les événements à caractère de spectacle. Les festivals de rue et les manifestations de rue sont propices à toutes les contaminations, les quasi-foules et les quasi publics se mélangeant aux vrais passants, malgré les tentatives de clôtures humaines par les services d'ordre. Ce modèle n'est pas celui des espaces publics non plus mais il est proche des modèles de ségrégation spatiale que l'on observe dans la ville.

Le stade n'est guère autre chose finalement qu'un urbanisme de zoning fonctionnel qui aurait totalement réussi au point de pouvoir ranger les groupes sociaux selon leurs statuts. Les caméras de surveillance que l'on met en place dans les villes ne seraient alors que l'écho de ce fantasme déjà réalisé dans les stades où l'on peut en permanence savoir ce que chaque groupe fait, voire même prémédite. Mais attention, la division n'a pas de fin lorsqu'elle est enclenchée : ainsi, au sein des groupes de supporters d'un même club, la concurrence, voire la haine, peuvent être farouches. A Nantes, le conteneur des tribunes visiteurs a même pris en charge ces divisions internes sous forme de grilles installées au sein même de la tribune visiteurs.

3/ Epuration dans le temps et processus d'assimilation

Enfin, le tri s'effectue sous forme temporelle, comme c'est le cas lors de la bousculade à l'attente des bus pour les Transmusicales. Tout le dispositif de gestion des foules traitait les collectifs selon une succession d'états qu'ils devaient franchir pour être progressivement épurés. Les voyageurs n'étaient que

des voyageurs et leurs statuts de « déjà-publics » ne pouvaient être pris en compte. Les institutions ne pouvaient traiter qu'un attachement après l'autre. Cette décomposition de collectifs réels, c'est-à-dire hybrides, en collectifs épurés a fini par poser problème au point de faire émerger un autre état, celui de foule. Ce modèle de traitement par sas, par seuil, ressemble fort au traitement de l'assimilation des étrangers. Les problèmes de tri et de bousculade place de la République à Rennes présentent des analogies topologiques avec Ellis Island, avec tous ces terminaux qui stockent les étrangers avant de les faire franchir le seuil d'un monde tant désiré. Pour accueillir des collectifs hétérogènes, il semble nécessaire de les avoir préalablement épurés, contrôlés et réduits à certaines propriétés acceptables, assimilables. Dans les deux cas, une forme de fiction est respectée qui voudrait qu'on débouche sur une assimilation, alors qu'en réalité c'est tout un mixte de cultures et d'expériences qui passe le seuil et qui débordera toujours le supposé prototype national pur, ou tout au moins sa définition administrative provisoire.

La manifestation fait encore figure à part dans ce processus, mais moins que précédemment. Car son ordre propre, sa hiérarchie, veillent à faire faire l'apprentissage aux novices ou aux réfractaires de ce qu'est « la bonne manifestation », celle qui est politiquement correcte. À tel point que des *ravers*, lors du festival des Transmusicales à Rennes, voulant gagner en respectabilité, accepteront de se mouler dans le modèle de la manifestation en défilant dans un ordre impeccable dans tout le centre ville de Rennes, en respectant à la minute près les engagements pris pour terminer le défilé et éteindre les *sound systems*. Les responsables de la police furent véritablement ébahis de cette mutation complète de comportements. Voilà les *ravers assimilés*, devenus force politique de proposition, mouvement social reconnu ou tout autre terme qui qualifie la participation à des formats standards de représentations des collectifs.

CONCLUSION : CE QUE FAIT UN MATCH DE FOOT A UNE VILLE

Le match de foot n'est pas *a priori* un événement urbain. Tout dépend de son ancrage dans la morphologie urbaine et l'on pourrait imaginer des stades à la campagne. Cependant, le couplage avec les villes est essentiel puisqu'il faut bénéficier de la capacité d'accessibilité présente par excellence dans les villes mais aussi de la puissance de centralité. La centralité des stades n'est pas une évidence, mais il faut rappeler à quel point l'équipe de foot, elle, peut devenir un élément constitutif de la centralité, de l'attraction de la ville et de la polarisation du climat relationnel d'une cité. À ce moment, le conteneur devient

central même lorsqu'il est en périphérie, car c'est toute l'attention des habitants focalisée sur cette équipe et sur ce match qui fait contenant et est accueillie par un conteneur spécialement dédié. Mais cette alchimie n'est pas garantie. Nous avons même fait l'hypothèse que la faiblesse fréquente du contenant, en termes d'intérêt du spectacle, conduisait les supporters à surjouer la passion, à entrer dans une logique de défi vis-à-vis des adversaires qui permet de garantir à tous les coups un stress suffisant pour produire du contentement. Les clubs de supporters ne sont pas des parasites ou des épiphénomènes, ils sont une forme « d'assurance jouissance » pour l'organisateur, qui sait qu'ils vont produire un substitut de contenant quel que soit l'intérêt de la partie.

On entre alors dans une autre logique de climatisation. Ce ne sont plus des passions du football qui sont à faire monter et à faire descendre, ce sont des rivalités instituées et jouées entre clubs de supporters, parfois même internes à chaque club. Dès lors, toute rencontre est un affrontement potentiel, sauf lorsque les clubs de supporters des équipes visiteuses sont trop amorphes pour produire le climat d'excitation et de rivalité qui convient. C'est pourquoi l'OM vaut cher en termes de publics, car dans tous les cas ses supporters font le spectacle. Mais ce déplacement a un prix : le pilotage du climat n'est plus entre les mains des organisateurs et tout peut basculer d'un instant à l'autre. C'est pourquoi la mobilisation des forces de sécurité internes au club sera maximale et sera redoublée par celle des forces de police qui sont devenues acteurs permanents de tous les matchs de foot professionnels. L'abondance des moyens de surveillance *via* la vidéo, des moyens d'intervention *via* les forces de police mais aussi des moyens de contention *via* les grilles et sas de tous types, crée un climat spécifique au match de football, car il est unique dans toutes les autres situations de rassemblement public où il manque toujours un des trois éléments mentionnés. La situation est donc des plus cadrées et pourtant c'est elle qui va dégénérer le plus souvent, car les articulations sont toujours difficiles à gérer – les supporters peuvent être « fourbes » – et la climatologie d'un stade de foot n'est pas une science exacte. On peut dès lors s'interroger sur le fait que le glissement de contenant, depuis la pelouse vers les gradins de supporters (nous disons bien de contenant, c'est-à-dire de focalisation de l'attention), que l'on vit très fortement dans les bulles panoptiques de sécurité des stades ne constitue pas un changement de genre d'offre de spectacle non assumée qui la rend susceptible de se dégrader d'autant plus rapidement que tout indice finit par faire signe de risque, de désarticulation et de perte de contrôle. Ainsi, les moindres événements (comme une bagarre dans une tribune) ont-ils des effets de stress massifs puisque tout est potentiellement explosif.

Le climat des matchs de foot est devenu ultrasécuritaire et ultrasécurisé, ce qui paradoxalement renforce la valeur de ce contenant que sont les oppositions rituelles entre supporters. La ville peut en être affectée matériellement, lorsque les incidents débordent mais c'est avant tout sa réputation qui est en jeu et de ce point de vue, le rôle des clubs de supporters est devenu stratégique.

Un festival en ville : les Transmusicales à Rennes

Pour les Transmusicales, nous ne raconterons pas d'histoire générale, car l'événement se caractérise précisément par son caractère protéiforme. Ce sont toutes ses facettes qu'il faut appréhender pour comprendre ce que fait ce festival à une ville, comme nous le dirons en conclusion. Plusieurs histoires permettent d'éprouver le climat très particulier de ces trois jours qui se déroulent depuis trente ans début décembre à Rennes lors de ce qui est devenu un rendez-vous incontournable pour tous les amateurs explorateurs des nouvelles musiques, mais aussi pour les fêtards en tous genres, voire pour les *ravers*.

- L'histoire de la bousculade place de la République à Rennes pendant l'attente des navettes de bus qui emportent les festivaliers vers le parc des expositions à l'extérieur de la ville, permettra de voir comment la morphologie urbaine peut empêcher de faire conteneur et comment les articulations entre professionnels peuvent se défaire rapidement sous la pression de la foule, dont il faudra qualifier l'état.
- L'histoire des bracelets obligatoires pour entrer au festival mettra en évidence le point sensible des seuils et de leurs traitements.
- L'histoire de l'évacuation de la place Saint-Michel et de la place des Lices permettra de voir un travail ordonné des professionnels et leurs rythmes propres peuvent s'imposer finalement à une quasi-foule.
- L'histoire des feux allumés par les fêtards fera entrer en scène les attracteurs de tous types qui tiennent ces quasi-foules en éveil mais aussi les riverains et tous les publics affectés par tout événement, qu'on a tendance à oublier parfois parmi les participants.
- L'histoire de la manifestation des *ravers* permettra de revenir sur ce qui fait événement, comment les forces de sécurité peuvent le prendre en charge avec leurs stratégies y compris lorsque les organisateurs sont atypiques et qu'aucune grille préalable ne peut vraiment s'appliquer.

1/ RÉPUBLIQUE : UN PORT POUR LA FÊTE OU UN SAS DE CAUCHEMAR ?

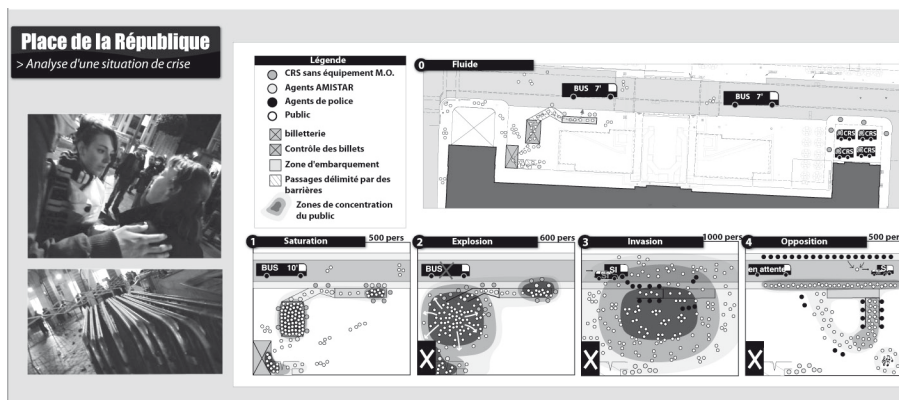
Une situation normale

Les habitués le savent, il vaut mieux aller en bus au parc des expositions, car on évite les contrôles d'alcoolémie sur la route (les gendarmes sont omniprésents autour du Parc). Tout le monde se retrouve donc place de la République où est installé le point de départ des navettes. La Société de Transport de l'Agglomération rennaise (STAR) a mis en place un service spécial qui va directement au Parc à allure soutenue, avec la présence de médiateurs (*Amistar*) à bord, à une fréquence de sept minutes, dans ces moments d'affluence du vendredi soir particulièrement. Les festivaliers sont en groupe ou à deux et sont déjà dans l'ambiance de la fête, d'autant plus qu'il faut attendre. On s'échauffe, en plaisantant fort, on se pousse, une bouteille de plastique à la main pour certains.

Il faut faire la queue pour acheter son ticket de bus. Un chapiteau blanc provisoire a été dressé dans le coin de la place pour abriter les acheteurs d'une pluie éventuelle, et des barrières sont en place pour canaliser la foule. Ensuite l'acheteur doit effectuer une seconde attente en file pour entrer dans le bus. Là aussi, des barrières métalliques ont été installées. Deux contrôleurs de la STAR surveillent les portes arrière des bus en repoussant physiquement ceux qui voudraient monter par ces portes car il faut rentrer par l'avant pour montrer son ticket.

La montée de la pression

À partir de 22h, la foule est tellement nombreuse qu'elle déborde les barrières. Un sas est prévu entre les deux phases d'attente, normalement pour permettre aux bus d'écouler la foule. Or, le rythme des bus s'est ralenti même si deux bus qui étaient en attente ont été injectés. Le responsable de la STAR, présent sur place toute la soirée, déclare cependant qu'il lui en faudrait plus que ça pour l'inquiéter. La vente des billets est arrêtée pour attendre l'écoulement de la foule. Mais l'ambiance reste festive, avec des hurlements et de la consommation d'alcool permanente dont les effets commencent à se faire sentir : chaque arrivée de bus est saluée par des applaudissements, et dès que le bus s'ouvre, c'est la ruée et des poussées fortes des personnes qui attendent. Un personnel Amistar prévient les usagers dans la file d'attente : « Vous avez un bus toutes les sept minutes, donc ça ne sert à rien de pousser ». À 22h30, la fréquence réelle des bus semble très irrégulière. Après une période de dix minutes ou un peu plus sans bus, trois bus arrivent en l'espace de dix minutes.



L'évolution de l'incident place de la république à Rennes lors des Transmusicales

Un adjoint du responsable STAR a demandé aux CRS qui étaient prépositionnés dans leurs véhicules sur la place de la République (à cinquante mètres de la file d'attente) de se placer près de la navette (six personnes) et aux alentours : « Ecoutez, faut que vous interveniez parce qu'on a vraiment besoin de vous ». Manifestement, il est plus inquiet que son responsable en voyant des personnes compressées par les barrières. Les CRS sont en tenue normale, avec leur calot sur la tête, sans équipement de maintien de l'ordre (MO). Il faut noter que personne n'a eu trace de cette décision de mobilisation, ni le centre d'information et de commandement, ni le lieutenant en charge du service général. La présence des CRS génère quelques énervements et sifflements : un festivalier caché par l'abribus profite d'une ouverture pour glisser quelques « taquineries » à un CRS.

Les personnes sont tellement compactées que le chapiteau sous lequel s'effectuent les contrôles des titres de transport vacille. Celui-ci ne tient en place que par les personnes qui le maintiennent de la main par en-dessous. Les CRS arrivent pour gérer le flux de la file, dans un premier temps, en créant une limite au niveau du chapiteau afin de faire un sas. Mais le chapiteau continue de vaciller. Ils vont donc modifier le tracé de la foule pour éviter à ceux qui attendent de passer dessous, car cela peut être dangereux.

Vers 22h50, huit CRS soutiennent les barrières de la file d'attente (au-delà de l'abribus) qui mène à la navette. Ils maintiennent le barriérage en s'appuyant dessus, en « forçant » parfois pour éviter que la foule ne fasse sauter le dispositif. L'énervement commence à se sentir parmi la foule. Le responsable de la STAR précise qu'il se sent inquiet : « Là, c'est une situation de crise ». Un « festivalier » lance aux CRS : « Là, il y a des gens qui vont mourir étouffés ».

Un autre festivalier crie : « Tout le monde bourre, j'en ai marre, ce n'est pas normal. »

Deux CRS ont pénétré le dispositif de la file d'attente de la STAR et se sont postés juste après le stand de validation des titres de transport. Face à la persistance de la foule qui pèse sur les barrières, un CRS menace : « On va être obligé de gazer ». Les CRS sont au ras de la foule et sous pression directe des poussées.

La crise

23h20

Le dispositif de barrières cède. Elles sont à terre avec des festivaliers tombés et coincés dessus suite au mouvement de foule. Deux CRS crient « Reculez, reculez » à la foule sans que celle-ci ne réagisse. Les CRS extirpent avec énergie les « festivaliers » qui se sont retrouvés au sol dans le mouvement. Deux CRS réconfortent une femme « traumatisée » en l'accompagnant pour qu'elle se pose sur un banc de l'abribus. Dans le même temps, les CRS se retirent, les barrières sont enlevées. Le chapiteau sera finalement démonté à 23h30 par quatre CRS.

Au même moment, au Centre d'Information et de Commandement (CIC), est rapporté un « incident à la montée dans les navettes pour le parc des expositions à République ». La bousculade a eu lieu car les navettes étaient insuffisantes, dit-on. Rien n'est dit sur l'intervention des CRS. Le lieutenant demande une nouvelle « physionomie », d'où il ressort que « les agents STAR sont partis ». Il est demandé aux Sections d'Intervention (SI) de se regrouper vers République. On apprend que les navettes sont arrêtées à cause de l'envahissement de la rue par la foule et des risques que cela fait courir au public. Le Lieutenant appelle le responsable de la STAR directement sur son téléphone portable pour avoir des informations précises et décide de se rendre sur place. La demande de « faire des annonces au public » est sans effet car tout le monde semble manquer d'informations fiables.

Le PCC reçoit des infos sur l'état de la foule « il y a mille personnes mais ils s'éparpillent sans incident » ou encore « c'est plein au parc expo, on refoule le public, trop de monde ». Dans les deux cas, les informations restent vagues, voire erronées, et nous le verrons en allant sur place.

Lorsque le lieutenant C. arrive sur place, elle discute avec le responsable de la STAR qui admet qu'« on est débordés, il y a des personnes qui sont montées sans billet et avec billet. Il a fallu ouvrir les barrières. Si on reprend les navettes, les gens vont se jeter dessus. Il faudrait contrôler si les gens ont des billets pour

ne pas qu'ils se retrouvent au parc des expositions sans rien ». (On comprend qu'il y a ticket de bus et billet d'entrée au festival et que les deux ont posé problème).

Le responsable a été très inquiet à cause des mouvements de foule et des personnes tombées par terre. Il « n'a jamais vu ça » et ne sait manifestement pas comment reprendre la main. La foule s'est en effet dispersée sur la rue et bloque toute circulation, ce qui justifie l'arrêt complet des navettes pour des raisons de sécurité. Mais l'origine du problème ne semble claire pour personne et notamment cette fréquence faible des bus. Ce qui entraîne aussi le début des critiques réciproques. Les SI critiquent la STAR qui a tout lâché car ils ont eu très peur. « On pouvait gérer, les CRS avaient trois rideaux et ça pouvait le faire ».

Le public, dispersé dans la rue, se retrouve au contact de tous, agents STAR (peu nombreux) et police, pour demander par exemple comment appeler un taxi. Et cela durera pendant tout l'incident. Le lieutenant voudrait obliger tout le monde à se ranger sur le trottoir mais sa voix ne porte pas suffisamment, elle n'a pas de mégaphone. Finalement, le public va se révéler très discipliné dès lors qu'on lui annonce que les navettes vont reprendre s'ils se rangent sur les trottoirs. Le barriérage a été démonté par la STAR. L'ambiance n'est pas tendue mais plutôt désorganisée avec une présence de la foule partout. C'est la police qui tente de remettre de l'ordre.

Le retour au calme progressif

Après plusieurs injonctions et arguments, vers 23h50, le public se retrouve bien rangé le long du trottoir face aux véhicules de police des SI qui ont été stationnés juste en face, sur l'autre trottoir, sur le terre-plein central des quais. La rue devient alors un *no man's land* vide assez étrange (car la rue est large pour les bus à cet endroit). Deux ou trois canettes volent : c'est en effet une disposition de face à face un peu tentante, que certains policiers critiquent d'ailleurs. Quelques instants plus tard, les véhicules de police seront déplacés plus loin pour se trouver presque en face de ceux des CRS.

L'attente est longue, car on ne voit pas les navettes reprendre et les informations sont très vagues, ce qui entraîne des réactions du public du genre « quelle bande de rigolos ». Dès qu'un bus passe sur la rue voisine, tout le monde se précipite. Une jeune fille fait une crise de nerfs devant le responsable de la STAR : « J'ai préparé ce week-end depuis des mois, je viens de loin, je veux y aller, je veux y aller », elle hurle, elle pleure, elle tape des pieds furieusement sur le sol. Le responsable de la STAR parvient à la calmer. Ce

temps vide de l'attente et cet espace vide face aux policiers incitent à la provocation. Des jeunes viennent au contact, l'un d'eux, ivre et très nerveux, est maîtrisé par un chef de la SI qui l'éloigne aussitôt et lui parle tout en le tenant fermement.

Le personnel de la STAR n'est plus visible, à part son responsable. La police (SI) commence à réinstaller les barrières pour préparer la reprise des navettes. En effet, une fois que l'on a annoncé que les navettes ne pouvaient pas reprendre à cause de la foule présente sur la rue, il devient difficile de prolonger l'attente alors que tout le monde est sagement rangé sur le trottoir. De ce fait, la police se retrouve partout :

- à l'écart (sept cars de CRS, qui sont intervenus plus tôt lors de la première bousculade mais qui cette fois-ci ne bougent pas du tout, au grand dépit des SI) ;
- en face de la foule (avec des SI présents de l'autre côté de la rue) ;
- mélangés à la foule (lorsqu'elle revient par épisodes sur la rue) ;
- sur le côté de la foule (pour préparer les barrières pour l'accès aux navettes).

Dans ce mouvement d'installation, des contacts se produisent, y compris avec des personnes très alcoolisées. L'un d'eux touche un policier de la SI, qui le repousse vivement en lui disant, « tu me touches pas ». Le jeune tombe par terre sur le dos. Un autre, de l'autre côté de la rue tente de toucher lui aussi un autre policier et il est embarqué aussitôt et sans ménagement. La police crée un canal informel pour guider le public vers les barrières. Pendant ce temps, une fanfare s'est installée (en fait sponsorisée, nous l'apprendrons ensuite), elle attire une centaine de personnes qui n'ont apparemment aucune intention de participer à la lutte pour des places dans les navettes ! Cela pourrait détendre l'atmosphère mais la coupure est réelle entre les deux publics et ceux qui veulent monter dans les bus sont en fait très tendus (et à nouveau très compressés contre les barrières, car tout le monde pousse).

Un risque de rebond de la crise

Le premier bus arrive enfin à 0h25 et part avec peu de monde à l'intérieur tant les flux sont désorganisés. La police et la STAR commencent à faire un contrôle des billets à l'entrée des bus. Mais le filtrage devient de plus en plus difficile. La police doit retenir les barrières qui menacent de s'écrouler. À un moment, le filtrage à l'entrée cesse et la foule se rue encore plus. Les policiers sont assez énervés : « De toutes façons, c'est des sauvages ! » « On n'est pas

payé par la STAR, nous !! ». Ils multiplient les remarques « c'est mal géré, c'est le bordel ». A 0h30, le responsable de l'effectif SI dit à ses hommes d'abandonner les barrières car ce n'est pas leur rôle : « Ils se démerdent, ils n'ont qu'à gérer leur truc ». L'endroit précis pour l'embarquement des bus n'est lui-même plus très clair. Les bus qui arrivent ensuite sont pris d'assaut, y compris par les portes arrière. Les contrôleurs de la STAR sont réapparus aux portes mais on ne sait pas exactement quel est leur rôle. On voit à nouveau des personnels en bleu de la STAR.

Pendant ce temps, huit cars de CRS arrivent pour la relève et stationnent en file, ce qui fait quinze cars pendant vingt minutes sur la place de la République, sans compter les véhicules de la SI. L'effet est impressionnant et étrange à la fois, car il s'agit d'une manœuvre de relève totalement indépendante de la situation pourtant tendue qui se déroule à quelques mètres. Les CRS sont intervenus une fois et sont restés sur place ensuite dans leurs cars sans aider la SI, ce qui entraîne des commentaires en leur sein : « Ils auraient pu voir ce qui se passait », « Il y a des bons et des moins bons », « Ils n'avaient pas vu, soi-disant ». Nous apprendrons par la suite que, de toutes façons, ils devaient attendre leurs ordres du CIC. Les questions de relève touchent aussi les SI, car il faut garder des forces pour le lendemain. Deux patrouilles de SI quittent le dispositif.

Le retour réel au calme

Le trafic a été écoulé, à 1h00. C'est le début du trafic de nuit classique pour la ligne passant devant la place de la République et de la navette pour la discothèque Le Platinum. Le responsable de la STAR reconnaît avoir « ressenti un gros malaise » et l'explique par « un problème de fréquence de bus ». Il veut éviter cela pour le dispositif du retour : « Il faut assurer là. On s'y est déjà mal pris avec les entrées ». Il est à son tour critique vis-à-vis des CRS : « Ils n'étaient pas actifs, ils regardaient ». À 1h18, l'élu de permanence de la ville de Rennes vient aux nouvelles auprès du responsable de la STAR. Ce dernier lui précise : « On a eu trois heures difficiles », « On a fait ouvrir les barrières pour des raisons de sécurité », « C'était une situation très difficile ». Fin du trafic « aller ». Le personnel de la STAR range le barriérage et le sécurise avec une chaîne et des cadenas.

Au retour, le risque de bousculade se retrouvera à la montée des bus pour le retour et les responsables de la STAR décideront de ne plus contrôler les billets, ils se trouveront très satisfaits de leur décision malgré le manque à gagner éventuel.

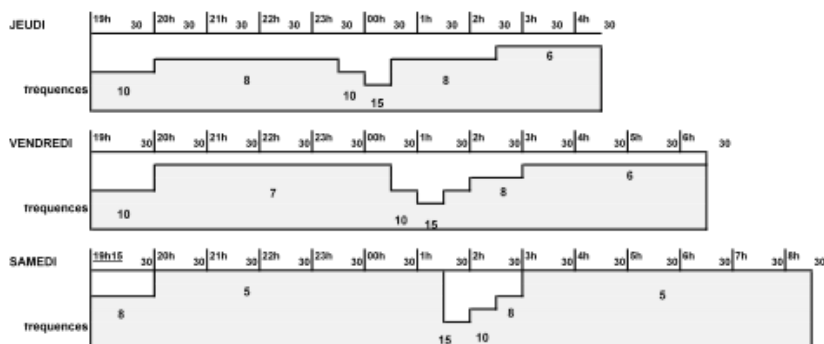
Le debriefing

Lors du *debriefing* du 3 février 2009, à la préfecture, la discussion démarre d'emblée par « la frayeur sur le dispositif STAR » même si la STAR n'est pas présente. Alors qu'on pouvait penser que l'audience serait moindre cette année du fait de la crise économique, on a enregistré une augmentation de plus de 20% vendredi. Le remplissage s'est fait au dernier moment. Par ailleurs, le pourcentage de festivaliers se rendant au parc des expositions en bus a dépassé la barre des 50 %. Le dispositif STAR est apparu « sous-dimensionné ». Enfin, les organisateurs ont annoncé à 23h15 qu'ils étaient complets. Mais à cette heure-là, selon la responsable des Trans, la STAR avait déjà des difficultés. Les organisateurs ont prévenu la STAR. Selon la responsable des Transmusicales, les taxis refusaient d'aller au parc. La gendarmerie souligne qu'elle a pourtant contrôlé des taxis. En la matière, il semble que la STAR ait de nouvelles propositions à faire. L'opérateur transport mettra en place un dispositif plus étoffé identique au samedi, jour qui a déjà été complet plusieurs fois.

La programmation du vendredi était, selon les organisateurs, très alléchante et cela expliquerait cette augmentation de fréquentation. La responsable des Transmusicales note que les trois quarts des festivaliers avaient programmé leur venue dès septembre avant même de connaître le programme. Mais elle s'interroge sur un éventuel changement des publics. Le jeudi est habituellement un public local d'habituez et de professionnels, le vendredi, un public régional – grand ouest et le samedi, un public national. Cette année, elle observe un rajeunissement du public du vendredi (beaucoup de 17-19 ans) qui serait lié à la venue de groupes comme Birdy Nam Nam. La responsable des Transmusicales a été visiblement très inquiète mais prévenue avant tout par les journalistes qui attendaient les navettes et qui indiquaient que les taxis refusaient de prendre les festivaliers. Elle a appelé la préfecture tous les quarts d'heure à partir de 22h30, craignant des débordements sur le parc des expositions mais aussi en centre ville. « La rumeur montait, montait... qu'est-ce qui se passe ». Les équipes du samedi ont été renforcées de peur d'avoir un « climat tendu ».

En fait, tout s'est très bien passé, car le dispositif de navettes était pré-arrangé pour la jauge annoncée comme plus importante. Le tableau ci-après est l'outil de base pour visualiser la planification des fréquences de navettes pour le festival et l'on voit bien que la montée en charge maximale est prévue pour le samedi soir.

NAVETTE TRANS 2007 - République / Parc Expo

*Calendrier des fréquences de bus***Conclusion**

De cette histoire finalement peu dramatique mais vécue à haute tension et avec une grande incertitude par tous les participants (public compris), il faut retenir plus nettement plusieurs approches :

- Les conteneurs de mauvaise qualité rendent encore plus difficiles la gestion d'un public en attente de contenant.
- Il faut soigner ses articulations, au sens d'A. Strauss (Strauss et al., 1985), entre professionnels, entre espaces, pour mieux suivre le parcours d'un festivalier, ses changements d'état, sa carrière. Or, les articulations se sont révélées très raides lors de la bousculade de la République.
- Instituer des seuils et des sas, dans le prolongement du tri des publics que nous avons déjà étudié, demande un soin particulier. Nous verrons ce point plus en détail en focalisant sur une autre histoire complémentaire de l'histoire de la place de la République, celle des bracelets.

2/ LA MORPHOLOGIE URBAINE AIDE OU NON A FORMATER LE PUBLIC

La place de la République que nous avons dessinée sur le visuel en introduction de cette partie ne mérite pas vraiment son nom de place, si l'on entend par là qu'on peut y stationner, y trouver sa place, précisément, rester en place. Elle est tout entière tournée vers les flux qui sont devenus uniquement des flux de bus (mais aussi du métro souterrain qui y offre deux énormes bouches d'entrée sur cette place). Certes, elle dispose d'un bureau de poste et d'une agence télécoms, mais les arcades sous lesquelles ces deux commerces/services se trouvent ne

présentent aucune vitrine alléchante mais plutôt des publicités qui sont ensuite effacées par le tunnel des arcades, espace sombre, peu accueillant et espace privilégié pour les trafics de toute sorte (et connu depuis quelques mois pour des agressions à répétition). Rien qui engage à stationner. Des jardins et des bancs ont bien été installés au milieu des quais, mais précisément, ils se trouvent au milieu des circulations et la place n'existe de fait que d'un seul côté. La morphologie elle-même de ce que l'on appelle la place de la République ne permet en rien de contenir un public quelconque. Tout y circule, les bus mais aussi les piétons puisque l'axe nord-sud du centre piétonnier passe à cet endroit et le seul cadre bâti qui puisse constituer une limite sont les arcades, qui sont, elles aussi, des espaces de circulation et surtout qui n'offrent qu'un alignement et non un cadrage plus enveloppant. Il existe un angle qui est exploité par la STAR pour y placer son chapiteau de vente de tickets. Il est formé par une aile du bâtiment de l'ancien palais du commerce et par son prolongement par la terrasse couverte du café de la Paix. Rien de tout cela ne suffit à constituer un cadre qui puisse servir de conteneur. D'autant que le public présent en temps normal est constitué avant tout par les utilisateurs des bus, puisque ce sont les services offerts dans cet espace. La STAR a bien conscience de cette faiblesse du conteneur puisqu'elle place des barrières pour orienter le public, avec un système de sas (achat de tickets de bus séparé de la zone d'attente des bus proprement dite). Ce système n'a pas été installé dès la première année de la délocalisation des Transmusicales au parc des expositions mais fait partie de l'apprentissage collectif. Mieux encore, un chapiteau reconstitue un repère, voire une tentative de conteneur, tout au moins pour les vendeurs qui sont ainsi abrités. Comme l'histoire le révèle, tout ce dispositif se révèle très fragile et incapable de résister à la pression du public à tel point qu'il faudra le démonter car c'est lui (barrières et chapiteau) qui devenait une menace pour la sécurité du public.

Certes, il est impossible d'anticiper un tel type de problème sur la base de ces seuls indices et il serait aisé de rappeler que c'est avant tout l'afflux massif de public pour une programmation plus attirante que prévue qui généra l'incident. Mais il importe de qualifier les espaces urbains, de leur reconnaître des qualités et de ne pas leur demander de remplir une fonction-travail pour laquelle ils n'ont pas été conçus. La place de la République est un espace de flux, et tout va bien lorsque les bus des Transmusicales circulent rapidement pour renforcer encore cet effet de flux mais rien ne va plus s'il faut stationner et jouer un rôle de conteneur. Les CRS n'ont pas été programmés comme conteneurs dans ce cas précis, leur manœuvre est approximative, ils rendent service de façon informelle et se retrouvent piégés dans l'affaire au point de devoir céder et de

lever le camp, face à la pression de la foule. Les humains non plus ne peuvent plus faire conteneur, alors que leurs alignements parfaits en situation de maintien de l'ordre constituent parfois des conteneurs très efficaces.

La fonction conteneur est mise à mal par le goulot d'étranglement qui s'est constitué mais avant tout parce que les qualités de l'espace ne permettaient en aucun cas d'en faire un conteneur, c'est-à-dire un lieu où l'on peut tenir (au moins) des voyageurs en attente qui se trouvent être en même temps des festivaliers en attente de... festival !

C'est ici qu'apparaît la deuxième faiblesse du dispositif d'attente mais aussi de convoyage des festivaliers. En effet, ce qui ne se voyait guère lorsque les flux étaient réguliers et évitaient les stationnements du public est apparu au grand jour avec cet incident. Le statut de la navette n'a pas été clarifié du point de vue même du festival. Pour une part, les Transmusicales, en tant qu'organisateur, se considèrent responsables de leur bulle, créée sur le parc des expositions, donc loin de la ville. Les questions de transport les touchent cependant de près sur les parkings de ce parc des expositions ou encore pour gérer correctement les afflux de spectateurs une fois qu'ils arrivent en voiture ou en bus. Leur responsabilité sur l'organisation des navettes n'est pas officielle. C'est la STAR, spécialiste de transport, qui s'en charge. Elle applique certes un régime spécial par la fréquence des navettes et leur destination unique et sans arrêt intermédiaire, mais finalement, il s'agit bien de traiter des voyageurs qui doivent rentrer dans des véhicules – les bus – qui ont une capacité limitée, et de traiter des clients, qui auront payé leur voyage (et que l'on contrôle). Régime somme toute assez normal, que la STAR aurait aimé s'approprier davantage en établissant le départ des navettes à la station H. Fréville, sur son territoire, là où la société aurait sans doute pu installer un conteneur plus adapté en profitant d'un premier sas qui aurait été le métro (puisque cette station aurait été rejointe par le métro).

Pourtant, qui a voyagé dans les navettes pour se rendre aux Transmusicales n'a certainement pas eu l'impression d'être dans un régime de transport « normal » ! Les chants, les cris, les effusions, l'alcool, créent un climat de festival ; la STAR et les Amistar qui font l'accompagnement l'ont bien compris et modifient leurs critères habituels en tolérant beaucoup de comportements et en calmant seulement les plus échauffés. Bref, les voyageurs-clients de la STAR sont en fait des festivaliers déjà captés par le climat du festival ou qui font tout pour l'anticiper, avec les adjuvants nécessaires s'il le faut. Ils font partie d'un autre monde, d'un autre point de vue, d'une autre monade, et ne souhaitent pas être traités comme des voyageurs ordinaires par une autre monade qui s'impose à

eux. Dès lors que l'on fait attendre ce public, déjà orienté vers le festival, et rassemblé sous ce critère, c'est bien ce trait qui devient dominant : l'impatience n'est pas celle des voyageurs mais celle des festivaliers qui voient l'heure tourner et qui imaginent les groupes qu'ils voulaient voir spécialement passer sur scène en leur absence. Or, le voyage comme l'attente avant de prendre le bus sont considérés comme de simples sas techniques gérés par la STAR alors que le public est déjà dans l'état de fusion du spectateur des Transmusicales.

Penser un espace comme la place de la République en tant que sas technique pour une destination particulière n'est pas du tout la même politique que de penser le même lieu comme un port pour la fête. Cette mythologie de l'embarquement, pour les Transmusicales et non pour Cythère, pourrait à elle seule constituer un contenant fort, et une expérience nouvelle qui requalifierait l'espace et le temps de transition que sont ces moments de déplacement. Au lieu de cela, le transport et l'attente doivent fonctionner comme un pur conteneur alors même que les qualités du lieu ne s'y prêtent pas.

3/ LE TRAVAIL D'ARTICULATION

Les trajectoires (Strauss et al. 1985) sont à la fois une production collective et la condition pour comprendre la décomposition ou la division du travail en procédure opérationnelle standard. Le niveau d'observation pertinent pour ces trajectoires n'est pas si évident à déterminer lorsqu'on traite de foules. Ainsi, il serait envisageable de traiter l'événement dans son ensemble comme une trajectoire et de voir ainsi, en concordance avec nos *timelines*, comment il évolue. Or, les acteurs concernés ne se trouvent jamais ensemble en position de gestion de l'événement en tant que tel. Lors des réunions préparatoires qui se tiennent à la préfecture, le service de transport (la STAR) n'est pas représenté. Il se trouve que l'un des problèmes majeurs de l'édition 2008 viendra de là. Tous les événements génèrent ce type de réunions, permettant en théorie une coordination entre organisateurs et sécurité. Mais ce n'est pas toujours le cas, puisque pour la manifestation, les services d'ordre syndicaux ne fournissent même pas de parcours officiel à la préfecture et qu'aucune réunion ne les concerne. Le match de football est l'endroit où organisateurs et services de sécurité sont les mieux coordonnés avec deux réunions préparatoires mais là aussi les organisateurs de transport ne sont pas présents, ce qui révèle bien à quel point l'événement n'est pas traité comme urbain, mais concentré sur un site équipé extraterritorial. Les Transmusicales se situent entre les deux événements (manifestation et match de foot) du point de vue de la coordination anticipée et programmée. Les événements périphériques (*rave*

éventuelle, fêtards tardifs dans les rues de Rennes) ne concernent guère les organisateurs, qui le font savoir, même s'ils reconnaissent qu'ils peuvent être affectés par ces événements dont on leur attribue souvent la responsabilité. De ce fait, l'articulation programmée sera bancale ou clivée : une partie avec des organisateurs portant sur le parc des expositions, une autre sans eux portant sur les rues de Rennes et la *rave* éventuelle. La question d'une absence de coordination de la gestion du climat dans l'ensemble de la ville est ainsi posée. On comprend très bien que les organisateurs des Transmusicales ne veuillent pas endosser la responsabilité des événements périphériques. De même, on comprend très bien que les services de police ne veuillent pas se préoccuper de la programmation interne aux Transmusicales (qui va pourtant avoir un effet dans l'incident de République) ni de l'ambiance ou des animations nocturnes dans les rues ou dans les bars. De même enfin, on comprend très bien que les services de transport ne se préoccupent pas de discuter de l'organisation de l'événement piloté par les Transmusicales et se contentent de fournir des bus (bien que le nombre de bus à fournir selon l'attractivité de la programmation fût le critère de la mini-crise de la place de la République). « Chacun son métier ». Certains se sentent pourtant clairement mis à l'écart, en l'occurrence, les services de transport. « On fonctionne via les PC. On a un PC Bus/Métro pour ne pas perturber la chaîne de fonctionnement ». « On fait un peu dans notre coin. L'année précédente, on n'était pas au courant du bus *Prev'en ville*⁹ place de la République ». La STAR travaille cependant avec le SDIG et la sûreté départementale (« on a des liens privilégiés »). Ce sont des liens personnels *via* téléphone portable, des arrangements, qui compensent cette absence de formalisation d'un accord, dans un temps et dans un lieu explicitement conçus pour cela.

Prenons donc acte de ce premier espace d'articulation où se construit un accord : il entérine la division du travail, il est partiel du point de vue des partenaires, il est clivé et il est limité à la phase préparatoire. Aucun poste de commandement véritable ne se met en place pour coordonner non pas la sécurité mais l'événement. Le Centre d'Information et de Commandement est dédié à la communication (et non à la décision) entre services de police (qui eux-mêmes ont leurs canaux clivés, hiérarchiquement et entre services de police). La préfecture ne vient à jouer un rôle que lors de risques plus importants, générés par une éventuelle *rave*, comme c'était le cas en 2007, car dans ce cas, toute la zone gendarmerie est aussi concernée activement.

⁹ « *Prev'en ville* » est un bus destiné à accueillir et sensibiliser les jeunes aux risques (sida, toxicomanie, alcool).

Dès lors, il devient difficile de suivre la trajectoire d'un événement car aucun acteur collectif ni espace pertinent n'est construit pour le penser comme tel. Pourquoi le chercheur irait-il inventer cette catégorie *ad hoc* dès lors qu'elle ne fait pas sens pour les gens de terrain ?

Prenons alors le problème par le bout opposé, non plus par la ville ou par l'événement mais par le public, et même par les individus qui composent le public. En suivant leur trajectoire, on se donnerait peut-être les moyens de comprendre quelle est l'évolution du climat, du point de vue de l'expérience d'un festivalier. Notons que nous ne l'avons pas fait, nous n'avons pas suivi une personne pendant trois jours, comme pouvait le faire Strauss pour des patients durant ses observations à l'hôpital.

Un obstacle vient cependant se dresser dans cette approche individualiste : c'est que là encore personne, parmi les acteurs qui pilotent le climat, ne traite le public de cette façon. Ni la police dans ses différents services ni les organisateurs ne fonctionnent sur la base de ces individualités. Ce traitement individuel pourrait se trouver plus nettement présent lors des matchs de football, où les organisateurs disposent du fichier des abonnés, et auront bientôt toutes les traces possibles de leurs activités à disposition et où la police dispose, elle, du fichier des interdits de stade. Il peut paraître paradoxal d'affirmer que le match de foot, aussi massif soit-il, est un événement où l'on peut descendre au niveau d'un traitement individuel ; cela est dû au fait qu'il existe une relation de fidélité commerciale avec des abonnés d'une part et de contrôle judiciaire personnalisé d'autre part. Ce que l'on ne trouve absolument pas dans une manifestation publique dans la rue et qui modifie considérablement l'entrée même dans le traitement des foules, selon les prises dont on dispose (Bessy et Chateauraynaud, 1995). Les Transmusicales se trouvent là aussi à mi-chemin entre ces deux modalités de traitement des entités individuelles puisqu'elles vendent bien des billets pour trois jours ou une journée à des clients individuels mais elles ne disposent pas de leurs coordonnées et n'ont pas institué une relation de fidélité pour proposer un traitement particulier à ce public. Et en tout état de cause, il reste toute une partie de la vie nocturne rennaise qui ne relève pas d'une relation commerciale avec les organisateurs des Transmusicales. Les bars seraient alors les équivalents et leur absence des réunions de coordination ne fait que démontrer à quel point ils ne sont pas considérés comme de véritables organisateurs.

À quel niveau traiter alors les trajectoires des festivaliers ? Précisément au niveau des collectifs à géométrie variable qui vont être générés par les différents services concernés par l'événement. Ni ville, ni individu mais quasi-groupes,

serait, pour reprendre les méthodes de M. Serres et de B. Latour, notre modalité d'approche des trajectoires observables. Nous nous appuyerons pour cela sur une approche en termes de transformations, que nous avons déjà utilisée pour décrire les trajectoires d'un examen radiologique (Boullier, 1995) et pour reprendre la méthode proposée par Glaser et Strauss (1967) qui parlent de « théorie des transformations » ou « *developmental theory* ».

Ce qui nous intéresse dès lors, n'est pas un vécu individuel, une expérience à la mode phénoménologique, mais le traitement, le formatage de ces individus dans des statuts très différents au fur et à mesure de leurs trajectoires selon les médiations qui les traitent.

Les transformations des entités du festival

Le festivalier achète son billet. Il ne nous intéresse pas comme tel car ce n'est pas de cela que va se nourrir la mesure et la construction du climat. Ce qui compte, c'est le statut de « billets vendus » qui est produit par l'organisateur des Transmusicales. Soit à travers ses services web, et on voit bien que l'individu n'a guère d'importance : ce sont des traces de transaction, des interfaces de renseignements qui permettront des calculs sur les agrégats présents pour chaque journée, avec cependant des statuts déjà différents, puisque les VIP par exemple sont traités à part (ce qui génère tout le problème du tri des publics à travers des bracelets, que nous verrons plus loin). Soit, un quasi-groupe sous forme de file d'attente qui devra être traité, lors de la vente aux guichets en ville ou à l'entrée du festival ; là encore on voit bien qu'il ne s'agit pas d'individus mais bien de gérer une problématique de file d'attente, bien connue en gestion des foules et des clients. Cette gestion prend en compte des espaces, des règles, des personnels formés et des dispositifs informatiques qui seront décisifs pour transformer ces files d'attente en « billets vendus ».

Le billet vendu a une particularité bien difficile à gérer, c'est qu'à un moment donné, il prend la forme d'un corps, il se transforme et marche vers le lieu du spectacle. Il ne le fait pas seul ou alors très rarement. Il se constitue en « groupe de potes », en couple ou autre formats à géométrie très variable qui préparent leur soirée pour se déplacer vers le lieu du festival. Ces corps prennent leur voiture et sont traités comme automobiles, avec parcours fléché sur les routes environnantes, avec gendarmes présents à tous les ronds-points, pour faire la circulation éventuellement, mais surtout pour dissuader et contrôler la consommation d'alcool, avec parking offert très près de l'entrée, avec surveillance de parking, etc. Ils se sont transformés en trafic automobile, avec embouteillages ou fluidité selon les cas, et ce seront les termes employés pour

caractériser le climat automobile, ce qui paraît bien loin du climat du festival, et qui pourtant peut avoir une influence non négligeable si le trafic en question est totalement bloqué et empêche la transformation finale en festivaliers.

Processus identique pour ceux qui prennent les transports en commun. Ils sont devenus des voyageurs, qui vont devoir payer un ticket, faire la queue avant d'entrer dans le bus. Ils seront surveillés et accompagnés par toutes les catégories d'agents que met en place la STAR, qui sait penser les foules en termes de voyageurs. Pour les Transmusicales, douze à quinze véhicules sont mobilisés. 33 100 personnes ont été transportées, soit 27 % de plus que l'année précédente. Quatre-vingts personnes sont mobilisées chaque nuit (vingt conducteurs – « volontaires et pas trop rigides. Il ne faut pas être trop à cheval sur les règles » – et vingt Amistar « pour voir si la clientèle se tient bien » – quinze à vingt contrôleurs – dix agents de métro – dix agents de maîtrise). Le métro a été prolongé d'une heure. Les « stars de nuit » (bus nocturnes) ont été doublés (4 bus circulent de 1h à 5h). Tout le savoir-faire de la STAR a été mis en place et les groupes seront confrontés à ces contrôleurs, à ces « Amistar » chargés de l'ambiance, etc., et seront aussi contrôlés sur l'alcool emporté en bouteille de verre. Il faudra jeter les bouteilles et canettes mais on peut passer avec une bouteille plastique (comme dans les rues du centre ville). La transformation en voyageur se fait automatiquement dès lors qu'il n'y a pas d'attente, car toutes les prises habituelles sont présentes malgré l'état particulier des voyageurs. Tout a été fait pour faciliter les transformations suivantes. Ainsi, l'articulation avec le site du festival a été retravaillée en 2007 : « Le bus va au plus près du parc des expositions. Le sol est bitumé ». On peut donc modifier les articulations et les rendre plus souples, plus fluides, grâce à de tels dispositifs. Mais, dès lors qu'il y a attente, ces voyageurs ne restent plus formatés en voyageurs ; ils continuent à se transformer malgré eux en festivaliers avant l'heure, qui veulent dès maintenant faire la fête. Ce qui donnera ce conflit à la place de la République que l'on vient d'évoquer.

Chose étonnante, lors de leur arrivée sur le site du festival, la transformation se marque par le retour du « billet » sous une autre forme, puisque seul cet état de billet permet l'accès au festival. Ce qui génère file d'attente, zone de contrôle des bracelets, etc. Car le billet qui devient bracelet est une façon de prendre en compte sa transformation en corps avec des pattes (en l'occurrence avec des bras) et de faciliter le travail d'articulation par un simple coup d'œil pour les professionnels du contrôle à l'entrée. Les files d'attente, en revanche, peuvent générer un autre état de foule qui peut poser problème.

Une fois entré, le festivalier se trouve alors dans son état officiel, dans l'espace qui lui est dédié mais il faudra bien veiller à ce qu'il ne quitte pas ses zones assignées. Ce festivalier n'est pas encore un public, il est vraiment dans cet état étrange des groupes qui déambulent, qui explorent (et leur régime pragmatique est bien celui de l'exploration, Auray, 2011), qui exploite les diverses zones climatisées de façon différente selon les états que l'on imagine. Tous ces espaces ont été particulièrement bien pensés et conçus par les organisateurs pour ménager des respirations, pour permettre la cohabitation entre types de groupes, entre moments d'activité. Expositions, bars, salons, stands divers permettent de proposer une offre beaucoup plus informelle qui joue sur l'opportunité de la rencontre (« je passais devant ») sans capter nécessairement un public. Le mode de gestion serait sans doute plus proche de celui des consommateurs de bars, si ce n'est qu'il existe bien d'autres centres d'intérêt que la consommation elle-même. C'est pourquoi les boissons proposées sont très limitées et peu alcoolisées. Le bar ne doit pas produire des consommateurs, il doit seulement permettre au public des spectacles de « respirer » entre deux points d'attraction musicaux.

C'est seulement lorsque ces entités collectives qui sont des groupes variables entrent dans les halls où ont lieu les concerts qu'ils deviennent un public. Mais ce public peut se déplacer de hall en hall selon la programmation. Cela génère cet effet de flux permanent entre les halls qui fait effet de foule en transit ; c'est encore un autre état qu'il faut gérer spécifiquement puisque les entrées et les sorties ne doivent pas créer trop d'encombres : la foule redevient alors trafic, de piétons dans ce cas. Le public n'aura été public qu'un court instant, mais toute la préparation faite à travers la programmation et à travers tous les médias, l'aura déjà préformaté comme public, ainsi que le rappelait G. Tarde (1901). Même éloignés, tous partageaient déjà leur attraction pour Birdy Nam Nam (entre autres). Nous citons ce groupe car c'est en partie lui qui provoque cette affluence particulière le vendredi soir, affluence imprévue d'un public plus jeune, nous dit l'organisatrice, et qui finalement perturbe considérablement la « procédure opérationnelle standard » (Strauss et al., 1985) qui prévoyait que ce public viendrait en masse le samedi comme lors des éditions précédentes. L'offre de bus qui devait être plus importante le samedi soir s'est révélée nettement insuffisante le vendredi soir dans la mesure où le parc des expositions affichait déjà complet. Le public est certes constitué par l'attracteur qui focalise son attention mais il possède aussi des corps qui occupent un certain espace, un certain volume, qui, une fois agrégés, doivent être compatibles avec une certaine jauge de chacun des halls. C'est uniquement cette contrainte physique des corps que l'on ne peut plus comprimer au-delà d'une

certaine limite, et qui est fixée d'ailleurs par les règlements régissant le festival, autorisé pour une certaine jauge, qui délimite le public en question.

Mais à ce moment-là, le public potentiel, celui qui est déjà formaté par les médias et les attentes construites pour ces groupes particuliers, se retrouve ramené au rang de corps surnuméraires, et donc éliminés du cycle des transformations. La crise se noue sur la place de la République, dès lors que le cycle des transformations non seulement se grippe mais peut apparaître pendant un moment comme définitivement rompu. Les corps s'écrasent par terre et il faut les sauver du piétinement des autres corps qui constituent alors une foule. Ce n'est plus le travail des spécialistes du voyage, ni celui des spécialistes du maintien de l'ordre. Toutes les articulations sont, elles aussi, mises par terre. C'est le seul moment où l'on en vient à traiter des individus, c'est-à-dire à les prendre en compte dans leur particularité, telle cette jeune fille qui fait une crise de nerfs et qui sera calmée par le responsable des services de la STAR. Toute la procédure s'est écroulée puisque l'état d'individu n'était précisément pas un format de personne qui devait être traité par des professionnels quels qu'ils soient, transport, sécurité ou organisateur du spectacle.

D'autres étapes peuvent être décrites encore plus finement. Elles montreront comment une autre partie de la population présente dans le même espace-temps du festival vit une tout autre expérience faite d'un cycle de transformations fort différentes dès lors qu'ils ne mettent pas les pieds au festival mais font la fête dans la rue. Leur caractérisation est encore plus difficile, car aucun professionnel ne fait d'offre pour les cadrer, pour les formater, et c'est en « désespoir de cause » et après épuisement des énergies, que l'on finit par les traiter sur le mode du maintien de l'ordre, qui sera difficile à mettre en place car ils ne démontreront aucune propriété des manifestants mais plutôt celle des groupes avinés qui ne sont formatés par aucune offre.

La qualité des articulations

C'est à la lumière de ce cycle de transformations qu'il faut analyser la qualité des articulations mises en place par les divers professionnels en leur sein ou entre organisations. La préparation organise un accord formel entre certains acteurs mais ne permet pas de formaliser les relations avec bon nombre d'autres (transports et bars principalement). De fait, ce n'est pas non plus un idéal de coordination totale qu'il faudrait prendre comme repère normatif, car ce serait aussi fictif que toutes les entreprises de rationalisation totale des procédures que le management peut mettre en place. De même que l'on agit toujours en

situation d'information imparfaite comme le disait H. Simon (1958), on agit toujours en situation de coordination imparfaite et la « prise en compte » (Latour, 1999) ne peut jamais être totale, notamment parce que les situations ne peuvent être anticipées et que c'est au moment de leur émergence que se révélera la nécessaire prise en compte d'acteurs (humains ou non-humains) que l'on avait considérés comme quantité négligeable ou évidente.

A. Strauss qui a proposé ce concept d'articulation considère qu'il existe trois niveaux d'articulation : celui du « tableau d'ensemble », celui de la « supervision », celui de la coordination de la « séquence de tâches » elles-mêmes. Il nous semble en fait que ces trois niveaux d'articulation relèvent de trois régimes d'engagement pragmatiques différents tels que les a formulés Laurent Thévenot (2006). Le tableau d'ensemble est celui qui doit pouvoir être « justifié en public », en fonction de critères multiples et souvent difficiles à combiner parce qu'il porte en lui la décision cruciale, ce tableau d'ensemble doit être confié à des experts. La supervision relève de la planification de séquences de tâches que l'on doit pouvoir coordonner à distance selon la « procédure opérationnelle standard » qui peut certes être révisée mais en gardant le cap des visées définies par le plan. La coordination des séquences de tâches est celle qui mobilisera tous les savoir-faire incorporés dans un « régime du proche », des habitudes, des routines, qui rendent naturelles les opérations les plus complexes et même la coordination.

Dans le cas qui nous occupe, le tableau d'ensemble est clairement absent. C'est bien ce qui manquera pour pouvoir agir de façon coordonnée. Certes, les informations sur la saturation du parc des expositions finiront par filtrer mais ce sera sans aucune garantie et sans espace ni instance de décision collective sur la conduite à tenir. Les navettes reprendront finalement : est-ce à dire qu'on pouvait quand même accueillir plus de monde ? L'organisatrice des Transmusicales dira à quel point elle entendait ces rumeurs sur les bousculades de la place de la République et qu'elle s'en inquiétait fort. Mais c'est à travers les contacts téléphoniques avec les professionnels VIP invités au festival et coincés sur la place de République qu'elle a pu imaginer la situation. La personne des Transmusicales chargée du contact avec la STAR recevait en fait une autre version des faits, comme nous avons pu le constater aussi dans le centre d'information de la police. Il n'existait aucun lieu de discussion et de décision partagée. En effet, l'articulation située au niveau de la vision d'ensemble nécessite la diversité des points de vue et des principes de justification pour permettre une décision pertinente. L'agencement nécessaire n'avait pas été monté pour effectuer ce travail.

La supervision a fonctionné au niveau de chaque service ou organisation. Les responsables avaient des plans et des procédures et les ont appliqués. Mais précisément, la situation relève de ce que A. Strauss appelle le « gâchis cumulatif », c'est-à-dire une procédure qui se désarticule et que l'on cherche à réarticuler service par service alors que chaque intervention donne l'impression que c'est la désarticulation qui gagne du terrain, comme un processus contagieux. Ainsi, l'intervention des CRS est-elle demandée officieusement, comme un « arrangement », par un adjoint du responsable de sécurité de la STAR. Cette intervention se fait en dehors de toute procédure standard et sans qu'un plan véritable soit pris en charge par les CRS qui ne font que rendre service. Le centre d'information et de commandement n'est même pas informé. Face à la puissance de la foule revenue à l'état de foule, voire de festivaliers en attente, et non plus à celle de voyageurs, les barrières et les CRS seront trop faibles. Tout se désarticule et la tentative de réarticulation par arrangement échoue. Les mesures nouvelles qui sont prises et qui sont nécessaires (arrêt des navettes car présence de la foule dans la rue) ne font que renforcer la désarticulation. À ce moment, il est tout à fait remarquable qu'une fois les personnes en danger mises à l'abri, tous les intervenants se retirent, le personnel STAR ainsi que les CRS. On ne sait dans un cas comme dans l'autre, à quel niveau ces comportements se décident mais il semble que les voies hiérarchiques ne soient plus respectées. Comme le dit A. Strauss parlant d'une telle situation dans un service hospitalier,

« la répétition d'une telle désarticulation (les « pagailles ») entraîne l'embarras de l'équipe, et perturbe le déroulement continu de son travail. Si la situation se prolonge un certain temps, elle peut déboucher sur le retrait de l'équipe ».

Les tentatives suivantes échoueront elles aussi pendant un certain temps malgré l'intervention de nouveaux acteurs, la SI. La perte du plan est tellement vécue comme une « perte de contrôle de la trajectoire » (Strauss) que les reproches vont commencer à s'exprimer entre organisations (SI/STAR), voire au sein des organisations (SI/CRS, SI entre eux sur l'emplacement des cars, etc.) La contagion de la désarticulation est rapide et sape le moral des troupes. C'est le lieutenant C. qui parvient à remettre un semblant d'ordre en proposant des conditions à la foule : « les bus repartiront si vous êtes rangés sur le trottoir et non au milieu de la rue ». Alors qu'elle ne dispose d'aucune information permettant de garantir que les bus repartiront bien puisque l'articulation avec la STAR est faible, qu'au sein de la STAR l'articulation semble elle-même en péril, et que les organisateurs du festival ne peuvent dire s'il faut reprendre la vente de billets ou non. C'est pourquoi il sera d'ailleurs très difficile de maintenir cette réarticulation provisoire même à l'aide de barrières, mises en place cette fois par

la police (SI) qui prend acte du retrait des autres intervenants avec une certaine rancœur qui se manifesterà à la fin.

L'articulation au niveau des tâches elles-mêmes devient, dans ces conditions, quasiment impossible puisque l'on voit bien que ce ne sont pas les personnels prévus qui font les tâches, qu'ils n'ont pas les habitudes qui conviennent et que leurs appuis habituels, le maintien de l'ordre, ne peuvent fonctionner (c'est pourquoi l'un d'eux menace de revenir à ce qui marche le mieux de son point de vue et qui est « naturel » c'est-à-dire contrôlable pour lui : « on va finir par gazer » !).

4/ L'AFFAIRE DU BRACELET

Les tensions nées place de la République émergent à un point d'articulation sensible, un point qui aurait demandé des ajustements préalables plus précis et une définition des rôles plus adaptée. Tous les dispositifs qui organisent des seuils posent ce type de problème, nous l'avons vu pour le stade. Le seul fait de créer un accès payant avec contrôle modifie les flux de la foule et son comportement et permet de sélectionner les publics. Lors des Transmusicales, une variante de cette question est apparue lors d'une histoire somme toute assez banale mais qui permet de documenter cette question des seuils.

22h – Jeudi 6 décembre 2008 – Parc des expositions de Bruz

Le bureau du coordinateur de sécurité se situe dans le hall 2 du parc des expositions. Il dispose d'un ordinateur qui lui permet de récapituler les événements de la soirée liés à la sécurité. Sur le mur au-dessus du bureau sont affichés les plans du parc des expositions et le programme des trois soirées. Il communique avec les différents responsables de la sécurité et les organisateurs de l'événement au moyen de *talkies-walkies* et de son portable. L'un des *talkies-walkies* lui permet d'écouter les échanges entre les membres de l'une des sociétés de sécurité. En début de soirée, le coordinateur de la sécurité vérifie que tout le monde est bien à son poste. Il observe qu'il existe souvent des problèmes de transmission des consignes. Il communique les consignes au responsable des agents de sécurité sur place qui les transmet par la suite aux membres de son équipe. La lisibilité des « pass » semble poser quelques difficultés : quelques artistes ont été bloqués par les agents de sécurité. À l'inverse certaines personnes accèdent à des zones auxquelles elles n'ont pas *a priori* accès.

Le coordinateur de la sécurité quitte son bureau pour se rendre au poste de contrôle n°8. L'agent en poste interdit l'accès aux festivaliers disposant d'un

pass *ad hoc*. Le coordinateur muni de la feuille récapitulative des codes couleurs fait le point avec l'agent. Celui-ci ne semble pas comprendre. Le coordinateur lui explique que les choses sont pourtant simples : « il n'a qu'à regarder les couleurs des bracelets ». Il lui relit les codes couleurs. L'agent semble avoir compris.

De retour au bureau, le coordinateur technique qui gère l'ensemble des régies interpelle le coordinateur de la sécurité : « il y a encore des problèmes avec les pass ! ». Le régisseur général atteste également de l'existence de problèmes. Le coordinateur de la sécurité demande de reconvoquer les sociétés de sécurité : « c'est le bordel ». Selon le régisseur général, le système des pass a changé depuis la précédente édition. Les organisateurs ont décidé de remplacer les badges par des bracelets car les festivaliers se transmettaient les badges : « on doit changer les habitudes des gens ».

Le responsable des agents de sécurité arrive, la discussion s'engage avec le régisseur général :

Régisseur général : « À l'intérieur, il n'y a pas de problème à avoir avec les pass de couleur ».

Responsable des agents de sécurité : « Il y a eu un malentendu sur le fait que le bracelet doit accompagner le pass ».

Régisseur général : « Ils doivent contrôler la couleur du bracelet et pas les pass ».

Responsable des agents de sécurité : « Du coup, il y a eu un problème lors de la réunion ».

Responsable des agents de sécurité : « Cet après-midi, on ne s'est pas compris, on aurait dû dire que les bracelets étaient prioritaires ».

Régisseur général : « Les pass ne servent qu'à la frime ».

Responsable des agents de sécurité : « On aurait dû insister là-dessus ».

Régisseur général : « C'est le bracelet qui permet d'aller dans une zone ».

Responsable des agents de sécurité : « La consigne, on l'avait comprise, mais peut-être que j'ai pas écouté, soit... ».

Régisseur général : « Au bar VIP, tous les bracelets passent ».

Responsable des agents de sécurité : « Avant, les bracelets accompagnaient les pass pour éviter que les pass soient refilés ».

Régisseur général : « Exactement. Mais déjà eux (agents de sécurité) ils ont mal fait car ils ont mis leurs bracelets autour du pass, alors que c'est pas comme ça ».

Responsable des agents de sécurité : « Oui, mais moi demain je vais faire de la maçonnerie, donc je vais le couper ».

Régisseur général : « Ah ! Bah alors tu ne pourras pas entrer ! Dès le début les agents de sécurité l'ont mis autour du pass. Ça ne passe pas, car ils se font eux aussi contrôler ».

Responsable des agents de sécurité : « Moi je voulais faire une liste ».

Régisseur général : « Non, ça, ça ne marche pas. Alors tu seras dans la merde pour entrer bosser. Qu'est-ce que tu proposes comme solution pour la sécurité ? ».

Responsable des agents de sécurité : « Un pass ça suffit ».

Régisseur général : « Non, moi, je ne suis pas d'accord ».

Responsable des agents de sécurité : « Vous êtes ennuyés par le manque de confiance ».

Régisseur général : « Il y a aucune confiance à donner à des gens car ça ne marche pas. Je ne parle pas que des gens de la sécurité, mais c'est pour tout le monde ».

Responsable des agents de sécurité : « Il n'y a pas de coordination dans notre société ».

Régisseur général : « C'est pas de notre faute ça ! ».

Le coordinateur technique arrive, il revient sur le fait qu'il y a des artistes qui se retrouvent bloqués. Le responsable des agents de sécurité l'interrompt. Le coordinateur technique lui rétorque d'un ton vif : « Est-ce que tu vas me laisser finir ! Toutes les deux secondes, j'ai des appels ! ».

Régisseur général : « On se calme ».

Responsable des agents de sécurité : « Je viens de m'expliquer, l'information était mal passée ».

Régisseur général : « On arrête de discuter, va passer l'information ».

Après le départ du responsable des agents de sécurité, une discussion s'engage :

Coordinateur technique : « Je pense qu'il faut aller voir tous les postes, parce que moi je me fais pourrir, presque insulter, par des gens qui bossent et qui se font refouler ».

Coordinateur de la sécurité : « Le problème, il est en interne. Le temps qu'ils se passent les consignes, il se passe deux heures ».

Régisseur général : « Ils n'écoutent pas quand on fait un explicatif ».

Le coordinateur de la sécurité, le coordinateur technique et le régisseur général vont faire le tour des différents points de contrôle. Le coordinateur de la sécurité : « On va voir si les consignes sont passées. On va faire le grand tour par l'extérieur ».

Sur l'un des postes de contrôle, il ne voit pas la feuille récapitulative des codes couleurs, il demande à l'agent s'il l'a bien. Celui-ci lui répond positivement. Au poste de contrôle n°10, personne ! « Normalement, il y'a quelqu'un à la barrière », s'étonne le coordinateur de la sécurité. L'agent s'est abrité dans le hall. Le coordinateur l'interpelle : « Ton poste c'est où ? ». L'agent lui explique qu'il pleut, il ajoute qu'il « est entré parce qu'il avait froid », mais qu'il allait retourner à son poste dehors. Le coordinateur lui demande de rester à la barrière en lui expliquant qu'il y a des personnes qui passent par ici sans autorisation. Or si l'agent ne se met pas au niveau de la barrière, il ne peut pas intervenir et moins encore les voir depuis l'intérieur. Le coordinateur va ensuite à la rencontre des maîtres-chiens et leur demande également comment ça va : « très calme ». Il y a eu quelques tentatives d'intrusion par derrière, mais rien de très important.

Le coordinateur technique (CT) et le coordinateur de la sécurité (CS) échangent :

CT : « Qu'est-ce qu'on fait pour simplifier le discours ? ».

CS : « Tout est réglé ».

CT : « Pas côté scène. Ils ne contrôlent que le pass et pas le bracelet. Et ils contrôlent plus ceux qui sortent (du hall 2 vers le hall 3) que ceux qui entrent. Donc il y a un *débriefing* à faire. Il y a trop de sortes de pass ».

CS : « Mais non parce qu'ils n'ont pas à les lire, c'est juste la couleur.

CT : On peut faire une notice simple avec seulement les couleurs ».

CS : « On peut aussi changer de boîte de sécu ».

CT: « Ouais mais on a déjà changé ou alors changement de dispositif, changement de boîte. Mais on doit aussi rendre le discours plus clair ».

CS : « En plus, moi je rajoute des indications sur la feuille ».

CT : « Il y avait des personnes avec un pass violet qui étaient là où il y a seulement les VIP qui passent ».

CS: « Ils passent par derrière, là où le mec n'était pas à la barrière ».

CT: « Il faut qu'on simplifie à fond l'année prochaine ».

Le coordinateur de la sécurité revient en souriant sur la manière dont le coordinateur technique s'est adressé au responsable de la société de sécurité, il lui explique que même s'il comprend, il faut qu'il adapte son discours, que même s'il y a des engueulades, il faut les mener avec tact et diplomatie. Le coordinateur lui répond qu'effectivement il s'est peut-être emporté, mais qu'il n'avait pas l'impression de lui avoir mal parlé et de s'être particulièrement emporté.

Le pouvoir du bracelet

Le passage au contrôle par bracelets est une modification importante de la procédure opérationnelle standard. Il est justifié non pas tellement par la productivité que cela permet du point de vue du contrôle mais par l'attachement définitif au corps du festivalier qui doit pouvoir le garder pendant trois jours si nécessaire ; il ne pourra pas l'enlever pour le repasser à d'autres personnes. Les Pass se sont avérés être des liens trop lâches, trop indépendants des corps, il fallait trouver un moyen d'attacher de façon garantie la marque du tri entre les populations au corps de chacun des festivaliers. Or, un tel changement conduit à des remises en cause de procédures qui demandent un long travail de reformatage des professionnels eux-mêmes. L'incident du bracelet montre clairement que ce travail n'a pas été fait correctement et les discussions vont bon train et sont vives pour attribuer la responsabilité de ce maillon faible et pour proposer des mesures pour y remédier : changer la société de surveillance, relancer les messages, faire appel à l'autorité et au contrôle. Le contexte est ici un peu particulier car il est clair que les relations nouées entre les professionnels sont assez précaires, de courte durée, et sans réelle confiance, voire avec une certaine méfiance. De même, le cadre de discussion et les formats de négociation sont difficiles à faire respecter car les expressions de certains créent plus de problèmes qu'auparavant. Le climat entre les personnels de sécurité n'est donc pas « bon », mais il s'agit ici de confiance, de clarté des procédures, d'accord défini avec précision. Et l'on voit bien que

toute la discussion va remettre en cause chacun des niveaux d'articulation. Le principe même et la justification des bracelets se trouve mis en cause (ou plutôt son absence de justification, ou son explicitation insuffisante). Le travail de supervision est celui qui est le plus remis en cause puisque les personnels sur le terrain ne semblent pas avoir été briefés correctement. Enfin, lors de la visite de contrôle, les responsables voient que l'articulation des tâches est elle-même contestée puisqu'un agent par exemple n'hésite pas à quitter son poste pour s'abriter de la pluie.

Cette anecdote est très révélatrice de ce qui constitue le quotidien des grands événements. Leur irrégularité ne leur permet pas de disposer de leur personnel et de former tous les professionnels de façon homogène. Les organisateurs font donc appel à des intervenants de statuts très hétérogènes depuis des bénévoles jusqu'à des sociétés privées qui elles-mêmes embauchent des personnels précaires. L'appel à ces sociétés ne garantit en rien la culture professionnelle du respect de la procédure opérationnelle standard. En raison de leur statut de prestataires, les responsables de ces sociétés ne sont pas associés aux décisions principales car on les considère comme des exécutants. De ce fait, les articulations sont nettement moins travaillées qu'entre professionnels qui doivent coopérer régulièrement. La même prolifération de prestataires divers est observable pour les matchs de foot (la méfiance s'est portée avant tout sur les stadiers de Marseille), pour les manifestations (les services d'ordre des divers syndicats, bénévoles, se méfient les uns des autres), les services de transport (la multiplicité des statuts au sein des intervenants de la STAR – mais aussi à la RATP – s'explique par les différents niveaux d'intervention à assurer ; ces différents prestataires ont toujours du mal à se coordonner, pour des raisons fonctionnelles, mais aussi pour des raisons de management du personnel, souvent précaire, changeant souvent de postes, et sans réelle culture commune).

Ce point n'est pas accessoire dans le climat d'un événement et dans la gestion de ce climat. Il se trouve que les articulations traitées au niveau des tâches, c'est-à-dire celles qui demandent un contact direct avec les foules, sont souvent déléguées à ces opérateurs de statuts très divers. C'est souvent à cette occasion que se nouent des conflits qui peuvent dégénérer car, comme on le voit dans les échanges à propos des bracelets, les formes de la coordination peuvent être très brutales et sans diplomatie. La disparition des agents de sécurité qui travaillent pour la STAR au moment des incidents de la place de la République montre bien que le respect des procédures opérationnelles standard peut leur être demandé, mais la gestion d'un processus de désarticulation n'est pas de leur

compétence. Or, toutes les situations de foule dans des événements de ce type peuvent générer ces situations dégradées et c'est précisément là que se fait la différence entre les responsables capables de reprendre le travail d'articulation et ceux qui jouent le retrait.

Cette histoire des bracelets met en évidence la question sensible des seuils et de leurs qualités. Selon qu'ils sont traités en seuils précisément, en frontières ou en sas, la fluidité du climat est maintenue, ou au contraire, des blocages, des ruptures dans le processus de transformations sont générés. Nous avons ici une continuité très forte entre processus de transformations des publics dans le cours de leurs trajectoires, gestion des articulations par les professionnels et entre professionnels et traitement des seuils. C'est à travers cette chaîne de traitement que le conteneur va pouvoir faire son travail et devenir éventuellement un contenant.

5/ SEUILS, FRONTIERES, SAS

En dressant des barrières, en établissant des points de contrôle et des points de passage, les organisateurs de l'événement et les forces de l'ordre redessinent la ville, proposent de nouveaux découpages, élaborent de nouvelles frontières. Dans cet espace urbain redessiné par l'événement, on observe l'existence de seuils qui délimitent et hiérarchisent l'espace. Les seuils sont des points de convergence des publics, ils sont des lieux intermédiaires entre la scène et les coulisses. Ce sont potentiellement des lieux de tension. Ainsi, l'entrée du parc des expositions à Rennes, le guichet visiteurs du parc de la Beaujoire à Nantes, la place de la République à Rennes sont des points d'articulation entre mondes où des tensions peuvent dérégler le climat. Cette situation de tension potentielle n'est pas simplement le fait de supporteurs ou de festivaliers « excités », pressés de gagner le lieu officiel de l'événement, elle est pour une large part le produit d'une organisation réunissant une multitude d'acteurs professionnels appartenant à des institutions différentes. La coordination, l'articulation et l'ajustement de ces acteurs aux références professionnelles différentes sur un territoire partagé est parfois difficile. Il faut inventer, le temps d'un événement, des modes d'ajustement en l'absence de routines, de vocabulaire commun, de vision partagée des enjeux. Les tensions proviennent aussi d'un décalage dans la manière de décoder, de lire et de qualifier les situations et les publics.

Changements de statuts

Les publics qui se présentent à l'entrée de ces seuils sont depuis longtemps entrés dans l'événement. Les supporteurs visiteurs d'une équipe de football ont ponctué leur déplacement de quelques arrêts aux stations-service pour faire

provision d'alcool, les festivaliers se sont réunis dans les bars ou dans les appartements pour débiter la fête, les *ravers* parviennent sur le site du Teknival après un long périple en voiture ou en camionnette. Dans un autre registre, les clients des discothèques, observés en Ille-et-Vilaine, se réunissent traditionnellement dans quelques bars, points de ralliement, avant de rejoindre la discothèque vers 1h du matin. C'est durant cette période liminaire, dans les coulisses ou dans l'antichambre de l'événement, que ces publics se préparent. Le seuil marque ainsi un changement de statut plus qu'un changement d'état. Dans les têtes et dans les corps imprégnés d'alcool, le public a déjà opéré un changement d'état, il est déjà dans l'événement. L'alcool constitue un vecteur de ce changement d'état. Le franchissement du seuil au moyen d'un badge, d'un bracelet, d'un ticket, d'un pass... permet d'accréditer et d'officialiser ce changement d'état et ce statut de public officiel. On comprend mieux l'incompréhension, la frustration voire la colère, génératrice de tensions, que peuvent ressentir ces personnes lorsqu'elles se voient refuser l'entrée du bus, du parc ou du stade.

De ce point de vue, l'exemple le plus intéressant est probablement celui observé place de la République à Rennes. Les personnes qui se présentent devant les contrôleurs de la STAR ne sont pas des voyageurs ou des clients du réseau Kéolis, ce sont des festivaliers joyeux, impatientes, pressés de gagner le parc des expositions. À l'approche de la place de la République, à la vue des bus et de la foule agglutinée, l'excitation monte d'un cran, ils accélèrent le pas. Le dispositif matériel et humain mis en place par l'opérateur transport ignore très largement cette double identité des publics. Les festivaliers-voyageurs doivent payer un titre de transport puis le valider en le présentant aux contrôleurs avant la montée dans le bus. Ils reproduisent ainsi les gestes ordinaires de tout voyageur qui depuis la mise en place de la « montée par l'avant » et de la billettique doit présenter sa carte Korrigo (système de télébillettique équivalent au pass Navigo de la région Ile-de-France) devant le valideur signant ainsi symboliquement et financièrement, sous les yeux du conducteur, un engagement contractuel avec l'opérateur transport (lors du festival, les voyageurs peuvent cependant monter par l'une des quatre portes du bus articulé). Lorsque le flux des bus permet d'écarter les flots de festivaliers, le dispositif peut supporter l'impatience des festivaliers. Mais il suffit que la rotation des navettes soit ralentie ou stoppée pour que le public révèle sa « vraie » identité.

La place de la République est un seuil dont le statut et la qualité sont très mal définis. Le bus est un cordon ombilical, un conteneur mobile, un ascenseur ou

un tunnel qui permet d'effacer la distance et de rejoindre le parc des expositions. La place de la République constitue une extension du parc. Elle est le poste avancé ou le guichet avancé du parc. Mais rien dans cette extension, si ce n'est la présence du public, ne rappelle l'événement. La place est un simple pôle d'échange qui permet de gérer du flux. Elle est un conteneur ouvert et fragile qui ne peut supporter la présence d'une foule agglutinée. La place a été pensée comme un lieu-mouvement situé à l'articulation du réseau. Or, cette extension du parc des expositions présente toutes les caractéristiques d'un établissement recevant du public (ERP) à ciel ouvert. Mais dans cet ERP très singulier, les responsabilités et les rôles apparaissent très mal définis. Si, en situation de routine, cette indéfinition ne pose pas de problème, en situation dégradée, ce conteneur au statut incertain montre toutes ses faiblesses. La situation est très différente au parc des expositions où une « gare » provisoire a été spécialement aménagée sur le vaste parking privé du parc. L'incertitude sur la définition de ce seuil pose d'évidentes difficultés de coordination des professionnels. L'absence de la STAR aux réunions de coordination en préfecture ne favorise pas l'élaboration de schémas tactiques d'intervention en cas de crise. Ces professionnels d'horizons très différents s'ajustent en situation. La situation observée montre bien les limites de ce travail de coordination réalisé par des professionnels qui ne partagent pas les mêmes références, les mêmes conventions, les mêmes appuis pour construire une chaîne opérationnelle. De ce point de vue, la situation est très différente place Saint-Michel (évacuation de la place samedi matin). Le scénario est parfaitement rodé. Les forces de police, sous l'autorité d'un commandant des opérations clairement identifié, se mettent en mouvement pour converger vers la place des Lices. Le conteneur lui-même favorise ce travail de coordination des acteurs. La place est exiguë, facile à tenir, facile à défendre, facile à évacuer. Par ailleurs, le dénivelé de la place des Lices favorise l'évacuation vers les quais. En revanche, la place Saint-Michel où de nombreuses personnes se réunissent après la fermeture des bars n'est pas un seuil, c'est un conteneur.

Compter pour contrôler

Les seuils permettent de réaliser une triple opération : trier, contrôler et compter les publics. Le seuil permet de passer d'une logique de masse ou de flux à une logique de goutte-à-goutte qui favorise ce travail de tri, de contrôle et de comptage. La foule anonyme est segmentée en unités, sérialisée comme nous l'avons dit et en même temps traitée dans le temps, dans une évolution d'un statut à l'autre. Pour réaliser cette opération d'atomisation des foules, il

convient de canaliser ou endiguer les publics en amont du seuil pour permettre ce filtrage.

Le seuil est autant un point de comptage qu'un point de contrôle. Les tripodes mis en place dans les couloirs du métro parisien ou du stade de la Beaujoire en sont un exemple. Le comptage permet d'avoir prise sur l'événement. Il objectivise les choses. Il donne le sentiment d'une certaine maîtrise. L'événement fluide, intangible, erratique échappe sans cesse aux organisateurs. Ainsi, l'opérateur transport compte les voyageurs (« on n'ouvre pas les vannes » nous dit le responsable de la sécurité de la STAR), les gendarmes comptent les *ravers* à la sortie de la *rave* 2007 ou le nombre de contrôles d'alcoolémie réalisés aux abords du parc des expositions, les organisateurs des transmusicales comptent leur public. Le comptage permet de mesurer son audience ou son activité. Le comptage constitue un enjeu en soi pour tous les acteurs de l'événement qui doivent justifier leur activité. Combien sont-ils ? Combien sommes-nous ? Le dispositif est-il bien dimensionné ? Le rapport de force nous est-il favorable ? L'événement est-il un succès ? Lorsque les seuils sont plus difficiles à identifier, lors d'une manifestation par exemple, le comptage est l'objet d'un véritable enjeu (les compteurs du SDIG et les compteurs des syndicats sont rarement d'accord). Ces chiffres renvoient à la dimension économique de l'événement. Chacune de ces unités est pour l'organisateur des Transmusicales ou pour l'opérateur transport autant de clients. Ouvrir les vannes pour faire face à l'afflux, signifie perdre autant de clients.

Trier les publics

Le seuil est une gare de triage qui permet de séparer et de trier les publics. Cette opération de triage est particulièrement visible lors des matchs de football. Les supporters des deux équipes sont maintenus à bonne distance. Un lourd dispositif permet d'encadrer et de canaliser les publics pour éviter un face-à-face. Les supporters lensois, observés lors d'un match au parc des Princes face au Paris Saint-Germain, quittent leurs bus encadrés par un cordon serré de policiers pour éviter l'affrontement avec le public parisien qui l'insulte rituellement lors de son passage aux abords du stade. Le billet permet d'indexer le public pour mieux le trier dans la perspective de potentiels affrontements. Or, ce travail de triage est parfois défaillant. Un supporter marseillais qui achète un billet dans les points de vente nantais échappe au tri. En affrétant des bus, des camionnettes et des voitures immatriculés dans les Bouches-du-Rhône, les supporters opèrent eux-mêmes un premier tri très en amont du stade. Ils s'identifient comme visiteurs. Le supporter marseillais de Nantes échappe à ce tri. Il est identifié comme Nantais. Il se dévoile parfois au cours du match,

lorsqu'après une belle action de son équipe, il déploie son écharpe aux couleurs de l'OM. Il est alors isolé du groupe de Nantais pour éviter l'affrontement et reconduit dans la tribune visiteurs parmi les Marseillais. Mais dans cette tribune visiteurs sera-t-il accepté parmi les Marseillais ? Les supporters et les clubs effectuent en leur sein d'autres classements, d'autres tris pour mieux se partager l'espace de la tribune.

Des modes de contrôle des seuils toujours particuliers

La maîtrise du seuil constitue un enjeu central pour les différents acteurs. « On est chez nous. C'est pas les stadiers marseillais qui vont imposer leurs méthodes », affirme clairement le directeur opérationnel du FCN qui exige qu'ils soient fouillés. À Rennes, la STAR avait souhaité organiser le départ des bus depuis le pôle d'échanges Henri Freville (métro/bus) dont l'opérateur transport à la parfaite maîtrise (« on est chez nous », affirme le responsable de la sécurité). Le fait d'être chez soi permet de se reposer sur un conteneur en dur sur lequel on va pouvoir s'appuyer pour effectuer un contrôle. Le guichet visiteurs du stade de la Beaujoire bardé de grillages, de grilles, de barbelés... en est une illustration. La maîtrise du seuil suppose généralement une articulation des forces et une distribution des tâches. Dans le cas du match de foot Nantes/OM, le modèle est réglé. À l'heure dite, chacun des acteurs prend sa place selon un scénario séquencé lisible pour l'observateur. Le contrôle des banderoles est réalisé, avant l'ouverture des guichets, à la sortie du stabilisé, par les gendarmes mobiles. Le contrôle des billets est effectué par les stadiers nantais au guichet visiteurs. Les gendarmes mobiles se chargent de la palpation des stadiers puis des supporters marseillais dans l'enceinte du stade. Les missions de contrôle des billets et de palpation sont ici clairement séparées. Après le contrôle des billets, les supporters gravissent l'un après l'autre les marches qui conduisent vers les tribunes. En haut des marches, ils sont stoppés par un gendarme qui les place en position d'attente. Lorsqu'un des gendarmes qui procède à la palpation est libre, le supporter est dirigé vers ce gendarme. Le gendarme chargé de la palpation invite le supporter à pivoter sur lui-même à 180° et à tendre les bras parallèlement au sol. Le gendarme bloque le pied du supporter pour éviter de recevoir un mauvais coup. La palpation des supportrices marseillaises est réalisée en parallèle par du personnel féminin du FCN sous le contrôle d'un gendarme légèrement en retrait. La technique est plus approximative soulignant mieux les savoir-faire mis en œuvre par les gendarmes. Les supporters contrôlés peuvent ensuite gagner les tribunes. Lors de la bousculade place de la République, l'articulation des forces et des compétences apparaît beaucoup moins claire. Les contrôleurs effectuent un

simple contrôle des titres de transport. Ils ne réalisent pas de palpation ni de fouille et ne sont pas formés au maintien de l'ordre. Ils ne maîtrisent pas les techniques très spécifiques du maintien de l'ordre qui permettent de tenir et de défendre un point. Les forces de l'ordre ne participent pas directement à cette opération de canalisation et de contrôle. La demi-compagnie de CRS en place a une mission de « surveillance de la zone d'embarquement des navettes bus place de la République ». Les fonctionnaires de la section d'intervention « sont constitués en unité de surveillance des navettes bus dirigeant les festivaliers de la place de la République au parc des expositions ». Ils ont pour mission d'effectuer des « contrôles préventifs place de la République », de « suivre le cheminement des bus de façon aléatoire » et « sur réquisition du STAR d'intervenir rapidement sur les lieux d'incidents signalés » (Note de service DDSP 35). Mais lorsque les forces de l'ordre interviennent, il est déjà trop tard. Le dispositif technique trop fragile, parce que destiné à canaliser et non à contenir la foule, s'écroule. La coordination des acteurs, peu préparés à travailler ensemble, se révèle difficile. Les professionnels ne parviennent plus à dominer la foule.

On observe plusieurs techniques de domination. La foule peut être dominée en occupant une position de surplomb qui permet d'embrasser la situation du regard pour mieux coordonner les forces ou d'occuper une position favorable en cas d'affrontement. À Nantes, lors de la manifestation, les policiers et les gendarmes occupent tous les points hauts qui entourent la Préfecture. Au stade de la Beaujoire, le haut des marches qui conduit aux tribunes forme un belvédère facile à défendre qui offre une vue panoramique sur le stabilisé. Il n'existe rien de tel place de la République. Mais les professionnels n'ont probablement pas pris « la dimension du territoire » pour repérer les « amis » sur lesquels ils pourraient s'appuyer en cas de débordement, pour reprendre le terme technique des sapeurs pompiers qui décrivent leur environnement et ses appuis.

Seuil marchand

La présence de laissez-passer renvoie à la dimension économique de l'événement (lutte contre la fraude pour la STAR et l'ATM (société privée de sécurité) et lutte contre le marché noir pour le Football Club de Nantes (FCN)). L'événement est aussi un marché dont la maîtrise est primordiale. La majorité des tensions observées à Rennes et à Nantes a pour origine la maîtrise de ce marché de ces biens d'expérience (Bomsel, 2010), que l'on doit rendre rares, c'est-à-dire exclusifs pour générer des revenus, à une époque où toutes les expériences semblent diffusées en ligne gratuitement. Les organisateurs tentent

parfois de déléguer à d'autres acteurs ce travail de tri et de contrôle. C'est par exemple le cas lors du match de football entre Nantes et Marseille au stade de la Beaujoire. Les représentants du FCN mobilisent les services de police dans la lutte contre le marché noir. Les problèmes de tri et de contrôle des gains propres au FCN se transforment en sécurisation avec contrôle du délit de « vente à la sauvette » qui suffit à l'interpellation, quelque soit le gain réel pour le vendeur. Cela oblige les forces de l'ordre à gérer plusieurs objectifs à la fois et est à l'origine d'une vive tension entre représentants de la Direction Départementale de la Sécurité Publique et de la CRS, qui n'accepte pas cette souplesse.

Les seuils sont généralement tenus par des acteurs mixtes privés ou publics de cultures et de statuts professionnels très différents. Par exemple, au stade de Nantes nous trouvons : des stadiers marseillais, des stadiers nantais, des gendarmes mobiles et des policiers. À Rennes, place de la République, nous sommes en présence de contrôleurs de la STAR, de personnel Amistar, de personnel de la société de surveillance, d'un maître-chien, de CRS et de fonctionnaires de police de la section d'intervention. Un soupçon pèse très souvent sur certains de ces acteurs. Les stadiers marseillais sont soupçonnés de fraude et d'introduire des fumigènes. Les agents de sécurité de différentes agences intervenant au parc des expositions s'accusent mutuellement de surfacturation, de travail au noir ou de revente de billets. Ces professionnels qui tiennent les lieux ne sont pas toujours jugés très fiables. Cette défiance est source de tension entre professionnels. Elle s'observe particulièrement au parc des expositions à Rennes. L'affaire du bracelet en est une illustration.

Le risque du sas

Le seuil n'est pas un sas. La durée d'immobilisation du public doit rester brève. Le public qui est déjà dans l'événement ne peut supporter une longue attente ou une assignation à résidence dans un espace qui tiendrait lieu de sas. Le seuil s'inscrit dans une logique de mouvement et de flux. Il ne doit pas excessivement ralentir l'écoulement des publics. Lorsque le seuil devient sas ou nasse, la pression et la tension montent, les corps et les esprits s'échauffent, le climat change. Le seuil doit être alors suffisamment dur et robuste pour supporter cette pression sans quoi il menace de s'écrouler comme dans l'exemple observé place de la République. Mais lorsqu'il est trop dur, ce sont les corps qui plient. Ainsi, immobiliser de longues heures les Marseillais sur le parking stabilisé aux abords du stade, serait prendre le risque, selon la police, d'avoir à gérer des « lions en cage ». La lutte contre le marché noir, à l'origine de cette volonté de parquer les supporters marseillais, peut ainsi se révéler

génératrice de tensions justifiant, *a posteriori*, un impressionnant dispositif de sécurité.

Seuils poreux

Le conteneur n'est pas toujours marqué par un seuil dur et tangible dont le franchissement nécessite un contrôle (fouille ou palpation) ou un laissez-passer. Il existe d'autres formes de seuils, plus souples, plus mous, plus poreux. À Rennes, on observe la présence d'une multitude de seuils qui redessinent la ville. Les rues autour de la place Sainte-Anne et Saint-Michel sont fermées à la circulation. Le franchissement de ce seuil ouvre accès à des pratiques généralement jugées illicites ou illégales. S'alcooliser ou fumer du shit place Sainte-Anne ou sur le lieu de la *rave*, est un acte très banal (c'est l'inverse qui l'est moins). Au centre-ville de Rennes, l'endroit où il est légitime de fumer et de boire (peu ou pas de contrôles de police) est précisément le périmètre soumis aux arrêtés municipaux et préfectoraux relatifs à l'interdiction de transporter et de consommer de l'alcool dans l'espace public. Au cœur de ce périmètre (Sainte-Anne et Saint-Michel), les forces de l'ordre sont absentes, ou plutôt invisibles ou discrètes. Dans le cas de la *rave party* organisée en marge des Transmusicales, on observe aussi la présence d'un seuil. Les forces de l'ordre mettent en place un itinéraire bis ou *off* pour mieux canaliser les flux de voitures et de camionnettes vers une seule entrée et une seule sortie (comptage et contrôle d'alcoolémie de la gendarmerie). La mise en place de ce seuil, porte d'entrée d'un « sarkoland » selon l'expression des *ravers*, dessine le périmètre de cette manifestation *off*. Autour du parc des expositions, on repère un autre seuil. Les gendarmes réalisent des contrôles d'alcoolémie systématiques sur les différents ronds-points qui conduisent au parc. Ils ne vérifient pas les permis de conduire mais le contenu, non pas des poches et des sacs, mais des corps (le corps est aussi un conteneur) en réalisant des contrôles d'alcoolémie et de stupéfiants. Par la seule présence de ces seuils qui modifient l'écoulement normal des flux des usagers de la ville ou de la route, ces derniers sont affectés par l'événement et ne peuvent l'ignorer. Leur ville habituelle a été redécoupée et eux-mêmes doivent se plier à ces seuils. C'est pourquoi les riverains du parc des Princes, qui doivent supporter une journée entière d'inaccessibilité en voiture à leurs logements sur un périmètre assez large, protestent régulièrement et ont été associés au plan de sécurité qui a été spécialement créé pour l'équipement. Les seuils modifient les droits des différents usages, et permettent d'obliger légalement (car il y faut toujours des arrêtés du maire ou du préfet) à céder la place à un usage spécialisé de l'espace public. On conçoit bien le potentiel explosif de cette démarche si elle devenait répétitive, ce qui est le cas par

exemple des jeudis soirs dans le centre de Rennes. Cette reconfiguration de la ville pour accueillir l'événement signifie pour le public affecté résidant sur place, une forme de dépossession abusive de leurs lieux de vie habituels. La tolérance vis-à-vis de ces événements reste incertaine et les forces de police le savent bien qui veillent à rétablir la circulation dès qu'elles le peuvent lors des manifestations pour limiter les effets de seuil sur le public affecté.

Limiter la durée, limiter la surface, limiter aussi la dureté du seuil en tolérant pour les riverains certaines exceptions, limiter aussi la visibilité en laissant les forces de l'ordre en retrait, tout est fait pour ne plus pratiquer une forme dure de sécurisation par purification des publics et des fonctions, qui était à l'ordre du jour à une certaine époque : c'est en effet le meilleur moyen de maintenir l'ordre que d'éviter les interférences entre publics. Il est toujours plus facile d'intervenir vis-à-vis d'un groupe de manifestants que l'on peut bien identifier que de faire la même intervention en tenant compte d'un public indéterminé, à risques plus élevés et qui se définit seulement comme affecté, comme passant, ou comme usager d'un espace public qu'on ne lui a pas interdit.

6/ LE TEMPS DE L'INTERVENTION ET LES TEMPS DES PROFESSIONNELS

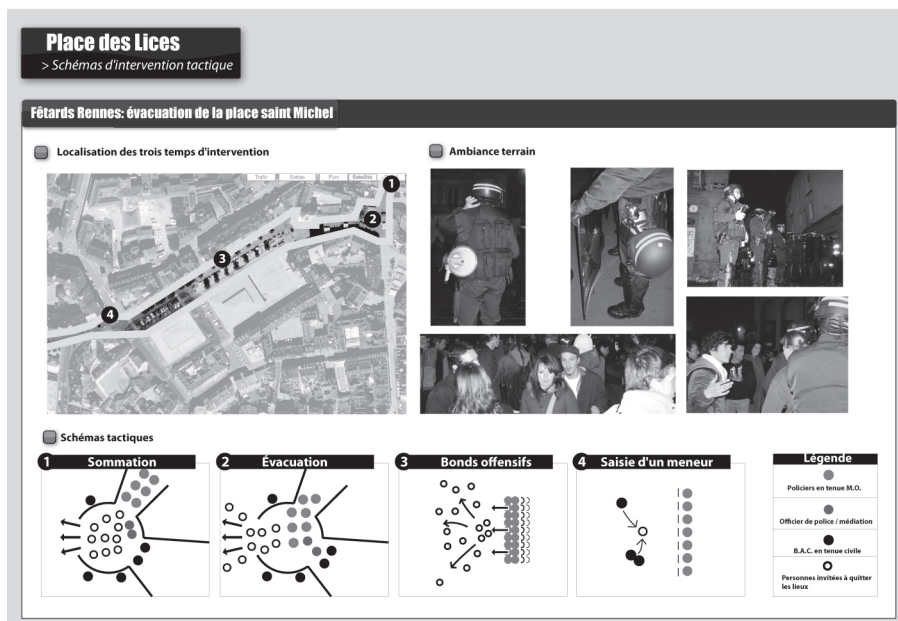
À certains moments, le basculement de la situation est bien identifié. Parfois, parce que des indices le montrent et obligent à intervenir, parfois aussi parce que l'heure limite est arrivée, que la tolérance exceptionnelle ne peut plus être prolongée, car l'espace public a d'autres vocations ou parce que le spectacle est terminé. Ces moments de descente sont le contrepoint de la montée que nous avons observée lors de la situation place de la République et il n'est pas moins difficile de faire descendre la tension, de réguler la climatisation à un niveau plus bas, contre le gré des participants ou tout au moins des derniers irréductibles. L'institution s'affiche alors et affirme son autorité. La fête est terminée par décision préfectorale ou municipale et dans tous les cas, les porteurs de l'autorité, les divers services de police, entrent en scène et cette fois-ci de façon très visible. Ce seul signal suffit parfois mais, comme nous le verrons dans l'histoire qui suit (qui relate l'intervention place Saint-Michel et place des Lices pour libérer la place pour le marché), le public présent met parfois du temps à s'en rendre compte. Seule la force demeure et s'exerce dans ce cas avec facilité au petit matin dans une ville qui est en train de changer de régime pour revenir à une vie hors fête.

Rennes - Samedi 6 décembre - 4h

Le commandant A entre d'un pas décidé dans la salle de commandement. C'est lui qui désormais prend les choses en main. Sa seule présence indique une

évolution de la situation. La « physionomie » de la situation (« place Saint-Michel, environ 300 à 350 personnes, ambiance agitée, tapage sur les poubelles, un feu a été allumé, mais du même ordre qu'hier ») n'a pas évolué au cours de ces dernières minutes justifiant sa venue, mais l'heure avancée marque la fin de la nuit. Les bars de nuit sont fermés depuis près d'une heure, les fêtards ont bénéficié d'une « marge » d'une heure pour se disperser et regagner leur domicile, il est temps de mettre fin à la fête. Dans une heure, les premiers commerçants investiront la place des Lices pour dresser leurs étals. La présence des commerçants marque la fin de la nuit. L'espace public laissé ouvert à la fête doit permettre d'autres usages. Les policiers veillent au partage de l'espace public.

Le commandant A. fait le point avec le lieutenant C. et le lieutenant commandant de la Compagnie Républicaine de Sécurité dont les effectifs sont stationnés place de la République. Il demande s'il est possible d'avoir des images de Saint-Michel pour apprécier la situation. « Comment sont-ils ? », s'inquiète le commandant qui ne dispose pas d'images pour apprécier la situation. « Si on leur demande gentiment, est-ce qu'ils vont partir ? », ajoute-t-il avec une pointe d'humour. Une nouvelle physionomie précise l'état de la situation : « Il y a du tapage sur les poubelles mais pas de bruit autrement. C'est libre sur le haut des Lices ». Le commandant demande le regroupement des effectifs de la BAC place du Champ Jacquet, à deux cent mètres de la place où se trouvent les fêtards. Le tutoiement est désormais de rigueur. Le commandant A. et lieutenant C. indiquent au lieutenant de la CRS le meilleur moyen d'accéder à la place Sainte-Anne et la manœuvre mise en place. L'officier CRS visualise l'itinéraire sur la carte murale et s'inquiète des sens interdits. « Il n'y a presque plus personne place Sainte-Anne, vous pouvez garer vos véhicules là (Contour Saint-Aubin). Si tu mets une section là et une section là : tu fais la jonction en dix secondes en marchant. Moi (Lieutenant C.), je vais aller avec la BAC et le service général ici, au top départ, on vient bloquer pour qu'ils ne descendent pas vers la place Rallier du Baty. Le but, c'est de les envoyer vers les Lices, comme c'est en descente jusqu'aux quais... ».



L'évacuation des fêtards Place des Lices à Rennes le samedi à 5h du matin

Trois des quatre rues desservant la place étant bloquées, les fêtards, sous la pression des CRS et des fonctionnaires du Service Général, n'ont d'autre solution que d'évacuer la place et de se replier vers les quais situés en contrebas. Le dénivelé de la rue en pente favorise l'évacuation des fêtards. Le commandant demande à ses hommes de limiter l'usage des gaz lacrymogènes. Le lieutenant donne l'ordre au Service Général de s'équiper en tenue de maintien de l'ordre et aux policiers de la BAC de prendre leur tonfa. « Bon, les enfants, à 5 heures, il faut que ça soit nettoyé », lance le commandant pour clore la réunion. Un message radio semble lui répondre en écho : les premiers commerçants arrivent sur la place des Lices. Il est temps de quitter l'hôtel de police. Le commandant A. et le lieutenant C. prennent leurs jambières et leur casque qu'ils déposent dans la petite Ford Fiesta banalisée dans laquelle nous nous entassons. À 4h30, avant de quitter l'hôtel de ville, le commandant A appelle le commissaire de permanence depuis son portable. La brigade canine qui ne peut intervenir dans un environnement saturé de débris de verre est invitée à rester place de la République pour accueillir les bus en provenance du parc des expositions.

Nous quittons l'hôtel de police, le lieutenant, au volant du véhicule, fait un rapide *débriefing* de la nuit au commandant. Le commandant a pris la radio : « Simon (Centre d'information et de commandement), je fais mouvement avec

Orion nuit (lieutenant C). La demi-unité va être répartie, une section à Saint-Michel, une deuxième section rue Penhoët. Pour ma part, en compagnie d'Orion nuit, des effectifs de la BAC et du service général, on va dans un premier temps demander à ces braves gens d'aller se coucher. Et si on n'obtient pas gain de cause, à ce moment-là, on les repoussera gentiment. Je vous aviserai du début de la manœuvre ».

Aucune tension ne perce dans la voix du commandant et du lieutenant. Cependant, comme le rappelle le commandant, la prudence s'impose : « dans ce type d'événement, quelquefois, nous avons affaire à des mouvements libertaires qui profitent de l'agglomération des gens pour faire dégénérer la situation. Ils arrivent à jeun... ». La Ford Fiesta progresse dans les rues du centre-ville vers le lieu de rendez-vous. Au détour d'une rue, le lieutenant C. aperçoit sur sa gauche les premiers commerçants qui s'installent. Cet indice rappelle aux policiers qu'il est temps d'évacuer la place. Nous rejoignons les policiers de la BAC au point de rendez-vous. Ils nous dévisagent durant de longues secondes pour être sûrs de ne pas nous confondre avec les fêtards. Dans le même temps, les CRS rejoignent leur poste. La place est désormais bouclée.

À la vue du dispositif, les secouristes de la Société Nationale de Secours en Mer¹⁰ quittent la place pour se placer derrière le barrage de CRS. Quelques personnes, bonnets de père Noël sur la tête, ont suivi les conseils des secouristes de la SNSM et ont quitté la place. Le dispositif met de longues minutes à se mettre en place, mais on ne sent aucune impatience, aucune tension chez les policiers qui se déploient conformément à l'idée de manœuvre imaginée quelques minutes plus tôt. Le commandant a revêtu ses jambières, son casque pend à sa ceinture, accompagné du lieutenant, il invite les personnes assises ou allongées à aller se coucher : « Merci de quitter les lieux. Merci. Soyez raisonnables. C'est fini, le marché doit s'installer. Allez... bonne nuit ». Une personne l'interpelle : « hé, monsieur, où on peut dormir ? ». « C'est pas mon problème, faites demi-tour, soyez sympas », lui répond le commandant. Aucune agressivité n'est perceptible de part et d'autre. Le commandant, muni d'un porte-voix, fait les sommations d'usage pour avertir les fêtards que s'ils ne quittent pas les lieux, les forces de l'ordre feront usage de la force pour « libérer » la place.

« La difficulté, c'est qu'ils sont dans un tel état d'ivresse qu'ils n'arrivent pas à comprendre ce qu'on leur dit. Avec 2,5 grammes en moyenne, vous pouvez leur expliquer ce que vous voulez... Le risque, c'est qu'une foule qui n'est pas hostile le devienne lors de l'intervention d'où les précautions pour ne pas faire

¹⁰ Le SNSM assure des missions de secourisme lors de grandes manifestations.

prendre des risques au personnel. Je ne sais absolument pas comment ils vont réagir. *A priori*, on sent qu'il n'y a pas de tension. On est suffisamment nombreux pour ne pas avoir à employer la force ».

Les CRS en tenue de maintien de l'ordre, tonfa en main, attendent l'ordre du commandant. Un CRS filme la scène avec un caméscope. Les CRS équipés de leur bouclier ont avancé de quelques pas formant une ligne qui désormais ferme les rues desservant la place.

Le commissaire quitte la place et s'adresse à Simon : « 5h début de l'opération. Au top, c'est parti. J'ai omis de transmettre que j'avais fait les sommations d'usage ». Le lieutenant nous dit : « Ce qui peut vous étonner, c'est le luxe de détails que je donne à la radio, en cas de rétablissement de l'ordre, il faut les tenants et les aboutissants et les raisons de l'opération de maintien de l'ordre. L'intégralité des conversations radios est enregistrée. Juridiquement, pour les repousser, dans la mesure où il n'y a aucun acte de violence à l'égard des fonctionnaires, j'ai obligation juridique de faire les sommations d'usage de la force ». Le commissaire met son casque. L'opération peut commencer. Les CRS et le Service Général convergent vers le centre de la place pour repousser les fêtards allongés par terre. Les fêtards sont progressivement repoussés vers le bas de la place des Lices. Ils lancent des insultes : « CRS SS ». D'autres s'adressent au CRS sur un mode parodique : « Ah, elle est belle la France. Elle est où la France ». Les policiers de la BAC protègent les arrières des unités de maintien de l'ordre et n'hésitent pas à faire usage de leur tonfa pour déloger les fêtards. Les forces de police gagnent du terrain sans difficulté. Des canettes volent au-dessus de la ligne formée par les policiers. Une commerçante qui décharge ses cagettes d'agrumes empoigne un jeune fêtard qui croit pouvoir trouver là des projectiles. La situation n'a pas le temps de dégénérer, les policiers sont déjà là et repoussent les fêtards. Policiers et fêtards sont face-à-face. Les policiers de la BAC progressent avec les CRS et le service général qui pourraient être pris à revers. Ils se positionnent à l'angle des rues d'où pourrait venir la menace. Au coup de sifflet du commandant, les policiers effectuent un « bond » de quelques dizaines de mètres qui repousse les fêtards lesquels, surpris par la rapidité de la manœuvre, cèdent du terrain. Un deuxième bond les repoussera encore de quelques dizaines de mètres. Quelques canettes de bière sont encore projetées et s'écrasent derrière la ligne formée par les policiers. Quelques policiers fondent sur un lanceur de canettes qui s'était approché de leur ligne. Il est rapidement conduit dans une camionnette située en retrait du lieu de l'affrontement. Les policiers ferment la rue au moyen de barrières. On entend quelques coups de sifflet rapprochés : une jeune fille crie : « ils vont nous charger ! ». Les policiers se sont arrêtés depuis de longues minutes, les

esprits s'échauffent du côté des fêtards : quatre ou cinq personnes reprennent en cœur : « CRS SS - CRS SS ». Le ton monte du côté des fêtards qui interpellent directement les CRS : « Et ta mère, elle est fière de toi ? Hein, elle doit bien être fière de toi ta mère ! ». Les fêtards chantent à l'unisson. Les CRS chargent à nouveau et repoussent les fêtards de l'autre côté du pont. Les hommes de la BAC sont sur le pont. Ils se font insulter par un homme d'un certain âge qui les traite de « fascistes ». Ils le laissent faire pendant quelques minutes avant de l'encercler pour le faire taire. De l'autre côté du pont, les fêtards, dont le nombre décroît à mesure que les policiers progressent, ont réussi à trouver une poubelle qui fait office de tambour. Vers 5h30, les CRS et les policiers du service général reculent de vingt mètres et s'écartent pour ouvrir la route à la circulation. Peu avant 6h, les policiers quittent les lieux. Les automobiles et les véhicules des commerçants se sont chargés de disperser les derniers manifestants. L'opération sera ponctuée de messages radio émis par le commandant qui sont autant de traces qui constitueront la mémoire des événements. Ces traces enregistrées permettront de déconstruire les différentes séquences de la conduite des opérations. « Thémis 2 à tout le dispositif, on continue à pousser. On continue à pousser tout en bas de la place des Lices. Jets de canettes. On les a repoussés en bas de la place des Lices. Aucun usage de la violence ni de lacry ».

Un cas d'école ?

L'évacuation de la place Saint-Michel et de la place des Lices est finalement un cas d'école pour toute opération de maintien de l'ordre : un cadre bâti qui fait conteneur de façon très efficace et une stratégie qui s'applique exactement comme prévu. Cependant, nous verrons que la seule limite au caractère typique de cette opération est apportée par l'état du public, tellement ivre qu'il devient totalement insensible aux consignes et à la peur.

Un conteneur qui fait son travail

La carte de la place Saint-Michel et de la place des Lices le montre bien : le site se prête par excellence à un encerclement de la foule et à son évacuation selon un processus de chasse d'eau assez élémentaire. La place Saint-Michel présente les qualités urbaines qui en font un bon conteneur (forme arrondie, dimensions modestes, hauteurs traditionnelles non écrasantes, matériaux traditionnels « naturels » (pavés du roi en secteur classé). C'est pourquoi on s'y regroupe et non place Sainte-Anne à l'autre extrémité de la rue Saint-Michel. Les bars présents tout autour de cette place constituent aussi des attracteurs non négligeables mais ils ferment à 1h et durant les Transmusicales à 2h, ce qui crée

un effet de vide, d'absence de contenant. C'est ce qui encourage la plupart des noctambules à quitter la place après quelques minutes de stationnement pour prolonger la sortie du bar. Ces qualités de conteneur deviennent des ressources fort utiles pour les forces de l'ordre lorsqu'il faut évacuer, mais aussi auparavant pour toute surveillance, comme nous le verrons pour l'histoire du feu qui suivra. En effet, il est possible de masser les forces en observation puis en préparation de l'intervention à la périphérie, dans les rues adjacentes, ce qui permet de voir sans être trop visibles. Dès que l'intervention est décidée, le blocage des rues est très aisé puisque trois rues doivent être barrées par les forces de police et quelques hommes suffisent à réaliser l'opération. Mieux encore, une quatrième issue reste ouverte pour l'évacuation et c'est celle qui est la plus large. Il n'existe donc pas de risque de congestion, de blocage de la foule si l'affolement la gagnait. Et ce point est très important pour les forces de police qui doivent éviter des effets de panique provoqués par leur intervention car c'est dans ces moments que les accidents peuvent arriver. Tout le tuyau que constitue la place des Lices serait presque parfait pour poursuivre les irréductibles s'il n'y avait des marches sur le côté gauche de la place dans sa partie haute. Dès lors, en raison de l'état alcoolisé des personnes évacuées, et en raison de l'effet de panique possible, on peut craindre des accidents sur cette partie. C'est pourquoi la BAC veillera particulièrement à ce secteur et c'est aussi en partie pour cette raison que la première tactique consiste à pousser les derniers fêtards sans charger véritablement. C'est seulement au bas de la place des Lices que les bonds seront mis en œuvre car le caractère ouvert de l'espace permet d'assurer que, même en état de panique, les fêtards résistants pourront s'enfuir en toute sécurité. N'oublions pas de mentionner que toute la place est en descente et que ces charges vont s'effectuer du haut vers le bas, ce qui renforce encore la puissance naturelle de l'action policière. Les forces de police ont des « amis », comme le disent les sapeurs-pompiers, ce sont les propriétés du cadre bâti. Tout environnement demande une analyse de ce point de vue pour identifier les facteurs de risque, dus non seulement à la méthode des forces de police mais aussi à l'existence de matériels qui peuvent servir aux manifestants (c'est ce qui sera vérifié pour la manifestation des *ravers*), ou à l'existence de facteurs de risque (rivière, marches, etc.) pour une population paniquée et rendue encore plus inconsciente par l'alcool.

Des stratégies qui fonctionnent à condition d'être adaptées au terrain

Les stratégies mises en place doivent être pensées non seulement en fonction des règles et du savoir-faire habituel des forces disponibles, en fonction des propriétés de l'environnement, de la situation actuelle des populations (du

« climat ») mais aussi en fonction du climat possible une fois l'intervention enclenchée. Mais, chose remarquable, dans le cas de cette évacuation, les plans établis fonctionnent parfaitement et n'ont guère à être adaptés, même s'ils le sont toujours un minimum. Il faut reconnaître que l'expérience est déjà longue. Expérience des nuits des Transmusicales, puisque le festival a fêté ses 30 ans, et de ce moment de l'évacuation du samedi matin rendue impérative pour l'installation du marché des Lices. Mais aussi expérience des jeudis soirs devenus fameux à Rennes, et pendant quelques années, mobilisant des centaines de fonctionnaires de police et de gendarmes mobiles. La police a appris beaucoup et notamment à traiter avec une foule alcoolisée, ce qui n'est pas le cas de toutes les villes, où l'expérience sera plutôt celle des manifestations étudiantes, ou de dockers ou encore des bagarres entre supporters de foot qui sont à chaque fois des cas différents qui demandent aussi un apprentissage. Nous avons vu pendant l'étude du centre d'information et de commandement que cette salle est finalement très peu centrée sur le commandement (elle le sera plus nettement lors de la manifestation des *ravers*), dans le cas présent, la procédure opérationnelle standard s'applique entièrement. Cependant, il ne s'agit pas d'un standard mais d'une routine locale, adaptée à une situation particulière, comme toutes les situations de maintien de l'ordre. La stratégie est d'autant plus applicable que les acteurs qui la mettent en œuvre sont sur le terrain, très proches des personnels qui font l'intervention et qu'ils peuvent adapter en direct le *timing* d'un plan qui par ailleurs a été bien rodé. Les deux seules questions sont en effet : à quel moment faut-il intervenir ? (avec la contrainte de l'installation du marché qui commence à s'effectuer) et les fêtards irréductibles sauront-ils entendre raison à temps malgré leur état d'inconscience avéré ou réagiront-ils plus violemment que prévu ?

Une foule en état mental modifié

Le seul véritable élément d'incertitude est constitué par les réactions des derniers fêtards sous l'emprise de l'alcool. Tous les acteurs notent à quel point cela change leur comportement dans l'intervention, car ils ne peuvent pas supposer que les jeunes qu'ils ont en face comprennent ou se rendent compte de ce qu'ils risquent. D'un côté, cela facilite l'intervention, car aucun plan de réaction alternatif n'est à prévoir, mais d'un autre côté, cela la rend plus difficile car ces fêtards en état d'ébriété avancée peuvent prendre des risques inconsidérés. Le contraste est important entre le climat interne du groupe d'irréductibles, et celui des forces de l'ordre, qui, tout en la « jouant amicale », font bien comprendre que l'intervention va avoir lieu. Ce sont deux mondes totalement opposés avec des registres d'appartenance au même lieu et à la

même situation qui n'ont rien à voir. Ce n'est pas le cas d'une manifestation organisée qui veut s'opposer à la police. Les deux protagonistes s'entendent clairement pour définir la situation comme un test des forces en présence, au point d'aller vers une forme de guérilla urbaine que l'on pourra imaginer par radio en écoutant ce qui se passe à Saint-Nazaire lors de la manifestation du 29 janvier. Lorsque forces de l'ordre et services d'ordre des organisateurs sont d'accord, c'est une coproduction de la sécurité qui est effectuée et les deux parties parlent la même langue. Mais lorsque les participants à l'événement n'ont aucun but spécifique sinon rester sur place, continuer à tenter de faire la fête et qu'ils ignorent la police plus qu'ils ne la provoquent, ce n'est plus seulement une question d'asymétrie, c'est une question de mondes étanches qui ne vont communiquer que par la force de l'évacuation. La situation était devenue différente lors des batailles rangées rituelles qui se sont déroulées durant quelques années les jeudis soirs à Rennes. La même population de fêtards s'était transformée en opposant clair à la police et venait même de toute la Bretagne pour jouer et jouir de cette opposition. Dès lors que la police a refusé de continuer ce jeu, tout l'intérêt de la soirée s'est effondré pour une partie des participants. Pour une bonne partie de ceux qui restent ce samedi matin, la seule vue de la police équipée (et le seul fait qu'elle s'équipe fait signal) suffit à les faire partir. Ceux-là sont encore en terrain d'intercompréhension possible. Pour les irréductibles, la police n'existe pas dans leur horizon de conscience et si elle est là, c'est seulement pour créer une animation finale qui les excite encore un peu, mais à vrai dire, tardivement.

Dès lors, c'est la police qui doit prendre en charge les soucis de sécurité des personnes qu'elle évacue, sans devoir compter sur la participation des principaux intéressés. Le climat de sécurité de tout événement nécessite donc un cadre de perception, commun aux organisateurs, aux services de sécurité et aux publics/foules, des risques, des règles, des seuils à ne pas franchir et un impératif de préservation des personnes et, dans une certaine mesure, des biens. Dès lors que ce cadre supposé partagé et considéré comme naturel ou évident n'existe plus, la gestion du climat devient très compliquée car il n'est possible pour aucun intervenant de réguler le climat interne des personnes et des groupes de force. C'est pourtant bien ce que devra faire la police lors de la charge des CRS pour évacuer la place, car il n'existe aucun régulateur propre au groupe des irréductibles pour leur indiquer que la partie est finie. Dans les situations normales, la gestion de la descente du climat se fait par l'extinction des lumières ou au contraire leur allumage, par des avis verbaux officiels (dispersion), par des comportements de leaders qui sont imités aussitôt, par l'apparition d'intervenants qui indiquent bien qu'on réinitialise les lieux (par

exemple, les véhicules de nettoyage) : tout cela suffit à influencer le climat interne du groupe et à calmer son élan pour le préparer à faire son deuil de l'événement. Basculer dans ce nouvel état de climat intérieur n'est pas simple mais les organisateurs disposent tous de ce savoir-faire et parviennent en général à le mettre en œuvre. Lorsque ce n'est pas le cas, c'est alors à la police qu'ils font appel. La police dispose d'outils d'influence, qui constituent autant de signaux clairs qui soit font revenir à la raison soit font peur mais qui dans tous les cas font chuter radicalement le climat ou le font changer de nature. Le cas des fêtards irréductibles de la place Saint-Michel est un cas, somme toute assez rare, où le climat interne du groupe a été tellement chargé en alcool et autres substances, qu'il est devenu indifférent aux informations et modifications intervenant de l'extérieur, si ce n'est à la force. C'est pourquoi on peut encore hésiter à qualifier ces groupes de foules car leur état mental modifié leur fait perdre même les caractères réactifs traditionnels des foules.

7/ LE RYTHME DE L'ÉVÉNEMENT ET LE RYTHME DES PROFESSIONNELS

Deux modèles policiers semblent s'opposer. Le premier, représenté par le lieutenant C. qui assure le service de nuit pendant la semaine, est marqué par une grande familiarité avec l'événement :

Le lieutenant C. vit biologiquement au rythme de la nuit (4 jeudis soirs sur 6). Elle a incorporé la nuit. Elle ne subit plus le « décalage horaire ». Elle a resynchronisé son horloge biologique (elle se lève le « matin » à 17h après une bonne « nuit »). Elle connaît les lieux. Elle connaît les rythmes de l'événement. Elle se fond dans l'événement, mais elle ne colle pas à l'événement comme le fêtard qui perd toute notion du temps (cette perte de la notion du temps est particulièrement perceptible lors de la *rave*. Le jour et la nuit se confondent pour le *raver*. L'usure du temps ne semble plus avoir prise sur lui). Elle garde la capacité de prendre de la distance, distance nécessaire à l'analyse des indices qui permettent de lire une situation. Cette lucidité, cette attention, cette vigilance n'est possible que grâce à l'incorporation de la nuit et à la resynchronisation de l'horloge biologique (la fatigue use cette capacité : dans le domaine du sport on parlerait de lucidité). Le corps devient un capteur mobile (relation entre la dimension physique et cognitive).

Les allers-retours vers l'hôtel de police permettent de gérer cette distance mais aussi de créer du rythme et des séquences d'actions dans la nuit (pause repas...). Le temps de la nuit n'est pas linéaire et monotone. Il est réinscrit dans un calendrier nocturne fait de variations.

Peut-être faut-il cette expérience des lieux, cette connaissance de l'événement, ce réglage biologique pour être en mesure de lire une situation et de choisir le moment opportun (*kairos*) pour agir. C'est peut-être cette connaissance qui lui permet de pénétrer au cœur de l'événement en restant invisible et insaisissable à l'image du jeune éphèbe à la mèche (le dieu grec Kairos). Elle est là sans être là. Elle échappe à l'ici et maintenant de l'événement.

Cette expérience de la nuit permet aussi de savoir que le *kairos* n'échappe pas complètement au temps programmé et prévisible. Le *kairos* se niche dans les creux d'un agenda. Les professionnels le savent : après deux heures du matin la situation peut basculer. C'est une double grille de lecture que mobilise ce policier : la grille de programme informelle (à 2 heures ça risque de basculer) de l'événement et les indices extraits de la situation. Ce point de basculement est à la fois social (heure de fermeture des bars et dernier métro) et biologique (fatigue, alcoolisation...).

Les CRS et les Gendarmes mobiles semblent quant à eux extérieurs à l'événement (temps et espace). Ils connaissent relativement mal la ville (et ne cherchent pas nécessairement à la connaître). Cette force supplétive est paradoxalement très peu mobile lorsqu'elle est projetée loin de ses bases. La ville n'est qu'un conteneur plus ou moins réussi sur lequel ils peuvent prendre appui. Ils sont placés à distance de l'événement. Ils semblent le suivre en parallèle. Pour eux, la nuit connaît peu de variations de rythmes (sauf en cas d'intervention qui vient rompre la monotonie). Il faut alors lutter contre l'ennui et le froid (cigarette, DVD, soupe, patrouille, faire tourner le moteur de l'engin). Ils éprouvent le décalage horaire en fin de nuit (fatigue).

Comme les pompiers, CRS et Gendarmes mobiles fonctionnent sur un mode relativement binaire : action/inaction. Ils ne disposent pas de la maîtrise du basculement des situations (injonction à agir). Ils agissent sur ordre. Il n'appartient pas aux CRS/GM de définir le moment opportun. Les agents de sécurité et les CRS font référence à un autre calendrier qui leur permet de se déprendre de l'événement : leur planning de travail inscrit dans un fichier Excel. Le découpage temporel de ces professionnels n'est pas toujours en phase avec le découpage temporel de l'événement. Par exemple, la relève des CRS place de la République se fait en plein milieu d'un moment de tension. Autre exemple, le refus de porter le bracelet par un agent de sécurité au parc des expositions : comment faire de la maçonnerie avec un bracelet autour de la main, car il a une autre activité le jour explique-t-il. S'il existe des seuils spatiaux, il existe aussi des seuils temporels.

8/ AU FEU !!

Le savoir-faire des professionnels comme le lieutenant C., habitué à la nuit, sera encore plus manifeste lors d'événements qui ne doivent pas déclencher une intervention massive, sous peine de provoquer un enchaînement plus grave que la situation qu'ils veulent traiter. Nous sommes là au cœur de l'expertise de la gestion des climats, en pleine nuit, avec une population dans un état d'ivresse avancée, ce qui modifie considérablement tous les supposés plans élaborés en chambre. Car, dans ce cas, il faut aller au contact, il faut être capable de prendre les décisions en sentant la situation en direct et toute la circulation d'informations via le CIC ne peut remplacer cette épreuve des sens, profitable seulement si on a l'expérience suffisante pour ne pas s'y laisser absorber. Car pour tout intervenant novice, ce type de situation risquée nécessiterait des interventions radicales alors qu'il est essentiel précisément d'exercer une riposte maîtrisée et au bon moment, dans ce *kairos* qui est ici décisif. L'histoire qui suit, celle des feux déclenchés rituellement lors des nuits rennaises, montre bien cet art de la gestion du climat et l'analyse multicritères et multi-sensorielle qui est nécessaire pour traiter ces situations.

Rennes - Vendredi 5 décembre 2008 - 2h10

Les bars du centre-ville ont fermé leurs portes depuis quelques minutes. Une foule joyeuse et enivrée est venue se déverser dans les rues et les places déjà largement encombrées de fêtards. La rue Saint-Michel qui dessert les places Rallier du Baty et Sainte-Anne est noire de monde. Seuls les bars de nuit sont encore ouverts. Malgré la présence de cette foule compacte et bruyante, le lieutenant C. observe que la situation est « calme ». Rien dans la « physionomie » de la situation ne met en éveil le lieutenant C. Mais, après deux heures du matin, nous dit-elle, « l'hostilité monte » progressivement.

« Il faut avoir des yeux partout. Tout le monde est calme, puis tout d'un coup, ils deviennent agressifs. On les voit s'aviner, on sait qu'il ne faut pas grand-chose pour que ça parte... Au début, ils sont éméchés, c'est jovial, quand ils passent à côté de nous, ils veulent discuter, ils font des blagues, ce n'est pas agressif, c'est gentil. Après, ils s'alcoolisent un peu plus, c'est des regards méchants qu'ils nous lancent comme si c'était nous les agresseurs. On sait que c'est en train de monter, on les dérange dans leur alcoolisation. Ils vont avoir une insulte, un geste, une moquerie, une provocation vis-à-vis de nous ».

Si la situation est calme, le lieutenant C. qui pratique la nuit rennaise quatre jeudis sur six sait qu'à cette heure, nous avons franchi un seuil. Les agents de sécurité présents au parc des expositions font le même constat. Forts de leur

expérience des nuits rennaises (Dazibao), ils observent « qu'avant deux heures, il ne se passe quasiment rien, sauf exception, par contre à partir de deux heures, il se passe des trucs en permanence ». Aucun indice ne permet encore de repérer un changement de situation, mais l'alcool consommé depuis quelques heures fait progressivement son œuvre. Si la situation est encore « bon enfant » selon l'expression des policiers (un jeune homme montre ses fesses aux policiers qui se déplacent dans la rue Saint-Michel), nos enquêteurs qui déambulent dans les rues du centre-ville notent, dans leur carnet de terrain, que les « esprits s'échauffent ». Ils observent un changement imperceptible dans l'attitude des fêtards et des policiers. Les altercations entre fêtards sont plus fréquentes. Pour faire face à cette montée progressive de l'agressivité et à ce risque de basculement, les patrouilles de la Section d'Intervention qui patrouillaient par équipe de trois sont désormais constituées de six à huit personnes. À cette montée progressive de l'agressivité correspond une montée en puissance discrète du dispositif de sécurité.

Au volant d'un véhicule banalisé, le lieutenant C. et son chauffeur patrouillent dans les rues proches de la place des Lices. En arpentant cette portion de territoire, elle en prend la mesure, elle l'éprouve, elle incorpore les indices. Quelques heures plus tôt, nous avions, en compagnie de la directrice de cabinet du préfet, sous la conduite du lieutenant, parcouru les rues du centre ancien pour en prendre la température. Ce premier coup de sonde permet d'apprécier la progressive transformation de la foule sous les effets de l'alcool. Avant deux heures du matin, les forces de l'ordre peuvent encore s'immerger sans risques. Nous nous apprêtons à regagner l'hôtel de police où se trouve le bureau du lieutenant C. Le retour au « central » permet de prendre de la distance avec le terrain, de faire retomber la pression, de restaurer le corps fragilisé par la fatigue, le froid et l'humidité de la nuit. Le lieutenant C. fait ainsi sans cesse varier les rythmes. La nuit sera ponctuée de plusieurs allers- retours entre le « central » et le lieu de la fête. Le silence s'installe dans le véhicule, la radio est muette... Au même moment, dans le haut de la place des Lices, trois policiers pénètrent sur la place et découvrent la présence d'un feu au milieu de la place. Ils se placent à l'angle d'une rue et appellent avec leur *talkie-walkie* le centre d'information et de commandement pour l'informer de la situation.

2h16 – une seconde patrouille de trois policiers pénètre sur la place à l'opposé de la première. Ils sont à une trentaine de mètres du feu. Des policiers de la BAC en civil ont rejoint la première patrouille. Dans le véhicule, la radio crépite...

2h15 - Simon à Orion nuit : « L'équipe Rivarol nous signale un fort feu de palettes au niveau de la place Saint-Michel. Un feu de joie avec pas mal de monde autour. Il demande la conduite à tenir ». (Le lieutenant demande à son chauffeur de regagner le commissariat situé à proximité de la place Sainte-Anne).

Orion nuit : « C'est reçu Simon. Pour l'instant, ils n'interviennent pas. Vous faites appel aux pompiers. On va rassembler les effectifs. Si les effectifs BAC peuvent me rejoindre, et également les effectifs disponibles ».

Simon : « Vous nous donnez un point de chute ? »

Orion nuit : « Oui, le bureau P. doit être accessible, j'en sors, pour les effectifs qui peuvent s'y rendre, et je vous retrouve là dans cinq à dix minutes ».

Simon : « Reçu, regrouper les effectifs BAC et SI du côté de P. ».

Orion nuit : « Oui, je confirme ».

Nous retournons au commissariat de la rue P. que nous avons quitté quelques minutes plus tôt. Le chauffeur gare le véhicule. Le lieutenant C. décide d'aller voir de plus près la situation. Elle a revêtu son gilet pare-balles sous son blouson avant de quitter l'hôtel de police, elle porte son arme de service à la ceinture et s'équipe de son tonfa, gravé de ses initiales, qu'elle dissimule le long de son avant-bras.

« En général, ils n'aiment pas les pompiers, ils font voler des canettes, mais, on va voir s'ils sont de bonne humeur ou de pas de bonne humeur. Ça va pas leur plaire qu'on éteigne leur feu, c'est pour ça que je rappelle tous les effectifs. Ça risque de partir.... ».

2h25 - Le feu attire les fêtards qui forment des cercles concentriques autour de ce point d'attraction. La partie émergée des containers (recup'verde) enterrés sert de tambour improvisé. Trois cracheurs de feu ont pris place sur cette scène improvisée. Deux jeunes hommes apportent des cagettes pour alimenter le feu. Le lieutenant C. arrivé sur place regarde d'abord la situation de loin. Elle fait le point avec un policier de la SI et lui signale qu'ils doivent attendre l'arrivée des pompiers avant d'intervenir. Le bruit est intense. Les chants, les cris, les rires accompagnent la progression des flammes. D'un pas décidé, le lieutenant slalome entre les fêtards pour s'approcher du feu. Le feu de joie se révèle être un modeste feu de cagettes. Le lieutenant s'approche d'un petit groupe qui frappe sur un Recup'verde produisant un bruit assourdissant. Le lieutenant tape avec son tonfa sur le Recup'verde pour attirer l'attention du groupe qui ne comprend pas d'emblée qu'il a affaire à un fonctionnaire de police. Elle cherche

à faire retomber le bruit assourdissant des martèlements qui galvanisent la foule. La présence d'un cracheur de feu à quelques mètres, l'incite à faire appel aux pompiers. Elle a peur que la situation ne dégénère.

2h29 - Lorsque les pompiers de la caserne Saint-Georges (Rennes) arrivent sur place, elle leur demande de patienter quelques minutes pour permettre aux policiers de sécuriser leur intervention. Quatre ou cinq policiers de la Section d'intervention entourent l'engin d'incendie (fourgon pompe-tonne) situé à une dizaine de mètres du feu. Les pompiers équipés d'appareils respiratoires isolants (ARI) déploient une lance pour éteindre le feu sous les huées de la foule. Une dizaine de CRS casqués et tonfa en main arrivent en renfort au pas de course de la rue Saint-Michel. La foule recule. L'ambiance se fait plus électrique. Un fêtard hurle : « C'est le bordel, il faut se casser ». Un autre, au contraire, semble apprécier le « spectacle » : « C'est bon, ils sont arrivés. Yes, c'est bon ça. Allez, ça va commencer ». La tension est palpable. L'inquiétude se lit dans le regard des CRS qui, malgré leur volonté de maintenir un cordon de sécurité, sont plongés au milieu de la foule. Ce contact, cette proximité, ce corps-à-corps avec les fêtards est générateur de tension. Les CRS portent leur casque estampillé du n°13 sur la tête, mais ils n'ont pas rabattu leur visière et la bavette de cuir qui leur protège la nuque. Ils ne portent pas leur bouclier et leurs jambières. Les sapeurs-pompiers qui portent tenue de feu, casque F1 et cagoule ne travaillent pas sous appareil respiratoire isolant. Le feu semble ridicule au regard des moyens déployés. Les pompiers l'éteignent rapidement au moyen de leur lance. Ils piétinent les derniers détritiques qui pourraient s'enflammer et regagnent leur fourgon. Ils se retirent immédiatement de la scène.

2h37 – De l'autre côté de la place, accoudés à la devanture d'un bar, les trois policiers de la BAC sont debout à côté d'un jeune qui roule un joint. D'un coup d'œil complice, ils se lancent sur lui. Deux policiers l'extirpent de la foule, le maintiennent à terre et le menottent. Deux minutes sont nécessaires pour le maîtriser. Le troisième policier dissuade les quelques personnes témoins de la scène d'intervenir. Un jeune homme insulte le policier qui le repousse avec son tonfa. Une vingtaine de personnes regarde la scène ébahie : « c'est des flics en civil, ils nous ont baisés !! »

2h41 - Le bruit augmente. Les percussions sur les poubelles ont repris de plus belle. La tension monte encore d'un cran lorsque quelques CRS s'équipent d'un masque pour ne pas inhaler les gaz lacrymogènes que leurs collègues pourraient projeter avec leurs bombes aérosols. Ce détail n'a pas échappé à quelques fêtards qui craignent une offensive. Cinq minutes plus tard, les CRS quittent la

place sous les insultes et les quolibets. Certains fêtards tentent de se faire photographier à leurs côtés.

L'ambiance est joyeuse. Si la tension est palpable, aucune agressivité ne vient faire basculer la situation.

« On nettoie le feu, on part vite et on les laisse finir leur soirée. Plus on est présent, plus ça va dégénérer. Tant que ce n'est pas l'heure, entre guillemets, de dire : " maintenant tout le monde s'en va, la fête est finie ", j'aime autant éviter que ça dégénère. C'est encore un peu tôt ».

La situation est rapidement revenue à la normale. Le lieutenant a demandé à ses hommes de se retirer. Les CRS ont regagné leurs véhicules situés à quelques centaines de mètres. En ce premier jour des Transmusicales, les policiers ont le souci d'apaiser la situation. « Ils se sont calmés, ils n'ont pas remis le feu, donc on n'intervient pas tant qu'il n'y a pas d'événements majeurs. Parce que d'une, c'est médiatisé, c'est juste le début des Transmusicales, on va pas non plus... et c'est sur ordre, le commissaire de permanence a dit... maintenant, s'ils mettent de nouveaux feux, là oui on interviendra. Mais, là ça devrait se disperser. Notre présence sur place risque de réactiver l'événement. Ça va se diluer tout seul sauf s'il y a un noyau dur qui décide de remettre le feu » (policier de la section d'intervention). Si la situation s'est calmée, nous avons cependant franchi un palier. Le lieutenant appelle le commissaire de permanence par téléphone pour l'informer de la situation : « il y a 200 à 300 personnes sur place. Je ne sais pas s'il y en aura beaucoup plus après la fermeture des bars à 3h. Je pense qu'on restera à 300. Je dois avoir 80 fonctionnaires ». Le niveau supérieur de la hiérarchie est activé, le dispositif monte en puissance, le lieutenant regagne l'hôtel de police pour s'équiper en tenue de maintien de l'ordre.

« Si ça repart, je ne peux pas rester à observer en civil. Je me mets en civil pour aller voir quand c'est calme, normalement, je suis censé être en tenue. Tant que c'est calme, je préfère y aller en civil, on peut se balader dans le dispositif, en tenue, on n'aurait pas pu se balader. Quand on sent que ça monte, on met la tenue de MO ».

Ce n'est pas tant la situation elle-même qui a dicté la conduite du lieutenant, c'est l'heure avancée de la nuit. Avant l'appel radio de Simon (centre d'information et de commandement), nous étions sur le chemin de l'hôtel de police pour permettre au lieutenant de s'équiper de sa tenue MO. La déclaration du feu n'a fait que confirmer l'analyse du lieutenant C. et les observations de nos enquêteurs sur le terrain.

9/ LES ATTRACTEURS

Le statut de ces groupes de fêtards qui occupent la place Saint-Michel pose certes des problèmes d'ordre public, de cohabitation entre populations, d'alcoolisme, etc. Il pose également un problème au sociologue qui veut le caractériser. En effet, il n'a rien d'un public, mobilisé par un contenant fort, programmé par les organisateurs, annoncé par les médias, qui créent des attentes, comme c'est le cas des festivaliers ordinaires des Transmusicales, même si l'étendue de l'événement nécessite certainement de parler de publics au pluriel, tant les goûts, les attentes, les moments de mobilisation sont différents. Lorsque nous avons cherché à caractériser toutes les étapes de transformation de ces quasi-groupes qui vont devenir éventuellement des publics, nous n'avons jamais trouvé d'équivalents à ce que vit ce groupe de la place Saint-Michel. Les voyageurs en attente place de la République, pour certains déjà fort alcoolisés, ont des réactions peu éloignées de celles de ces fêtards, puisqu'ils plaisantent avec les policiers, essaient même de les toucher, ce qui marque clairement leur perte du sens des limites ! Ils sont soit dans l'état de voyageurs, pris en charge par la STAR, soit dans celui de futurs festivaliers, déjà quasi-public en attente d'un événement précis. Plus encore, si nous cherchons à penser ces groupes de fêtards de la place Saint-Michel comme foules, nous ne parvenons pas à leur trouver de réactions adaptées à ce statut, car ce sont avant tout des petits groupes qui stationnent dans un même espace, qui boivent en attendant mais qui n'ont ni but, ni leader, ni émotions communes. Pour reprendre la distinction de Livet et Thévenot (1994), ils occupent la place « à plusieurs », à peu près comme on occupe l'espace du trafic routier à plusieurs, avec dans ce cas des règles de circulation, mais sans qu'il y ait action « en commun » ou « action ensemble ». Ces concepts nous semblent nécessaires pour affiner les états de ces quasi-foules. Or, cohabiter sur un même espace public pendant plusieurs heures – car ce sont des heures que passent certains, dans le froid, et parfois la pluie – demande une énergie phénoménale. L'alcool peut aider pour atténuer la perception de la situation mais cela ne suffit pas à rendre compte de la capacité d'un tel quasi-groupe à se perpétuer durant la nuit. Il est avant tout défini par la relation d'occupation d'un conteneur, la place, qui convient bien pour jouer ce rôle et qui peut créer ce sentiment de coprésence plus fort que dans d'autres espaces, mais ce sont donc bien ces relations de corps à son environnement bâti qui restent encore le cadre de compréhension de ce qui s'y joue.

L'on comprend mieux alors le rôle important de médiateurs comme le feu, que nous venons de décrire dans cette histoire. Le feu constitue un attracteur qui

permet d'offrir un substitut de contenant à ce groupe. Ce substitut, et nous expliquerons plus loin pourquoi il ne s'agit que d'un substitut, finit par opérer comme un médiateur car il transforme l'état de coprésence en foule mobilisée autour d'un attracteur. L'observation prolongée de cette place la nuit (mais aussi de certains espaces publics en journée) montre à quel point il n'est pas si aisé de maintenir un état de stationnement partagé pendant aussi longtemps. La conversation est certes le ressort fondamental de cette coprésence. Les personnes se parlent dans leur petit groupe, mais de façon intermittente et sont en fait très attentives à ce qui se passe autour. Comme pour certains professionnels de la sécurité, les fêtards de la place Saint-Michel sont en posture d'« *awareness* », d'alerte ou de veille, qui leur permet d'être engagés dans leur petit groupe sous forme de conversation tout en guettant ce qui se passe autour. Car si ce petit groupe reste là, c'est qu'il s'agit de l'endroit « où il faut être », « là où ça se passe » : « ça » quoi ? c'est bien la question, personne ne le sait exactement mais le ça en question mobilise. Il a sa réputation, qui est celle du lieu mais aussi celle d'un climat connu à l'extérieur de Rennes, qu'il faut avoir vu une fois et surtout au moment des Transmusicales. Sera-t-il à la hauteur ce soir ? Nul ne le sait et aucun programmeur ne peut s'y engager mais une chose est au moins garantie, c'est le caractère unique de ce moment de coprésence durable sans but ni règles. Pour être à la hauteur de sa réputation, et pour faire supporter le froid, le lieu génère en fait des attracteurs qui n'ont pas été pensés comme tels. Dans ces soirées, nous avons noté successivement le Récup'erre, qui sert de percussions, l'arbre, qui sert à grimper dedans, et les feux qui remportent toujours un grand succès. Leur statut n'est pas identique. Les percussions sur les containers créent plutôt un phonotope comme le dit Sloterdijk (2005), de type plutôt immersif par son côté lancinant et répétitif. Les djembés apparaissent parfois mais ont été interdits en raison des troubles pour le voisinage. À la différence des percussions sur les containers, les djembés permettaient à certains quasi-artistes de s'exprimer et de constituer un public éphémère (mais toujours trop durable pour l'ordre public lorsqu'il dure jusqu'à 5h du matin). Les percussions « sauvages » mettent seulement dans un climat de fête, marquée nécessairement par le bruit qui attire de façon quasi mécanique les passants qui circulent dans les autres rues, silencieuses elles. L'important ici n'est donc pas la qualité musicale, ce qui au moment d'un festival de musique peut surprendre, mais c'est bien le signe de la fête, la saturation des sens qui est organisée pour marquer cet état de fête. L'arbre et les acrobaties de certains jouent un rôle nettement plus proche du spectacle puisque seuls trois ou quatre personnes vont grimper dessus dans la soirée. Tous les yeux se tournent un instant vers ces acrobates improvisés, exactement avec le même sentiment

qu'au cirque, où l'on guette la chute. C'est aussi ce que craignent les services de police et la SNSM, qui observent tout sans intervenir mais avec inquiétude. Les comportements à risque font partie de ces attracteurs qui polarisent l'énergie vers un objet précis pendant quelques instants. C'est une constante de tous ces regroupements et surtout lorsqu'ils sont fortement alcoolisés que de se lancer dans des défis, de manifester son état hors normes en désinhibant la peur et le respect des normes. Dans ce cas, c'est l'attention de tous les co-présents sur la place qui est attirée puisque l'arbre est en hauteur, et qui les constitue l'espace d'un instant en spectateurs.

Lorsque le feu intervient, la même dynamique de jeu avec le risque se déclenche mais elle n'est plus sous la forme du spectacle car personne ne risque rien individuellement. C'est l'ensemble des co-présents qui se rassemblent pour sortir de leur état d'action (ou position) à plusieurs, pour « agir ensemble ». Ils alimentent le feu, ils se mettent en cercle autour du feu, les personnes plus éloignées viennent voir ce qui se passe : tous les présents deviennent polarisés par le feu et sont de ce fait en cours de transformation vers un état de foule, centrée sur un objet précis. C'est bien ce que sent le lieutenant C., qui est à la fois préoccupé par les questions de sécurité et par les évolutions possibles de la foule, qui seraient renforcées par l'arrivée de cracheurs de feu. L'incendie est une hantise dans le centre ancien de Rennes puisqu'il a détruit la moitié de la ville en 1720 mais aussi le Parlement de Bretagne en 1994 (puis en 2007 un immeuble plus récent du centre, qui a causé la mort de trois jeunes et plus récemment encore sur cette place Saint-Michel elle-même). Les peurs sont déjà préarrangées par ces expériences douloureuses que les fêtards n'ignorent pas d'ailleurs. Dès lors, même un « simple feu de cagettes », qui avait été qualifié au départ de « feu de joie » donne lieu à intervention très lourde des sapeurs-pompiers. Le feu de joie était pourtant la bonne expression, car c'est cette joie que l'on recherche. Une forme d'exaltation grâce à un attracteur très simple, toujours changeant, fascinant, qui fait chaud au corps et au cœur et qui modifie de ce fait le climat. Le feu attire et rassemble ces co-présents qui peuvent ainsi devenir une foule, qui jouit de cet « être ensemble ». Selon G. Tarde, « la foule jouit ici d'être en foule ». Les groupes se sont soudés et dissous à la fois, les contacts se font plus chaleureux. Nul ne préside à cette organisation, même si certains sont plus actifs et finissent par se battre entre eux, tellement ils sont ivres. Le feu peut donner à certains des idées de performances risquées de divers types, sauter par-dessus le feu étant la plus courante et la plus ancestrale (cf. dans tous les feux de la Saint-Jean). Cette reprise de pratiques traditionnelles permet de créer ce moment choral comme le dit J. Gagnepain, c'est-à-dire où l'on célèbre notre être-ensemble. Nul but, nulle évaluation, nul

programme. Cette fois, ça y est, on est au bon endroit, il se passe quelque chose et nous sommes ensemble au bon moment. Les musiciens improvisés peuvent parfois tenter de venir se greffer sur cet attracteur pour créer un effet feu de camp très stéréotypé, mais l'essentiel est dans cet attracteur qui rassemble ceux qui jusqu'ici étaient seulement des occupants d'un même espace délimité par un conteneur bien construit.

Cette foule ne peut cependant devenir un public, car cet attracteur fonctionne comme un substitut de contenant mais n'est pas un contenant. Qu'est-ce à dire ? L'attention sollicitée est éphémère si le bois vient à manquer, elle n'a pas été programmée par des organisateurs. Ce qui s'assemble ici, ce sont des attentes de faire la fête, de manifester les signes de la fête, qui doit être avant tout marquée par des comportements excessifs et hors normes. Le feu n'est pas une offre qui constituerait en face son public et qui lui fournirait un contenant. Il n'est qu'une occasion qui fait le larron de la foule, qui peut s'assembler là où elle était émettée. Le feu de la Saint-Jean n'a pas du tout le même statut car il est programmé et il s'ancre dans des traditions. La posture cognitive et mythique est différente. Le feu de la Saint-Jean raconte une histoire comme le diraient les spécialistes du marketing, puisant allègrement dans la tradition anthropologique et sémiotique des fonctions et des formes des mythes. Ici le feu ne raconte rien, il est éprouvé physiquement par les participants, mais personne ne le parle ni ne l'ancre dans autre chose que ce moment-ci, unique, éphémère. C'est sans doute d'ailleurs ce qui est recherché à travers tout état de transe, à savoir le détachement avec tout son environnement habituel pour se reconnecter avec des sensations et des expériences ineffables. Le feu de ce point de vue n'est pas un attracteur faible, attention, ce n'est pas ce que nous voulons dire. Il ne produit pas de contenant car il ne sature ni les imaginations, ni les références, ni les sensations comme tente de le faire tout spectacle puissant. Il réalise un effet de foule en provoquant la coalescence de ces corps co-présents, pour les faire tourner pendant quelques instants autour d'un point de référence partagé, ici et maintenant, mais il ne parviendra pas, à la différence des attracteurs puissants, à produire de contenant.

Dès lors on peut comprendre que les services de sécurité appréhendent ce moment car c'est une foule orientée à laquelle ils ont affaire. Or, si pour des raisons de sécurité incendie, ils doivent intervenir et casser l'attracteur, ils se retrouvent en face d'un groupe qui a déjà changé de nature. C'est pourquoi il n'est pas bon de le laisser durer trop longtemps, puisqu'ensuite l'action ensemble autour du feu constituera un bon point de départ pour une action ensemble contre la police. Dans ce cas, l'attracteur change et la foule se stabilise

dans un élan contre, ensemble mais contre, ce qui est une expérience forte, recherchée là aussi, et ce d'autant plus que Rennes a eu la réputation d'offrir cette expérience de façon programmée pendant quelques années.

10/ LES PUBLICS AFFECTES

Le cas des fêtards de la place Saint-Michel est l'occasion de mesurer l'extension d'un événement bien au-delà des participants actifs. Les marchands qui viennent s'installer à 5 heures du matin en prévision du marché font partie de ces usagers de l'espace public affectés, très directement, mais qui en retour vont affecter l'heure de fin pour les fêtards. Bien d'autres publics restent invisibles ou inouïs (Boullier, 2009) et pourtant, ils doivent être pris en compte de façon à composer cet espace public même déformé par l'événement. La prise en compte est cependant un exercice difficile car il faut avoir des capteurs qui sont tous plutôt imprécis. Les tambours sur les poubelles et le bruit assourdissant qu'ils font doivent affecter des habitants, s'il en reste, sur la place Saint-Michel. Mais bien d'autres façons d'être affecté doivent être prises en compte pour comprendre ce qu'un événement fait à une ville, comment il déborde largement son lieu d'affectation. Ce sont ici avant tout les « vecteurs d'affectation » qui vont nous servir de points d'entrée, car le processus est bien analogue à celui d'une épidémie. Par quel vecteur se fait le contact avec l'événement ? Qu'est-ce qui porte ou déporte l'événement au-delà de la bulle où l'on pense parfois possible de le maintenir ? Selon le type de vecteur, l'étendue du public affecté sera très différente, ses réactions plus ou moins possibles et objectivables et la pression plus ou moins forte sur les organisateurs.

Le vecteur sonore

Malgré la tentative d'organiser un phonotope relativement hermétique pour la plupart des spectacles et événements dans les lieux fermés, le débordement est constant. Le son ne se contrôle pas totalement d'autant moins lorsqu'il est porté par des éléments mobiles que sont les participants à l'événement qui anticipent ou qui prolongent l'événement en dispersant leurs bruits qui doivent signifier l'état de fête : on fait la fête donc on fait du bruit, on doit faire du bruit pour bien montrer et se montrer qu'on fait la fête.

Le bruit a été le problème clé de la *rave* et les tentatives de neutralisation de l'effet sur les riverains ne sont jamais performantes. Des secteurs entiers de la ville à plusieurs kilomètres de distance peuvent en être affectés. Le son ne déborde guère le parc des expositions et cela surtout en raison du fait qu'il est situé au milieu d'un désert (apparent) de riverains, près de l'aéroport (c'est-à-dire un espace par avance dédié aux nuisances sonores). La meilleure solution

pour ne pas affecter involontairement un public consiste à occuper un territoire sans riverains.

Le bruit créé par les soirées en centre ville n'est guère plus important en période de Transmusicales que lors des fameux jeudis soirs du quartier Saint-Michel Sainte-Anne à Rennes. Ce territoire est considéré comme sinistré sur ce plan. Malgré certaines tentatives avec les riverains et malgré les efforts engagés avec les tenanciers de bars, il faut constater que les riverains sont considérés comme quantité négligeable lors de ces soirées. Cependant, ils restent toujours dans les préoccupations des forces de police. Selon le nombre de plaintes reçues, ils sont plus prompts à intervenir pour faire cesser les djembés et autres tam-tams improvisés sur les poubelles. C'est donc un indicateur de réaction du public affecté qui sert à réguler mais aucune mesure plus précise (ni du bruit, ni du nombre de plaintes) n'est exploitée.

Dans le cas des manifestations de rue, en plein jour, il est clair que le but des organisateurs n'est jamais la discrétion, spatiale (on occupe la rue), visuelle (on sature la vision et notamment celles des télés – qui font partie des publics affectés – avec des ballons, des banderoles, des fumigènes, qui font des belles images) et sonore (qui, elle, est nettement plus perturbante et à effet local : slogans criés par les mégaphones et repris en masse, *sound systems* qui font ressembler les cortèges syndicaux à des radios ou à des festivals ambulants, finalement pas si éloignés de la norme proposée par les *ravers*). Tout l'environnement doit être saturé, tel est le mot d'ordre, ce qui pose des problèmes de communication entre organisateurs, pour les forces de l'ordre, etc. La guerre interne entre les participants peut parfois prendre cette tournure : comment s'imposer dans la saturation de l'univers sonore pour capter entièrement le public présent et écraser les éventuels concurrents ? Cette volonté de saturation fait donc partie d'une stratégie délibérée d'affectation de publics non concernés, pour capter leur attention. Il n'est plus question dans ce cas de climatisation et de régulation de la capsule sonore commune qu'est l'espace public mais d'invasion déclarée. Ce qui génère évidemment des réactions de publics non seulement affectés mais qui se sentent agressés. La réglementation est en théorie utilisable pour réguler cette cohabitation sonore, mais il est à la fois difficile de faire réaliser à chaud les mesures avec les sonomètres et de verbaliser des organisateurs qui ont obtenu toutes les autorisations, ou qui sont eux-mêmes des organismes publics locaux.

Le vecteur circulation

Les riverains des stades et autres équipements publics (dont le parc des expositions) sont les plus affectés puisque leurs trajets ordinaires et leurs habitudes de stationnement sont totalement perturbés par ces événements. Cela a nécessité autour du Parc des Princes de longues négociations avec les habitants, car c'est dès le matin d'un match que la circulation et le stationnement sont interdits. Au moment même de l'événement, le souci de maintenir la circulation constitue un objectif permanent, pour éviter que l'événement ne déplace son potentiel de désorganisation trop largement dans la ville.

La cohabitation entre voitures et piétons est toujours problématique et les enjeux de sécurité sont un souci constant des forces de l'ordre : une bonne part de leur travail consiste d'ailleurs à éviter ces contacts potentiels en bloquant les rues avant l'arrivée de la manifestation. La rue prend alors une autre fonction plus théâtrale et un rapport avec un public spectateur s'installe, celui-ci acceptant volontiers d'être empêché en se plaçant dans ce rôle de spectateur. Ce n'est pas le cas de tout le monde et les conflits sont nombreux autour des manifestations et peuvent parfois dégénérer (cf. les voitures dans la foule). Une part importante des forces de police, à Paris pour les matchs au Parc des Princes ou à Nantes lors de la manifestation, est consacré à cette sécurisation de la circulation (ouverture/fermeture de voies, policiers avec leurs cyclomoteurs ou avec leurs motos en tête de manifestation ou sur les côtés pour bloquer les véhicules). Tout l'intérêt des transports en commun dans ce cas, consiste précisément à atténuer ces conflits mais il faut alors être sûr que le service soit capable d'absorber un tel afflux. À Rennes, pour les Transmusicales, le public a été bien plus nombreux à se déplacer en navettes mais le service n'était pas prêt à prendre en charge tous ces voyageurs, d'où l'incident de la place de la République. La voiture ayant tellement redéfini l'espace urbain depuis cinquante ans, elle reste le souci essentiel, à la fois pour les questions de sécurité et pour des soucis de priorité des affectations de l'espace public. A Rennes, dix minutes après la fin de la manifestation des *ravers*, sur un grand axe d'entrée dans Rennes, le service décide de rouvrir la circulation, après avoir vérifié que toutes les conditions de sécurité sont réunies.

Le vecteur cohabitation

La rencontre entre publics dans l'espace public peut constituer un élément difficile à gérer. Nous l'avons évoqué pour les supporters d'équipes différentes. Ces mêmes supporters rencontrent d'autres publics dans les trains,

les gares, les métros et les bus, les aires d'autoroute, bien avant leur arrivée au stade. C'est aussi le cas pour les manifestants. Les flux de population massifs ne se déroulent jamais hors des réseaux de transport habituels. De ce point de vue, le transport du public des Transmusicales fait exception et constitue une forme de transport hors-sol, coupé de la diversité habituelle rencontrée dans les transports. Cet effort de ségrégation des publics dans les transports est en général très difficile à soutenir. Le problème principal devient la foule, les risques générés par la cohue, plus que la cohabitation des publics ; c'est pourquoi l'on ferme certaines stations de métro lors des manifestations. La puissance d'un groupe mobilisé par les mêmes émotions qui envahit l'espace public des transports notamment est propre à inquiéter le voyageur ordinaire, d'autant plus lorsqu'il sent que l'alcool est de la partie. Cette expérience de la peur de la foule (supporteurs, fans, manifestants) est toujours très difficile à prendre en charge ou à atténuer car elle est aussi alimentée par des fantasmes impossibles à réguler.

Dans le cas de la manifestation des *ravers*, la cohabitation entre publics dans la rue, à quelques mètres les uns des autres, des *ravers* avec tous les signes de leur appartenance (et le bruit généré) et la population qui fait ses courses du samedi après-midi en centre ville avait quelque chose de très curieux et constituait à elle seule un événement. Les forces de police avaient prévu d'empêcher toute intrusion dans l'hypercentre, surtout en raison de la présence de chars sonores dans le défilé qui auraient posé des problèmes. Sur les quais, les badauds étaient ébahis de pouvoir voir ces jeunes dont on parle tant dans les journaux et à la télé, qui les affectent uniquement par les nuisances sonores lorsqu'ils font leurs *raves*. C'était un spectacle urbain au sens fort, où une population peut se confronter à des groupes bien réels mais cachés le plus souvent, éloignés dans les prairies ou les zones industrielles. Certains stéréotypes étaient effectivement confirmés : les tenues, les looks en général, la musique, etc... mais d'autres étaient finalement aisément relativisés : pour une fois, ils n'étaient pas sales (et pour cause, d'habitude ils doivent faire la fête dans des terrains boueux), ils écoutaient la musique au ras des enceintes transportées par les camions mais finalement ce n'était pas si bruyant et pas si inaudible que ça (il y avait des mélodies), ils étaient très soucieux des règles de l'espace public (les canettes de bière étaient jetées dans les poubelles de la rue), ils faisaient vraiment la fête et n'avaient rien d'agressifs, etc... Cette expérience était sans doute aussi valable du côté des *ravers*, qui ont appris à cette occasion à se discipliner. On peut considérer que ce seul contact a joué un rôle décisif dans un changement d'image des *ravers*, ce qu'ils cherchaient précisément. La ville fait spectacle et la foule fait spectacle d'elle-même, comme le dit G.Tarde : « C'est la foule surtout

qui dans ces occasions se sert de spectacle à elle-même. La foule attire et admire la foule » (L'opinion et la foule, 1901, p. 25). Le même phénomène est observable lors des Marches des Fiertés (ex : *Gay Pride*) qui sont un spectacle délibérément organisé par certains groupes devant un large public de badauds.

Dans le cas des publics qui restent tard dans la rue lors des Transmusicales, il est supposé que toute personne dans la rue à cette heure-là partage les mêmes intérêts ou le même style de vie que tous ceux qui sont autour de lui. Ces publics sont assimilés aux autres et sont donc des acteurs de cette ambiance de fête, même si en réalité, ils sont là soit par curiosité (c'est un but de visite de touristes à Rennes), soit par hasard (en sortant d'autres activités). Ces publics sont encore moins pris en compte que les riverains. La fuite est en fait la seule solution pour les non-participants, ce qui d'une façon ou d'une autre les affecte, y compris dans la durée, car ils savent désormais qu'il leur faudra éviter cette partie de la ville à telle heure de la soirée. Ces effets ne sont pas secondaires pour le climat général de la ville, car cela renforce le caractère insulaire de ces lieux, ainsi que les micro-climats tolérés parce que circonscrits mais provoquant de fait une forme d'appropriation très marquée de l'espace public au profit d'un seul public.

Le vecteur odeur

N'oublions pas que les fêtes et autres événements génèrent aussi une transformation de l'atmosphère au sens strict. La rue ou le quartier finissent par sentir la friture, la barbe-à-papa, les gaz d'échappement, le brûlé, ou encore, beaucoup moins plaisant, l'urine ou le vomi, voire les gaz lacrymogènes et cela de longues heures après l'événement lui-même ! Cela déborde nécessairement les espaces de déroulement de l'événement, cela déborde son public, cela déborde le moment précis et peut persister. Tout peut constituer un élément très fort de sympathie ou de rejet car ces goûts des odeurs ne peuvent guère se contrôler et peuvent entraîner des réactions de dégoût. Là encore, l'atmosphère est transformée et attaque l'environnement des riverains ou des passants, comme l'a rappelé Sloterdijk (2005) pour la guerre 1914-18 et les premières expériences de guerre avec le gaz à Ypres. L'impression de se faire prendre dans un environnement hostile peut même émerger à cause de ces odeurs et de ces gaz dans des événements publics urbains les plus ordinaires. Cet élément est souvent sous-estimé alors qu'il joue un rôle important dans la qualification sociale des espaces : par exemple, l'odeur prenante du pop-corn peut disqualifier le plus élégant des multiplexes, car elle tend à imposer une norme de pratique dans le spectacle qui reste insupportable à certains. Les passages souterrains sont très souvent disqualifiés par le seul fait de l'odeur infecte

d'urine qui s'y installe et qu'on ne parvient plus à faire disparaître malgré produits et interventions. L'odeur produite par les feux de bois allumés place Saint-Michel contribue à propager l'alerte, à attirer l'attention même au loin et à modifier le climat de la fête en cours. Ces goûts ont été incorporés dans la prime enfance et leurs qualifications demeurent malgré nous comme une seconde nature.

Le vecteur police

La présence policière est un effet quasi automatique des grands événements urbains et cela ne concerne pas seulement les publics cibles et participants mais aussi tous ceux qui peuvent passer ou habiter dans les zones concernées (c'est par l'absence de ces forces ou la difficulté à les mobiliser dans d'autres lieux ou incidents que certains peuvent se rendre compte des effets d'un événement donné). Voir la police, parfois même équipée pour le maintien de l'ordre, un samedi après-midi lorsqu'on fait ses courses dans le centre ville, crée aussitôt un sentiment mélangé de protection et d'insécurité, puisque cette présence indique à elle seule que les apparences normales du lieu ne tiennent plus et sont menacées. C'est toute la complexité de l'affichage de la présence des forces de police qui ne peuvent jamais se livrer à leurs manœuvres sans tenir compte de la vie normale qui continue pendant ce temps-là. C'est d'ailleurs dans ces moments de mélanges des publics que l'intervention devient très risquée puisqu'une grenade lacrymogène ne vise pas seulement un individu ou un groupe mais modifie l'atmosphère de toute la zone et la rend irrespirable pour tout le monde. Le public ordinaire est donc affecté par la seule présence policière qui fait événement en tant que telle, mais peut se trouver mêlée beaucoup plus directement et involontairement à l'événement.

Le vecteur médias

L'atmosphère qui entoure un événement finit par toucher des publics au sens classiquement médiatique du terme dès lors que la presse, la télé, les radios et le web s'emparent de quelque chose pour en faire un événement. L'événement est par définition médiatique et par définition aussi il ne devient événement que dans la mesure où il est connu et parvient à attirer l'attention. Ce qui est affecté alors, c'est bien cette attention qui se focalise dans toute une partie d'une ville au moins, voire au-delà, vers LA manifestation, LA *rave*, LES Transmusicales ou LE match. Cette focalisation peut modifier les comportements de nombreux habitants qui vont anticiper soit la fête soit les nuisances, et qui dans tous les cas, vivent pendant quelque temps dans une participation mentale à cet événement. Ils seront au moins avertis, « *aware* », et cela les rendra sensibles aux

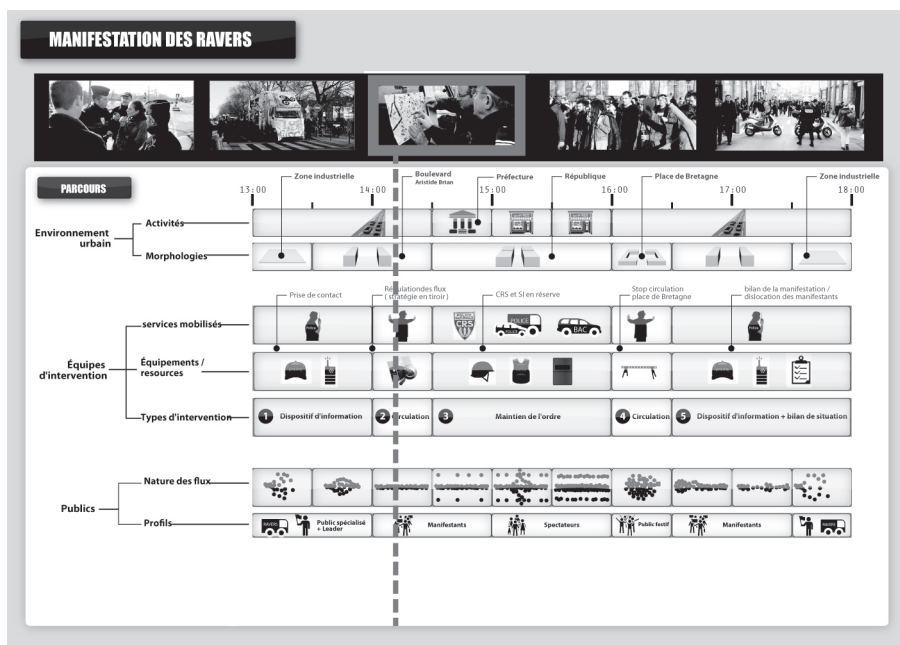
divers indices qu'ils rencontrent dans la ville. C'est ce qu'on appelle en termes de sociologie de la communication politique notamment, l'effet d'« *agenda setting* ». Les médias finissent par faire participer tous les citoyens à la focalisation sur un « problème » donné, dont ils ignoraient tout quelques heures avant et sur lequel ils devront avoir rapidement une opinion pour pouvoir participer aux conversations publiques ou encore pour répondre à un sondage. Dans le cas des événements, le même phénomène se produit et selon la tonalité médiatique, l'impatience ou l'anxiété peuvent monter alors même qu'on n'est pas participant direct à l'événement. Le climat déborde largement alors la dimension physique : il est aussi mise en place de disposition mentale d'attente, d'attention et de jugements parmi de larges segments de population que l'on ne pensait pas touchés. Dès lors, l'aura médiatique doit faire partie de la zone prise en compte pour mesurer l'étendue du public affecté. Les professionnels le savent bien, organisateurs comme forces de police sont très attentifs aux effets d'un incident donné, ou d'une de leurs décisions d'intervention sur les esprits *via* leur retraduction dans les médias (ainsi dit le lieutenant C., intervenir dès le jeudi soir, c'est créer une image négative et conflictuelle avec la police qui encouragera les comportements agressifs par la suite, sans laisser de marge de manœuvre pour monter dans le degré de répression). Le public affecté est donc aussi affecté médiatiquement même s'il habite à 50 km de là et n'a pas l'intention de venir assister à l'événement. L'image donnée dépassera de très loin le territoire concerné, ce qui est d'ailleurs recherché par les organisateurs de l'événement (match, manifestation ou festival) et qui peut se retourner contre eux en cas de détérioration de l'ambiance.

Les médias constituent de puissants agents épidémiques et leurs effets d'influence étendent considérablement les zones pertinentes pour l'étude du climat. Un incident comme celui, historique à Rennes, des *Béruriers noirs* (groupe de rock) en 2003 est avant tout un effet des réseaux médiatiques. Les Béruriers noirs n'étaient pas apparus en public depuis quatorze ans et le public, en manque, était composé de trois générations différentes donc beaucoup trop nombreux pour la salle du Liberté. Il s'est défoulé de sa frustration par une guérilla de toute une nuit contre la police. Cette mémoire mérite d'être citée car c'est cet incident qu'évoquent les fonctionnaires de police avec qui nous avons patrouillé lorsqu'il faut rappeler les moments difficiles rencontrés dans leur carrière, les moments où ils se sont sentis débordés.

11/ LA MANIFESTATION DES RAVERS VUE A TRAVERS LE CENTRE D'INFORMATION ET DE COMMANDEMENT

Ce récit permet de suivre la description visuelle qui est faite ci-dessus et qui montre bien les différents environnements urbains concernés et l'état de regroupement de la manifestation qui varie selon le temps et selon ces espaces.

Toute la coordination se passe cette fois-ci dans la salle de commandement proprement dite, séparée de la zone qui gère les conférences courantes. Les CRS ont leur poste : deux à la table et deux autres derrière eux en permanence. Un policier est chargé de la main courante. Un chef de salle conduit les relations radio. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique (DDSP) est présent en tenue et c'est lui qui dirige les opérations. L'adjoint du DDSP est aussi en tenue, ainsi qu'une femme récemment promue capitaine. Un responsable du SDIG (ex-RG) est présent, en tenue aussi, et sera très sollicité. Enfin, un représentant de la préfecture passe régulièrement. Ce qui prouve que la mobilisation est importante et que l'on a prévu de prendre très au sérieux cette manifestation des *ravers*, avant tout parce que ce sont des *ravers* et que personne n'a l'expérience d'un tel cas de figure.



Manifestation des ravers dans le centre ville de Rennes

Tout le groupe est orienté vers le dispositif d'affichage qui comporte deux cartes, une restreinte sur le centre ville et une autre plus large sur la ville et sa première couronne. Une troisième carte de Bretagne est aussi affichée mais elle n'est visiblement pas à jour et n'est donc pas très utilisée. La carte est équipée avec des petits magnets pour chaque unité de police que l'on va déplacer de façon très régulière en fonction des événements.



Centre d'Information et de commandement (CIC) de Rennes pendant la manifestation

La tactique est présentée par le DDSP :

« On bloque le nord de la Vilaine. On veut étanchéifier le nord, se mettre en barrage. On prépositionne des unités CRS discrètes assez haut dans le centre. On fait suivre plus près par la Section d'Intervention à une rue de décalage. Ils bloquent rapidement si nécessaire pour éviter que la manifestation rentre dans le centre. Puis ils font glisser les CRS à la place des SI. Et la SI continue à suivre tout le long des quais. »

Ce qui fait deux lignes parallèles à la manifestation le long des quais, celle des SI en première ligne, discrète mais visible et celle des CRS plus haut et masquée. Ce souci de discrétion est toujours présent pour éviter l'effet provocation mais aussi parce que le terrain est constitué par le centre ville occupé par les clients du samedi après-midi.

Une annonce est lancée sur la radio de la part des observateurs sur place (qui comportent des membres du SDIG) : « Départ du cortège dans dix minutes ». « Vous pouvez vous prépositionner sans trop vous faire voir ». « Restez toujours au niveau des chars ». La terminologie spontanée adopte celle des carnivals ou celle de la Gay Pride.

Le SDIG a des estimations et parie sur 1000 personnes. Cent sont arrivées pour l'instant sur le site à dix minutes du début.

« L'itinéraire a été discuté pour être le moins perturbant pour la circulation et le public, pour éviter aussi de passer près de chantiers où il y aurait des matériaux pouvant être utilisés dans des bagarres. La personnalité des leaders joue énormément pour parvenir à mener à bien ces discussions. Ce sont des connaissances établies depuis des années. Il faut toujours du temps pour établir ces connaissances. Par exemple, on peut accepter qu'ils nous donnent des renseignements et nous engager à ne pas les diffuser, pour bien marquer la relation de confiance. Aujourd'hui ils jouent leur légitimité vis-à-vis du mouvement et vis-à-vis de la mairie avec laquelle ils veulent discuter pour obtenir un lieu pour les *raves*. Les contacts sont longs et ouverts et les négociations claires pour les parcours. On savait que le site de la Prévalaye n'était pas adapté pour la *rave*. Au sein du SDIG, on a tendance à se spécialiser pour bien connaître les informations sur la musique par exemple. »

Les collectifs n'ont pas de porte-parole clairs. Comment prendre la parole à la place des autres – c'est un problème pour eux. Il y a aussi le problème de l'argent car c'est une passion qui leur coûte beaucoup d'argent et ils ont peur de se faire saisir le matériel. Ils recherchent aussi une reconnaissance. Il y a des groupes identifiés qui sont intéressants à suivre. Le public des Transmusicales n'a pas d'intérêt pour le SDIG car c'est un public ordinaire.

« Le public *raver* ne va pas au parc des expositions. Nous, on concentre nos efforts sur la *rave*. Notre rôle c'est d'anticiper dans tous les domaines. L'annonce qu'il n'y aura pas de *rave* et le refus de la ville de Rennes sur la plaine de Baud a un effet de réduction de l'attraction par rapport à l'extérieur (et donc de la jauge). »

« Ils sont prêts à partir, il y a 150 personnes. »

Le DDSP explique qu'il y a beaucoup d'autres manifestations en ce moment et qu'il faut en tenir compte : le Téléthon, les forains, le marché de Noël, la véloration, et tout cela le samedi après-midi ! Les organisateurs n'ont pas mis en place de service d'ordre. C'est la police municipale qui tient les points de circulation.

Les annonces radio arrivent au fur et à mesure : il y a 250 personnes et quatorze véhicules avec des sons. Le DDSP insiste pour qu'on lui décrive les véhicules, et doit expliquer qu'il a besoin de savoir cela pour vérifier si ces véhicules peuvent rentrer dans le centre ville. En fait, ce sont treize camionnettes avec remorques et un camion. Il est rassuré car avec tout ça ils auront du mal à rentrer vraiment dans le centre.

On lui annonce que 300 personnes viennent de sortir du squat de la rue Lenée et vont à la rencontre du cortège. « Le squat fera partie des miniteufs de ce soir » (les remarques vont se succéder pour anticiper sur la *rave* possible et sur son emplacement).

La manifestation a avancé tranquillement et on annonce 600 personnes à hauteur de la rue de Chateaudun mais on ne sait pas si c'est avec ou sans le squat. « Ça va déborder dans la rue ce soir ». Les estimations sont à 1 000 personnes mais restent assez vagues car le cortège est très allongé et découpé par *sound system*. Le cortège avance très lentement. L'arrivée d'un groupe à contre-sens est signalée et on l'interprète comme étant le squat, mais il reste très difficile d'en être certains. On annonce « 1300 sûrs » !

Observation en direct de la manifestation

À hauteur des Galeries Lafayette, en plein centre de Rennes, le camion de tête avec un grand Triskell sur son toit fait impression mais sa sono n'est pas très bruyante. Une voiture de police ouvre le cortège. Le plus remarquable est le croisement des publics de la ville. Les uns font leurs courses, normalement « urbains » par leurs vêtements mais ils s'arrêtent sur les trottoirs pour voir passer cette autre espèce, ces jeunes avec bières à la main et qui se collent à la sono derrière les remorques, habillés avec la tenue de *ravers* pour certains, mais pour beaucoup déguisés comme pour un carnaval. Les revendications sont

inscrites un peu partout et c'est tout un univers et un mode de vie qui défilent sous les yeux de ces personnes, souvent plus âgées, qui ouvrent de grands yeux ; certains fuient le bruit mais d'autres qui jouissent du spectacle. Tout le monde prend des photos y compris les participants : spectacle et plaisir de regarder et de se montrer.



Tête de cortège de la manifestation des ravers

Malgré l'absence de frontière formelle, les deux groupes sont assez séparés puisque les uns sont dans la rue les autres sont sur le trottoir et les artères choisies sont assez larges pour permettre cet effet de spectacle. Les quais fonctionnent comme des canaux et ils ne savent pas que c'est exactement ce que la police recherche : créer deux autres canalisations – au cas où.

Les stationnements sont prévus place de Bretagne puis en face du Théâtre National de Bretagne comme cela avait été négocié, mais les *ravers* sont restés en cortège et ne se sont pas arrêtés longtemps. Une jeune fille avec un *talkie-walkie* s'avère être une organisatrice, nous dira le SDIG ensuite.

Retour au CIC

Le DDSP appelle au mouvement puis son ordre est repris par le commandement CRS.

17h15 - « On tient le bon bout ». Ils cherchent à anticiper les ruptures au sein du cortège et ce qu'il en reste. Un départ de cent personnes environ est noté vers le squat. Malgré le côté rassurant de la tournure des événements, le DDSP

refuse de dégager trois voitures à la fois pour les envoyer sur des incidents police secours.

Les CRS sont déjà dans leur organisation future : ne pas revenir aussitôt dans le centre ville pour le soir, rester plutôt cachés, partir à quelle heure pour rentrer à Rouen et dîner sur l'autoroute, se coordonner avec le camion de ravitaillement qui viendra de Rouen.

Les camions sont arrivés au point de départ et coupent le son au fur et à mesure avant 18h comme ils s'y étaient engagés. « Voilà un organisateur responsable ! », ironise-t-on dans la salle, car tout le monde est quand même impressionné par ce respect strict du cadre négocié par les *ravers*. Les sons commencent à être démontés à 18h08 ! « Ça fleur bon » (la fin tranquille) et l'ambiance se détend nettement au sein de la salle.

Désormais, il faut anticiper sur le reflux de manifestation pour ne pas se retrouver au contact après avoir suivi le cortège et être attentifs pour voir si une « teuf » se prépare pour le soir : « Il faut regarder ce qui va se passer, comment ça va dégraisser et on saura s'il y aura une teuf ce soir ». « S'il se passe quelque chose au squat, on laisse faire. Je préfère avoir cinquante petites soirées qu'une *rave* sauvage » dit le DDSP.

Les points de circulation « à tenir » sont précisés mais les décisions reviennent au chef circulation, ce qui donne lieu à discussion précise sur la configuration locale pour ne pas prendre de risque du point de vue sécurité. Une physionomie est transmise à 18h15 : « Il reste 300 personnes. Ambiance très, très calme, ils sont assis sur le trottoir ». La traduction en interne au PC ne tarde pas : « Ils cuvent » !

Annnonce de dispersion des véhicules qui quittent Rennes.

Aussitôt l'hypothèse d'une *rave* hors de Rennes est faite (car on ne peut pas penser qu'ils soient venus avec tout leur matériel sans en faire une). Hypothèse qui sera vérifiée : tous les téléphones ont fonctionné avec des SMS pour se retrouver dans une *rave* à une trentaine de kilomètres de Rennes (mais personne n'en saura rien de toute la soirée, y compris au CIC, ce sera indiqué dans les journaux le lendemain seulement). Les médias ont quelquefois un temps d'avance et dans d'autres cas, sont coupés de toute information : ils n'ont pas cessé d'appeler le CIC pour savoir ce qui se passait durant la manifestation et avoir les estimations chiffrées de la part du SDIG. Le SDIG constate qu'ils ont sous-estimé le public car il y avait bien 2000 personnes, ce qui est un vrai succès pour les *ravers*.

12/ DE LA RAVE A LA MANIF

La « teuf » semble parfois être saisie par le même mouvement erratique que les « teuffeurs ». Le lieu de son déroulement change de jour en jour. À Rennes, fin 2008, les *ravers* entretiennent le suspense. La *rave* aura t-elle lieu ? Où aura-t-elle lieu ? Jusqu'à la dernière minute les services préfectoraux et les forces de l'ordre sont en alerte. Le collectif Korn'g'heol, collectif de *sound systems* de l'ouest de la France espère pouvoir organiser un « rassemblement festif à caractère musical avec diffusion de musique amplifiée » sur les sites de la Plaine de Baud ou de la Prévalaye sur le territoire de la ville de Rennes. Il a adressé un courrier en ce sens à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. Le site de la Prévalaye, situé en bordure de rocade, avait été « réquisitionné » lors des deux éditions précédentes par la préfecture d'Ille-et-Vilaine. La ville de Rennes s'oppose à la mise à disposition de ces terrains pour accueillir une *rave*. Le retour des forains qui stationnent traditionnellement leurs véhicules à la Prévalaye interdit le déroulement de la *rave* sur ce site. Le site de la plaine de Baud en bord de Vilaine est jugé dangereux. Face à ce refus et à ces arguments jugés peu convaincants, le collectif a souhaité rencontrer les élus de la ville et appelle à une manifestation en centre-ville pour protester contre les dispositifs sécuritaires qui encadrent les *raves*. La préfecture se dit prête à mettre un terrain à disposition des *ravers* au Pré Namet en limite de Rennes et de Saint-Jacques de la Lande. Ce terrain avait déjà accueilli une *rave*, il y a quelques années. La mise à disposition de ce terrain suppose une réquisition de la préfecture. Pour le collectif, la réquisition est un déni de légitimité de la part de la ville de Rennes.

La *rave* party n'a finalement pas eu lieu au cours de l'édition 2008. Elle s'est transformée en manifestation revendicative et festive dans les rues de Rennes. Une manifestation partie de la Plaine de Baud qui permet aux *ravers* d'exprimer leur revendication et leur volonté de reconnaissance. Durant tout le week-end, les forces de l'ordre seront sur le qui-vive. Les différents squats, friches urbaines et terrains vagues ne seront-ils pas le lieu d'organisation de « *raves* sauvages » ? La BAC en zone police, le Peloton de Surveillance et d'Intervention de la gendarmerie (PSIG) et les brigades territoriales en zone gendarmerie patrouillent à la recherche d'une hypothétique *rave*. Ils explorent ces conteneurs en marge des centres urbains à la recherche d'une *rave* improvisée.

Cette volonté de sortir des espaces de relégation pour se donner un conteneur à portée de la ville témoigne d'un processus d'institutionnalisation de la *rave*. En s'approchant de la ville et en sortant de la clandestinité, elle se retrouve prise en

charge par les services préfectoraux et par les forces de police qui vont lui donner un cadre. En construisant ce cadre normatif, en déroulant un dispositif policier autour de la *rave*, la préfecture, devenue organisateur, épuise ce qui en fait la substance, l'esprit *free* et *off*. En s'institutionnalisant, en devenant politique, le rassemblement change de forme et change de cadre. Pour se faire entendre, il sort des non-lieux de la ville pour s'approprier l'espace public et la centralité urbaine. Ce changement de conteneur et ce glissement vers le champ du politique illustrent le processus d'institutionnalisation de ce type d'événement festif, géré comme n'importe quelle manifestation.

13/ ÉVÉNEMENT-MOUVEMENT

Le mouvement, le déplacement, la mobilité sont indissociables de l'événement. Ils en constituent très souvent l'une des expressions. L'événement est mouvement. Un événement est une machine à émouvoir au sens étymologique du terme, c'est-à-dire à créer de l'émotion et du mouvement. À chacun de ces événements sont associées des manières de se mettre en mouvement, des formes de mobilité, des manières de pratiquer l'espace et des géographies différentes.

À ces conteneurs très statiques auxquels nous pensons spontanément – un stade, une salle de concert, une place publique etc. – il convient d'ajouter des conteneurs plus réduits, plus diffus, plus mobiles que sont les différents systèmes de transport. Le bus ou l'automobile sont des conteneurs qui délimitent le périmètre de l'événement et le contiennent pour partie. Ces conteneurs participent à la définition du périmètre de l'événement (*rave*) et à la définition de son esthétique.

Le caractère mobile de l'événement pose la question de son rapport au territoire. L'événement, quelle que soit sa nature (culturelle, sportive, syndicale...) a toujours une dimension politique (la *rave* devient manifestation ; elle change de forme et de modalité d'expression). L'événement s'inscrit dans une géographie urbaine et dans un espace politique et symbolique qui lui donne sens. L'événement s'inscrit dans un conteneur qui dépasse les limites tangibles matérialisées par les murs, les grilles, les barrières... d'un stade, d'une salle de concert ou d'un itinéraire de manifestation. Il révèle une géographie du pouvoir rendue visible par la présence des forces de l'ordre, par la promulgation d'interdictions, par la délivrance d'autorisations... qui cherchent à contenir, à canaliser, à filtrer les mouvements dans l'espace urbain (voir les points défendus par les forces de l'ordre lors de la manifestation des *ravers*).

L'événement est formé de différents éléments : *in* et *off*. La *rave* appartient pleinement à la nébuleuse des Transmusicales. Elle en est le miroir inversé, elle se définit en creux, par opposition au festival. La *rave* est à la fois extérieure au festival et intérieure à l'événement. Elle est libre et gratuite, par opposition au festival sommé de respecter des normes et d'instaurer un droit d'entrée pour parvenir à son équilibre financier synonyme de pérennité. De la même manière, les manifestations nocturnes et spontanées qui se déroulent parallèlement dans les rues du centre-ville de Rennes, constituent un élément de l'événement Transmusicales. Les événements *off* qui se déroulent en périphérie du festival repoussent et redessinent les frontières de l'événement au-delà des conteneurs officiels. C'est la ville tout entière, et parfois une partie du département, qui est saisie par l'événement. Si le festival, canalisé, encapsulé, dans le parc des expositions, ne déborde pas, l'événement, quant à lui, a déjà débordé.

Dans la forme manifestation, qui sera plus amplement développée dans le chapitre suivant, le flux continu et le mouvement de la foule créent un effet de conteneur (sous forme d'un jet d'eau orienté *versus* les trajectoires dispersantes d'un arrosoir). Il est important de maintenir un flux régulier et compact pour éviter la pénétration des voitures d'une part et pour éviter les mouvements d'élastiques qui créent des trous et provoquent la perforation de la canalisation. Les manifestations sont, à l'image du patchwork, faites d'éléments hétéroclites. Chaque groupe peut avoir la tentation de créer un trou pour gagner en visibilité pour son propre compte et c'est l'événement collectif qui est alors confisqué au profit de quelques-uns.

La manifestation évolue dans un environnement plus ouvert. L'espace public, l'espace urbain qui accueillent la manifestation du 29 janvier à Nantes, la manifestation du 1^{er} mai ou la *Marche des fiertés* plus connue sous le nom de *Gay pride* à Paris ne présentent pas les mêmes contraintes pour le public. Les frontières, les seuils et les sas ne sont pas hermétiquement contrôlés. L'accès à ce type de rassemblement est à la fois libre et gratuit. Une première analyse pourrait laisser croire que le centre-ville tout entier est contaminé ou pris par l'événement. Le centre ville n'est pas une bulle. Les forces de police qui encadrent la manifestation cherchent à préserver la mixité des fonctions urbaines. Ainsi, la place Salengro, à deux pas de la préfecture de Loire Atlantique, où stationnent les véhicules des gendarmes mobiles, reste ouverte à la circulation jusqu'à l'approche de la manifestation.

« Il y a quelques années, on construisait une bulle autour de l'événement. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les forces de l'ordre progressent avec l'événement et libèrent progressivement l'espace public pour le rendre à la

circulation... La philosophie est la même pour les cortèges de personnalités : provoquer le moins de perturbations. Avant le cortège fonctionnait dans une bulle vide de tout. La circulation était bloquée bien avant... Il y avait des artères entières qui étaient vides. C'est fini. La volonté politique a changé » (commissaire de police – Nantes).

Ce cantonnement de la manifestation est particulièrement visible lors du défilé unitaire du 1^{er} mai 2008 à Paris. La manifestation est ouverte par la police qui ferme une à une les rues adjacentes pour les rouvrir après le passage des manifestants. Le défilé est encadré par les véhicules des gendarmes mobiles et les engins d'entretiens de la ville de Paris qui jouent le rôle, au sens propre comme au sens figuré, de voiture balai. À Rennes, les forces de police suivent en parallèle la manifestation des *ravers* et endiguent les rues pour interdire la remontée des manifestants vers le nord de la ville où se trouvent la préfecture, la mairie et les grandes artères commerçantes. Ils progressent en tiroir, ouvrant et fermant un à un les axes routiers. Le conteneur de la manifestation est finalement relativement réduit. Une place ou une grande esplanade – la place de la République à Paris (manifestation unitaire du 1^{er} mai 2008) ou la place du commerce à Nantes (manifestation du 29 janvier 2009), le boulevard Montparnasse à Paris (*Marche des Fiertés* 2008), la plaine de Baud à Rennes (manifestation du 6 décembre 2008) – servent de réceptacles à la foule des manifestants. En fin de manifestation, un espace vaste et ouvert permet à la foule de se disperser. Les manifestants sont contenus dans cet espace progressivement fermé à la circulation. Lorsque la manifestation est importante, elle occupe la totalité de cet espace (Nantes 29 janvier 2009). Lorsqu'elle est plus réduite, comme à Paris le 1^{er} mai 2008, les forces de l'ordre poussent les manifestants vers la sortie. La topographie des lieux et le cadre bâti participent à la construction du micro-climat des différents segments de la manifestation. Dans les rues étroites qui montent vers le Théâtre Graslin (Nantes), la tension est palpable. Les chants et les slogans des manifestations résonnent dans les rues canyons. Les manifestants enveloppés par l'écho de leurs propres revendications mesurent leur force. Les rues canyon piégeant les bruits et les sons provoquent un effet de cloche. Les curieux se mettent au balcon pour observer les manifestants. Chacun sait qu'à tout instant la situation peut dérapier. Les vitrines de la rue Crébillon peuvent devenir la cible de « casseurs ». Lorsque la manifestation atteint la place Graslin, la pression semble retomber. Sur le cours des « 50 Otages » vaste et largement ouvert, la manifestation semble perdre de sa puissance. Le choix d'un itinéraire participe à la définition du climat de l'événement. Il faut pouvoir occuper l'espace public. Les organisateurs de la *Marche des fiertés* auraient aimé défiler sur les Champs-

Elysées, mais la « jauge » de cette avenue est trop importante pour un tel événement. Il faut pouvoir remplir le conteneur pour donner la sensation (et se donner la sensation) de faire salle pleine. Le vide et les absents refroidissent naturellement l'ambiance.

Si la manifestation est trop importante et l'itinéraire trop court ou trop tortueux pour permettre au ruban des manifestants de se dérouler dans l'espace urbain, « le serpent se mord la queue ». La manifestation se fige et se cristallise. Elle devient son propre conteneur. Ce sont les corps agglutinés des manifestants qui font conteneur.

CONCLUSION : CE QUE FAIT UN FESTIVAL A LA VILLE

Un événement comme un grand festival du type des Transmusicales, dont une partie de la programmation est distribuée dans la ville, qui a su garder ses qualités expérimentales ou exploratoires qui lui permettent d'attirer sans cesse de nouveau public, secoue une ville. C'est aussi l'effet recherché, c'est ce qui fait événement précisément. L'agitation climatique a gagné la ville bien au-delà de ce que les organisateurs peuvent maîtriser. Il peut sembler difficile de parler de climat urbain alors qu'il s'agit seulement de spectacles organisés par des professionnels. De même, la mise à l'écart dans un site éloigné de la ville permettrait de dire qu'on est revenu à un festival comme les autres, comme ceux qui se tiennent dans les champs. Dès lors les questions de sécurité, de maintien de l'ordre seraient à part, seraient des épiphénomènes dont les Transmusicales pourraient se dissocier aisément. Or, dès que l'on parle de transport, le cordon ombilical des navettes touche directement le centre ville. Le climat général de l'événement peut être fourni par des comptes-rendus faits par la presse qui mettent la pression sur les festivaliers mais aussi sur les fêtards ou encore sur les forces de police, et c'est pourquoi ils étaient si prudents avant d'engager des interventions qui mettraient en péril ce climat. De même, la relation avec les riverains du centre ville s'était instituée malgré les tensions. Tous ces éléments apparemment distincts sont en fait au cœur de la pensée des organisateurs comme le montre cet extrait d'entretien avec Béatrice Macé, fondatrice et directrice des Transmusicales, qui combine remarquablement les effets cumulés des relations avec les riverains, avec les stratégies de maintien de l'ordre, avec les médias, avec le *off*, avec l'environnement urbain.

« Il y a quelques années, entre 2003 et 2005, les incidents avec la police qui ont émaillé le centre-ville lors de chaque édition, ont déchiré la relation des Trans avec le centre-ville (riverains). La relation naturelle, du milieu de nidification qui nous a donné naissance, la relation avec l'oiseau, a été rompue. Peut-on

réparer la relation ? Cette relation a été douloureuse. Il y a eu des échauffourées en centre-ville, des violences, avec escalade et dans le même espace-temps, hors de la période du festival, les jeudis soir étaient fréquemment marqués par des affrontements entre forces de l'ordre et jeunes en fin de nuit déclenchant un état d'hystérie générale. Nous étions tranquilles au parc des expositions (le festival a quitté le centre-ville lors de l'édition 2004). Il y a eu une déchirure du tissu relationnel entre le milieu, les riverains et le festival. Peut-on cicatriser la plaie ? Je pense qu'on ne peut pas revenir sur le même format. En six ans, les gens ont changé, le monde a changé, nous avons changé. Le niveau de tolérance des riverains a baissé. Les gens sont beaucoup plus stressés, angoissés, la société est plus anxiogène, tout élément est vécu comme perturbateur. On voit les reportages, par exemple sur TF1 quand les gens disent : " oui, les Trans et la *free* c'est le bordel ", même si sur France 3 ils faisaient bien la distinction entre les Trans et les incidents. Des gens ne vont pas chercher à distinguer le symptôme des causes du symptôme. Les Trans vont être amalgamées comme perturbateur. Pour la *rave* de Marcillé Raoult, à quarante kilomètres de Rennes, on s'est fait alpaguer par tout le monde, j'ai dû appeler le maire de Marcillé pour lui dire : " c'est pas nous qui faisons ça ". On est dans un monde où tout va très vite, il n'y a pas d'analyse, de prise de distance, comme les Trans sont grosses, tout va être la queue de comète des Trans même si ça n'a rien à voir : la *free*, bars en Trans et le *off* du *off*. Tout ça, ça forme la nébuleuse des Trans. Nous qui sommes l'équipe IN, on ne gère rien de tout ça. On a dû faire un communiqué de presse pour dire la *free*, ce n'est pas les Trans. Quand on fait quelque chose, on le revendique, on a fait des *raves*, on les a revendiquées. L'image des Trans a été dégradée par ces affrontements. Je ne me suis jamais pensée comme étant responsable de ce qui s'était passé en centre-ville. Mais je suis touchée. C'est notre image qui a été écornée. Jusqu'en 2002, les Trans étaient vécues positivement par les Rennais. En 2003, il y a eu 22 vitrines qui sont tombées. 2003 - 2004 - 2005 : il y a eu des échauffourées. En 2003, les gens sortaient du Liberté comme si de rien n'était, ils hallucinaient, il y avait les CRS d'un côté, les barricadés de l'autre... Ils se disaient : " mais qu'est-ce qui s'est passé ? " Ils avaient passé 6h au Liberté... Les Trans avaient tenu, mais l'extérieur était ravagé. La préfète en poste à cette époque n'a jamais perturbé le montage du dossier Trans et la relation avec la préfecture. On n'a jamais eu des relations frontales, on n'a jamais été en opposition sur le dossier. Mais, sur les à-côtés, elle avait mis en place un mode relationnel avec la ville de Rennes, en termes politiques, en termes de relation avec ses habitants, et les Trans ont été pris comme dans une nasse dans le système mis en place.

La relation s'est fluidifiée avec l'arrivée du nouveau préfet. Il m'a étonné : il est venu aux Trans sans présence ministérielle. C'est le seul qui soit venu sans l'impératif de la visite du ministre. Il était avec le dir cab et le chef de cab. Il a

visité tout le parc des expositions dès la première année. Il a fait preuve d'une attention et d'un regard non crispés. »

C'est dire à quel point le maintien de l'ordre n'est pas à côté ou après-coup ou malgré tout : c'est toute une philosophie de l'événement qui doit prendre en compte la climatisation dans toute sa complexité, toutes ses relations avec l'environnement de tout type. Cela suppose de sentir non seulement le présent mais d'avoir aussi une culture du passé, d'être capable de ne pas seulement gérer le climat à l'aide de conteneurs qui peuvent tenir (*hold*) mais non pas maintenir (*handle*) comme peuvent le faire des contenants. Ce qui frappe dans la gestion d'un tel événement, si pervasif dans toute la ville, c'est précisément cette séparation des fonctions, ce traitement difficile des articulations, non pas tant en raison des mauvaises volontés ou de problèmes techniques mais bien parce que la vision de l'événement comme créateur d'un climat qui doit être tendu par des contenants n'est pas prise en charge officiellement. La division technique et juridique du travail, nécessaire et assez efficace, ne rend pas compte de ce qui se passe dans les interrelations entre festivaliers, fêtards, *ravers*, riverains, médias et qui les met ensemble dans un certain état.

La ville alors n'est plus une simple juxtaposition de foules ou de publics spécifiques mais un effet systémique de ces relations. Cela n'est pas une question théorique, mais une *expérience* et une *vision* que certains acteurs possèdent en partie. Or, la vision n'y suffit plus, les découpages fonctionnels non plus et l'objet n'est plus la surveillance, mais bien la compréhension profonde des mouvements qu'ailleurs on appellerait sans doute d'opinion, mais qui sont si peu explicites que leur captation demande d'autres dispositifs.

Dès lors, le couplage festival/ville ou plus généralement événement/ville n'est pas une simple affaire de « communication », d'implantation spatiale et de programmation temporelle, même si les trois facteurs jouent un rôle. Il demande d'accéder à ce qui fait l'urbanité, qui dépasse la somme des entités et qui finit par les affecter. C'est bien le sens des questions que se pose la responsable des Transmusicales quant à l'avenir du festival en tant que festival urbain :

« Pourquoi revenir en centre-ville ? Parce qu'on y est né, il y a des publics qui ne sont venus au Parc Expo, il nous importe d'avoir une relation avec les habitants de Rennes. On veut un lien avec ce territoire. Un parc expos n'est pas sur un territoire, c'est un *No man's land*, de zones industrielles qui n'a pas de racines avec le territoire humain. Le centre-ville, c'est notre territoire. L'urbanité, c'est la relation aux habitants. On veut rentrer à la maison, il est possible que le prochain schéma des Trans soit mixte. On ne peut plus faire de

grand concert que sur un grand terrain pour y mettre toutes les prestations. C'est une configuration très spéciale, on demande aux gens de rester très longtemps. C'est différent d'aller voir un spectacle au Théâtre National de Bretagne. Si on veut faire les choses en grand, il faut de l'espace, il n'y a pas ce terrain en centre-ville. Le lien avec l'histoire, le fait que l'on est un "festival d'hiver", le fait qu'on est né en centre-ville, on a besoin de retrouver ce lien... Les festivals d'été sont des festivals de transhumance, avec des publics qui se déplacent et campent dans les lieux de festivals. Les festivals d'hiver, il n'y a pas de transhumance, même si les Trans ont un peu de transhumance. On additionne les contraintes : on est un festival d'hiver avec un projet artistique particulier et assez pointu hors période de vacances. 50% du public, le week-end, vient de l'extérieur ! Les festivals d'hiver se passent en ville : c'est là où sont les gens. Le festival d'été déplace les foules le plus souvent hors des villes et il est la motivation de ce tourisme culturel d'été.

En raccordant avec le milieu de naissance, on raccorde avec l'histoire, avec la logique de la naissance : on est un "festival urbain d'hiver". Pour survivre au Parc expos, on a répondu : programmation de têtes d'affiches, sur deux éditions seulement. Maintenant, on enlève les têtes d'affiches. Et pourtant on n'a pas perdu de public. Mais si nous avons prouvé que l'idée "Trans" résistait quelque soit son contexte d'implantation, il nous faut maintenant profiter de la réouverture du Liberté pour expérimenter un nouveau schéma dans lequel le centre-ville de Rennes retrouve une place d'importance.

On ne pourra pas tout déménager au Liberté. J'ai le sentiment qu'on va rester au Parc et recréer quelque chose au Liberté. Ça fera un projet au niveau de Rennes Métropole, qui est un nouveau territoire. C'est un "troisième âge des Trans. Les Trans auront été suffisamment fortes pour survivre à deux déménagements (on a quitté après douze ans la Cité, pour aller au Liberté, on a passé dix ans au Liberté avant de migrer en 2004 vers le Parc Expo).»

Le climat est bien présent puisqu'on y parle d'hiver et d'été mais la ville est faite de ces contraintes, l'urbanité de l'événement s'enracine dans cette expérience de l'urbain en hiver. Mais la capacité à chauffer un public, puis des foules, voire une opinion, à travers un événement constitue une gestion du climat puissante qui peut retourner les conditions climatiques dites naturelles sans pour autant les nier.

Une manifestation

Nantes le 29 janvier 2009

La manifestation est une des pratiques citoyennes les plus courantes pour des motifs très variés et avec des modalités très différentes selon qu'il s'agisse d'une manifestation intersyndicale nationale comme celle du 29 janvier 2009, l'une des plus importantes en effectifs dans toute la France depuis 20 ans, ou d'une manifestation paysanne, étudiante, d'avocats, de pompiers ou de... policiers ! La ville en est affectée sérieusement puisque ce sont les voies de circulation qui sont occupées, ce qui peut poser des problèmes de cohabitation. Le climat de ces manifestations peut changer du tout au tout selon les événements en cours de défilé et l'attention des forces de l'ordre comme celle des organisateurs est à son maximum, précisément parce que les organisateurs ont bien du mal à exercer leurs prérogatives d'organisateur face à une foule et à des groupes qui ont toute liberté pour « se » manifester.

1/ LA MANIFESTATION INTERSYNDICALE DU 29 JANVIER 2009 A NANTES

13h30 : le rassemblement

La manifestation se met progressivement en place. En tête de manifestation, les ouvriers de la raffinerie de sucre « Beghin Say » prennent position. Cette usine est actuellement en sursis. En novembre 2008, le groupe Tereos, propriétaire de l'usine, avait annoncé la fermeture du site. Cette annonce avait provoqué une levée de boucliers de la part des salariés, qui avaient manifesté à plusieurs reprises, mais aussi de la part des élus locaux. Aujourd'hui, cette colère reste vive comme en témoigne l'énergie que les manifestants, siglés de l'autocollant CGT, déploient pour faire entendre leurs revendications.

La responsable de la CGT, très excitée comme en témoigne son débit de parole, s'empresse de dire que l'affluence est « énorme » :

« Au plus fort du CPE, à Nantes, nous attendions 25 000 mais je pense que nous serons plus aujourd'hui. Nationalement, ils annoncent 70 % de grévistes chez les instituteurs et un peu moins dans le secondaire. C'est des chiffres énormes. Les chiffres de la Poste sont également significatifs. Il y a 80 bureaux de poste fermés sur le département soit plus de la moitié. Il y a beaucoup de

cadres parmi les grévistes. C'est majoritairement une manif de salariés même si nous trouvons également beaucoup de jeunes ».

Sur place, deux mondes s'affrontent : l'intersyndicale très organisée s'oppose à des groupuscules de manifestants dont l'organisation est plus anarchique :

« Nous avons un souci avec les jeunes. Ils restent en tête de manif. Il va falloir réagir. [...] Tous ceux qui s'associent à ce mouvement doivent se mettre derrière la banderole intersyndicale. Les jeunes essayent toujours de faire le *forcing* pour prendre la tête. [...] Nous avons prévu une équipe de sécurité mais je ne sais pas où elle se trouve actuellement. »

Concernant le tracé du parcours, le délégué précise qu'il est calé en fonction de l'affluence des personnes. « *A priori*, aujourd'hui, on fait la grande boucle pour éviter que le serpent se morde la queue c'est-à-dire que la tête de manifestation rencontre la queue de la manifestation. » L'objectif est d'étirer au maximum le parcours pour éviter des collisions.

14h30 - 15h00 : prise de parole des porte-parole (délégués) des syndicats.

L'ambiance, bien que très revendicative, reste « bon enfant ». Devant la banderole de Beghin Say, un camion prend place. Il est équipé d'une sono et de plusieurs micros. Les représentants/délégués de l'intersyndicale (FO, CGT, CFDT...) se succèdent pour faire un discours. La remorque du camion sert pour l'occasion d'estrade.

La sono est très défectueuse. Le message est inaudible malgré l'énergie des orateurs. La responsable locale de la CGT tient en main un unique document : son discours. La CGT ne dispose pas de feuille de route, ni de plan de la ville.

Avant même que le défilé ne démarre, le carré de tête est difficile à identifier. Des artistes ont réussi à leur voler la vedette. Ils semblent s'être volontairement désolidarisés du cortège pour gagner en visibilité. Ces intermittents du spectacle maîtrisent également l'art de la mise en scène : un cordon de gardes du corps encercle une voiture décapotable. À l'intérieur de cette voiture, deux personnages portent des masques représentant Nicolas Sarkozy et Carla Bruni. Un troupeau de moutons suit la voiture en bêlant. Ils réussiront à retenir l'attention des journalistes. La CGT, rapidement, s'adresse à leur leader pour les inviter à rentrer dans le rang.

14h40 : le défilé se met en route.

Les choses prennent enfin leur place. Le cortège peut se mettre en marche. Nous quittons rapidement le Cours des 50 otages pour nous engouffrer dans des ruelles très étroites. Les facteurs d'ambiance, en raison de la topographie

des lieux (canyon, réverbération...) sont amplifiés. Les slogans retentissent, interpellent les habitants qui s'agglutinent aux balcons. Munis d'un appareil photo, quelques-uns tentent d'immortaliser l'évènement. D'autres s'empressent de fermer leurs fenêtres, un peu effrayés par cette vague humaine qui gronde. La foule semble être sous pression. Dans ce climat, la CGT peine à contrôler la situation.



Tête de cortège de manifestation

Le délégué CGT, muni d'un drapeau, ouvre la marche. Il est très concentré. Sa crainte : les débordements des jeunes qui peuvent en profiter pour casser une vitrine, tagger des murs... Nous passons devant un mur avec des affiches du Front National. Deux jeunes se font la courte échelle pour déchirer ces affiches. En même temps, la foule hue en guise d'acquiescement. À chaque bruit, le délégué fait un rapide diagnostic pour prendre la mesure du climat et jauger les risques. Les visages des syndicalistes qui tiennent la banderole sont crispés. La compilation des facteurs d'ambiance amplifiée par la morphologie des lieux et attisée par le comportement « déviant » de quelques manifestants, crée un climat hostile. Nous ne sommes donc pas dans une ambiance festive. Cette tension est palpable dans le débit de parole de nos interlocuteurs, les postures corporelles, les mouvements de tête des deux délégués de la CGT, les regards suspects des manifestants.

Les responsables reconnaissent qu'il est très difficile de contenir les flux faute d'effectifs. Ils éprouvent des difficultés à réguler les flux, se « sentent vite débordés » par les jeunes qui, plus mobiles et plus autonomes, prennent position devant le carré de tête. Ce jeu de chaises musicales a des conséquences : ils ont du mal à rythmer l'écoulement de la manifestation. Régulièrement, la manifestation est stoppée dans son élan, en raison de ces

problèmes de leadership, créant inévitablement « des répercussion à l'arrière. C'est pas bon car cela fatigue les gens » précise le délégué CGT.

La police également semble agitée. Deux voitures de police ouvrent la manifestation. Un agent, qui circule à pied, se positionne en tête de cortège. Sa mission : prendre la mesure de l'évènement, prendre le pouls de la manifestation. Muni d'un *talkie-walkie*, il fait régulièrement un point d'étape au QG situé au commissariat. Cet agent ne dialoguera jamais directement avec les manifestants. Il échange constamment avec les deux agents de la SEMITAN (opérateur transports de l'agglomération nantaise) qui l'accompagnent et qui sont facilement identifiables avec leurs parkas verts et leurs *talkies-walkies*. Leur mission : éviter qu'un bus ne se fasse piéger dans la manifestation. Les conséquences peuvent être dramatiques : un chauffeur, pris de panique, pourrait très mal réagir et tenter de passer en force.

15h20 : conflit CGT / CNT – ne pas se faire voler la vedette.

Soudain, quelques manifestants s'emportent et se disputent. Objet de la dispute : l'entêtement des jeunes de la CNT qui restent devant la banderole du carré de tête et obstruent le message. Ils sont rapidement séparés par le SO (Service d'Ordre) pour éviter que la situation n'explode. Pour remédier à ce problème de coordination, la CGT souhaite, lors des prochains évènements, prendre des mesures « plus fermes » : « il faudra muscler notre Service d'Ordre, être plus ferme sur la coordination. Ces débordements peuvent être très dangereux. (...) Quand les anars sont devant, ils peuvent dévier la manif. Ils peuvent donc faire intervenir la police et du coup casser la fête. Donc là, pour nous, c'est chaud. Notre intérêt, c'est que la manifestation se fasse dans le calme. Le principal problème avec ces groupuscules, c'est que je n'ai pas d'interlocuteur. Ce ne sont que des individualités. Il y a des meneurs mais ils ne nous écoutent pas. Nous ne pouvons pas dialoguer avec eux. Il y a un risque de casse, que tout parte en vrille. Le problème, c'est qu'ils ne respectent pas la règle ».

15h30 : place Graslin.

La topographie des lieux change radicalement. La place Graslin est un espace aéré. Le bruit de la foule se diffuse donc plus largement. Du coup, la tension redescend. Les visages semblent moins figés. La manifestation devient étrangement plus silencieuse. La foule devient aussi moins compacte, moins « agressive ».

L'aménagement de la place Graslin, qui fonctionne comme une double voie en raison de sa largeur, permet à la CGT de doubler les jeunes et de se (re)placer en tête de cortège. Pour réaliser ce coup de force, le carré de tête se sépare pour contourner la masse de jeunes en tête de cortège. Ils se reforment rapidement à la sortie de la place Graslin.

Des membres de la CGT se disposent sur le côté pour empêcher les jeunes de contourner de nouveau la manifestation. Cette stratégie durcit le climat. La CGT semble à la fois inquiète du risque de débordements et satisfaite d'avoir regagné du terrain. Le cortège se met de nouveau en route. Le climat redevient tendu mais la situation semble sous contrôle.

15h45 : le comptage.

Au passage sous un pont, un premier bilan sur le nombre de manifestants est réalisé : « Regarde ! », m'interpelle le délégué CGT, « la queue du cortège n'a pas encore quitté la place. C'est énorme. J'ai rarement vu autant de manifestants à Nantes », se réjouit-il. Nous disposons d'un premier indicateur tangible qui permet de se rendre compte de l'étendue de la manifestation¹¹.

Un militant de la CGT vient le voir. Il se plaint du manque de fluidité de la manifestation. « Elle ne va pas assez vite. Beaucoup de manifestants n'ont toujours pas démarré. Il faut accélérer le pas ! » Problème : la CNT, placée juste derrière le carré de tête, crée volontairement des bouchons, et soudain se met à courir. Ce « petit jeu » entrave la fluidité. Ce qui évoque une analogie avec les ralentissements lors des départs en vacances et leur fonctionnement en accordéon. Nous retrouvons les mêmes difficultés pour garantir une vitesse constante pour éviter ce phénomène d'accélération/décélération.

16h10 : Cours des 50 otages. Au passage de la manifestation devant l'armurerie qui se trouve au croisement du cours des 50 otages et de la rue du marais, un employé s'empresse de baisser le rideau de fer. La tension semble être redescendue. Cette chute de tension s'explique encore par la géographie des lieux. Cette artère du Cours des 50 otages est très spacieuse. Les paroles et

¹¹ Les délégués, pour prendre la température de l'évènement, pour faire un pronostic sur la jauge, se sont défini un certain nombre d'indicateurs construits à partir de leurs propres expériences. Ces indicateurs ne sont pas formalisés. Ils montent difficilement en généralité pour devenir des procédures. Parmi les informations qu'ils capitalisent, nous pouvons citer :

- _ les informations récoltées *in situ via* le SDIG ;
- _ les informations remontées par leurs propres « camarades » qui circulent dans la foule ;
- _ les informations récoltées dans les média et par téléphone : TV, radio, Internet. Ces informations donnent des tendances.

les bruits se font moins puissants et se diluent dans l'immensité de l'espace. Précédemment, nous circulions dans des rues plus étroites qui agissent comme des caisses de résonance, amplifiant les bruits, les cris, les slogans et attisant les émotions. Les flux étaient également plus compressés, contraignant la CGT à créer des barrages pour éviter les débordements. Lorsque nous arrivons sur l'avenue, le défilé semble avoir trouvé son rythme de croisière.



Passage sous le pont: la manifestation se regarde manifester

16h20 : la préfecture

La présence des forces de l'ordre est ici très visible. C'est la seule fois où nous croiserons visuellement les CRS qui, tout au long du parcours, ont fait le choix de rester très discrets. Cette invisibilité des CRS s'explique ainsi selon le responsable CGT: « C'est une manière de ne pas mettre de l'huile sur le feu. Dès que les jeunes voient du bleu, c'est clair, ils voient rouge » plaisante-t-il. Plus nous approchons de la préfecture, plus les visages se crispent. Ce point de

passage obligé en raison de sa fonction symbolique est aussi un point critique qui nécessite le déploiement d'un cordon de sécurité. Quelques CRS sont positionnés derrière des barrières qui ferment l'accès à la préfecture. Pour éviter tout risque de débordement, la CGT a sollicité l'aide des dockers pour contenir d'éventuels dérapages. Mais, « les dockers refusent de jouer ce rôle de flic. Ils ont un mauvais souvenir du CPE (contrat premier embauche). » C'est le Service d'ordre de FO qui finira par assurer ce rôle d'encadrement. Le carré de tête dépasse la préfecture. Très vite, l'ambiance redevient détendue. La fin de manifestation se fait sentir. La foule s'étire, devient moins compacte, le pas ralentit. Les jeunes de la CNT se sont remis devant la CGT qui ne réagit plus. Le jeu n'en vaut plus la chandelle. En fin de manifestation, les règles semblent se desserrer. Soudain, une bande de jeunes se rue sur des palissades en fer et tape du poing. Un énorme vacarme fait sursauter la foule. L'agacement se lit sur les visages des manifestants. Cette tension est accentuée par le bruit du froissement de tôle. Ces attitudes déviantes participent à créer un climat qui, par un effet de mimétisme, tend à se propager. Personne ne réagit mais la CGT, malgré son maigre effectif, reste très vigilante pour éviter les dérapages.

17h00 : terminus

L'Hôtel-Dieu annonce la fin de manifestation. Nous apercevons au loin la queue de la manifestation qui n'a pas encore quitté la Place du Commerce. « C'est du jamais vu » s'exclame le délégué. Dès que nous sommes à des intersections ou à des endroits qui permettent de gagner en visibilité sur l'étirement de la manifestation, notre agent de police qui circule à pied fait un point de situation pour donner la physionomie et l'étendue de la manifestation. Arrivés dans un grand parking, les manifestants se détachent progressivement dans le calme. Nos délégués se réunissent pour faire le point. « Mission accomplie » soupire le délégué CGT. « Et sans pépin... mais c'était chaud. [...] Il faut que lundi nous puissions faire le point sur notre SO et le parcours, qui n'est plus adapté » conclut un des syndicalistes.

2/ LA FOULE DANS TOUS SES ETATS

Physionomie de la foule

Les mouvements de foule font l'objet d'une caractérisation propre par les forces de l'ordre. La physionomie de la foule est déclinée suivant une typologie exclusivement construite sur la violence et le degré de menace qu'elle inspire. Les forces de l'ordre établissent une gradation dans la violence qui va de la manifestation paisible, « bon enfant », à l'émeute urbaine que nous avons pu rencontrer lors de la manifestation de Saint-Nazaire. Les types de foules sont

appréhendés comme des stades d'évolution qu'il convient de contrôler pour éviter les débordements. La préoccupation des forces de l'ordre est de pouvoir « jauger » la foule, d'en prendre la température afin de déployer les moyens et les procédures adaptés pour maintenir l'ordre public.

Pour décrire la foule, les forces de l'ordre utilisent implicitement deux métaphores : celle de la physiologie et celle de la thermodynamique.

La métaphore physiologique

La métaphore physiologique est contenue dans l'étymologie du mot foule. Celle-ci est d'abord perçue comme une « chose » potentiellement menaçante qu'il convient de maîtriser, d'encadrer et de contrôler. Les foules sont considérées comme des acteurs, avec des comportements, des émotions et même des intentions. Cette personnalisation de la foule est perceptible à travers la rhétorique des CRS. La foule a une physionomie, un visage qui varie en fonction du contexte et de l'humeur, du public. La foule a des comportements. Elle gronde, crie, s'agite, se calme. La foule met en équivalence, en co-présence des acteurs humains très différents. La foule se conjugue donc au pluriel. Ses contours sont à géométrie variable.

Lors d'une manifestation encadrée par un service d'ordre, la foule est généralement disciplinée. Cette foule se distingue des « groupuscules de jeunes » que nous avons croisés lors des Transmusicales dont les comportements déviants en raison d'une forte consommation d'alcool focalisent l'attention des forces de l'ordre. Ces groupuscules sont jugés par nature peu structurés, instables, donc potentiellement menaçants pour l'ordre public. Ces comportements contrastent fortement avec ceux des manifestants qui forment une foule compacte, artificielle, organisée, structurée, intégrée dans l'espace et le temps. À l'inverse, comme nous l'avons vu lors des nuits de la place Saint-Michel à Rennes, l'absence d'organisation de ces collectifs constitués par leur simple co-présence pose la question du contenant. Faute de cadre, ces électrons libres ont du mal à « se contenir ». Pour « maîtriser » ces groupuscules, les forces de l'ordre construisent un conteneur artificiel : un périmètre au sein duquel ces déviances sont tolérées mais ne peuvent produire un contenant.

En cas de dérive, le but ultime des forces de l'ordre est de provoquer la dispersion. Cette charge incombe généralement aux CRS. La priorité reste la dissolution de la masse. Lors de cette opération d'évacuation, une ouverture est laissée à l'arrière pour le reflux ou la fuite des derniers rebelles. Cette stratégie est un moyen d'éviter que la tension s'envenime et se fixe sur place.

La métaphore thermodynamique

Nous nous sommes volontairement emparés de la terminologie issue des sciences physiques, relatives à la thermodynamique des gaz, pour décrire les mouvements de foule. La foule, à l'image de l'eau, peut exister sous différents états : gazeux, liquide, et solide.

État gazeux : la mise en ordre

Dans un gaz, les molécules sont très éloignées les unes des autres. Cet état gazeux est perceptible lorsque les manifestants se rendent par exemple à une manifestation. Ils ne se sont pas encore « soudés » entre eux pour former une foule compacte et dense. Lorsque la manifestation se termine, les corps se desserrent après s'être compactés. Les corps se détachent pour redevenir des entités autonomes. Les manifestants retrouvent leur liberté de circulation. Ils ne sont plus contraints par le mouvement de la foule. Cet état « gazeux » de la foule nous donne également des indications sur le climat de la manifestation. Progressivement, la température redescend. La vie urbaine retrouve son rythme. L'espace public retrouve ses droits. Tous les comportements rentrent dans l'ordre.

En fin de manifestation, cet état gazeux peut être propice à un climat d'entropie. Les forces de l'ordre doivent donc maintenir leur vigilance pour éviter que des groupes isolés de casseurs exploitent ce désordre inhérent au délitement de la foule pour agir.

État liquide : une manière d'évacuer les conflits

À l'état liquide, les manifestants s'apparentent à des molécules qui sont encore « libres » : elles se baladent, se rapprochent progressivement, s'attirent entre elles et forment une masse organique. Nous retrouvons cette situation lorsque la manifestation se met en place puis progressivement en route. Les corps des manifestants se lient entre eux, forment un cortège, ils s'échauffent mutuellement en chantant des slogans. La force d'attraction de la foule est, à ce stade, importante. Pour pouvoir se mettre en mouvement, cette foule ne doit pas être totalement compacte. Chacune des personnes reste libre de ses mouvements, mais la pression monte. À ce stade, la foule est encore « déformable », flexible...

Une fois le cortège en route, la foule devient plus disciplinée. Les corps qui la composent doivent rentrer dans les rangs ce qui nécessite la présence des SO (services d'ordre). « La moindre perturbation peut être fatale », nous dit un

syndicaliste s'efforçant de contenir les débordements des mouvements anarchistes qui tentent de se positionner à la tête du cortège.

Nous retrouvons cet état liquide lors de l'évacuation d'un stade auprès le match de foot se déroulant à La Beaujoire. Pour décrire la situation, les CRS évoquent la mécanique des fluides :

« le risque majeur est de bloquer l'écoulement de la manifestation. Il faut éviter les points de cristallisation pour éviter que le comportement "se durcisse". Assurer l'écoulement des flux est une manière d'éviter qu'une "situation s'envenime et dégénère". Maintenir la fluidité, c'est éviter que les tensions se cristallisent, que les conflits éclatent ».

État solide : risque de durcissement des conflits

Lorsqu'une situation se fige, le climat se durcit, l'ambiance se dégrade. De même, lorsqu'une manifestation s'arrête, les zones de tensions potentielles se multiplient :

- avec les automobilistes qui ne supportent pas de rester à l'arrêt ;
- entre les manifestants dont les esprits s'échauffent.

À l'état solide, l'eau prend la forme de la glace. Filons la métaphore. Lorsque la foule se fige, les relations deviennent également plus glaciales. Inversement, le climat devient plus chaud, plus pesant. Le risque majeur est de ne plus pouvoir contenir cette pression. Pour éviter que ces zones de tension s'installent (effet cocotte minute), la foule doit rapidement se remettre en marche. À Rennes, les *ravers* avaient dû négocier avec la police un temps de stationnement sur la place de Bretagne qui ne devait pas excéder quinze minutes. L'objectif est d'éviter que la manifestation se cristallise.

Dans un système fermé (type stade), l'énergie de la foule est plus difficile à canaliser. L'évacuation des flux est donc capitale. D'où cette stratégie des CRS qui consiste à laisser des portes de sortie pour que les manifestants ou les perturbateurs puissent s'échapper ou s'enfuir. Objectif : éviter le durcissement de l'affrontement. Cette posture des CRS tranche avec l'entropie relative des supporteurs et des manifestants qui s'agitent. À l'état solide, les molécules sont rangées de façon très précise, très ordonnée, géométrique. Pour les CRS, c'est une manière de mettre en scène l'ordre public qui s'oppose à ce climat d'entropie. Pour se protéger, les CRS font corps, c'est-à-dire s'enchaînent les uns aux autres : ils peuvent encore bouger, s'agiter mais ils agissent comme un seul homme. Ils ne doivent pas se laisser emporter par leurs émotions, conserver de la distance à l'égard du contexte et garder leur sang froid.

3/ LE MAINTIEN DE L'ORDRE, UN MÉTIER D'EXPERT

L'État impose une pédagogie de la retenue – qu'on désigne par l'expression de « violence contenue » – centrée sur une stratégie de modération optimale à l'égard des « agresseurs ». L'une des qualités des agents de maintien de l'ordre est donc la maîtrise de soi. Leur objectif principal est de maintenir l'ordre public en régulant les comportements « des citoyens momentanément égarés ».

Le maintien de l'ordre est régi par plusieurs principes qui vont donner lieu à autant d'objectifs de formation qui ont :

- un but moral pour développer le sens de la discipline, le sens du devoir, l'esprit de solidarité, le sens de la légalité, le respect de la dignité humaine ;
- un but physique pour procurer la stabilité émotionnelle indispensable au cours des opérations de maintien de l'ordre ;
- un but technique pour acquérir les réflexes nécessaires pour qu'en toute circonstance la mission de maintien de l'ordre s'accomplisse avec le minimum de dommages pour les parties en présence.

Garder son calme pour éviter que le climat ne dégénère

Lors d'une manifestation, le « sang-froid » ou le « calme » des troupes est indispensable pour rester vigilant en vue de pouvoir s'adapter à tous les scénarios. Par exemple, à Rennes, face à des jeunes enivrés, la police a appris à accepter « le sacrifice » d'un rôle ingrat qui les amène à « un haut sentiment du devoir ». En effet, ils ont appris « à encaisser » les insultes, à ne « pas répondre aux provocations ». Ils ont appris à ne plus prendre au premier degré les agressions dont ils sont l'objet. Les injures perdent leur charge provocatrice. Ce n'est plus telle personne singulière qui s'en prend à eux personnellement, mais un individu parmi d'autres et qui aurait tout aussi bien pu se défouler sur un collègue. Cette manière de dépersonnaliser la relation de confrontation est capitale pour ne pas s'engouffrer dans le conflit, pour faire en sorte que le climat ne dégénère pas.

Le maintien de l'ordre ne repose pas exclusivement sur cette dose d'abnégation des forces de l'ordre. Rennes a aussi été le théâtre d'interventions plus musclées comme en témoigne l'évacuation de la place des Lices. Après avoir pris position autour de la place, les forces de l'ordre ont adopté une posture de fermeté. Lors de cette intervention, la mise en scène donne l'impression d'une troupe soudée et infranchissable. Les corps, contrairement à l'étape précédente où ils étaient volontairement invisibles, se sont rigidifiés et se montrent plus menaçants.

Cette solidification des corps donne à l'escadron une allure « autoritaire ». Les forces de l'ordre agissent également comme des automates, comme des machines « inhumaines ». L'effet d'intimidation est immédiat. L'uniformité des gestes commence dès la descente des cars. Une manière de se conditionner nous dit un CRS : « Il faut que tout le monde descende d'un pas décidé en sachant où aller ! ». Ce comportement inflexible, nous le retrouvons lors d'une manifestation qui tourne mal. Cette mise en scène des corps refroidit souvent les ardeurs des manifestants hostiles. Les forces de l'ordre restent donc imperturbables, muettes face aux provocations. Les consignes sont claires : proscrire tout « relâchement », exiger un « silence total », rester « calme et impassible », avoir « une attitude qui en impose ».

Devant ces manifestants qui s'agitent, il faut « se montrer ferme, énergique ; ne manifester aucune nervosité, aucun signe d'impatience, aucune marque de fatigue ; rester indifférent aux cris, menaces, injures et même aux applaudissements ». Cet affichage de fermeté est un moyen d'éviter la confrontation.

Gestion de la temporalité

Si la majeure partie des interventions est effectivement constituée par des stratégies défensives, le maintien de l'ordre est constitué majoritairement par des temps d'attente. La formation vise à inculquer cette capacité de résistance (au temps, à la chaleur ou au froid, à l'énervement). Mais celle-ci a ses limites. Comme tout individu prisonnier d'une situation à risque, les CRS en arrivent à vouloir en découdre. « Nous sommes conditionnés pour cela », ironise un commandant. Le cumul de la fatigue (attente dans les cars et dans les dispositifs statiques, faim, injures, ennui...) peut conduire à des crispations. Pour contrer ces risques de défoilement, les officiers ont progressivement mis au point des techniques spécifiques qui ont pour fonction de maintenir les forces de l'ordre dans une discipline contenue. Par exemple, la notion de « réserve » constitue ainsi une notion clé du maintien de l'ordre. Le repos est perçu comme la condition d'équilibre d'agents qui doivent demeurer autant que possible « maîtres de soi », « sans esprit de vengeance ». Ainsi, lorsque les unités doivent intervenir dans un contexte « extrêmement hostile », le commandement tente dans la mesure du possible de relever l'escadron afin que « la charge ne soit pas une décharge ». La technique du décrochage (relève) est un moyen de décompresser.

4/ L'ECHO D'UNE MANIFESTATION - SAINT-NAZAIRE 29 JANVIER 2009 (ENTENDUE DEPUIS LA SALLE DE COMMANDEMENT DE NANTES)

Cette histoire est un peu étrange car elle se déroule à distance, à Saint-Nazaire, alors que nous sommes dans la salle de commandement de l'hôtel de police de Nantes. C'est aussi le cas pour tous ceux que nous observons qui doivent se contenter de ces informations qui arrivent par des canaux de communication divers et qui vont remettre en cause cette atmosphère de manifestation si tranquille à Nantes.

L'hôtel de police vient d'emménager dans de nouveaux locaux très modernes et spacieux.

La salle de commandement est très grande car elle peut comporter jusqu'à une vingtaine de postes, tous orientés vers le mur du fond sur lequel est projetée une très grande carte, qui affiche les positions des véhicules par géolocalisation. Mais cette grande salle est la salle du 17 pour tout le département, c'est-à-dire pour les trois zones police de Loire-Atlantique qui sont Nantes, Saint-Nazaire et La Baule.

La salle pour le maintien de l'ordre (MO) est nettement plus petite, c'est le bureau du chef, le major présent depuis plusieurs années. Juste à côté se trouve le bureau de son adjoint arrivé à Nantes en même temps que lui. Normalement le chef et son adjoint travaillent chacun dans son bureau, mais lorsqu'il s'agit d'un gros maintien de l'ordre, ils se mettent ensemble pour partager l'audio et l'adjoint prend son PC portable pour tenir la main-courante. Mais ils ont pris l'habitude d'utiliser des casques et des micros personnels, ce qui change beaucoup la façon de travailler et l'ambiance dans la salle. On entend en effet seulement ce qu'ils disent et non les messages de leurs interlocuteurs qui arrivent sur la conférence 32 qui est spécialisée pour le MO. Pour nous rendre service et nous permettre de suivre tous les échanges, le major décide de passer en mode haut-parleur.

L'autre salle réservée aux situations de crise n'a pas été ouverte, tout se passe donc dans « l'intimité ».

Équipement de la salle (en fait un bureau)

Trois écrans sont présents sur son bureau, l'un est éteint, l'autre sert à la bureautique puis sera positionné sur les caméras de la ville de Nantes, accessible par le web. Le troisième écran affiche le système Pégase, présent dans 30 salles de commandement en France en 2008 et qui permet de suivre la position des

véhicules. À Nantes, contrairement à Rennes, tous les véhicules sont géolocalisés. Ils s'affichent à l'écran avec un petit véhicule et leur nom en-dessous. Quand on demande l'information sur ce véhicule, on obtient une fiche complète des propriétés du véhicule, de son personnel et le cas échéant de son engagement.

Les téléphones et appareils radio (dont des *talkies-walkies*) sont très nombreux dans la salle pour le MO, il se crée ainsi un environnement sonore très riche de connexions sélectives avec tous les niveaux hiérarchiques et avec les autres institutions (ex : la Semitan, organisateur des transports publics).

L'irruption de Saint-Nazaire

La manifestation de Nantes a suivi son cours, la BAC a signalé « soixante-dix à quatre-vingt individus place Royale » sans autre remarque particulière puis un feu de carton, « des petits rigolos ». Les temps morts s'allongent, les comptes-rendus sont espacés. Est signalée une fanfare installée port Communeau, qui a pour effet de ralentir et de bloquer le cortège. Personne ne remonte plus la rue de Strasbourg.

Le chef est avisé par la personne superviseuse de Saint-Nazaire, qui dispose d'une salle identique sur place, qu'une section CRS serait prise en tenailles entre deux groupes de manifestants hostiles et qu'elle a dû faire usage de grenades lacrymogènes. L'information est transmise sans plus de détails.

Pendant ce temps, à Nantes, un « groupe de lycéens » est entré en masse à la FNAC et a fait un tour dans les rayons en faisant du tapage apparemment. Ces affaires sont relativisées car ce qui se passe à Saint-Nazaire commence à occuper l'esprit du major.

C'est surtout le ton du commissaire de Saint-Nazaire, marqué par l'anxiété, qui inquiète : « on est projectés par la foule, on envoie des grenades ». Ils le font à partir de la sous-préfecture où ils se sont repliés. Le chef fait son analyse aussitôt : « Ils ont dû avoir une faille dans leur dispositif pour se retrouver ainsi pris en tenailles... C'est pas bon ». Mais il ne dramatise pas en prévenant le commissaire à la préfecture de Nantes : « Alors vous vous faites chier à la pref, hein ? À Saint-Nazaire, eux, ils s'ennuient pas ». Il lui explique la situation en ajoutant que les groupes de manifestants ont dû profiter de l'occasion pour « se faire du flic ».

Le ton alarmiste du commissaire de Saint-Nazaire monte encore dans ses appels : « Tentative d'intrusion, tentative d'intrusion ». « Combien sont-ils ? ».

« Je n'ai pas le temps de compter ». « Mais à peu près dix, cent ou mille ? ». « Une bonne centaine, mais il y a deux mille personnes autour ».

Les messages font passer un véritable stress dans la salle, d'autant plus qu'ils sont entrecoupés de blancs complets avec absence totale d'indices. Le *talkie-walkie* du commissaire de Saint-Nazaire est le seul cordon qui le relie au centre. Le chef a l'air de contrôler, mais il est désormais debout, il a passé la conférence 32 à son adjoint, qui est mobile et parle plus souvent dans la grande salle pour ne pas déranger. Le personnel qui travaille dans la grande salle entend nettement le ton des appels de Saint-Nazaire et s'est rapproché pour écouter (trois personnes). Le commissaire est entièrement submergé par l'émotion : « jet de pavés, jet de pavés », « Je demande un approvisionnement en projectiles, urgent, nous sommes à court de projectiles ».

Le chef prend la décision d'envoyer deux groupes CDI (Compagnie Départementale d'Intervention) pour Saint-Nazaire. Il a vérifié auparavant auprès de son collègue adjoint que tout se passe bien sur Nantes et il en a parlé avec le DDSP sur son téléphone portable. Le chef demande une précision à la superviseuse de Saint-Nazaire : « oui, il y a bien une autre section CRS présente à Saint-Nazaire, mais elle est au commissariat sans munitions, elle est en train de recharger ».

Lors des appels successifs depuis Saint-Nazaire, on comprend (mais il faut interpréter) que quelques-uns des cent manifestants plus virulents tentent d'escalader les grilles et de forcer les portes. Elles ne seront vraiment sécurisées qu'au bout de longues minutes. Des jets de white spirit sont aussi mentionnés.

Saint-Nazaire : « Lancer de grenades défensives détonnantes pour éviter l'invasion » (Ils sont canardés avec des bouteilles et des pavés).

La situation s'aggrave encore : « Il y a urgence, on n'a plus de munitions à l'intérieur de la sous-préfecture ». Le commissaire de Saint-Nazaire demande l'intervention des gendarmes mobiles de Saint-Nazaire.

Le chef demande des explications, il a pris la main, même si la superviseuse de Saint-Nazaire continue à faire le relais, mais il manque de précisions pour comprendre vraiment la situation et parfois le commissaire est totalement dans l'action et ne peut pas prendre le temps de faire un diagnostic précis. Il fournit quand même ces détails : « On n'est pas protégés, on est à l'extérieur de la sous-préfecture sans moyen de protection. On est attaqués sur une autre porte de la sous-préfecture ». Ce qui est aussitôt suivi d'une demande de renfort : « Demandez à La Baule de nous envoyer un maximum de grenades. On a trois

blessés dans les forces de l'ordre ». D'autres informateurs (que nous n'avons pas pu identifier) annoncent que des jeunes sont en train de dépaver la rue et d'apporter les pavés dans des poubelles roulantes devant la sous-préfecture.

Le chef appelle alors le Centre Opérationnel de Groupement (Gendarmerie) pour faire une demande officielle d'envoi des gardes mobiles, mais il ne reçoit pas de réponse officielle.

« J'ai des instructions pour dégager la rue », il va demander d'envoyer l'autre demi-compagnie empêcher les jeunes de continuer à dépaver. Le DDSF intervient par téléphone et demande de récupérer du monde à La Baule. Réponse du chef : « C'est en cours ».

Les renforts en munitions et en personnel deviennent nécessaires. Le chef décide qu'il faut faire partir un véhicule (de Nantes) avec matériel et GLI (Grenades Lacrymogènes Instantanées). Il faut aussi des motards pour la protection du convoi. Le chef adjoint donne le numéro direct des motards qui sont sur place à Nantes, il les connaît par cœur. Il faut aussi gérer le remplacement des effectifs qui partent. La Brigade Surveillance des Transport en Commun a été mise en alerte par le commandant qui est à la préfecture. Ils patrouillent habituellement dans les tramways et les gares. Ils ont de l'équipement de MO (des boucliers) alors que les autres (police secours) n'ont que des casques. Le commissaire a appelé le Service Sécurité et Proximité (police en tenue), il va mettre sous pression tous ceux qui restent dans les bureaux qui vont prendre leur matériel MO. « On va tenir le point avec le Service Général déguisé en MO ».

Le ton du commissaire de Saint-Nazaire est un peu plus calme : « Pour le moment, on tient le terrain, les manifestants sont à cent mètres, place des quatre horloges ».

Seulement quelques instants après, il demande sur un ton très alarmiste : « Les effectifs de la Baule, ils se magnent ? »

Pendant ce temps, un problème a surgi au commissariat Olivier de Clisson (cf. le récit ci-après). Mais le climat de Saint-Nazaire mobilise l'attention et surtout des forces supplémentaires puisqu'ils doivent aller en renfort là-bas. Il est clair que le chef ne peut pas se permettre d'avoir un front sur Nantes en même temps car il n'aura plus les forces et surtout pour un motif aussi limité d'interpellation d'un jeune en état d'ébriété.

Un nouveau souci préoccupe les esprits : trouver des plans de Saint-Nazaire pour les Compagnies Départementales d'Intervention... qui sont déjà parties !

Plusieurs personnes courent dans toute la salle pour en trouver car tout vient d'être déménagé. Puis il faut encore sélectionner les bonnes cartes et les porter aux unités qui vont partir.

Les échanges radio vont alterner dès lors entre le commissaire de Saint-Nazaire et les CDI qui annoncent leur avancement tout le long de l'autoroute. « On est encore sur le périph de Nantes ! » avec les sirènes en arrière-plan. Le commissaire est informé de cette avancée par le chef, il trouve que 45 minutes c'est très long et il craint que son problème d'urgence ne puisse être résolu de cette façon.

Finalement le chef peut lui annoncer que deux gendarmes du PSIG (Peloton de Surveillance et d'Intervention de la gendarmerie) vont au soutien (mais certains ne sont pas casqués). En fait le commissaire le savait déjà par un autre canal.

Autre préoccupation : les forces qui partent de Nantes doivent être remplacées au fur et à mesure et on demande aux véhicules de police d'aller se placer là où étaient les CDI, avec une grande précision. Ces unités se déplacent rapidement et doivent même abandonner le traitement d'un incident près du tramway, car la *priorité* est désormais l'affaire de Saint-Nazaire et ses conséquences sur Nantes.

Soudain, le commissaire de Saint-Nazaire annonce : « Barricades à Saint-Nazaire ».

Ce mot seul semble faire changer la perspective : faut-il envoyer là-bas aussi la compagnie de gendarmes mobiles présente à la préfecture de Nantes ? Un problème sérieux de répartition des forces se pose. À Saint-Nazaire, le matériel est épuisé, les gendarmes mobiles ne sont pas tous casqués, la situation n'est pas à l'avantage de la police.

Les informations reçues au PC donnent 1000 manifestants à Saint-Nazaire et des jets de cocktails Molotov. Les chiffres sont approximatifs : 500 ou 1000. L'hostilité serait due à une consommation d'alcool. Selon le commissaire de Saint-Nazaire, les manifestants ne seraient pas des « jeunes » mais des « ouvriers casseurs ». Plusieurs personnes sont interpellées. Plusieurs blessés (quatre) chez les manifestants (pied sur une grenade) et un blessé parmi les forces de l'ordre. Le DDSP adjoint demande « un point » : « plusieurs centaines d'ouvriers casseurs passablement alcoolisés ». Pendant ce temps, l'histoire en cours devant le commissariat Olivier de Clisson doit être gérée mais va se dégonfler.

Les manifestants chantent la Marseillaise à Saint-Nazaire. Le chef passe sans cesse de Saint-Nazaire à Nantes. L'adjoint du DDSP demande si le ministère de l'intérieur a été informé.

19h - la BAC arrive à Saint-Nazaire et va faire des interpellations. Il faut les « responsables » après la casse et les agressions. Vers 19h10, la BAC intervient : deux interpellations. Une deuxième barricade est en feu à cinquante mètres de l'autre. Le trafic radio reprend de manière plus intensive. On approche de l'affrontement. 100 à 150 manifestants avec jets de projectiles.

19h15 : les gardes mobiles arrivent. 1^{er} jet de cocktails Molotov. « Les ouvriers du port, c'est pas des petits lycéens qui se carapotent dès qu'on leur rentre dedans ». Le DDSP vient d'arriver, il a donné l'ordre de charger. « Il faut dégager sinon on va y passer la nuit, il faut grenader massivement... sinon, ils vont faire le bal toute la nuit. Il reste le noyau dur. Ils vont faire les cons un bout de temps ».

Première sommation vers 19h30. 19h37 : grenadage.

À Saint-Nazaire seront intervenus ce soir là : un escadron de GM (à demeure à Saint-Nazaire), trois groupes CDI (déplacés de Nantes), deux BAC, un escadron GM de Luçon (déplacé de Nantes), vingt-deux PSIG, deux sections de la CRS 32. La CRS 9 (Rennes - 59 hommes) viendra se positionner plus tard en alignement du commissariat (en réserve).

Les suites de Saint-Nazaire

Quatre condamnations à de la prison ferme seront prononcées par le tribunal le 2 février en comparution immédiate et quatre autres à de la prison avec sursis le 10 mars. La procureur de Saint-Nazaire était allée sur place pendant la manifestation pour voir ce qui s'y passait et elle s'en est servi dans ses réquisitions pour montrer que la police avait été prise dans un traquenard. En appel, l'un des manifestants sera relaxé des délits d'attroupement illicite et faits de rébellion et son avocat utilisera notamment cet argument : « Pour qu'un attroupement devienne illicite, le protocole doit être suivi scrupuleusement par les forces de l'ordre. Il faut que soient effectuées des sommations régulières, et que les personnes visées par ces sommations les aient entendues ».

Compte rendu d'un organe de presse web alternatif (Bellaciao) :

« La manifestation du 29 janvier a regroupé énormément de monde, 18 000 selon la Police, 25 000 selon les organisateurs. La tête du cortège en arrivant à la sous-préfecture a trouvé porte close, le sous-préfet refusant de recevoir la

délégation. Des altercations avec les flics à propos de l'accrochage de banderoles sur les grilles protégeant le bâtiment ont échauffé les esprits.

Les CRS, habituellement discrets, et planqués dans les jardins du sous-préfet sont sortis arrogants, et se sont mis à arroser de lacrymogènes la manifestation qui défilait toujours à 16h30, obligeant le défilé (comprenant de nombreux enfants) à refluer vers la mairie.

Devant cette agression, plusieurs centaines de manifestants ont chargé les CRS, les obligeant à rentrer dans la sous-préfecture, dont le portail a été défoncé. Ce n'est qu'à 20h30 que les CRS sont parvenus à calmer la colère populaire, grâce au renfort des BAC locales, puis des gendarmes mobiles arrivés de Nantes. Un manifestant a été grièvement blessé, atteint aux jambes par une bombe sonore à déflagration. 15 personnes ont été interpellées. »

Compte-rendu par l'intersyndicale dans un communiqué

« Jeudi 29 janvier, 25 000 salariés du public et du privé, chômeurs, retraités, lycéens... de la région de Saint-Nazaire ont répondu à l'appel intersyndical interprofessionnel de manifestation. Le défilé s'est déroulé dans une ambiance déterminée mais sereine de la Place de l'Amérique latine à la sous-préfecture.

Pourquoi, dans ce contexte, l'ordre est-il donné d'exhiber une quinzaine de CRS aux portes de la sous-préfecture quand l'habitude était de ne pas les exposer, dans le souci d'éviter provocation et crispation ?

Pourquoi l'ordre a-t-il été donné de lancer les gaz lacrymogènes sur l'ensemble des manifestants présents sur les lieux alors qu'aucun incident majeur n'est constaté ?

Après avoir provoqué la colère et l'indignation de par une attitude irresponsable, qu'espéraient les donneurs d'ordres en repoussant progressivement les manifestants vers la zone commerciale (Ruban bleu) la plus proche ? »

5/ COMMANDER A L'AVEUGLE, AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS

Pour gérer le climat d'une manifestation, mieux vaut disposer de capteurs qui indiquent l'évolution de la température. Or, si l'on se place dans la salle de commandement de l'hôtel de police, les capteurs en question semblent se résumer aux communications radio et téléphoniques que nous avons déjà observées lors des autres événements. Les cartes ne servent guère (cependant le chef de salle passera sur la carte de Saint-Nazaire lorsque « ses » effectifs seront sur place), le suivi des véhicules avec géolocalisation n'est pas très utile pour

prendre des décisions et les caméras vidéo sont limitées aux sites de transport. La voix devient donc le vecteur essentiel : « La voix est le thermomètre pour le CIC », nous dit-on lors de la séance de restitution de nos observations. C'est pourquoi lorsque le commissaire qui dirige les opérations à Saint-Nazaire intervient avec des expressions chargées d'émotion et d'inquiétude, le chef de la salle de commandement est obligé d'en tenir compte. Il sait que la situation est grave, mais pour autant, il ne peut pas se laisser aller à l'émotion, la diffuser à ses autres interlocuteurs ni prendre des décisions en se laissant gouverner par elle. C'est pourquoi sa première intervention vers ses collègues qui protègent la préfecture de Nantes se fait sur le mode de la plaisanterie, pour indiquer qu'à Saint-Nazaire, eux, au moins, ils ne s'ennuient pas. Façon habile de donner l'information sans pour autant dramatiser.

Le climat d'un événement affecte donc les humains et peut ricocher très loin hors des bases de l'événement ; ceux qui ont suivi des matchs ou des émeutes à la radio ou à la télévision ont ainsi été pris par les émotions alors qu'ils en sont très éloignés. La zone d'affection émotionnelle d'un événement peut donc être très étendue, dépendant des vecteurs de transmission. Or, la radio véhicule très bien ces émotions puisque c'est la voix qui rend compte, alors qu'aucun autre vecteur ne peut contredire cette unique source d'information, comme c'était le cas à Saint-Nazaire.

Pour un professionnel de la coordination comme le major chef de salle, il n'est pas question de se laisser affecter, même s'il ne dispose pas d'une procédure toute prête pour répondre à la situation (comme c'est le cas dans certains métiers du transport ou même chez les sapeurs-pompiers). Il ne peut pas se réfugier derrière cette procédure, il doit inventer des solutions, trouver les moyens de qualifier la situation tout en restant imperméable à ces émotions (sans pour autant ignorer le fait que si le commissaire manifeste cet état d'inquiétude, c'est déjà significatif de quelque chose qu'il faut prendre en compte). Les termes employés peuvent l'aider à cette qualification et lorsqu'il entend « ouvriers », il sait aussitôt que ce n'est pas le même type de problème que « étudiants » ou « jeunes », surtout lorsqu'il connaît la tradition de Saint-Nazaire. Les termes eux-mêmes peuvent varier selon les personnes et sa connaissance des profils individuels des personnels qui sont sur le terrain peut l'aider à ajuster son analyse, selon qu'il s'agit de quelqu'un qui a tendance à dramatiser ou, au contraire, qui reste très sobre. Qualifier un climat à l'aveugle, c'est-à-dire sans image, avec seulement les ressources de la langue, paraît plus compliqué à première vue. En réalité, c'est aussi une garantie pour obliger tout le monde à expliciter ce qui se passe. Ce travail d'explicitation est donc une

contrainte qu'impose le chef à la fois pour des raisons de documentation de la situation, pour lui permettre de prendre une décision, mais aussi pour des raisons légales, de traces, de comptes rendus qui permettront de justifier l'intervention devant la justice si nécessaire. Le chef de salle demande à plusieurs reprises le nombre de manifestants devenus agresseurs de la sous-préfecture, et le commissaire aura bien du mal à lui répondre, lui qui est dans le feu de l'action. Or, c'est précisément ce type de retour « objectif » qui pourrait l'aider, lui aussi, à redonner des proportions au risque qu'il affronte. Mais tous ces éléments d'information sont peu de choses pour qualifier la situation de crise qui par définition est imprévue et qui se déroule en accéléré. La foule vient de muter à Saint-Nazaire, elle s'est transformée en émeutiers et les comptes rendus des sites alternatifs disent explicitement qu'ils ont bien chargé les CRS. Ils fournissent cependant une tout autre histoire quant à l'origine des incidents. Le chef de salle, lui, a pris les événements en cours de route, lorsque sa collègue de Saint-Nazaire lui a transmis les informations indiquant que la situation dégénérerait. Dès lors, il n'est plus temps de trouver des causes, des justifications ou des responsabilités et de porter des jugements, car l'heure est à l'action. Le CIC commande donc de ce point de vue à l'aveugle, car il intervient souvent une fois que la crise est enclenchée, comme on l'a vu pour les incidents de République à Rennes lors des Transmusicales, pensant même qu'ils se sont calmés. Le chef de salle, en raison de son expérience, précise aussitôt qu'il a dû y avoir « une faille dans leur dispositif » car il n'est vraiment pas prévu qu'une compagnie de CRS se retrouve prise en tenailles de cette façon par les manifestants. Mais il en reste là et passe aussitôt au traitement du problème. On constate d'ailleurs que plusieurs problèmes d'articulation entre les demi-compagnies, avec les gendarmes mobiles, etc., contribuent à ce cycle de désarticulation que nous avons déjà étudié : l'autre demi-compagnie est partie recharger, puis on manque de munitions, les Sections d'Intervention de La Baule n'ont pas tout leur équipement, etc. Lors des communications, toutes les solutions seront examinées les unes après les autres, le chef sera obligé de constater qu'il faut envoyer des renforts, pour les munitions d'abord mais finalement pour le maintien de l'ordre dans son ensemble. N'ayant que le canal du commissaire présent sur Saint-Nazaire, il ne pouvait pas prendre de décision plus tôt.

Le CIC est donc toujours dépendant des observateurs de terrain mais aussi des décideurs de terrain. Qui proposent cependant des stratégies qui doivent être validées par le DDSP. Les décisions importantes ne sont jamais prises seulement sur le terrain ni dans le CIC mais par le DDSP, après un aller-retour entre ces interlocuteurs. Cela signifie que le DDSP doit décider en fonction

d'informateurs sans jamais avoir accès au terrain, ce qui est la règle de tous les commandements. La qualité de la transmission des informations sur le climat, de même que la qualité des échanges sur les solutions possibles sont décisives pour prendre la meilleure décision. L'emploi détaillé des forces sur le terrain et la mise en œuvre de la décision est du ressort des chefs de service présents sur place. Le cas du procureur de Saint-Nazaire qui s'est déplacé sur le terrain durant la manifestation mérite cependant d'être signalé, car c'est ce qui lui a permis de justifier ses réquisitions sévères, puisqu'il pouvait témoigner personnellement de la charge des manifestants contre les CRS. Dans ce cas, on reconnaît une utilité à l'expérience de visu, mais c'est un cas tout à fait atypique. Comme dans tous les métiers, le sens des situations se construit dans les échanges qui supposent de faire confiance à des porte-paroles (Akrich, Callon, Latour, 2006) qui sont autant d'interprétations différentes voire contradictoires. Instituer la méfiance serait toutefois pire que tout car ce serait rendre impossible toute coopération et surtout ce serait croire que l'on peut agir avec de l'information complète, sur la base de sources indiscutables. Or, vecteur humain ou non-humain, les canaux d'information formatent toujours les données transmises et pré-arrangent les interprétations possibles. Tout l'art du chef de salle sera précisément de concilier ces différentes versions pour effectuer la conversion mentionnée par l'un des responsables, ce qui doit produire idéalement cette synthèse évoquée par un responsable : « il faut qu'on se filme l'événement » (sous-entendu dans sa tête). Ce retour de la métaphore de l'image dit bien le travail nécessaire à partir du vecteur radio mais aussi l'intérêt de devoir faire cette synthèse dans une fiction « vraie » et appuyée sur des indices plutôt que sur une supposée objectivité de l'image qui parlerait d'elle-même, c'est-à-dire depuis son angle de vue (partiel), sa position (particulière), son tempo (alerte déclenchée à un moment donné et sans histoire), etc.

6/ LA PLACE DU DROIT DANS LA PRAGMATIQUE DU MAINTIEN DE L'ORDRE

La manifestation et le suivi du travail des salles d'information et de commandement permettent de mieux comprendre pourquoi le droit est convoqué en permanence dans la gestion d'un événement, notamment sous forme des demandes de justifications des interventions que pourront diligenter les juges. En cela, le droit se révèle être en permanence en décalage climatique, ce qui est certainement sa fonction politique et sociale vitale, y compris pour sa propre cohérence.

Pour simplifier, nous pourrions dire que le droit est froid alors que le climat qu'il va avoir à traiter peut être très chaud. Il se doit même de rester froid, en étant de ce point de vue voisin du travail de distanciation fait par les coordonnateurs de la sécurité dans les CIC. Or, l'actualité nous le montre tous les jours, tout est fait en permanence pour convertir la justice en mode de traitement à chaud des infractions ou des crimes, que ce soit par l'accélération des comparutions (ce qui sera le cas pour les manifestants de Saint-Nazaire) ou pour la compassion à démontrer vis-à-vis des victimes au travers des jugements. Autant de tentatives de sortir le droit de son « congélateur » puisque l'on critiquera la lenteur de la justice pour traiter des dossiers de plusieurs années, qui ont l'effet paradoxal de réchauffer des passions qui avaient pu se calmer. Le droit possède une machine à refroidissement extraordinaire, son code de procédures qui, obligeant à agir toujours dans les formes, empêche toute action impulsive sous l'emprise de l'événement lui-même ou d'autres passions. De plus, les nécessités de l'enquête ralentissent le processus mais encore plus, les possibilités d'appel et de pourvois qui sont autant de façon de repasser toute décision dans le filtre refroidissant de la cohérence interne au droit (Latour, 2003). Il serait donc aisé de considérer que le droit et la climatisation d'un événement sont deux mondes ou deux activités très éloignés dont la rencontre est improbable.

De même, si l'on considère le travail constant d'explicitation exigé par le droit, à travers des formalismes écrits dans notre culture juridique, on mesure l'écart qu'il peut y avoir avec le caractère tacite de l'appréciation du climat, avec l'absence de codification qui permettrait ensuite de justifier si nécessaire toutes les actions conduites. On « sent » une situation, on ne « sent » pas un jugement, on l'entend, on le lit et on l'exécute ou on le subit.

Comment, dès lors, les professionnels peuvent-ils gérer cette contradiction : l'exigence de formalisme et de références explicites fait partie de la formation de base pour tous les services de police alors qu'ils doivent intervenir dans un contexte d'appréciation informelle, à chaud, d'indices flous ? Autant en police judiciaire, on pourrait considérer que le code de procédure pénale permet d'encadrer de façon détaillée chacun des actes du fonctionnaire de police, autant dans la sécurisation puis le maintien de l'ordre, les codes semblent embryonnaires ou tout au moins peu écrits. Pourtant, face à ce risque, des doctrines d'emploi ont été élaborées qui permettent de cadrer l'action des forces mobiles notamment. Ces doctrines tiennent autant lieu de repères d'efficacité et de protection des personnels que de cadres juridiques : ainsi, lorsque les CRS refusent d'intervenir à moins d'une demi-compagnie, là où les

gendarmes mobiles peuvent descendre au niveau du peloton, ils visent avant tout les conditions de réussite de leur action, refusant par définition de se mettre en situation d'échec possible. Ce que ne font pas les forces de police urbaine, souvent mises à contribution avec un nombre insuffisant de fonctionnaires et contraintes de se retirer parfois mais sans avoir à respecter des seuils fixés *a priori*.

Les modalités de construction d'un régime de justification des interventions méritent d'être décrites en détail car ce sont elles qui vont conditionner une bonne part des décisions des forces de police et en tous cas, toutes leurs communications. Trois phases peuvent être distinguées :

- avant : où l'enjeu principal sera de cadrer ;
- après : où l'enjeu principal sera de maîtriser ;
- au bon moment : où l'enjeu principal sera de contrôler.

Avant : cadrer

Tout le travail de coordination fait avec tous les acteurs partenaires d'un événement relève de ce travail de cadrage. Toutes les réunions, les comptes rendus, les dossiers par événement permettent de constituer des appuis conventionnels, au sens de la théorie des conventions (Orléan, 1994), c'est-à-dire des accords explicites qui vont aider à la coordination des acteurs en rendant naturels et indiscutables certains points d'appui pour l'action. La qualité de ces comptes rendus importe pour que tous les acteurs se sentent pris en compte et que l'accord puisse faire « force de loi », au sens figuré mais parfois au sens littéral, lorsque des responsabilités seront éventuellement recherchées pour savoir qui a failli : le partenaire qui n'a pas respecté ses engagements écrits dans le compte rendu sera dans une position nettement plus difficile vis-à-vis de la justice.

De même, la répartition des espaces et la clarification des responsabilités permettent de faciliter le travail d'articulation et de produire de la procédure. C'est le cas notamment des stades ou des spectacles en enceintes avec organisateurs, où des règlements nationaux peuvent s'appliquer pour indiquer jusqu'où les forces de l'ordre peuvent intervenir (cas de la loi Alliot Marie pour les stades).

La répartition des rôles peut s'étendre à d'autres partenaires qui sont cependant difficilement tenus légalement par ce type d'accords car ils ne sont en rien des professionnels ou des responsables légaux des foules qu'ils vont convoquer. Les clubs de supporters peuvent être associés à certaines décisions mais cela ne

garantit rien quant à leur application. C'est le cas aussi des syndicats organisateurs de manifestations ou même des *ravers* qui peuvent jouer à plein leur rôle d'organisateur responsables mais qui ne sont en rien légalement engagés par le comportement des manifestants et des *sound systems*. Ce sont donc ici des modalités diplomatiques qui permettent de suppléer les impossibilités de cadrage juridique, mais dans un état de sécurité (juridique) nettement plus faible, voire inexistant.

La responsabilité des organisateurs officiels de spectacles est, elle, clairement engagée et définie par la loi et dans des règlements sur les Etablissements recevant du public (ERP) par exemple. De nombreuses zones frontalières subsistent qui relèvent de règlements internes à une fédération par exemple (cas des fumigènes lancés par des supporters du club visiteur, où la sanction est assumée par le club qui reçoit) ou qui sont peu traitées (cas des sas de bus pour arriver aux Transmusicales dont la responsabilité est en théorie celle de la STAR mais qui affecte nécessairement la responsabilité des Transmusicales et qui dépend d'ailleurs de leurs décisions). Enfin, tous ces cadrages sont facilités lorsqu'ils sont pris en charge dans le cadre d'une relation commerciale (un billet est vendu à un spectateur qui, de ce fait, change de statut), ce qui permet notamment de trier et de cadrer les publics. Lorsque des dispositifs techniques (portillons, badges, bracelets, etc.) permettent d'explicitier « en dur » ces catégories, la coordination entre acteurs s'en trouve – en théorie – facilitée et les anticipations sur les litiges juridiques correctement pré arrangées. Tout cela qui n'existe quasiment pas pour une manifestation de rue et rend les situations beaucoup plus difficiles à anticiper.

Mais on peut voir à quel point « l'investissement de forme » (Thévenot, 1986) que constitue la coordination préalable entre les partenaires d'un événement demande un travail considérable, qui s'appuie sur l'expérience, sur les erreurs passées, sur la permanence des personnes, sur leurs bonnes relations, sur la loi et sur les règlements réellement applicables, etc. Tous les appuis qui auront été construits en amont mobiliseront tous les cadres juridiques existants et permettront de préparer l'intervention du droit en cas de litige ou de conflit d'attribution de responsabilité.

Après: maîtriser

L'enjeu de l'intervention est celui de la maîtrise d'une situation que l'on n'a pas pu contrôler, ce qui est précisément l'art du maintien de l'ordre. D'une certaine façon, un maintien de l'ordre réussi c'est, selon les spécialistes, celui où il n'y a pas besoin d'intervenir. C'est dans l'intervention que se logent les plus grands

risques de contradiction avec le droit, car on intervient toujours à chaud. C'est pourquoi toute la préparation est décisive et la capacité de décider le moment de l'intervention relève, lui, d'une justification possible. Nous y viendrons avec l'art du moment opportun, le *kairos*. Lorsque l'intervention est enclenchée, le changement climatique a déjà eu lieu, l'on (organiseurs ou forces de l'ordre) n'a pas pu le prévenir, et il faut désormais prendre acte du changement d'état de la foule ou de la quasi-foule pour la refroidir et la faire rentrer chez elle. Ce qui pour autant ne veut pas dire qu'il faut se lâcher et perdre tout contact avec le droit, bien au contraire. En effet, il faut non seulement maîtriser la foule mais aussi et surtout maîtriser l'exercice de la violence de la part des forces de l'ordre elles-mêmes. La riposte doit rester proportionnée et chaque responsable veille à la gradation de l'intervention selon les forces des opposants. Tout le monde sait que la seule vue des boucliers suffit à faire fuir une manifestation d'enseignants, alors que pour des manifestations ouvrières comme à Saint-Nazaire, il faut à coup sûr user des grenades lacrymogènes une fois que la situation a dégénéré. Les chefs de service responsables des interventions veillent à bien mentionner qu'ils n'ont pas fait usage des lacrymogènes, ce qui est déjà un signe de la retenue dont ils ont su faire preuve. Dans le cas de Saint-Nazaire, ce qui nous a surpris au sein du CIC Nantes est le fait d'arriver en pleine crise, au moment où la demi-compagnie qui s'est fait piéger a déjà été obligée de « gazer », ce qui ne laisse que supposer une autre histoire longue avant. Lors de l'incident que nous verrons plus loin au commissariat Olivier de Clisson, la foule s'est déjà regroupée devant le commissariat et commence à se montrer hostile pour demander la libération des deux jeunes ivres arrêtés par la police municipale. C'est bien parce que leur intervention a été décidée du point de vue de la police urbaine à contretemps et hors de toute analyse du contexte que la situation est très vite arrivée à ce point de tension. Ces jeunes n'auraient jamais dû être arrêtés dans le contexte de la manifestation, nous diront les responsables. Une fois l'affaire ainsi engagée, l'interpellation faite, la foule mobilisée, il faut encore veiller à anticiper les justifications qui vont être demandées si un drame arrive. L'expérience de la police de Nantes l'incline à être très prudente puisque les juges lui ont reproché quelques semaines auparavant d'avoir relâché sans surveillance quelqu'un qui était ivre et qui est mort noyé quelques minutes plus tard. Dès lors, il faut « se border », demander directement au parquet, qui a fait connaître ses critiques lors de cette affaire, ce qu'il convient de faire en telle situation, à chaud cette fois-ci. Cette opération n'est pas neutre puisqu'il s'agit d'impliquer le parquet dans une décision de façon à se couvrir. Ce type de pratique est ici très explicite mais la quasi-totalité des échanges radio qui ont lieu durant ces interventions relèvent de ce souci. Le commissaire qui dirige la

charge des CRS place Saint-Michel à Rennes veille à rappeler le CIC pour préciser qu'il a bien donné les sommations. Tout cela pour éviter toute utilisation contre la police lors d'un litige éventuel devant les tribunaux ou devant l'inspection générale des services par exemple. « Il faut insister sur la bande sonore pour justifier et expliquer les conditions, pour graver les choses dans le marbre » (l'image est assez forte pour un enregistrement désormais numérique). « Parfois même, on suscite des instructions », nous disent-ils pour bien montrer ce souci de se couvrir et surtout de fermer les portes pour toute procédure à venir. « Nous vivons avec la hantise de l'accident difficile à expliquer, parce que l'on n'aura pas pris les mesures pour anticiper. C'est ce qui explique la surabondance des communications ». Cet « après intervention » est donc présent à l'esprit de tous durant toutes les phases d'action et oblige les forces de l'ordre à sortir du régime de l'habitude (ou du proche, de la routine, de la familiarité) mais aussi à sortir du régime du plan (on applique des consignes ou une stratégie dont le critère unique est l'efficacité). Chaque situation étant unique et imprévisible, toutes les décisions doivent au contraire être justifiées publiquement (sur les ondes radio enregistrées) au nom de l'analyse de la situation et des multiples critères qu'il faut combiner au moment de prendre la décision. L'évolution vers des caméras portées par des personnels de l'identité judiciaire est déjà réalisée, on voit désormais apparaître des caméras sur le casque, discrètes et coûteuses, le seul inconvénient étant le dispositif d'alimentation, qui alourdit encore trop le porteur. Les formats de la justification publique sont en cours d'évolution pour atteindre cette supposée objectivité de l'image, qui demandera un temps de réglage non négligeable, tant la fausse évidence des images peut être trompeuse.

Pendant l'intervention, un des critères par exemple qui vient interférer avec l'efficacité pure de l'action est celui qui exige de « garder toujours le potentiel pour tenir un groupe ». « Plus on interpelle, moins on peut assurer le maintien de l'ordre lui-même », nous disent les responsables au moment du *debriefing*. En effet, cela mobilise du personnel et on ne peut pas dégarnir aussi facilement les forces d'intervention proprement dites. Or, la responsabilité de la police serait aussi engagée si elle était conduite à mettre son personnel en péril. Les CRS ont très bien intégré cette règle puisqu'ils ne s'engagent pas dans des interventions où ils pourraient perdre la partie, ce qui leur donne une rigidité regrettée par la police urbaine. On comprend d'autant mieux l'état d'inquiétude du commissaire de Saint-Nazaire, car ce ne sont plus les manifestants qui pourraient être les victimes mais ses propres troupes – de quoi traumatiser durablement ces intervenants.

Le bon moment : le *kairos*

L'art du maintien de l'ordre consiste à mettre en place les dispositifs nécessaires pour éviter de voir le climat se dégrader à tel point que seule l'intervention est possible. Pour cela, toutes les petites décisions prennent leur importance en réaction à l'évolution du climat. Nous l'avons décrit en détail dans le cas des feux de la place Saint-Michel à Rennes, où il s'agit de ne pas en faire trop mais de faire quelque chose une fois que le risque a été jugé réel. Le bon moment de l'intervention, minimale dans ce cas, puisqu'il s'agit de permettre aux sapeurs-pompiers d'éteindre le feu, doit être apprécié finement ainsi que le dosage de l'intervention elle-même. Engager trop de forces pour protéger les pompiers ferait interpréter l'intervention sous un autre statut, c'est pourquoi les CRS viennent protéger les pompiers sans leur équipement de MO, ce qui pourrait être risqué dans d'autres circonstances mais qui se révèle ici bien dosé. L'art du *kairos* était cultivé et honoré chez les Grecs qui le représentaient sous forme d'un jeune homme qui s'enfuit et à qui il manque toujours les mèches arrières des cheveux - on cherche toujours à l'attraper, mais il s'échappe. Il s'agit bien d'un rapport au temps qui s'écoule, au temps opportun, qui fait changer la nature d'un phénomène d'un instant à l'autre. Aucune règle, aucune procédure ne peut enfermer ou codifier le *kairos a priori*. Cet art relève véritablement du sens du climat, de la perception fine et experte de la combinaison de multiples facteurs. L'expérience passée joue beaucoup pour mieux anticiper les conséquences de ses actions (cf. les incendies de Rennes ou la noyade de Nantes). La relation avec le droit, avec les exigences de justification sont aussi présentes au moment de décider une action ou de préparer l'intervention. Malgré la complexité des qualités d'un climat, il faut être capable d'identifier les indices et les qualités qui permettront de justifier l'action conduite au moment où elle est conduite.

Les juges ne sont pas seuls présents comme acteurs potentiels dans la situation : la presse aussi joue son rôle. Tous (organismes compris) craignent sans doute moins la réalité des faits ou des incidents éventuels que leur reprise dans la presse. Sans parler des critiques vis-à-vis de certains organes de presse délibérément orientées (la police se sent toujours visée de ce point de vue), il suffit aussi que ces incidents et l'action éventuellement minime de la police soit mentionnée pour que le climat change, pour que l'événement qui se prolonge ou qui se répète devienne chargé de tensions et de règlements de compte. C'est ce que l'on observe lorsque le lieutenant C. de Rennes évoque la nécessité d'éviter une intervention trop lourde dès la première soirée, car une fois diffusée dans la presse, elle craint de produire un effet de tension durable, qui

pourrait « programmer » les fêtards à la « guéguerre » avec la police. La responsable des Transmusicales craint ce halo qui peut déteindre sur toutes les Transmusicales même lorsque l'organisateur n'y est pour rien, comme dans le cas d'une *rave* qui s'est déroulée en 2007 à cinquante kilomètres de Rennes. Toutes les organisations syndicales craignent aussi ces « dérapages » et « provocations » de certains « groupuscules » qui « desservent tout le mouvement », comme le rappelle le responsable CGT lors de la manifestation du 29 janvier 2009 qui donne lieu au jeu du chat et de la souris avec la CNT en tête de cortège.

Cette recherche du *kairos* revient en fait à un souci bien connu des ergonomes de vouloir contrôler son activité, selon les termes qu'utilisait Rasmussen (1986). Il identifiait quatre modalités de contrôle selon leur degré de réflexivité et de complexité :

- Par les automatismes : c'est le plus économique sur le plan cognitif puisqu'il s'agit seulement de réagir, en prenant appui sur des indices perçus qui déclenchent des actions réflexes. Toutes les situations d'intervention mobilisent ce type de compétence et de mode de contrôle, mais on voit bien qu'il est très dangereux de se fier à des routines lorsque les situations sont toujours uniques, jusque dans les détails de l'intervention. Un climat ne se régule jamais automatiquement. Des procédures ont certes été intériorisées (comme la méthode pour s'équiper en MO, qui permet de gagner du temps), mais elles ne sont pas toujours applicables et il faut être capable de saisir les moments où il faut déroger à l'automatisme, ce que nous avons appelé le débrayage (Boullier, 1999b).
- Par les règles. Le droit en produit une partie, qui doivent être connues de tous et se traduisent souvent dans des procédures. D'autres procédures, purement organisationnelles, peuvent être mobilisées, pour aider à la coordination. Elles peuvent être adaptées avant chaque événement comme nous l'avons vu avec les réunions de préparation. Ces règles fonctionnent à base de calculs, de critères et de catégories qui ont été définies et qui permettent de générer des ordres sans difficulté. Le droit est lui-même une procédure et se retrouve donc entièrement sur ce mode de contrôle. Comme nous l'avons dit, rares sont les situations standards et fréquents sont les cas où il faut improviser rapidement, avec le risque de désarticuler les règles.
- Par les connaissances. Lorsqu'automatismes et règles sont insuffisants pour donner prise sur une situation, il est nécessaire de remonter en

généralité et de changer de mode de contrôle en mobilisant une analyse de la situation, pour tenter de la caractériser, de la faire entrer dans d'autres cadres ou de retrouver des principes plus généraux d'action qui peuvent s'appliquer. Pour cela, il faut procéder à un recueil d'informations nouvelles et d'indices. La capacité à comprendre l'enjeu de la situation mobilise des références très éloignées du terrain, telles que celles que nous avons évoquées sur les effets possibles de la presse, etc. Le droit peut aussi relever de ce mode de contrôle, mais il s'agit alors du droit comme discussion et comme jurisprudence, qui oblige à effectuer des transferts d'un contexte à l'autre pour rendre la connaissance mobilisable. Cette connaissance peut en effet circuler hors d'un environnement donné, même si on peut imaginer l'utilité de connaissances très locales permettant d'apprécier la situation plus finement.

- Par les jugements. Une fois toutes ces possibilités de contrôle mobilisées, il est parfois nécessaire de prendre une décision qui ne sera ni l'application directe de la procédure, ni l'utilisation de la connaissance nouvelle éclairant soudain l'univers des possibles. La décision à prendre doit intégrer toutes ces dimensions et peser la valeur de chacun des choix. Ce sont bien des questions de valeur qui sont mobilisées, et la pondération des divers critères (efficacité, réputation, respect des règles, etc.) n'est jamais définie à l'avance, il faut toujours recalculer et pourtant intégrer tous ces critères très rapidement afin de produire une décision au bon moment. Il serait vain de penser que l'apport de nouvelles connaissances pourrait finir par faire disparaître l'incertitude qui préside à ce travail de climatisation. Il faut donc se risquer à un moment donné et si possible au moment opportun. Le droit n'est pas loin là non plus dans sa dimension de jugement, qui doit combiner plusieurs critères et attribuer une valeur pour aggraver ou atténuer le jugement.

7/ PETITES HISTOIRES POUR GRANDE MANIF

« L'attaque » de la FNAC

La BAC signale 70 à 80 individus Place Royale. Mais aucune remarque particulière. Puis elle signale un feu de carton, « des petits rigolos ».

Pendant ce temps, un « groupe de lycéens » est entré en masse à la FNAC à Nantes et a fait un tour dans les rayons en faisant apparemment du tapage. La BAC est entrée en nombre sans rien faire de particulier et du coup tous les jeunes sont sortis. Un peu plus tard, on signale que le même groupe refait la

même opération dans le Mc Donald's de la place du Commerce, puis dans les locaux de la Semitan au même endroit. « Il faut les surveiller, a dit le chef après la FNAC, car ils vont se mettre en confiance ». C'est le SDIG qui les a repérés et c'est la BAC qui interpelle.

Toutes ces affaires sont relativisées par ce qui se passe à Saint-Nazaire.

Le « siège » du commissariat Olivier de Clisson

La manifestation se termine progressivement mais dans la salle de commandement, une alerte est donnée sur un problème au commissariat Olivier de Clisson : « Les perturbateurs s'en prennent aux voitures ». L'information est un peu vague et personne ne sait d'où part cette histoire. Le chef se la fait raconter au fur et à mesure car il n'a pas été prévenu avant. Deux jeunes en état d'ébriété ont été interpellés par la police municipale et remis au commissariat qui les auditionne pour faire le PV. Pendant ce temps, la foule s'est amassée – deux à trois cents personnes – qui veulent faire libérer leurs camarades. Le chef est très embêté car il doit prendre une décision compliquée et cela dans le climat de Saint-Nazaire qui mobilise son attention. Il pense surtout aux forces supplémentaires qu'il va peut-être lui falloir sur ce commissariat alors qu'il doit « dégarnir » pour aller en renfort à Saint-Nazaire. Il est clair qu'il ne peut pas se permettre d'avoir un front sur Nantes en même temps car il n'aura plus les forces, surtout pour un motif aussi limité. Il semble d'ailleurs en vouloir un peu à la police municipale, car, comme à Rennes pendant les Transmusicales et dans un certain périmètre, l'alcool devient le maître qu'on ne peut pas interdire pendant cette période.

Un autre élément est présent dans l'esprit du major. Il est d'accord pour relâcher les personnes, mais à condition de ne pas les laisser dans la nature car il craint la reproduction du problème rencontré à Nantes récemment (noyade de la personne après avoir été contrôlée par la BAC). Toute l'expérience est présente pour rendre la situation plus compliquée qu'il n'y paraît.

Il vérifie auprès du commissariat qu'il n'y a pas de danger pour eux. Il lui est répondu que l'un des deux est en état avancé d'alcoolémie, l'autre moins. Il choisit de considérer cela comme une information rassurante. Après échange avec le parquet et avec le DDSP, et après avoir demandé si l'on a vérifié son identité, il demande de prendre contact avec des personnes dans la manifestation pour prendre en charge les deux personnes à leur sortie du commissariat. Sous cette réserve, ils seront libérés. Le fonctionnaire sur place craint de sortir pour demander un responsable, le major lui donne des conseils. Finalement, il obtient l'accord d'une responsable du syndicat SUD pour les

prendre en charge. Le chef explique le fait de relâcher les deux jeunes par l'absence de forces disponibles et cela lui semble très raisonnable. Il a pris l'initiative de gérer cette affaire qui avait été traitée par son adjoint d'abord, il doit jongler entre les deux affaires qui, du point de vue des forces et des décisions, ont bien un lien, même si elles semblent séparées.

Pendant ce temps, et malgré cet arrangement, cinquante manifestants du commissariat de Clisson « se rapprochent », annonce la radio. Le chef vérifie quelles sont les forces disponibles et décide d'envoyer l'équipe canine qui semble proche du lieu. Peu après, à la radio toujours, les cinquante manifestants sont devenus deux cents qui balancent des pétards. Sophie (nom de code) s'adresse à la circulation : « Un pôle de fixation malgré le fait que les deux jeunes aient été libérés. Ils sont pas mal alcoolisés. Ça peut dégénérer. Restez en alerte avec vos effectifs. Ils sont encore une cinquantaine ». « C'est la clientèle habituelle ».

L'affaire se terminera tranquillement finalement. Le DDSP revient sur l'interpellation de deux militants alcoolisés de la CNT par des policiers municipaux : « Il ne fallait pas intervenir. Si on ne les relâchait pas, ils cassaient tout. Ils étaient 200, 300, ils rameutent et ça finit comme à Saint-Nazaire ».

8/ PRISES SUR UN MILIEU ET PRISES SUR UN PUBLIC

Les « prises », selon le concept de Bessy et Chateauraynaud (1995), permettent de comprendre comment des professionnels ou des acteurs en général sont capables de mobiliser les cadres préétablis pour identifier une situation, pour la qualifier avec une grande probabilité de succès, tout en étant capable de s'adapter au caractère unique de la situation : régularité/reproduction et singularité/urgence ne sont en rien contradictoires.

Les prises sont alors composées de plusieurs dimensions qui doivent combiner ces deux aspects : des repères qui sont construits par des réseaux de circulation institutionnels, langagiers et techniques d'une part et des plis qui sont expérimentés par les corps, par les sens et par les émotions, par le contact avec les matériaux eux-mêmes, d'autre part.

Si l'on tente d'analyser les compétences de la police pour qualifier les situations dans toutes leurs dimensions, on constate qu'il faut toujours prendre en compte de façon symétrique en quoi l'offre présente des aspérités qui feront prise mais aussi en quoi l'état des êtres présents peut être qualifié pour rendre compte de la diversité des états qui les traversent et qui changent leur capacité à se saisir des prises ou à être pris.

Nous distinguons deux grands états des situations selon que l'on traite de la dimension de conteneur, très liée aux propriétés physiques et matérielles, qui crée ainsi un *milieu* au sens écologique du terme, ou si l'on traite de la dimension de contenant, liée à la mobilisation symbolique de l'attention, qui crée ainsi un *public*.

Le milieu	L'offre	Les états des êtres
Les désirs, les passions	Des attracteurs physiques : un arbre, un feu, une bagarre	Passer le temps, attente, sans intentions, des réactions
Les corps	La place conteneur (Saint-Michel) <i>vs</i> la place flux (République)	Jeunes avinés, densité à mesurer, Purée (transport)
Catégories	Dispositif en tiroir, les bonds	Bon enfant, anarchistes
Techniques	Les corps des policiers coordonnés pour faire conteneur, véhicules quadrillant le territoire Sifflet Mégaphone (ou manque de mégaphone à République) Changements de tenues	Vêtements (capuche), Son (tapage) Matériel pour mettre le feu (cagettes) Projectiles (canettes) Chants et cris ou slogans ou insultes ou bruit
Règles	Libérer l'espace public pour le marché, Pas de tapage pour les riverains Ou pas de contrainte pour terminer la fête	

Le public	L'offre	Les états des êtres
Les désirs, les passions	Les concerts attracteurs, les noms de vedette, une programmation qui focalise des attentes	Fans Public en attente, public satisfait
Les corps	Conteneurs du parc expo Rythme des concerts avec entrées et sorties des flux Chaud froid (extérieur/ intérieur)	Transe Excitation Hypnose
Catégories		Habitués Fans Spectateurs payants
Techniques	Calendrier, programme, scènes, hangars/ couloirs extérieurs, entrées	Avec tickets ou non Transport en commun
Règles	Prestation commerciale Lois et règlements sur les ERP	Client (payer une prestation)

Pour la police, l'intervention ne se fait pas vis-à-vis d'un public (c'est le rôle des organisateurs du match de foot ou des Transmusicales) ni vis-à-vis d'un ennemi (ce qui serait nettement plus simple), ni encore vis-à-vis d'une foule matière première (comme on le fait dans les transports, où l'on gère des densités et des flux et où l'on dimensionne des conteneurs-tuyaux pour les faire s'écouler), ni sur un site bien défini (ce qui est le cas des stades par exemple, qui joue le rôle d'un conteneur marqué, ou encore du parc des expositions, qui de ce fait ne présente pas vraiment de difficulté en termes de maintien de l'ordre et de sécurisation, ou encore des *raves* qui finissent par se configurer comme un lieu de spectacle classique, avec la particularité des accès et des lieux d'hébergement).

La situation en ville durant les Transmusicales ou dans une manifestation est donc particulièrement complexe pour retrouver des prises. Tout le travail consiste d'ailleurs à exploiter tous les dispositifs pour retrouver des prises sur cette situation véritablement informelle. Nous pouvons en identifier quatre :

Supposer une intention :

Lorsque les *ravers* se transforment en organisateurs de manifestation, malgré les craintes de dérapages, les services de police se retrouvent dans un cadre connu. Ce serait la même chose si les manifestants avaient délibérément des intentions hostiles, car au moins serait-il possible de leur attribuer des intentions, de raisonner face à un ennemi de façon véritablement stratégique. C'est ce qui se passe à Saint-Nazaire où l'on bascule à un certain moment dans l'affrontement pur avec le mot d'ordre de « leur rentrer dedans ». Cette situation est plus claire et plus « aisée » à traiter, alors qu'avant d'arriver à ce stade, on ne sait pas comment elle peut se transformer. C'est pourquoi les intentions de la foule présente devant le commissariat pour libérer les manifestants arrêtés sont claires (obtenir cette libération, ce qui permet une négociation) mais peuvent se transformer rapidement en bataille rangée étant donné l'état d'alcoolisation. Or, aucune de ces pistes n'émerge dans les quasi-foules qui sont présentes place Saint-Michel. Cette ressource (supposer une intention) restera inexploitée.

Monitorer l'état physique de la foule en permanence :

Pour récupérer des prises sur un phénomène aussi peu cadré, il est nécessaire de le surveiller « comme le lait sur le feu », pour comprendre dans quel état il se trouve à chaque instant. Les physionomies sont alors très importantes mais supposent d'avoir sur place des « capteurs humains » capables d'observer dans des endroits anticipés comme étant décisifs. Ils relèvent leur nombre, leur vitesse (pour une manifestation), leur organisation éventuelle en cliques, leur degré d'alcoolisation, voire toute autre activité dénotant un changement d'état d'esprit. La difficulté du traitement à distance est alors évidente, comme c'est le cas pour Saint-Nazaire, où l'on ne peut demander sans cesse des physionomies détaillées à un commissaire submergé par le stress et préoccupé d'action plus que d'information. Le rôle des policiers en civil du SDIG est important dans toutes ces situations pour pouvoir décrire le climat de l'intérieur. Ce sont des capteurs humains de première importance, d'autant plus qu'ils sont spécialisés et connaissent le milieu. L'absence de dispositif technique de monitoring standardisé est ainsi suppléée par ces professionnels qui évaluent en permanence les situations et les foules.

Réguler par les attracteurs :

Les attracteurs sont à la fois des atouts car ils transforment une quasi-foule en foule, voire en public, ce qui la rend plus manœuvrable, mais ils peuvent aussi maintenir l'excitation et la présence de la foule pendant de trop longues heures. La fête ne devrait jamais finir pour certains et il n'est pas toujours possible

d'attendre l'épuisement des participants (ce qui se fait dans les *raves* mais qui devient impossible car les « tonifiants » nécessaires permettent de tenir bien plus longtemps). Dans les lieux non-formalisés, il est étonnant de constater la capacité d'une foule à se trouver des attracteurs pour maintenir l'attention et créer une forme de contentement (cf. place Saint-Michel). On peut donc tenter soit d'éliminer préventivement ces attracteurs potentiels (enterrer totalement les poubelles la nuit, couper l'arbre...) mais ils s'en recréent toujours de façon imprévue, soit de les supprimer ou d'intervenir ponctuellement pour calmer ceux qui les créent (qui font de la batterie trop violemment ou des feux). Dans tous les cas, cela génère de la frustration et donc potentiellement une révolte, mais cela a pour effet durable de rendre ces moments et ces espaces plus vides et moins attractifs.

Produire ou défaire un conteneur :

Les avantages d'un conteneur du type de la place Saint-Michel peuvent être discutés en face des inconvénients. L'avantage est avant tout de focaliser toute l'attention de la foule et donc de la surveillance sur cet espace et d'éviter une dispersion qui créerait plus de nuisance et de difficulté d'intervention. Dans le même temps, c'est parce que le conteneur est de qualité (taille réduite, forme ovoïde, mais ouverture possible) que les soirées durent plus longtemps. Pour le maintien de l'ordre pur, la place Saint-Michel est idéale puisqu'il est possible de fermer trois entrées pour repousser la foule vers un grand espace ouvert en descente. Dans tous les cas, ce qui produit un effet de conteneur donne par là-même aussitôt des prises supplémentaires aux forces de l'ordre. Leurs analyses des sites visent bien à maintenir les manifestations dans des cadres qui feront conteneurs, tout en veillant à fournir des échappatoires adaptées au volume de la foule. Conteneur ne veut pas dire contention mais plutôt, du point de vue des forces de l'ordre, canalisation vers la dispersion lorsque c'est nécessaire.

CONCLUSION : CE QUE FAIT UNE MANIFESTATION

Il pourra apparaître étonnant pour le lecteur de ne pas avoir entendu mentionner les types de slogans, les textes des banderoles, les éléments précis des discours des organisateurs et finalement le motif même de cette manifestation énorme pour la période. C'est à la fois un effet direct de notre méthode qui s'intéresse plus à la manifestation de rue comme forme qu'à ses visées ou à ses « contenus ». On trouvera chez des auteurs reconnus comme Favre (1990), Filleulle (1997), Tartakowski (2008) ou Meyer (2004), des préoccupations qui classent *a priori* et en priorité la manifestation dans les répertoires d'action collective, de nature politique. Prenant pour critère

l'organisation d'un événement en mouvement dans la rue, nous agrégeons pour notre part des phénomènes plus hétérogènes, les manifestations syndicales, les Gay Pride ou la manifestation des *ravers*, car nous explorons une autre facette de ces manifestations, facette encore indéfinie si ce n'est par des attributs extérieurs, comme le préconisait Durkheim.

Dans tous les cas, la clarté de définition de ces événements n'est jamais garantie car ces très grandes manifestations sont aussi capables d'agréger des acteurs très hétérogènes, selon P. Champagne (1990) qui rappelait « le pouvoir mobilisateur des mots d'ordre [...] qui sont suffisamment ambigus pour être acceptés par le plus grand nombre ». Ce qui reste essentiel dans le climat de la manifestation et qui est le critère de sa grandeur, c'est le nombre. Tout ce qui permet de mettre en scène ce nombre est utile, depuis les comptages que nous avons décrits, jusqu'à l'utilisation des prises du cadre bâti pour que la manifestation se donne à voir à elle-même. « La vision des cortèges à perte de vue crée, les témoignages sont nombreux sur ce point, un sentiment de force auquel rien ne semble pouvoir s'opposer et une sorte d'excitation, voire de véritable enivrement », Champagne, 1990, p. 256). Voilà exactement ce qui fait l'objet de ce travail, cet enivrement qui est un climat partagé, que l'on peut rendre visible et renforcer de cette façon. Un sociologue plutôt prompt à dénoncer les manifestations médiatiques, c'est-à-dire formatées par les médias, les faisant passer du monde civique au monde de l'opinion, pour reprendre les catégories de Boltanski et Thévenot (1991), peut malgré tout être sensible à ce climat et sa performativité. Pourtant, dans toute notre approche, nous avons peu vu la foule manifestante en tant que compositions d'individus à partir de leur expérience. Ce n'est pas faute de l'avoir suivie de près sur ce plan aussi. Aucun capteur, aucun indicateur ne permet de saisir et d'explicitier cette expérience de la manifestation – et dès lors de la piloter, de la parler, de la mettre en scène. Ce sont les organisateurs ou les forces de police qui sont les seuls capables de mettre des chiffres, de penser la totalité et les stratégies présentes, et par là de prétendre effectuer une climatisation. C'est pourquoi nous avons été conduits à hypertrophier leur rôle au détriment des manifestants « eux-mêmes ».

Ce qui ne veut pas dire que les émotions aient été absentes comme nous l'avons vu à Saint-Nazaire ou auprès des organisateurs syndicaux. Les risques de perturbation étaient craints ou se sont réalisés. La bataille pour l'image reste bien un des enjeux des manifestations, comme le montre la « guéguerre » entre CGT et CNT pour occuper la tête de manifestation, ce qui constitue bien un élément de la « lutte pour l'imposition de sa vision de l'événement » (Champagne p. 224). Mais la climatisation des manifestations devient presque

secondaire lorsqu'on assiste à ce succès phénoménal du point de vue du nombre, qui rappelons-le, est celui qui justifie d'abord la manifestation de rue. C'est au contraire un indice de la perte de la bataille du nombre et donc de l'attractivité de ces formes de mobilisation et des mots d'ordre qui peut expliquer le renforcement parfois démesuré des démonstrations de visibilité, que l'on observe parfois le premier Mai ou lors de manifestations peu fréquentées, avec force camions, sonorisations, cornes de brume, énormes ballons bien visibles des télévisions, déguisements de toutes sortes. Tout se passe comme si ce basculement vers une sorte de spectacle urbain (souvent télévisuel) compensait la perte d'influence en termes de nombre. Dans tous les cas, l'effet de spectacle urbain est bien l'élément qui affecte la ville et exerce une influence au-delà des participants. La Gay Pride ou les *ravers* de Rennes sont, de ce point de vue, très efficaces et ont pensé leur manifestation dans ce sens. La ville bénéficie ainsi d'une rencontre entre populations hétérogènes finalement très rare. C'est bien sa qualité d'accessibilité qui s'exprime et qui s'appuie sur les qualités de l'espace public.

Il est certain que le traitement des manifestations en général relève du point de vue des autorités d'une vision sécuritaire et non d'une programmation culturelle. Cela rend la mise en valeur du spectacle moins percutante et tient avant tout à la faiblesse constitutive des collectifs qui organisent des événements urbains, qui malgré leur expérience, comme c'est le cas de la CGT, peuvent se retrouver débordés par le succès même de leur initiative. Ce ne sont pas des organisateurs professionnels d'événements, et sur ce plan, la différence est très nette avec les autres événements que nous avons observés. En conséquence, cela met une pression nettement plus élevée sur les forces de l'ordre qui doivent s'attendre à tout et qui ne peuvent disposer de relais fiables au sein même des foules et des organisations. Pourtant, une manifestation énorme peut se dérouler quasiment sans aucun incident avec une discrétion délibérée des forces de police, pendant qu'une autre à quelques dizaines de kilomètres, importante aussi pour la ville, finit par dégénérer en bataille rangée entre manifestants et forces de l'ordre. Le climat politique et les organisateurs n'étant pas fondamentalement différents. La tradition des dockers de Saint-Nazaire a pu laisser des traces dans les mémoires. Mais rien ne peut expliquer *a priori* un basculement aussi brutal, aussi difficile à prendre en charge, au point de marquer durablement les esprits des forces de l'ordre qui se sont retrouvées dans cette situation. Sans doute qu'un des capteurs ou qu'une des précautions habituelles n'a pas fonctionné et la désarticulation a commencé à faire son œuvre, au point d'aller jusqu'à l'émeute. En matière de sécurité, « on se méfie

de l'eau qui dort » et l'on comprend que jusqu'au bout, personne ne crie victoire trop tôt.

La manifestation peut ainsi changer de nature en un instant et c'est l'expertise des professionnels de sécurité et des organisateurs qui peuvent permettre de la rétablir dans sa visée première. Une ville qui est envahie par une manifestation est de ce fait en situation précaire et incertaine, pour une part excitée par la nouveauté, la masse, l'événement ou le spectacle, selon le point de vue, mais aussi inquiète d'être affectée alors qu'elle ne fonctionne théoriquement que comme conteneur. Nous l'avons vu dans les autres événements, dès lors que le contenant ne fonctionne plus, des attracteurs de substitution peuvent être trouvés très rapidement (des cibles comme les commerces ou comme le commissariat Olivier de Clisson par exemple) qui peuvent modifier complètement la polarisation des esprits et les orienter vers une mobilisation offensive.

Faiblesse des organisateurs, faiblesse des conteneurs, voire faiblesse des contenants (les objectifs de la manifestation peuvent être jugés trop mous, pas assez motivants), tout se conjugue pour faire de ces événements des situations instables qu'il faut « surveiller comme le lait sur le feu », sans disposer d'appuis aussi construits que pour les autres événements.

Remerciements

Le travail de recherche qui a inspiré cet ouvrage a été réalisé au sein du LAS (Laboratoire d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université Rennes 2) dans le cadre d'un contrat avec le PUCA (consultation « Territoires urbains et sécurité », 2007). Nous remercions le PUCA et Jacques Fresnais de ce soutien et de leur confiance ainsi que Jacques Donzelot pour ses conseils. La recherche a été dirigée par Dominique Boullier et le rapport final a été rédigé par Dominique Boullier, Stéphane Chevrier et Stéphane Juguet. Dominique Bodin a collaboré au projet pour sa conception et pour l'observation de terrain consacrée au match de foot. Neuf étudiants ont assisté les chercheurs mentionnés sur le terrain à des moments divers de la recherche, de façon à réaliser l'effet commando nécessaire pour observer au même moment les divers aspects d'un événement : Pauline Dziedziczak, Ronan Kergoat, Mariannig Le Béhec, Yannick Le Hénaff, Florian Lebreton, colonel Jean-Michel Masson, Rachel Mouezy, Damien Philippe, Guillaume Routier. Qu'ils soient tous remerciés pour leur aide enthousiaste malgré le froid et le stress !

Les préfetures de Rennes et de Nantes et notamment les directeurs de cabinet nous ont fourni les autorisations nécessaires pour réaliser ce travail et nous ont permis de faire un retour de nos premiers résultats. Merci pour leur confiance.

Les DDSP et DDSP adjoints de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique ont été très accueillants, nous ont fourni tous les documents demandés et ont été réactifs vis-à-vis de nos remarques. Qu'ils soient remerciés pour leur soutien en espérant que les résultats pourront servir à leur propre réflexion.

Les chefs de salle et leurs adjoints, les responsables police, CRS, SDIG, BAC, gendarmerie et gendarmerie mobile nous ont tous très bien accueilli ainsi que les personnels de ces services. Merci à tous avec une mention spéciale au lieutenant C., chargée du service de nuit à Rennes qui nous a guidés avec une maîtrise et une gentillesse remarquables dans les savoir-faire et les analyses des professionnels de la sécurité.

Les responsables des services de sécurité du FC Nantes, du PSG, des Transmusicales, de la STAR, de la CGT nantaise nous ont tous ouvert leurs portes et nous ont permis de les suivre dans leur travail, avec beaucoup de bienveillance. Enfin, Béatrice Macé, directrice des Transmusicales, doit être

remerciée avec une attention particulière pour sa collaboration enthousiaste et pour son intérêt réel pour notre recherche.

Merci enfin à Cécile Méadel et aux chercheurs et étudiants du CSI d'avoir critiqué des versions de travail de ce manuscrit.

Liste des abréviations

BAC : Brigade anti-criminalité
CIC : Centre d'information et de commandement
CO : Cellule opérationnelle
COG : Centre opérationnel de la gendarmerie
CRS : Compagnie républicaine de sécurité
DDSP : Directeur départemental de la sécurité publique
DCI : Compagnie départementale d'intervention
DZ : Direction de zone
FCN : Football club de Nantes
GM : Gendarme mobile
LFP : Ligue de football professionnel
LNF : Ligue nationale de football
MO : Maintien de l'ordre
PSIG : Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie
PCC : Poste central de commandement
PSG : Paris-Saint-Germain
OPJ : Officier de police judiciaire
OM : Olympique de Marseille
RCL : Racing club de Lens
SDIG : Service Départemental de l'information générale
SDIS : Service d'incendie et de secours
SG : Service général
SI : Service d'intervention
SNSM : Société nationale de secours en mer
SO : Service d'ordre
STAR : Société de transport de l'agglomération rennaise (groupe Kéolis)

Bibliographie

REFERENCES DE L'EQUIPE SUR CES THEMES

- JOSEPH, I., BOULLIER, D. et al. *Gare du Nord, Mode d'emploi*, Paris, Plan Urbain - RATP - SNCF, 1994.
- BOULLIER, D., *La ville-événement. Foules et publics urbains*, Paris, PUF, 2010.
- BOULLIER D., *L'urbanité numérique. Essai sur la troisième ville en 2100*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- BOULLIER, D., « Les voyageurs et les objets en régime automatique » in JOSEPH, Isaac (éd.), *Villes en gare*, Paris, Editions de l'Aube, 1999b, pp. 291-309.
- BOULLIER D. et CHEVRIER, S., « Grammaire de l'urgence : les sapeurs-pompiers, experts du risque », *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n° 22, 4^e trimestre 1995.
- BOULLIER D. et CHEVRIER, S., « Construire une cause nationale : police, gendarmerie et sécurité routière », *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n° 25, 3^e trimestre 1996.
- BOULLIER D. et CHEVRIER S., *Les sapeurs-pompiers : des soldats du feu aux techniciens du risque*, Paris, PUF, 2000.
- BOULLIER D. et S. CHEVRIER, « L'urgence domestiquée : comptes-rendus et équipement distribué chez les sapeurs-pompiers », in Colloque de Cerisy (F. Ascher et F. Godard coordonnateurs), *Modernité, la nouvelle carte du temps*, La tour d'Aigues, Editions de l'Aube, pp. 193-204, 2003.
- BOULLIER D., « Les Guardian Angels aux Etats-Unis », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 31, pp 125-136, Juillet 1986.
- BOULLIER D., « La vidéosurveillance à la RATP : un maillon controversé de la chaîne de production de sécurité », *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n°21, 3^e trimestre 1995.
- BOULLIER D., JOLLIVET, P. et AUDREN F., « L'institution de la sécurité ou comment s'en désintéresser », *Les Cahiers du Numérique*, vol. 4, n° ¾, pp. 219-238, 2004.

- BOULLIER D., « Les industries de l'attention : fidélisation, alerte ou immersion », *Réseaux*, n°154, 2009, pp. 231-246.
- BOULLIER, D., « Choses du public et choses du politique. Pour une anthropologie des inouïs » in M. CARREL, C. NEVEU et J. ION (eds.) *Les intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilité citoyenne dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- BOULLIER D., « Le stress de la réputation comme moteur de la violence dans le sport ? », *colloque européen Sport, violence et racisme en Europe*, Rennes, conférence de clôture, Avril 2007.
- BODIN D., *Le hooliganisme*, Paris, PUF, coll. Que sais-je, 2003.
- BODIN D., *Hooliganisme. Vérités et mensonges*, Paris, ESF, coll. Actions sociales/confrontations, 1999.
- BODIN D., « Football, supporters, violence : la non application des normes comme vecteur de la violence. » *Revue Juridique et Économique du Sport*, 51, pp. 139-149, 1999.
- BODIN D., TROUILHET, D. Le contrôle social des foules sportives en France : réglementation, difficultés d'application et extension des phénomènes de violences in D. BODIN (dir.), *Sports et violences*. Paris, Chiron, coll. Sports études, pp. 147-168, 2001.
- BODIN, D., ROBENE, L., HEAS, S., *Sports et violences en Europe*. Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 2004.
- CHEVRIER S., *Quels rôles peut-on attribuer aux centres de première intervention de sapeurs-pompiers non intégrés ?* Enquête sociologique, Rapport final, Etude réalisée pour l'INESC/IHESI, Septembre 2001.
- CHEVRIER S., HUET A., RETO N., *Station Saint-Denis Université : vers une nouvelle centralité urbaine ?* Rapport final, Etude commandée par la RATP, Janvier 2002.
- CHEVRIER S., SAUVAGE A., NOGUES T., « Armées et missions de sécurité intérieure » in *Les Champs de Mars*, n° 11, pp. 141-152, premier semestre 2002.
- CHEVRIER S. et JUGUET S., *Arrêt demandé, Réflexion anthropologique sur les temps et les espaces d'attente du bus*, Enigmatek Editions, Paris, 2003.

CHEVRIER S., JUGUET S., J-12 *Les championnats du monde d'athlétisme Paris-Saint Denis 2003*, LARES - Enigmathek Editions / RATP – Paris, Septembre 2004.

CHEVRIER S., SAVINA M., *Territoire – Mouvements Pôles d'échanges de Saint-Denis (93) et de Rennes (35)*, Etude réalisée pour le Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (Plan Urbanisme Construction Architecture), janvier 2005.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

AKRICH M., CALLON M., LATOUR B., *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs.*, Paris, Presses des Mines de Paris, 2006.

AMPHOUX, P., THIBAUD JP, et CHELKOFF G., *Ambiances en débats*, édition A la croisée, 2003.

ANZIEU, D., Collectif, *Les Enveloppes psychiques*, Paris, Dunod, 2003.

ANZIEU, D., *Les contenants de pensée*, Paris, Dunod, 1993.

AURAY, N., « Les technologies de l'information et le régime exploratoire », in VAN ANDEL P., et BOURSIER D., (eds.), *La sérendipité. Le hasard heureux*, Herman, 2011, p. 329-343.

BESSY, C ; et CHATEAURAYNAUD, F. *Experts et faussaires. Une sociologie de la perception*, Paris : Mataillé, 1995.

BÉTIN, C., MARTINAIS E., RENARD MC., *Sécurité, vidéosurveillance et construction de la déviance: l'exemple du centre-ville de Lyon*, *Déviance et société*, Vol 27, 2003/1.

BOLTANSKI, L. et THÉVENOT, L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard (NRF), Paris, 1991.

BOMSEL, O., *L'économie immatérielle. Industries et marchés d'expérience*, Paris, Gallimard, 2010.

BOSC, O., *La Foule criminelle. Politique et criminologie dans l'Europe du tournant du XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 2007.

BROMBERGER, C., *Le match de football, ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*. Paris, Maison des sciences de l'homme, 1995.

BRUNETEAU, P., *Maintenir l'ordre*, Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1996.

- CHAMPAGNE, P., *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Paris, Editions de Minuit, 1990.
- CHATEAURAYNAUD, F. et TORNAY, D., *Les Sombres Précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Editions de l'EHESS, 1999.
- CLANCHÉ, P., « Football, instabilité et passion ». *Communications*, 67, pp. 9-23, 1998.
- CLARK, T.N., BARTLETT A., FLORIDA, R., and GATES, G., *The City as an Entertainment Machine*, Lanham: Lexington Books, 2011 (1st ed. 2003)
- CLARKE, R. R. (ed.), *Situational Crime Prevention: Successful Case Studies*. Second Edition. New York: Harrow and Heston, 1997.
- COCHOY, F. (dir.), *La captation des publics : « c'est pour mieux te séduire, mon client »*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2004.
- DAGNAUD, M., *La tenf. Essai sur le désordre des générations*, Paris, Le Seuil, 2008.
- DEWEY, J., *Le public et ses problèmes*, Paris, Farrago, Publications de l'Université de Pau, 2003 (1^e édition, 1932).
- FARKAS, I. D. HELBING, T. VICSEK, "Mexican waves in an excitable medium", *Nature* **419**, 131-132 (2002).
- FAVRE, P. (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.
- FILLIEULE, O., *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses FNSP, 1997.
- FILLIEULE, O. et. TARTAKOWSY, D., *La manifestation*, Paris: Les Presses de Sciences Po, 2008.
- FOURNIER, L., CROZAT, D., BERNIE-BOISSARD, C., CHASTAGNER, C., (eds.), *La fête au présent. Mutations des fêtes au sein des loisirs*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- GIBSON, J.J., *The ecological approach to visual perception*, New-York, Houghton Mifflin, 1979.
- GLASER, B. and STRAUSS A., *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago: Aldine, 1967.
- GOFFMAN, E., *Frame Analysis, An essay on the Organization of Experience*, Harmondsworth, Penguin Books, 1974.
- GOLDHABER, M. H., "The Attention Society," Release 1.0, (26 March), No. 3, E. Dyson (ed.), New York, EDventure Holdings, 1992, pp. 1-20.

- HENNION, A., *La passion musicale. Une sociologie de la médiation*, Paris, A.M. Métailié, 1993.
- HUTCHINS, E., *Cognition in the wild*, Cambridge: The MIT Press, 1995.
- JANOWITZ, M., *The Professional Soldier, A Social and Political Portrait*, Glencoe, The Free Press, 1971 (1^e édition, 1960).
- JOSEPH, I. "La relation de service. Les interactions entre agents et voyageurs", *Annales de la recherche urbaine*, Sept-Oct. 88, n° 39, pp. 43-55.
- JOSEPH, I. *Le passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*, Paris : Librairie des Méridiens, 1985.
- LATOUR, B., MAUGUIN, P. et G. TEIL, « Pour une cartographie des innovations. Le 'graphe socio-technique' » in Dominique Vinck (sous la direction de) *Gestion de la recherche, nouveaux problèmes, nouveaux outils*. De Boeck, Bruxelles, 1991, pp.419-480.
- LATOUR, B., « Le "topofil" de Boa Vista ou la référence scientifique », in *La clef de Berlin et autres leçons d'un amateur de science*, Paris, La Découverte, 1993.
- LATOUR, B., « Les vues de l'esprit. Une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques » *Culture Technique*, n° 14, 1985.
- LATOUR, B., *Changer de société - refaire de la sociologie*, La Découverte, Paris, 2006.
- LATOUR, B., et HERMANT E., : *Paris, ville invisible*, Les empêcheurs de penser en rond, 2002.
- LATOUR, B., *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris : La Découverte, 1999.
- LATOUR, B. *La fabrique du droit*, Paris, La Découverte, 2003.
- LATOUR, B., JENSEN, P., VENTURINI, T., GRAUWIN S., and BOULLIER D., "The Whole is Always Smaller Than Its Parts'. A Digital Test of Gabriel Tarde's monads", *British Journal of Sociology* (accepted 2011).
- LEFEBVRE, H., *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos (2^e ed.), 1968.*
- LE BON G., *Psychologie des foules*, Paris, Alcan, 1895.
- LESSIG, L., *Code and other laws in cyberspace*, Basic Books, 1999.
- LIVET, P., *La communauté virtuelle*, Combas, Editions de l'éclat, 1994.

- LIVET, P. et THEVENOT, L., « Les catégories de l'action collective », in Orléan, A. (dir.), *Analyse économique des conventions*, PUF, Paris, 1994.
- LYNCH, K., *L'image de la cité*, Paris, Dunod, 1971.
- MAYER, N., « Le temps des manifestations », *Revue européenne de Sciences Sociales*, 42(129), 2004, pp.219-224.
- Mc LUHAN, M., *La galaxie Gutenberg, La genèse de l'homme typographique*, Paris, Gallimard, 1977 (1^{re} édition: 1962).
- MONJARDET, D., *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris, La Découverte, 1995.
- MOREAU, C. et SAUVAGE, A., *La fête et les jeunes, Espaces publics incertains*, Rennes, éditions Apogée, 2006.
- MOUSSAÏD, M., PEROZO, N., GARNIER, S., HELBING, D., and. THERAULAZ, G., "The walking behaviour of pedestrian social groups and its impact on crowd dynamics", *PLoS ONE*, 2010, 5(4):e10047
- NORMAN, D.A., "Affordances, Conventions and design", *Interactions*, vol VI.3 , May-June 1999 pp. 38-43.
- OCQUETEAU, F. et POTTIER, M.-L., « Vidéosurveillance et gestion de l'insécurité dans un centre commercial : les leçons de l'observation », *Les Cahiers de la Sécurité intérieure*, n° 21, 3^e trim. 1995.
- ORLÉAN, A. (dir.), *Analyse économique des conventions*, PUF, Paris, 1994.
- ORLÉAN, A., *Le pouvoir de la finance*, 1999, Paris, Ed. Odile Jacob
- PADIOLEAU, J.-G. (sous la dir.), *La fin des sapeurs-pompiers républicains. Politiques et expériences de services collectifs post-modernes de proximité*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- PADIOLEAU, J.-G., *Le réformisme pervers : le cas des sapeurs-pompiers*, Paris, PUF, 2002.
- PARK, R. E., *La foule et le public*, Lyon, Parangon, 2007 (1^{re} ed. 1903)
- RASMUSSEN, J., *Information Processing and Human-Machine Interaction*, North Holland, 1986.
- REYNIÉ, D., « Le public ou la foule ? L'opposition Tarde/Le Bon », *Dictionnaire critique de la communication*, sous la direction de L. Sfez, Tome II, pp. 1680-1686, Paris, PUF., 1993.

- REYNIÉ, D., « Gabriel Tarde, théoricien de l'opinion », introduction à la réédition de *L'Opinion et la foule*, Paris, PUF, 1989, p. 7-28
- RIBOT, *Psychologie de l'attention*, Paris, Felix Alcan, 1889.
- ROCHE, S., *Sociologie politique de l'insécurité*, PUF, 1998.
- ROCHE, S., *La société incivile*, Seuil, 1996.
- SIMON, H. A. and MARCH J.-G., *Organizations*, New York: John Wiley and sons, 1958 (traduction française: *Les organisations*, Paris, Bordas, 1960)
- SLOTERDIJK, P., *Sphères I Bulles*, Maren Sell éditeur, Pauvert, Paris : 2002.
- SLOTERDIJK, P., *Sphères III Ecumes*, Maren Sell éditeur, Pauvert, Paris : 2005.
- STRAUSS, A., FAGERHAUGH S., SUCZEK B. and WIENER C., *Social Organization of Medical Work*, Chicago, University of Chicago Press, 1985.
- SUCHMAN, L. A., *Plans and Situated Actions : the Problem of Human-Machine Communication*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- TARDE, G., *Monadologie et sociologie*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond, 1999 (1^{re} ed :1892).
- TARDE, G., *L'opinion et la foule*, Paris, Alcan, 1901 (Réédition Paris : Presses Universitaires de France, coll. « Recherches politiques », 1989.
- TARDE, G., *Les lois sociales, esquisse d'une sociologie*, Paris : Alcan, 172 p. Réédition Paris, Le Seuil, coll. « Les empêcheurs de penser en rond », 2002, (1^{re} édition 1898).
- THÉVENOT, L., *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, 2006.
- THÉVENOT, L., « Pragmatiques de la connaissance », in Borel, A., Bouvier, A., Pharo, P. (eds.), *Sociologie et connaissance. Nouvelles approches cognitives*, 1998, Ed. du CNRS, pp.101-139.
- THÉVENOT, L., « Les investissements de forme », in : Thévenot L. (ed) *Conventions économiques*, CEE-PUF, Paris, 1986, pp. 21-71.
- VITALIS, A., « vidéosurveillance, sécurité et libertés », *Terminal*, n°84, 2001.
- WHITE, H., *Identity and Control: A Structural Theory of Social Action*, Princeton University Press, 1992 (2nd ed: 2008)

Sommaire

INTRODUCTION	7
La sécurité comme climatisation	7
La ville événement	9
Les prises techniques sur la climatisation	10
Les professionnels de l'ambiance	13
Méthodes de saisie de l'insaisissable	14
Prendre la mesure du climat	26
La chaîne de traitement par les professionnels	27
UN MATCH DE FOOT (NANTES-MARSEILLE)	29
1/ Une histoire de match ordinaire : FC Nantes/ Olympique de Marseille au stade de la Beaujoire	30
2/ Conteneur et contenant : la ville, le stade, le match et les clubs de supporters	38
3/ Théorie des conteneurs et des contenants	44
Un cas de contenant fort : les Transmusicales	49
Définitions provisoires	53
4/ La tribune Loire ou l'illusion de la visibilité	53
Ça chauffe en Tribune Loire !	55
L'organisation du PCC	58
5/ L'illusion panoptique : le règne de la vidéo vs. la composition médiatique	63
La production de traces	64
La vidéosurveillance pour cibler des individus <i>a priori</i> suspects	65
La vidéosurveillance pour punir	66
La gestion des foules	68
La composition médiatique nécessaire au commandement	69

<i>Absence, demande et limites de la vidéo</i>	69
<i>L'omniprésence de la radio</i>	71
<i>Les cartes</i>	74
<i>Les téléphones portables</i>	75
Information/délibération/décision/action et leurs réseaux de communication privilégiés	78
6/ Billets et tri des publics	81
Billet s'il vous plaît	82
<i>Lundi 27 octobre 17h Stade de la Beaujoire – Nantes</i>	82
<i>Mercredi 29 octobre 15h30</i>	84
<i>19h30-40 Guichet visiteurs</i>	86
7/ Le tri des publics	86
Dès le départ, des éléments hétérogènes cohabitent dans le même espace	87
La situation évolue : le public change de nature en partie	88
Le tri effectué a été faussé délibérément et crée des cohabitations à risque	88
La configuration dans laquelle se présente un public connu n'est pas la configuration habituelle	90
Méthodes et moments de tri	91
Le tri informationnel	91
Le tri par prépositionnement	91
Le tri en intervention	92
<i>Politiques de tri et démocratie</i>	93
Conclusion : Ce que fait un match de foot à une ville	95
UN FESTIVAL EN VILLE : LES TRANSMUSICALES A RENNES	99
1/ RÉpublique : un port pour la fête ou un sas de cauchemar ?	100
Une situation normale	100
La montée de la pression	100
La crise	102
Le retour au calme progressif	103
Un risque de rebond de la crise	104

Le retour réel au calme	105
Le debriefing	106
Conclusion	107
2/ La morphologie urbaine aide ou non à formater le public	107
3/ Le travail d'articulation	110
Les transformations des entités du festival	113
La qualité des articulations	116
4/ L'affaire du bracelet	119
Le pouvoir du bracelet	123
5/ Seuils, frontières, sas	125
Changements de statuts	125
Compter pour contrôler	127
Trier les publics	128
Des modes de contrôle des seuils toujours particuliers	129
Seuil marchand	130
Le risque du sas	131
Seuils poreux	132
6/ Le temps de l'intervention et les temps des professionnels	133
Un cas d'école ?	138
Un conteneur qui fait son travail	138
Des stratégies qui fonctionnent à condition d'être adaptées au terrain	139
Une foule en état mental modifié	140
7/ Le rythme de l'ÉvÈnement et le rythme des professionnels	142
8/ Au feu !!	144
9/ Les attracteurs	149
10/ Les publics affectés	153
Le vecteur sonore	153
Le vecteur circulation	155
Le vecteur cohabitation	155
Le vecteur odeur	157

Le vecteur police	158
Le vecteur médias	158
11/ La manifestation des <i>ravers</i> vue à travers le centre d'information et de commandement	160
Observation en direct de la manifestation	163
Retour au CIC	164
12/ De la <i>rave</i> à la manif	166
13/ Événement-mouvement	167
Conclusion : Ce que fait un festival à la ville	170
UNE MANIFESTATION NANTES LE 29 JANVIER 2009	175
1/ La manifestation intersyndicale du 29 janvier 2009 à Nantes	175
2/ La foule dans tous ses états	181
Physionomie de la foule	181
<i>La métaphore physiologique</i>	182
<i>La métaphore thermodynamique</i>	183
3/ Le maintien de l'ordre, un mÉtier d'expert	185
Garder son calme pour éviter que le climat ne dégénère	185
Gestion de la temporalité	186
4/ L'écho d'une manifestation - Saint-Nazaire 29 janvier 2009 (entendue depuis la salle de commandement de Nantes)	187
Équipement de la salle (en fait un bureau)	187
L'irruption de Saint-Nazaire	188
Les suites de Saint-Nazaire	192
<i>Compte rendu d'un organe de presse web alternatif (Bellaciao) :</i>	192
<i>Compte-rendu par l'intersyndicale dans un communiqué</i>	193
5/ Commander à l'aveugle, avantages et inconvénients	193
6/ La place du droit dans la pragmatique du maintien de l'ordre	196
Avant : cadrer	198
Après: maîtriser	199
Le bon moment : le <i>kairos</i>	202

7/ Petites histoires pour grande manif	204
« L'attaque » de la FNAC	204
Le « siège » du commissariat Olivier de Clisson	205
8/ Prises sur un milieu et prises sur un public	206
Supposer une intention :	209
Monitorer l'état physique de la foule en permanence :	209
Réguler par les attracteurs :	209
Produire ou défaire un conteneur :	210
Conclusion : Ce que fait une manifestation	210
REMERCIEMENTS	215
LISTE DES ABREVIATIONS	217
BIBLIOGRAPHIE	219
REFERENCES DE L'EQUIPE SUR CES THEMES	219
BIBLIOGRAPHIE GENERALE	221
SOMMAIRE	227